

## L'invitation à M. Arafat

C'est donc officiel : François Mitterrand recevra cette année, à l'Élysée, Yasser Arafat. En annonçant, mardi 28 mars, avec quelques solennités, le principe de cette rencontre, dont la date reste à fixer, le porte-parole de la présidence de la République a mis un terme à plusieurs mois de spéculations entretenues à dessein par les dirigeants de l'OLP. Il y a quelques jours encore, Abou Iyad, le bras droit de M. Arafat, assurait que rendez-vous était pris pour avril, au Caire. Une clarification française s'imposait.

Celle-ci répond à un double souci. Sur la forme, et à mesure que s'enfuit la rumeur d'une prochaine entrevue, M. Mitterrand ne pouvait laisser croire qu'on lui ferait le malin. En coupant court aux interrogations, il réaffirme en quelque sorte qu'il est seul maître de sa décision. Sur le fond, le fait de recevoir M. Arafat à Paris est un développement logique de la politique française au Proche-Orient. Car de deux choses l'une : ou bien le chef de l'OLP n'est pas un homme « fréquentable » par les grands de ce monde, et on l'évite ; ou bien il symbolise la lutte d'un peuple et sa soif d'indépendance, et on lui parle, non pas à la sauvegarde ou en terre étrangère - l'Égypte, par exemple, ne demandant qu'à jouer les hôtes pour une telle rencontre - mais chez soi et au grand jour.

M. Mitterrand avait esquissé une réponse à ce dilemme en prenant l'engagement, à l'Élysée, il y a trois ans déjà, au Caire. Même s'il n'était à l'époque que le numéro un du Parti socialiste, il signifiait ainsi qu'il ne tenait pas le leader palestinien pour le « terroriste » qu'on dénonçait aujourd'hui encore en Israël, mais pour l'interlocuteur obligé dans toute négociation sérieuse au sujet du conflit israélo-arabe.

En s'entretenant régulièrement avec M. Arafat au fil des ans, les ministres français des affaires étrangères, de droite comme de gauche, ont largement contribué à le « légitimer », notamment aux yeux de l'opinion.

Passionnément attaché à la « sécurité » de l'État juif « dans des frontières sûres et reconnues » - selon la célèbre formule de la résolution 242 du Conseil de sécurité - M. Mitterrand ne pouvait rencontrer M. Arafat sans lui reconnaître pas clairement l'existence d'Israël et ne répudier pas le terrorisme pratiqué ou cautionné dans le passé par l'OLP. C'est chose faite depuis le Conseil national palestinien d'Alger, en novembre 1988. Dès lors, pour M. Mitterrand, la cause était entendue. Aucun obstacle de principe n'empêchait plus qu'il ne s'entretint avec M. Arafat.

Qu'on le déplore ou qu'on s'en réjouisse, la position française a au moins le mérite de la cohérence et de la continuité. Mais pareils arguments ne peuvent, bien sûr, emporter la conviction de la communauté juive de France ni du gouvernement israélien, qui, même s'il attendait, a accueilli avec amertume l'initiative de l'Élysée. On la « digère » d'autant plus mal à Jérusalem qu'elle émane d'un homme tenu à-bas de longue date pour un « ami » d'Israël. L'annonce faite mardi à Paris constitue, il est vrai, un rude coup pour M. Shamir, huit jours seulement avant sa visite officielle à Washington. Elle devrait surtout, dans l'immédiat, conforter son intransigeance.

(Lire nos informations page 5.)

M 0147 - 0330 0 - 4,50 F

3790147004500 03300

## Plus de vingt morts dans la province yougoslave

### Les troubles au Kosovo sont sévèrement réprimés

Vingt et un tués, des dizaines de blessés - mais le bilan serait beaucoup plus lourd, selon des sources non officielles, - de nombreuses arrestations : les troubles dans la province yougoslave du Kosovo sont sévèrement réprimés. Un communiqué du ministère de l'intérieur à Belgrade déclare que les manifestations s'apparentent à un « soulèvement armé des séparatistes albanais ».

BELGRADE  
de notre correspondant

Une chose semble certaine dans la crise qui secoue la Yougoslavie : le régime a décidé d'employer la manière forte pour rétablir l'ordre et réprimer la flambée nationaliste de la population d'origine albanaise du Kosovo, quel que soit le prix en vies humaines. Mardi soir 28 mars, le bilan, sans doute provisoire, de six jours d'affrontements violents entre manifestants et militaires était lourd : vingt et un morts, dont deux policiers, et plusieurs dizaines de blessés de part et d'autre, selon le ministère de l'intérieur. Près de cent cinquante personnes auraient été arrêtées.

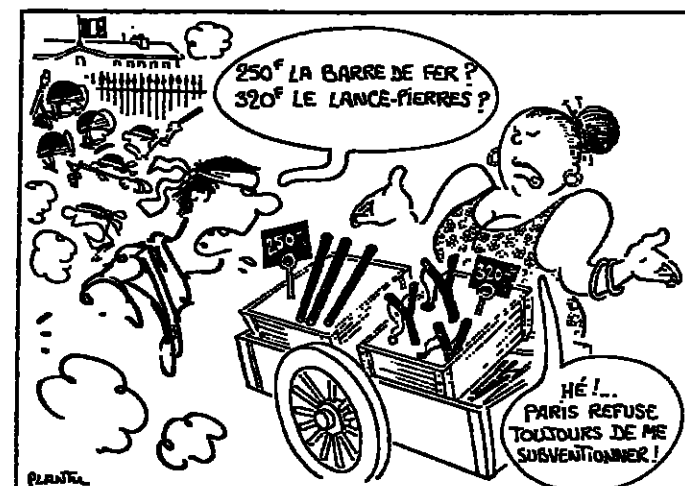
Les heurts les plus sanglants se sont produits au cours des dernières quarante-huit heures à Podujevo, Uroševac, Kosovska Mitrovica et Zuri, village proche de la frontière avec l'Albanie, où un jeune émeutier de dix-huit ans a été tué lors de l'attaque d'un commissariat de police. En dépit du couvre-feu imposé depuis lundi soir et de l'interdiction des rassemblements de plus de trois personnes, rien ne semble indiquer un retour au calme. Les forces de l'ordre contrôlent toujours massivement Pristina, la capitale régionale. De nombreux policiers, casqués, vêtus de gilets pare-balles et appuyés par des véhicules blindés, patrouillent dans les rues. Ce sont les événements les plus graves que le Kosovo ait connus depuis 1981.

PAUL YANKOVITCH  
(Lire la suite page 3.)

## Nouvelles propositions de M. Rocard

### Paris compte sur une reprise du dialogue avec les Corses

Le gouvernement a proposé, mardi 28 mars, aux syndicats des fonctionnaires de Corse de rouvrir le dialogue. Tout en proposant une indemnité provisoire de transport, Matignon souhaite que l'espace de négociation soit assez circonscrit pour qu'elle ait des chances d'aboutir. En Corse, où de violents incidents ont eu lieu à Bastia, les syndicats demandent des garanties avant de revenir à Paris.



Lire nos informations page 10

## Traitements des enseignants

Le gouvernement appliquera la revalorisation sans attendre l'accord des syndicats.

PAGE 13

## Limogeage à Téhéran

L'ayatollah Montazeri n'est plus le « dauphin » de l'imam Khomeiny.

PAGE 5

## Les bombardements à Beyrouth

Un éphémère cessez-le-feu...

PAGE 5

La réorganisation de la région parisienne : un point de vue de M. Pierre-Charles Krieg, président du conseil régional. Les cent ans de la tour Eiffel.

PAGE 23

Le sommaire complet se trouve en page 32

## L'ENQUÊTE : guérilla, hyperinflation, impuissance de l'Etat

### Le Pérou à vau-l'eau

La crise leur semble si grave que les Péruviens s'étonnent presque de n'avoir pas encore connu une explosion de colère comme celle qui a récemment ensanglanté le Venezuela, pays qui, au regard de leur, pourrait passer pour privilégié.

Mais le fiasco économique n'est que l'un des nombreux maux et dangers - la guérilla étant la pire - auxquels doit faire face un appareil d'Etat qui ne détiend plus que des lambeaux de pouvoir.

LIMA  
de notre envoyé spécial

« Desgobierno » : le mot revient comme un leitmotiv dans le brouhaha de la rue Ocona, où l'on

commente l'annonce du énième plan gouvernemental de « stabilisation » économique. Est-il encore pensable que le gouvernement puisse enrayer un tant soit peu la crise, alors que dans tous les domaines - pas seulement celui de l'économie - son impuissance est évidente et que, partout, son autorité ne cesse d'être battue en brèche, depuis des années.

Impossible de traduire « desgobierno », « dégouvernementation » ? Mieux, peut-être : « désadministration », au sens le plus large et le plus fort. Le phénomène est très latino-américain, mais tout particulièrement péruvien.

Pianotant nerveusement sur les touches d'une calculatrice, ils affichent « leur » cours du dollar et brandissent l'appareil à l'intention des passants et des automobilistes qui font la queue. D'une grosse

pochette solidement attachée à la ceinture, ils prélèvent une pincée de billets verts et, après échange, y entassent pas poignées de liasses d'intis, la monnaie nationale affectée, jusqu'à une période toute récente, d'une dévaluation vertigineuse.

En plein cœur de Lima, ils sont des milliers, ces changeurs au noir opérant au grand jour. Dès que l'on a quelque argent, il faut aussitôt le convertir en devises pour ne pas risquer de lui faire perdre davantage de son pouvoir d'achat. L'inflation est telle - près de 3000 % en un an - que l'on ne trouve même plus de timbres-poste ; leur réimpression coûte trop cher, car il faudrait, pour bien faire, en modifier le prix toutes les semaines.

FRANCIS CORNU.

(Lire la suite page 8.)

## Un entretien avec le PDG de Bull

### Une ambition technologique pour l'Europe

Après les années 70, qui avaient marqué un recul européen dans l'électronique et l'informatique, les années 80 auront été la décennie du redressement. M. Jacques Stern, PDG de l'entreprise publique française Bull, numéro un européen des ordinateurs, se félicite, dans l'entretien qu'il nous a accordé, du fait que les Européens contrôlent désormais la moitié du marché des Douze dans l'informatique, contre un tiers en 1982. De même se réjouit-il des programmes communautaires comme Esprit. « Le recul de l'Europe est stoppé ».

Pourtant, cela ne suffit pas. L'insuffisante maîtrise de l'Europe, voire son absence, dans les technologies de base, comme les semi-conducteurs (composants électroniques), la magnétique (périphériques d'ordinateurs) ou les logiciels, provoque une « fuite de la valeur ajoutée » vers le

Japon et les États-Unis, et handicape l'avenir. Il faut que l'Europe se donne une ambition, déclare M. Stern, et cette ambition doit être de disputer la suprématie mondiale des technologies de pointe au Japon et aux États-Unis, comme cela fut fait - et réussi - dans le nucléaire ou l'espace. La France, qui présidera la Communauté au second semestre, devrait, explique M. Stern, proposer aux Douze un « plan global », allant de la formation à une politique d'achats publics en passant par la définition de « grands projets ».

« Ce n'est pas une question financière », assure le PDG de Bull. Les budgets actuels suffisent. Mais il faut une détermination politique qui privilégie la durée.

(Lire page 25)  
l'entretien de M. STERN avec ERIC LE BOUCHER et FRANÇOISE VAYSSE.

## Mobilisation générale contre un barrage près du Puy

### Larzac-sur-Loire

Plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées les dimanche et lundi de Pâques au lieu-dit Serre de la Fare, près du Puy-en-Velay (Haute-Loire) pour marquer leur opposition au projet de barrage qui vient d'être déclaré d'utilité publique.

Un rassemblement « européen » sera organisé au même endroit les 29 et 30 avril. Un nouveau Larzac ?

LE PUY  
de notre envoyé spécial

La Haute-Loire aurait-elle perdu la tête ? Passe encore que la Bretagne, éternelle rebelle, boue le nucléaire hors de Plogoff, ou que les paysans du Larzac, mauvais coucheurs de tradition,

brisent l'extension du camp militaire. Mais Le Puy ! Voici que la capitale du Velay, dont la Vierge géante veille sur les pensionnaires religieux et les pieuses maisons de retraite, vire brusquement au vert : 22 % de ses voix sont allés à un inconnu, M. Martin Arnaud, qui osait dire non au projet de barrage de Serre de la Fare, à une quinzaine de kilomètres en amont sur la Loire. Les Ponois (habitants du Puy) n'en croient pas leur audace : presque un citoyen sur quatre a osé voter « écologie ».

Pour comprendre ce phénomène, il suffirait de se rendre le 26 mars, dimanche de Pâques, sur le site du barrage en procès : des files de voitures immatriculées en Haute-Loire encombraient l'étroite route du pont de Chardon, la seule voie d'accès. Les

plus hardies envahissaient pacifiquement le terrain en contrebas, le long d'une de ces plages de sable dont la Loire a le secret.

ROGER CANS.

(Lire la suite page 13.)

## Le Monde

CAMPUS  
■ L'URSS a aussi des problèmes avec les maths. ■ Les maîtres du maître. ■ Le « projet d'établissement » du collège Albert-Calmette. Pages 15 à 17

Immobilier : une rubrique d'annonces classées : la sélection détaillée de maisons et d'appartements à louer dans Paris et en banlieue. Pages 20 à 22

## Naguib Mahfouz

PRIX NOBEL DE LITTÉRATURE



A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 6 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$ ; Antilles/Réunion, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 195 pes. ; G.-B., 80 p. ; Grèce, 100 dr. ; Inde, 90 p. ; Italie, 1.700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 L. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 325 F CFA ; Suède, 12,50 sc. ; Suisse, 1,60 L. ; USA (NY), 1,50 \$ ; USA (autres), 2 \$.





URSS : les conséquences du scrutin du 26 mars

## Les dirigeants du PC désavoués par les électeurs pourraient perdre leurs fonctions

Le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, M. Guennadi Guerassimov, a déclaré, mardi 28 mars, au cours d'un point de presse, que les dirigeants du parti battus lors des élections de dimanche pourraient perdre leurs fonctions.

« Le parti, a-t-il déclaré, devra établir pourquoi cela s'est passé. Les dirigeants du parti doivent non seulement avoir la confiance du parti, mais aussi celle du peuple. » Prenant l'exemple de la défaite d'un chef du PC dans une ville, M. Guerassimov a ajouté : « On pourrait imaginer que la prochaine session plénière du gorkom (comité du PC pour la ville) examine ce problème et prenne la décision qui s'impose. » Mais le porte-parole a souligné qu'il n'y aura pas de processus automatique : « et que chaque cas sera examiné séparément ».

M. Guerassimov a tenu à faire observer que si 20 % environ de cadres du parti avaient été battus, cela signifiait que « 80 % ont gagné ».

Le ministre des affaires étrangères, M. Chevardnadze, dont les propos ont été rapportés par son homologue français, M. Roland Dumas, a l'issue de leur entretien de mardi, s'est félicité, pour sa part, du résultat des élections, estimant que « ceux qui ont été écartés par les

électeurs sont ceux qui appliquaient trop lentement la perestroïka ».

« L'opinion publique est avide de plus de mouvement », a-t-il dit pour expliquer l'échec de plusieurs dirigeants locaux du PC, citant notamment le cas de la direction de Leningrad.

Toujours selon M. Dumas, M. Chevardnadze a indiqué que la direction soviétique avait « senti qu'il allait se passer quelque chose, mais n'avait pas prévu une telle ampleur ». « Quant au camarade Eltsine, a-t-il ajouté, il est membre du parti, il est au comité central, [son élection à Moscou] est loin d'être un drame ».

La télévision soviétique a, d'autre part, annoncé que les élections de dimanche ont permis d'élire 1 264 députés pour les 1 500 sièges à pourvoir au Congrès des députés du peuple. Des seconds tours ou de nouvelles élections devront donc être organisés pour les mandats restants.

Les *Izvestia* ont indiqué, pour leur part, que la participation électorale « dans la majorité des régions » avait été de 90 % à 95 %. Le journal estime ce résultat « très honorable » et souligne qu'il a été obtenu « sans agitateurs envoyés comme avant » pour pousser les gens à voter. Des participations de 98 % ou 99 % étaient régulièrement annoncées lors des consultations précédentes. Mais

le caractère « non obligatoire » du scrutin de dimanche n'avait pas été explicitement souligné et les observateurs ont pu constater que nombre de Soviétiques s'interrogeaient à ce sujet.

**Réactions diverses à l'Est**

Le résultat des élections en Union soviétique a été accueilli de manières très diverses dans les pays de l'Est. A Varsovie, le grand quotidien d'informations *Zycie Warszawy* estime que la consultation et la campagne qui l'a précédée étaient parfaitement conformes « à l'esprit de la perestroïka » et ajoute : « C'était une grande école de la démocratie ». La plupart des journaux ainsi que la télévision ont salué la victoire de Boris Eltsine et signalé la défaite de nombreux cadres du parti.

A Budapest, la presse et la télévision hongroises ont fait une large place à la victoire de M. Eltsine, insistant sur le fait qu'il n'y avait pas de conflit entre ce dernier et M. Gorbatchev. Dans un commentaire, le journal des syndicats *Nepszava* estime que « la société soviétique n'avait pas été préparée, psychologiquement et moralement, de façon appropriée » à ces élections et ajoute que le moment décisif sera

celui « où les masses verront ce que la réforme économique pourra leur apporter sur les tables de la population soviétique ».

Large écho également à Prague, où l'envoyé spécial de *Rude Pravo* cite, dans un reportage de trois colonnes publié en première page du journal, une jeune Soviétique qui a voté pour M. Eltsine : « Il a un programme radical, dit-elle, et s'il se trompe sur certains points, le Parlement le corrigera. J'estime qu'il est bon d'avoir des rebelles au sein de chaque collectif, y compris celui des députés ». La presse est-allemande, pour sa part, publie une analyse nuancée qui évite de mettre en relief les échecs les plus marquants des candidats du PC soviétique.

Aucun commentaire, en revanche, la presse bulgare. En Roumanie, le quinzième anniversaire de l'accession à la présidence de M. Ceausescu est trop abondamment célébré pour laisser place à d'autres événements.

A Cuba, le quotidien *Granma* évoque le triomphe de M. Eltsine, mais en lui donnant le titre de membre du bureau politique qu'il a perdu l'an dernier.

A Pékin, le *Quotidien du peuple* et le *China Daily* se bornent à publier de brèves dépêches factuelles sur la consultation. — (AFP, Reuter.)

RFA

## Les amitiés libyennes du député Vert Alfred Mechttersheimer

BONN  
de notre correspondant

La torpille pascal qui s'était abattue sur la capitale fédérale a été touchée par les révélations du *Süddeutsche Zeitung* : un député Vert, M. Alfred Mechttersheimer, quarante-neuf ans, a joué un rôle moteur dans la mise en place d'une fondation financée par la Libye, la Fondation MAG pour la paix et la solidarité, dont le siège est situé à Vaduz, au Liechtenstein.

Les lettres MAG cachent les initiales du nom du leader libyen dans sa graphie allemande (Muammar Al Gaddafi). Dotée d'un capital de 10 millions de dollars, cette fondation a pour objectif de soutenir des recherches et des projets en Europe, silant, selon les propos de M. Mechttersheimer, « dans le sens du désarmement, de la protection des minorités » et « sans rancune » de celui de l'interdiction mondiale des armes chimiques.

Tout en se défendant d'avoir touché personnellement de l'argent, le député Vert reconnaît avoir joué le rôle de conseiller dans la mise en place — non encore achevée — de cette fondation dont le maître d'œuvre est un ancien ambassadeur de Libye à Vienne.

Alfred Mechttersheimer justifie son engagement en affirmant qu'il s'agit pour lui de favoriser « cette sorte de perestroïka qui se déroule actuellement à Tripoli et le rapprochement de la Libye avec la communauté internationale ».

La parcours d'Alfred Mechttersheimer est singulier : ancien lieutenant-colonel de la Bundeswehr, membre de la CSU bavaroise, il quitte l'armée à grand fracas après une thèse non conformiste sur les avions Tornado. Il renonce à sa retraite, et s'engage très activement dans le

mouvement pacifiste des années 80, dont il devient un des leaders, aux côtés d'un autre militaire repent, le général Gerd Bastian. Il fonde l'Institut de Starnberg pour la recherche sur la paix et devient, en 1987 député Vert au Bundestag, sans toutefois être membre du parti.

### Manœuvres communes de la Bundeswehr

Il se signale alors par des positions de plus en plus extrêmes qui mettent ses collègues dans l'embarras : son anti-américanisme viscéral le rapproche des nationalistes de droite sur la question de la réunification allemande. Il va même jusqu'à proposer des manœuvres communes de la Bundeswehr avec la Volkarmee de la RDA pour faire pièce aux manœuvres de l'OTAN.

Opposant farouche à la coopération militaire franco-allemande qu'il dénonce en termes très violents au Bundestag, il n'a qu'indulgence pour une Libye victime de l'impérialisme américain. Il sera le seul parlementaire occidental à pouvoir visiter l'usine chimique de Rabta, et le seul aussi à affirmer à la tribune d'un Parlement occidental que cette usine n'était conçue que pour fabriquer des médicaments.

La groupe parlementaire Vert du Bundestag doit se réunir au début du mois d'avril pour statuer sur le sort d'Alfred Mechttersheimer. Son exclusion du groupe fait peu de doute à un moment où les Verts sont à la recherche de positions plus responsables en politique étrangère. « J'ai survécu à une exclusion de la CSU », déclare Alfred Mechttersheimer, « je survivrai à ma mise à l'écart par les Verts ».

LUC ROSENZWEIG.

## Les troubles au Kosovo

(Suite de la première page.)

La « contre-révolution nationaliste et séparatiste » avait alors fait officiellement neuf morts en 1981.

Mardi 28 mars, la direction collégiale de l'Etat a publié un communiqué « demandant l'ordre » à tous les organes compétents « d'agir par tous les moyens prévus par la loi à l'encontre de ceux qui s'opposent aux mesures édictées au Kosovo, qui s'attaquent aux forces de l'ordre ou tentent de les empêcher d'exercer leurs fonctions ». Selon les observateurs à Belgrade, la teneur de ce communiqué paraît indiquer qu'un consensus s'est enfin réalisé au sein de l'instance suprême de la fédération. La Serbie avait souvent reproché ces dernières

ruces de Pristina mais ils ne sont intervenus à aucun moment.

Tandis que des coups de feu étaient échangés au Kosovo, le Parlement de la République de Serbie était réuni mardi matin à Belgrade pour une séance solennelle en présence des députés de la fédération, des républiques, des communautés religieuses et de délégués politiques socialistes. Les députés ont adopté à l'unanimité la nouvelle Constitution qui permet à la Serbie de reprendre le contrôle dans plusieurs domaines (justice, défense, police) des deux provinces autonomes qu'elle était la tutelle depuis 1974, à savoir la Voïvodine et le Kosovo.

Dans un discours très applaudi, le président du Parlement, M. Borisav Jovic, a déclaré que l'adoption des amendements mettrait au terme « l'élimination de la Serbie dans le cadre de la Fédération yougoslave », et qu'elle devenait ainsi égale en droit aux cinq autres républiques du pays. « Notre république a retrouvé aujourd'hui sa souveraineté d'Etat », a-t-il dit avant de dénoncer la Constitution de 1974, responsable à ses yeux des antagonismes nationaux qui « menacent l'intégrité du pays ». Pour M. Jovic, les nouvelles lois serbes « détruisent définitivement le rêve d'ouvrir un processus politique en faveur de la création d'une république du Kosovo ». Cela était une des revendications des manifestants d'origine albanaise au cours des troubles de ces derniers jours.

Retransmise en direct à la télévision, la séance du Parlement a été suivie dans les entreprises et les institutions. Des réjouissances populaires ont été organisées ensuite dans de nombreuses localités de la Serbie. Au cours de la même séance, un groupe de députés a proposé que le président du parti et homme fort de la Serbie, M. Slobodan Milosevic, soit élu président de cette république. L'élection doit avoir lieu très prochainement et M. Milosevic pourra ainsi affirmer davantage encore son autorité en Serbie, où il jouit déjà d'une très forte popularité.

PAUL YANKOVITCH.



années à la direction collégiale de manquer de fermeté et d'hésiter à définir une politique cohérente pour le Kosovo. Les « nationalistes et séparatistes » albanais auraient profité de ces atermoiements pour forcer des milliers de familles serbes et monténégrines à abandonner leurs foyers au Kosovo et à émigrer vers le nord du pays. A l'heure actuelle, cette province, qui compte environ deux millions d'habitants, est peuplée à près de 90 % d'Albanais. Ceux-ci se révoltent maintenant contre la modification de la Constitution de la république de Serbie qui va renforcer la tutelle de Belgrade sur leur région largement autonome depuis 1974.

Le nombre des victimes des manifestations de ces deux derniers jours témoigne de l'extrême violence des affrontements. Apparemment, il ne s'agissait pas de rassemblements « spontanés ». Les contestataires étaient bien organisés et ont synchronisé leurs actions. De Pristina jusqu'à Zur, à proximité de la frontière albanaise, les manifestants — des jeunes pour la plupart — se groupaient dans différentes localités et attaquaient au même moment les forces de l'ordre, en utilisant divers projectiles et des armes à feu. Certains ont tiré sur les miliciens à partir des toits des maisons, des balcons et des fenêtres. Par ailleurs, selon des informations qui n'ont été ni confirmées ni démenties, des manifestants auraient fait irruption mardi matin 28 mars dans la salle de contrôle de la centrale électrique d'Obilic, toute proche de Pristina, et menacé de saquer les installations. Ils furent délogés des lieux par des unités anti-émeutes renforcées par quelque mille cinq cents miliciens appelés en renfort de Monténégro.

L'endommagement de la centrale aurait eu de graves conséquences sur les approvisionnements en courant pour l'ensemble du pays. Dans la soirée du 28 mars, les autorités ne faisaient pas état de nouveaux troubles et le couvre-feu paraissait avoir été respecté dans la province. Pour la première fois, cependant, on a vu des militaires patrouiller dans les

## GRANDE-BRETAGNE : scandale à Londres

### Un évêque anglican met en doute la résurrection du Christ

LONDRES  
de notre correspondant

L'Eglise anglicane est à nouveau la proie d'une de ces querelles théologico-politiques dont elle a le secret. L'évêque de Durham, le Dr David Jenkins, qui siège de droit à la Chambre des lords, a, en effet, déclaré, dimanche 26 mars, jour de Pâques, au cours d'une interview télévisée, que la résurrection du Christ devait s'entendre au sens spirituel et non pas physique. Le Dr Jenkins est, depuis des années, une figure très controversée au sein de sa propre institution en raison de ses vues ultra-libérales en matière de dogme et de ses sympathies pour les idées de gauche. Il s'était déjà déclaré sceptique sur la virginité de Marie. Six parlementaires conservateurs viennent de demander sa démission.

L'un d'entre eux, sir Nicholas Fairbairn, a déclaré : « Le Dr Jenkins ignore-t-il que le Christ est apparu à ses disciples et qu'il leur a montré les traces des clous dans ses mains pour vaincre leurs doutes ? Si c'est de la fiction, alors la religion chrétienne est de la fiction. Mais je préfère penser que l'évêque de Durham est de la fiction ». De nombreux théologiens appartenant au courant traditionaliste de l'Eglise d'Angleterre ont également fait part de leur indignation.

Le Dr Jenkins est un peu fatigué de susciter un tollé chaque fois qu'il exprime une idée qui lui tient à cœur. Il s'était efforcé, dans l'interview diffusée dimanche, de préciser son enseignement pastoral concernant la Résurrection. « Je ne crois pas que celle-ci signifie quelque chose de physique. Elle est un phénomène spirituel et réel à la fois. L'expérience, qui a permis [aux disciples] de vérifier que Jésus était

revenu d'entre les morts, est bien plus que la constatation de la résurrection d'un cadavre ».

### Une façon de se dire de gauche

Nombreux sont les anglicans qui ne mettent jamais les pieds dans une église, pas même pour Pâques. Les statistiques sont plutôt inquiétantes pour l'Église anglicane, qui pour permettre à Henri VIII de se marier à sa guise et d'affirmer son indépendance à l'égard de Rome, 60 % des Anglais se disent anglicans, mais ils ne sont que 1,1 million en moyenne chaque dimanche à se rendre à l'office.

La théologie intéresse davantage les conservateurs que les travailleurs. En réalité, elle est surtout matière pour les parlementaires à se situer politiquement de façon à faire passer un message à leurs électeurs. Mettre en doute le caractère physique de la résurrection du Christ est ainsi, en 1989, une façon de se dire de gauche, tandis que tonner contre l'évêque de Durham est une manière de rappeler qu'on est fidèle aux traditions de la vieille Angleterre.

DOMINIQUE DHOMBRES.

● L'archevêque de Cantorbéry à Rome. — Le Vatican a annoncé, mercredi 29 mars, la visite officielle de Mgr Robert Runcie, archevêque de Cantorbéry et primat de l'Eglise anglicane, prévue du 29 septembre au 2 octobre. Le pape s'était déjà rendu à Cantorbéry en mai 1982, mais ce sera la première visite au Vatican de Mgr Runcie. L'ordination des femmes dans l'anglicanisme au sacerdoce et, depuis l'été dernier, l'épiscopat est devenu un sujet de contentieux majeur entre les deux Eglises, anglicane et romaine.

## ESPAGNE : après l'annonce de la prolongation de la trêve

### Subite volte-face de l'ETA

Spectaculaire retournement de situation au Pays basque : l'ETA, s'étant mise d'accord sur le texte du communiqué qu'allait rendre public le gouvernement, mais cet accord aurait été rompu. L'allusion aux « interprétations intéressées », notamment, serait un rajout postérieur unilatéral du ministère de l'Intérieur. L'ETA, accorde au gouvernement un délai de vingt-quatre heures pour « rectifier sa position » faute de quoi l'accord sera considéré comme rompu, avec « toutes les conséquences dramatiques » que cela suppose.

M. Corcuera à Paris

MADRID  
de notre correspondant

Tout avait commencé par la publication mardi d'une déclaration officielle du gouvernement se félicitant de l'annonce faite par l'ETA de la prolongation de la trêve jusqu'au 24 juin (le Monde du 29 mars). L'heure semblait alors aux manifestations de bonne volonté de part et d'autre. Dans ce texte, les autorités de Madrid jugeaient en effet « positifs les résultats du processus de conversations politiques menées à Alger entre représentants du gouvernement et de l'ETA », et affirmaient leur intention de « continuer une nouvelle phase de conversations permettant de parvenir à une solution définitive et de commun accord ».

Une seule restriction dans ce texte : le communiqué faisait allusion au fait que « le processus de conversations peut être entravé par certaines interprétations intéressées » en précisant toutefois ne pas considérer comme « opportuns de se lancer dans une dynamique de démentis des propos d'autrui ». Une manière diplomatique mais claire d'indiquer que le gouvernement ne partageait pas la version des conversations d'Alger fournie par l'ETA, mais n'entendait pas pour autant en débattre sur la place publique.

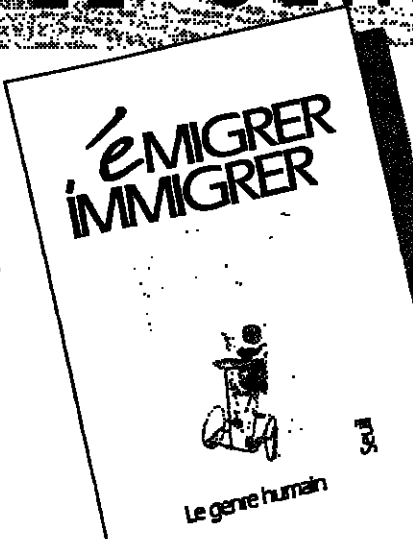
Cette attitude prudente n'a pas plu : mercredi à l'aube, l'ETA faisait parvenir à l'Agence France Presse un nouveau communiqué aux termes comminatoires. Selon ce texte, le ministère de l'Intérieur serait coupable d'un « grave manquement » à la parole donnée, qui mettrait en « très grave danger » les conversations d'Alger.

Or la version des conversations d'Alger donnée par l'ETA suscite d'évidentes réticences. En particulier, l'idée de l'organisation séparatiste d'ouvrir une « négociation parallèle » à celle d'Alger, qui réunirait exclusivement, dans un premier temps, représentants du Parti socialiste et représentants de la coalition Herri Batasuna, proche de l'ETA, ne suscite guère l'enthousiasme. Les autres formations, et notamment les nationalistes basques modérés, craignent en effet, à bon sans raison, de se voir ainsi exclues d'une négociation où l'on débattrait à leur insu de l'avenir politique de la région.

M. Corcuera doit également faire face à une autre difficulté de taille : l'exigence de l'ETA de faire participer aux conversations d'Alger trois de ses dirigeants actuellement en prison en France, José Ternera, Iñaki Urdel et Mamarru. M. Corcuera devait se rendre, dans la plus grande discrétion, mercredi à Paris, accompagné de son numéro deux, M. Rafael Vera, afin d'en débattre avec son homologue, M. Joxe.

THIERRY MALINIAK.

# LE GENRE HUMAIN



**Vive Le Genre humain ! Depuis ses débuts la revue a fait preuve d'une efficacité rare.**  
Raymond Bellour / Le Magazine littéraire

**« Le Genre humain est une revue qui marque profondément, depuis sa naissance, la vie intellectuelle de notre époque. »**  
Pierre Lepape / Le Monde

Revue Le Genre humain  
N° 19 : Émigrer, immigrer  
192 pages, 85F

Les 15 premiers numéros : 599F au lieu de 1067F jusqu'au 1.09.89

**Editions du Seuil**

## Asie

## JAPON : le scandale Recruit

## Un deuxième vice-ministre a été arrêté pour corruption

TOKYO  
de notre correspondant

L'arrestation, mardi 28 mars, de l'ex-vice-ministre de l'éducation, M. Kunio Takashi, et l'inculpation le même jour de l'ancien vice-ministre du travail, M. Takashi Kato, ont été le point de départ d'une enquête qui a touché le monde politique, mais aussi la fonction publique qui a été touchée par le virus Recruit. C'est en effet la première fois depuis la guerre que des hauts fonctionnaires ayant rang de vice-ministre sont arrêtés pour corruption.

Le scandale porte un coup sérieux au mythe de cette sacro-sainte bureaucratie au-dessus de tout soupçon, machinerie de la puissance japonaise, héritière du rigorisme de la tradition confucéenne du régime des shoguns Tokugawa, qui gérait avec intégrité les affaires de l'Etat, quel que soient les indécidables des politiciens.

M. Takashi est la neuvième personne inculpée depuis le 13 février. Il est accusé d'avoir acheté, lorsqu'il était vice-ministre, dix mille actions de la société Recruit-Cosmos avant leur cotation, qui lui ont rapporté 30 millions de yens, les tracasseries s'étant tout bonnement déroulées dans son bureau. En contrepartie, le vice-ministre, qui avait été auparavant directeur de l'enseignement secondaire, aurait fait obtenir à Recruit (une société spécialisée dans l'embauche) la liste des élèves de lycée afin de faciliter la diffusion de ses publications sur l'orientation de ceux-ci vers l'enseignement supérieur. Il aurait d'autre part facilité la nomination du président de Recruit, M. Ezoe, et de plusieurs

cadres de son entreprise, dans les conseils consultatifs du ministère de l'éducation.

Alors que, dans ce ministère, on s'efforce de présenter l'arrestation de M. Takashi comme un « incident regrettable » mais qui ne concerne qu'un seul individu, le quotidien *Asahi* écrit ce mercredi que ce dernier est loin d'être le seul haut fonctionnaire qui a bénéficié des faveurs de Recruit : bon nombre de bureaucrates du ministère de l'éducation étaient des habitués du golf appartenant à Recruit et de dîners offerts dans les meilleurs restaurants de Tokyo.

M. Kato, ex-vice-ministre du travail, a, pour sa part, été inculpé de corruption : en contrepartie de 6,9 millions de yens de profit sur la vente des actions de Recruit, il a fait bénéficier cette société de réglementations assouplies sur la publication de petites annonces d'emplois, fermant les yeux sur les infractions commises en matière de législation du travail (notamment pour les emplois féminins).

Le parquet qui, jusqu'à présent, avait constitué trois équipes de magistrats chargées du scandale Recruit (une suivant la filière du ministère du travail, l'autre celle du ministère de l'éducation et la troisième celle de NTT, le géant des télécommunications) va désormais concentrer ses efforts sur la piste politique. M. Nakasone, ancien premier ministre, l'une des principales personnalités dans le collimateur des magistrats (le *Monde* du 29 mars) a annoncé qu'il renoncera à son voyage à Paris, prévu pour le 8 avril, où il devait participer à une rencontre internationale.

PHILIPPE PONS.

## PHILIPPINES

## Les milices anticomunistes deviennent les auxiliaires de l'armée

Des élections municipales, mardi 28 mars, ont été émaillées de graves incidents, selon un bilan fourni par l'armée jeudi et qui fait état de soixante et onze morts. Les partisans de l'insurrection communiste en auraient profité pour s'infiltrer dans plusieurs centaines de

communautés villageoises sur un total de quarante et un mille. Entre-temps, le gouvernement a regroupé différentes milices d'extrême droite pour en faire les véritables auxiliaires des militaires dans la lutte anticomuniste.

MANILLE  
correspondance

L'état-major philippin a présenté au public, la semaine dernière, le « fer de lance civil » de la lutte anticomuniste. Pour la première fois, tous les groupes se réclamant de l'anticommunisme « pur et dur » ont été réunis sous un même « drapeau », celui de l'Alliance nationale pour la démocratie (NAD).

A la mi-mars, dans une immense salle de congrès au cœur de Manille, cinq cents « délégués » de toutes les provinces ont vivement applaudi le ministre de la défense, le général Fidel Ramos, venu assumer son rôle de parrain. Il a souligné ce qu'il attendait de l'Alliance. « Vous êtes la élite de notre stratégie anticomuniste. Si les opérations militaires appartiennent à l'armée, il vous incombe de verrouiller les communautés menacées... » En un mot, les « organisations de citoyens concernées » se doivent d'alerter la population sur les « dangers » du communisme.

En liaison avec l'armée et les autorités locales, ces « professionnels de l'anticommunisme », dont de nombreux anciens guerilleros, ont pour tâche de « la déchéance et de l'égarment », sont responsables de l'« éducation » des populations. Ils accompagnent les équipes d'« opérations spéciales » militaires dans les « zones rouges », se livrant

à des séances d'« endoctrinement fondées sur le « retour à Dieu », la défense des « valeurs philippines » et l'« amour de la démocratie ». Il faut, en priorité, « briser les syndicats rouges qui paralysent notre industrie et infiltrent nos plantations ».

Une cinquantaine d'organisations locales sont affiliées à l'Alliance. Certaines y sont connues, comme l'Alsa Masa, de Davao-City, d'autres plus mystérieuses, comme Cowboy, qui prône un « programme d'action » particulièrement musclé, ou CALCOM (Christian Action to Love the Communist). « Nous aimons nos frères communistes, mais nous haïssons le communisme », dira le maître de cérémonie, dont la délégation est assise à côté de celle venue de l'Alliance populaire contre le communisme (...).

Accoucher  
d'un monstre

L'influence dominante vient des sectes fondamentalistes d'origine américaine ou australienne. L'Eglise catholique est prise à partie, le « premier prêtre » Manille est mis à mal : à la NAD, on déclare bien fort que « le cardinal Sin est un communiste convaincu qui a juré de renier Dieu et de faire signe la cause du communisme aux Philippines... ».

Autre moment de gêne : la présentation du ministre de la défense

comme le prochain président de la République. M. Ramos a simplement dit qu'il fallait se concentrer sur l'immédiat.

Dans les rangs de l'extrême gauche, la première visée par la NAD, on se félicite si les chefs de l'insurrection communiste ont eu un moment peur des méthodes pacifiques du gouvernement, ils sont aujourd'hui rassurés. On s'empresse, en effet, de souligner que les dirigeants de l'Alliance ont été « à maintes reprises responsables de violations graves des droits de l'homme ». A gauche, on estime qu'avec l'aval des autorités et le soutien discret des milieux d'affaires, la NAD aura « carte blanche pour terroriser les populations civiles ». Ce qui ne pourra que nuire à la crédibilité du gouvernement, et, surtout, la logique du cycle infernal de répression-réaction, mobilisera de nouveau le peuple derrière l'insurrection.

Dans les milieux politiques de la capitale, on se déclare consterné. Si les milices et les groupes anticomunistes ont pu tenir l'image des Philippines lorsqu'ils étaient désorganisés, on craint le pire maintenant qu'ils disposent de l'appui logistique et de la bénédiction des autorités. A vouloir à tout prix vaincre l'insurrection et se « tailler un succès avant l'élection présidentielle de 1992 », dit-on, M. Ramos a peut-être accouché d'un monstre qu'il n'arrivera plus à contrôler... ».

KIM GORDON-BATES.

## Proche-Orient

## Les familles des victimes de la frégate « Stark » indemnisées par l'Irak

L'Irak a accepté de payer 27,3 millions de dollars d'indemnités pour les familles des trente-sept marins tués à bord de la frégate *Stark*, attaquée par erreur dans le Golfe en 1987 par un avion militaire irakien. L'accord a été conclu lundi 27 mars à Bagdad à l'issue de discussions entre le ministère des affaires étrangères et une délégation américaine.

Selon des responsables du département d'Etat qui ont requis l'anonymat, il n'y a pas vraiment eu de négociation à Bagdad. Les autorités irakiennes ont fait une offre à prendre ou à laisser. « Ils ont simplement annoncé que c'était ce qu'ils étaient prêts à payer », a déclaré un responsable. Les Etats-Unis réclamaient 29,6 millions de dollars. — (AFP.)

## M. Klibi reconduit à la tête de la Ligue arabe

Tunis. — M. Chedli Klibi a été reconduit, mardi 28 mars, au poste de secrétaire général de la Ligue arabe pour un troisième mandat de cinq ans. Seul à présenter sa candidature qui était patronnée par l'Union du Maghreb arabe (UMA), il a été élu à l'unanimité par le conseil ministériel de l'organisation, réuni pour trois jours à Tunis en session ordinaire.

Dans le discours-programme qu'il a prononcé devant le conseil, M. Klibi a plaidé pour une révision de la conception des relations entre les pays arabes, tant au sein de la Ligue qu'au niveau des instances internationales. Il a aussi insisté sur l'aspect « bénéfique » des regroupements régionaux au sein du monde arabe. — (Corresp.)

## CHINE : dix ans après son arrestation

## Dix-sept Prix Nobel demandent la libération du dissident Wei Jingsheng

Le 29 mars 1979, les autorités chinoises, mettant fin à l'extrême démocratie du « printemps de Pékin », arrêtaient Wei Jingsheng, ouvrier électricien du zoo de la capitale et le plus célèbre auteur de dazibao. Six mois plus tard, il était condamné à quinze ans de prison et à trois années supplémentaires de privation de droits civiques pour « espionnage » et « activités contre-révolutionnaires ». A l'époque, Andreï Sakharov avait lancé un appel à la clémence en sa faveur. Aujourd'hui, dix-sept autres Prix Nobel — dont quatre Français, les professeurs François Jacob, Jean-Marie Lehn et André Lwoff, et l'écrivain Claude Simon — et cent trente-six personnalités françaises et étrangères ont, à l'initiative de la Ligue des droits de l'homme, signé une pétition demandant la libération de M. Wei. Ce texte devait être déposé mercredi 29 mars à l'ambassade de Chine à Paris.

La veille en Chine, un groupe de six activistes venus de Hongkong et de Taiwan porteurs d'une pétition signée par vingt-quatre mille Chinois de la diaspora réclamant la

libération des prisonniers politiques, avaient été interceptés par la police à l'aéroport de Tianjin. Ils se sont vu confisquer leur pétition, qu'ils s'apprêtaient à remettre au Parlement chinois, actuellement en session, celle du correspondant à Pékin, Francis Derron. La douane a invoqué un texte interdisant l'importation d'articles autres que les effets personnels indispensables pour un « séjour de courte durée ». N'ayant pu rencontrer aucune personnalité officielle, le groupe a repris le chemin de Hongkong. Ce nouvel incident va accroître l'embarras de Pékin car il donne des arguments aux activistes de la colonie britannique qui demandent un « avenir démocratique » pour Hongkong.

Les initiatives internationales en faveur de M. Wei, dont l'état de santé semble s'être gravement détérioré après des années d'isolement, au point qu'il aurait perdu ses dents, et qu'il n'aurait plus toute sa raison, interviennent à un moment où, pour la première fois, des intellectuels chinois ont publiquement pris position en sa faveur. L'astrophysicien

Fang Lizhi a, dans une lettre ouverte envoyée à M. Deng Xiaoping au début de l'année, réclamé l'amnistie pour tous les dissidents, dont M. Wei. Le mois suivant, une centaine d'intellectuels ont à leur tour eu l'audace de demander la libération des prisonniers politiques.

La thèse de Pékin est qu'il n'existe pas de détenus politiques, mais seulement des « criminels », « contre-révolutionnaires » ou « espions », et que tout le reste n'est qu'ingérence dans les affaires intérieures chinoises. Les autorités l'ont répété ces derniers jours d'autant plus fermement qu'elles observent avec inquiétude l'intérêt grandissant de l'étranger pour le respect des droits de l'homme en Chine, notamment au Tibet.

Les choses, on s'en doute, ne sont pas si simples. Pékin a longtemps trouvé un réconfort dans le silence de ses intellectuels, qui n'avaient pas protesté lors de l'arrestation du « mur de la démocratie », espérant que le régime se libéraliserait de lui-même, de même que dans la passivité des pays occidentaux. Fascinés par des « réformes », ceux-ci ont eu

parfois tendance à confondre ouverture économique et démocratisation. Au point que des contestataires se sont plaints que l'Occident applique deux poids et deux mesures, exigeant la libération des dissidents soviétiques et se taisant sur les prisonniers politiques chinois.

Le cas le plus patent est celui de M. Wei. De loin le plus politique des auteurs de dazibao, il demandait la démocratie, qu'il qualifiait de « cinquième modernisation », et critiquait M. Deng Xiaoping, dans lequel il voyait le symbole du totalitarisme du régime. Mal lui en avait pris, et la vindicte du numéro un chinois le poursuit encore dix ans après. Entre-temps, la Chine a connu des périodes d'ouverture et de raidissement contre les intellectuels qu'elle n'acceptait pas de se plier à la discipline du PCC. Plusieurs d'entre eux, dont M. Fang Lizhi — surnommé depuis le « Sakharov chinois », — ont été exclus du parti en 1987 pour « libéralisme bourgeois », et, face à l'intransigeance du régime, sont devenus contestataires.

PATRICE DE BEER.

## EN BREF

● **BANGLADESH.** — Naufrage : cent disparus. — Cent personnes, dont des femmes et des enfants, sont portées disparues à la suite du naufrage, le mardi 28 mars, d'un bateau sur une rivière du sud du Bangladesh avec trois cents personnes à bord, a annoncé mercredi la presse de Dacca. — (AFP.)

● **CORÉE DU SUD.** — M. Roh Tae-woo remanie son état-major. — Le président Roh Tae-woo a procédé mardi 28 mars à un remaniement militaire touchant quarante-neuf généraux et a accepté la démission du chef de l'Etat de reporter un référendum (le *Monde* du 28 mars). Le commandant adjoint des forces conjointes américano-sud-coréennes, le général Chung Jin-tae, a été mis à la retraite. Ce remaniement intervient à un moment où l'opposition s'aggrave d'une mortelle de l'extrême-droite. — (Reuters, Financial Times.)

● **JAPON.** — Echec des négociations sur le chasseur FSX. — La délégation japonaise qui s'était rendue à Washington pour négocier sur la construction conjointe de l'avion de combat FSX (le *Monde* du 25 mars) est repartie mercredi

29 mars pour Tokyo sans être parvenue à un accord, a annoncé l'ambassadeur nippon dans la capitale américaine. « Nous sommes convenus de poursuivre des négociations », a ajouté le diplomate, mais la date « est à déterminer ». — (AFP.)

● **GRÈCE.** — Le Palestinien Mohammed Rachid condamné à huit mois de prison. — La cour d'appel de Pirée a condamné, mardi 28 mars, à huit mois de prison pour détention d'armes le Palestinien Mohammed Rachid, qui attend en outre une décision de la Cour suprême grecque au sujet de son extradition, demandée par les Etats-Unis. Washington accuse Mohammed Rachid d'être impliqué dans deux attentats à la bombe, contre un avion de la Pan Am, en août 1982, au-dessus d'Istanbul, et contre un appareil de la TWA, en 1988, au-dessus de la Grèce. Un tribunal athénien s'est déclaré favorable à son extradition en octobre dernier, et on attend maintenant la décision de la Cour suprême. Condamné à huit mois de prison pour avoir été trouvé en possession, dans sa cellule, d'un petit couteau et d'une lime de fabrication artisanale, Mohammed Rachid a la possibilité de racheter sa peine, à raison de 400 drachmes (16 F) par jour. — (AFP.)

● **SALVADOR.** — Le président Duarte réagit à la capitale. — Le président salvadorien José Napoleón Duarte est sorti mardi 28 mars de l'hôpital américain Walter Reed, près de Washington, où il a passé une semaine en chimiothérapie intensive. L'ambassadeur du Salvador à Washington a précisé que le chef de l'Etat, attendu mercredi à San Salvador, « avait bien supporté les séances » et « traitait avec un « moral retrouvé ». Par ailleurs, le président élu, M. Alfredo Cristiani, qui prendra ses fonctions le 1<sup>er</sup> juin, se rendra dans les prochains jours aux Etats-Unis où il rencontrera le président George Bush. — (AFP.)

● **SÉNÉGAL.** — Le président Diouf, docteur honoris causa de l'université de Paris-I Panthéon-Sorbonne. — Le président sénégalais Abdou Diouf est arrivé mardi 28 mars à Paris pour une visite de deux jours au cours de laquelle il recevra les insignes de docteur honoris causa de l'université de Paris-I Panthéon-Sorbonne.

## LA MICROEDITION EN LIBRE SERVICE !!!

Tirez vos documents  
Macintosh ou IBM  
sur notre imprimante à laser  
**LASERMARK**  
48 bd Richard Lenoir 75011 Paris  
Tél : 48 06 84 01  
Lun - Ven 9.00-18.30, Sam 14.00-18.00

## VOL QUOTIDIEN PARIS-MONTREAL

NATURELLEMENT, VOUS N'ETES PAS OBLIGE  
DE LE PRENDRE CHAQUE JOUR.

UNE GOUTTE D'AIR FRAIS

AIR CANADA

Désormais avec Air Canada, les affaires se traitent sept jours sur sept, sans interruption. Air Canada est la seule compagnie aérienne à proposer un départ quotidien. Mais Air Canada sait aussi mieux que n'importe quelle autre compagnie donner à chacun l'impression d'être un client privilégié : accueil chaleureux, service efficace, menus originaux (Nutri-Cuisine) et le choix entre 1<sup>re</sup> classe, classe affaires ou classe hospitalière. Détendu, vous arrivez frais et dispos à Montréal, plaque tournante vers de nombreuses destinations canadiennes. Le vol Paris-Montréal sept jours sur sept, c'est vraiment un nouveau souffle sur vos affaires.

مكتبة من الأصل



# Proche-Orient

## IRAN

### L'ayatollah Montazeri démis de ses fonctions de successeur désigné de l'imam Khomeiny

Mehdi Bazargan, Abolhassan Benî Sadr, Sadegh Ghotbzadeh : la liste - non exhaustive - des dirigeants iraniens ayant eu à subir les foudres de l'imam Khomeiny après avoir détenu, quelque temps, une parcelle du pouvoir dans l'Iran islamique vient de s'enrichir d'un nouveau nom : l'ayatollah Hossein Ali Montazeri, pré par le « Guide de la révolution » de retourner à ses prêches.

Jusqu'au mardi 28 mars, et depuis novembre 1985, il était l'un des plus hautes personnalités du régime islamique, à savoir successeur désigné de l'imam Khomeiny. Mardi, donc, le chef de la révolution, a « accepté » la démission de celui qu'une assemblée de religieux - le Conseil des experts - avait nommé pour lui succéder. Les premiers signes concrets d'une disgrâce certaine étaient apparus lundi, lorsque l'agence officielle IRNA avait fait état, la veille, d'une réunion exceptionnelle chez l'imam du secrétariat du Conseil des experts afin d'évoquer la succession du « Guide » (le Monde du 29 mars).

Le lendemain de cette réunion, l'ayatollah Montazeri offrait sa démission à l'imam, qui s'empresait de l'accepter, lui adressant par la même occasion des mots, dont « l'admiration extrême » qu'il affirme lui vouer n'atténue pas la dureté. En quelques mots, le « Guide » lui rappelle qu'il était, dès le départ, opposé à sa « sélection » et se déclare en accord avec les mots mêmes de son « ex-dauphin » pour convenir que « la charge d'imam de la République islamique est une tâche difficile, ainsi qu'une lourde responsabilité qui demande plus de qualités que vous ne pouvez en avoir ».

L'imam Khomeiny l'enjoint, enfin, de se séparer « des éléments malhonnêtes » qui l'entourent et de « prendre de sérieuses mesures pour ne plus laisser librement aller et venir les opposants qui prétendent vouloir le bien de l'Islam et de la République islamique ».

L'avertissement paraît clair : outre que plusieurs membres de son entourage ont déjà, aux cours des dernières années, été arrêtés et certains même exécutés, l'ayatollah Montazeri prôlait une ouverture politique et une libéralisation des partis politiques qui aurait notamment permis aux libéraux de l'ex-premier ministre Mehdi Bazargan de jouer à nouveau un rôle actif sur la scène politique iranienne. Un premier avertissement était venu en novembre, avec l'assassinat - dont les circonstances n'ont jamais été véritablement éclaircies - de celui qui constituait le trait d'union entre l'ayatollah Montazeri et les libéraux.

Depuis, toutefois, celui qui était encore le successeur désigné de l'imam était sorti de l'une des disgrâces qui ont émaillé sa vie politique pour accumuler les critiques à l'encontre du régime. Bousculant le jeu des deux grandes tendances iraniennes - les « pragmatistes » et les « radicaux », - il avait cherché à élargir le champ politique du pays et à y instaurer une certaine démocratie. Coup sur coup, il avait dressé un bilan catastrophique de dix ans de révolution, réclamé, sinon l'abandon total, du moins une atténuation de la répression, demandé la libération de détenus politiques, stigmatisé l'incompétence de certains dirigeants et prôné le multipartisme.

Cette succession de critiques de la part de son « dauphin » avait poussé l'imam Khomeiny à l'apoc, à son tour, un certain nombre d'avertissements contre les « libéraux » aux mains desquels, avait-il juré en février, il ne laisserait jamais tomber l'Iran. Jamais il n'avait cité le nom de son successeur désigné, mais celui-ci était clairement visé.

En démettant l'ayatollah Montazeri de ses fonctions, l'imam Khomeiny a réactivé la guerre de succession, sans toutefois que l'on puisse encore discerner qui est en mesure d'en remporter la prochaine bataille.

Y. H.

Après l'annonce d'une rencontre de M. Mitterrand et de M. Arafat

### Le gouvernement israélien se déclare « surpris et mécontent »

JÉRUSALEM  
de notre correspondant

La nouvelle ne pouvait tomber à plus mauvais moment pour M. Itzhak Shamir. Même attendue, l'annonce de cette prochaine rencontre du président Mitterrand et de M. Yasser Arafat intervient à quelques jours de la visite que le premier ministre israélien doit faire aux États-Unis : elle renforce ainsi ce processus de « légitimation » de l'OLP en tant qu'indispensable partenaire de toute éventuelle relance de négociations de paix.

C'est exactement ce contre quoi M. Shamir entend lutter aux États-Unis. Les déclarations répétées du secrétaire d'État américain, M. James Baker, laissent entendre qu'il n'exclut pas qu'un dialogue entre l'OLP et Israël soit finalement inévitable, aillant déjà dans ce sens. La décision de M. Mitterrand est un geste de plus dans ce qui est ressenti à Jérusalem - particulièrement au sein du Likoud, le parti de M. Shamir - comme une campagne de pressions à l'encontre d'Israël. Que ce coup de ponce supplémentaire soit administré par « un ami sincère d'Israël » comme M. Mitterrand ne fait qu'ajouter à l'amertume éprouvée.

Enfin, la forme compte aussi. Cette invitation du chef de l'OLP à être reçu dans une capitale occidentale par un chef d'État européen, sans être tout à fait une première, pourrait ouvrir la brèche à d'autres rencontres du même genre. Jusqu'à présent, la plupart des interlocuteurs occidentaux de M. Arafat ont été des ministres des affaires étrangères, et les ententes avaient généralement lieu dans une capitale arabe - presque en catimini.

L'ensemble explique le ton particulièrement sec et sévère du communiqué publié dans la soirée du mardi 28 mars par la présidence du conseil. « Nous sommes surpris et mécontents (...) c'est une mauvaise nouvelle pour le processus de

paix dans la région », dit ce texte, ajoutant : « Cette rencontre avec un homme dont l'objectif est d'établir un État palestinien qui menacerait l'existence même d'Israël contredit toutes les garanties passées données par la France et selon lesquelles elle s'abstiendra de toute action susceptible de menacer notre sécurité. » Des milliers proches de la présidence du Conseil parlaient « d'un geste ouvertement inamical » et qui viendrait vraisemblablement refroidir le climat de relations bilatérales que la visite de M. Mitterrand à Jérusalem, en 1982, avait justement contribué à rendre plus chaleureuses.

La semaine passée, encore, le ministre des affaires étrangères, M. Michel Aoun, soulignait « l'attachement sincère de M. Mitterrand à la sécurité d'Israël » et jouait « inconcevable que le président français puisse serrer la main de celui qui est responsable des plus grandes atrocités commises contre les Juifs depuis la fin de la guerre-Raouvenant grandiloquent, M. Shamir déclarait dans un entretien au Monde, début février, qu'une telle rencontre ne pourrait que « désemparer » Israël. « le Monde du 1<sup>er</sup> février ».

Un seul élément vient tempérer le mécontentement et explique le peu de place consacrée par la presse à cette affaire, au moins mercredi matin : quel qu'il soit, les Européens ne sont pas considérés à Jérusalem comme ayant un grand rôle à jouer dans la recherche d'un règlement régional.

AL FR.

« M. Théo Klein : « réaction très négative ». - M. Théo Klein, président du Conseil représentatif des institutions juives de France, a estimé que « la conduite du président français est très négative » à l'annonce de la future rencontre entre M. François Mitterrand et le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat.

## LIBAN : les affrontements dans la capitale

### A peine décrété, le cessez-le-feu a été rompu

Les bombardements qui ensangantaient Beyrouth et ses environs depuis le 14 mars ont cessé quelques heures durant dans la nuit du mardi 28 au mercredi 29 mars, peu après que le chef du gouvernement et des brigades chrétiennes, le général Michel Aoun, ait accepté un cessez-le-feu unilatéral à l'appel de la Ligue arabe, dont une session ministérielle est actuellement réunie à Tunis. Toutefois, mercredi en début de matinée, le canon tonait de nouveau sur la capitale libanaise.

BEYROUTH  
de notre correspondant

C'en est fini de la guerre dans le (tout relatif) confort - avec électricité, eau, carburant, pain et ravitaillement à profusion - vécue par les

Libanais depuis deux semaines malgré des bombardements démentiels et un blocus hermétique. Les pénuries ont commencé.

L'électricité tout d'abord : deux sautes directes, la première sur la station de transformation de Jamhour, située en secteur chrétien, et la seconde sur les installations de secours, ont plongé tout Beyrouth dans le noir, mardi soir 28 mars. Sans réparations, lesquelles supposeraient soit un arrêt des duels d'artillerie, soit au moins un accord concernant la station de Jamhour, on ne peut pas espérer de courant électrique, même rationné. De plus, la centrale de Zouk n'en a plus que pour quarante-huit heures de fuel. Si la sécurité des tankers ravitailleurs n'est pas assurée.

Sans électricité, plus d'eau, dans une ville comme Beyrouth où elle arrive par pompage. Les carburants sont également menacés de rareté.

tion, surtout en secteur chrétien, à la suite de trois gigantesques incendies, provoqués par les obus, l'un dimanche d'un réservoir de mazout, l'autre lundi d'un réservoir de gaz et le troisième mardi d'un réservoir d'essence.

La consommation automobile est certes réduite par suite d'une circulation ramenée à sa plus simple expression par les bombardements. Mais la panne complète d'électricité entraîne une surconsommation des générateurs électriques individuels, dont, au fil des années de guerre, la majorité des entreprises et beaucoup de maisons se sont équipées.

Des queues commencent enfin à apparaître devant les boulangeries qui, si elles ne manquent pas encore de farine, connaissent des problèmes d'électricité et de mazout précisément.

C'est dans ce contexte que le général Michel Aoun, premier ministre, et commandant de l'armée

du côté chrétien, répondant à un appel pressant de la Ligue arabe et après un entretien téléphonique avec le ministre irakien des affaires étrangères, qui préside l'actuelle session ministérielle de la Ligue, a proclamé mardi à minuit un cessez-le-feu unilatéral. Il l'a toutefois assorti d'une condition : que la Syrie - il n'accepte toujours pas d'autre interlocuteur, alors que Damas continue à le renvoyer à ses adversaires libanais - s'y conforme à son tour.

Mais, mercredi matin, les bombardements ont repris plus tôt que de coutume : dès 8 heures, des obus se sont abattus en plein Beyrouth-Est (chrétien). L'armée a aussitôt annoncé que, pour sa part, elle avait respecté le cessez-le-feu. De plus, le front du nord, entre le réduit chrétien et le territoire sous contrôle syrien, calme jusque-là, a commencé à bouger.

LUCIEN GEORGE.

### Des milliers de musulmans de Beyrouth trouvent refuge dans la zone contrôlée par Israël

HAMRA (Liban sud)  
de notre envoyé spécial

Des bunkers, des sacs de sable, un nid de mitrailleuses face à la mer et, un peu plus à l'est, au pied de la falaise, derrière la barrière métallique, une misérable cohorte silencieuse : visages fermés, traits tirés, pas de bagages, un simple baluchon de fruits, quelquefois un sac de voyage ou des vêtements. Comme chaque jour depuis bientôt une semaine, des centaines de réfugiés fuient Beyrouth et ses duels d'artillerie pour descendre vers le sud.

Mardi 28 mars, camions et taxis ont acheminé une foule de femmes et d'enfants en bas âge, pour la plupart venus du secteur musulman de la capitale libanaise. Ils vont chercher asile dans la zone dite « de sécurité », ce secteur tampon au sud de la frontière que contrôle l'armée du Liban sud, la milice pro-israélienne du général Lahad.

Hamra, le long de la côte, est située à l'extrême nord de la zone. Tyr est visible, à une dizaine de kilo-

mètres. Le barrage surveille la route côtière et le rivage : il y a là, pêle mêle, des soldats israéliens, des militaires de l'ALS et des casques bleus de la FINUL encadrant le flot de réfugiés.

Le contrôle est rapide : un coup d'oeil sur les cartes d'identité, parfois un bref interrogatoire par les militaires de l'ALS - on identifie « à l'accent ». C'est quel que soit le monde se connaît : pour la plupart, les réfugiés qui descendent vers la zone y ont des parents, souvent une maison, dans les villages chiites des environs. Paradoxe à la libanaise : ils appartiennent, en principe, au camp musulman mais trouvent refuge dans le secteur contrôlé par Israël.

Retour  
en « pays »

Les mous sont blâmes et les haussements d'épaules fatalistes pour expliquer cette étonnante migration vers le sud, ce retour au pays entrepris comme chaque fois que cela va mal à Beyrouth. « Ces derniers quarante-huit heures, explique Farès, un chiite, les bombes venaient de partout, la vie était

épouvantable, tout le monde caché dans les caves, toute la ville fermée, déserte... »

Et d'ajouter, en guise de commentaire politique : « Ne me demandez pas qui gagne ou qui perd, je n'en sais rien. » Ils ont profité d'une accalmie dans la matinée pour prendre la route : « Quatre heures de voyage, mais à tous les barrages, syriens, Amal, Hezbollah, on nous a laissés passer », dit Zeinab, une jeune femme, qui traîne deux enfants à bout de bras.

Les chiffres divergent sur l'importance de cet exode. Dans les milieux de la FINUL, on estime qu'en une semaine quelque 25 000 habitants de Beyrouth ont gagné la zone de sécurité ; côté israélien, on avance le chiffre de 10 000 et, sur l'ensemble du Liban sud, le nombre de réfugiés serait beaucoup plus important.

De part et d'autre, on affirme que pas une seule personne fuyant Beyrouth n'a été refoulée à l'entrée de la zone de sécurité (qui, en temps normal, abrite 150 000 habitants). La FINUL envisagerait de mettre en œuvre un programme d'assistance d'urgence et les autorités isra-

éliennes se disent disposées à accueillir beaucoup plus de réfugiés dans la zone de sécurité s'il le faut.

Pour l'heure, Israël observe la nouvelle bataille de Beyrouth avec quelque distance. Le ministre de la défense, M. Itzhak Rabin, expliquait cette semaine que le gouvernement israélien n'avait qu'une préoccupation : que les Syriens ne descendant pas en depth « d'une certaine ligne » et qu'ils ne déploient pas « un certain type d'armements » dans la région (missiles sol-air, notamment). En somme, pas la moindre tentation interventionniste.

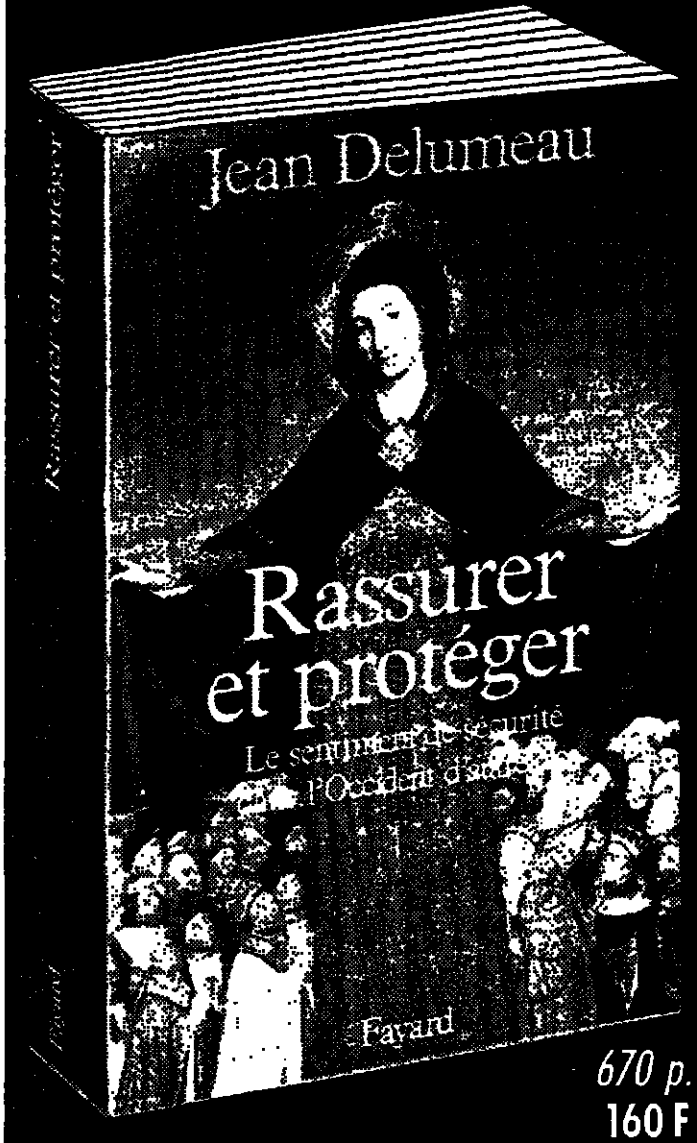
ALAIN FRACHON.

« Mgr Decourtray : « Le Liban va mourir... » - Archevêque de Lyon et président de la conférence des évêques de France, le cardinal Albert Decourtray a déclaré mardi 28 mars : « Voici que se révèle la tragédie libanaise : blocus du secteur chrétien, bombardements, combats fratricides (...) conduisent le Liban au bord du naufrage. Le Liban va mourir si les grandes démocraties demeurent silencieuses et passives. L'Orient et l'Occident ont besoin que vive le Liban. »

# N'AYEZ PAS PEUR

Après la peur (La Peur en Occident, 1978), après le péché (Le Péché et la Peur, 1983), Jean Delumeau poursuit son enquête dans cette longue «renaissance» qui - symboliquement - se vaudra passage de l'angoisse aux Lumières... Un matériau considérable, inédit et surprenant... Ce livre témoigne d'une vie spirituelle et d'une chaleur sensibles aux vrais débats du temps présent. Il y jette un éclairage neuf.

J.-M. de Montremy, La Croix



670 p.  
160 F

Après La Peur, vous l'attendiez comme les gardes attendent le matin, soyez rassurés et protégés, vous n'êtes pas déçus, laissez-vous envahir par le sentiment de sécurité que la civilisation chrétienne a su construire dans l'Occident d'autrefois. Jean Delumeau a conduit la nave à son port... L'Église chrétienne n'a éteint l'incurable peur du Néant qu'en lui substituant celle plus incantatrice du Jugement.

Pierre Chaunu  
de l'Institut,  
Le Figaro

# FAYARD

## Afrique

Après le règlement de la question namibienne

### Le dégel entre Moscou et Pretoria pourrait faciliter le retour à la paix au Mozambique

JOHANNESBURG  
de notre correspondant

Les longues négociations qui ont permis d'aboutir au règlement de la question namibienne ont incidemment favorisé un rapprochement inattendu entre l'Afrique du Sud et l'Union soviétique. Non seulement le contact a été rétabli plus de trente ans après la rupture des relations diplomatiques en 1956, mais des échanges de vues non officiels ont continué.

An début du mois, une rencontre de trois jours a eu lieu dans un hôtel, à proximité de Londres, entre des intellectuels sud-africains et une délégation soviétique conduite par M. Anatoly Gromyko, fils de l'ancien ministre des affaires étrangères et chef de l'Institut d'Afrique de Moscou. La semaine dernière, MM. « Piki » Botha, ministre sud-africain des affaires étrangères, et Anatoly Adamichine, ministre adjoint des affaires étrangères soviétique, se trouvaient au même moment à Maputo, capitale du Mozambique. M. Botha n'a voulu ni infirmer ni confirmer la rencontre, qui paraît cependant probable. Les deux hommes avaient déjà eu un entretien au début de décembre à

Brazzaville (Congo) à l'occasion des pourparlers avec l'Angola et Cuba.

Prochainement, deux hommes politiques sud-africains, MM. Frederik Van Zyl Slabbert et Alex Boraine, anciens dirigeants du PFP (Parti fédéral progressiste) vont se rendre à Moscou. Un journaliste soviétique a pu, au début de l'année, effectuer une longue visite en Afrique du Sud. Le département de l'Europe de l'Est au ministère des affaires étrangères à Pretoria a été sorti de sa léthargie. Des contacts ont lieu régulièrement avec l'ambassade d'Union soviétique à Maseru, capitale du Lesotho.

L'improbable a donc fini par arriver entre ces deux Etats qui tout oppose, même si des relations d'affaires existent depuis longtemps, notamment lorsqu'il s'agit de la commercialisation du diamant ou de l'or. La détente est cette fois en marche. Ce dégel est encore superficiel et n'est rendu possible par le glasnost d'un côté, et par l'esprit manifesté par le régime du président Botha de l'autre, lors des conversations sur l'indépendance de la Namibie.

Cette nouvelle approche, qui n'en est qu'à ses débuts, a deux implica-

tions concrètes. Le Kremlin, entendant avec l'aide de la Maison Blanche et surtout de la Grande-Bretagne ainsi qu'avec le concours de Pretoria ramener la paix civile au Mozambique. La question a été évoquée, il y a une quinzaine de jours, lors des entretiens de M. Margaret Thatcher — qui se trouve actuellement au Zimbabwe — avec M. « Piki » Botha, puis lors de la visite de ce dernier au président Joaquim Chissano du Mozambique la semaine dernière.

Une rencontre est aussi prévue au Zimbabwe entre le premier ministre britannique et M. Chissano. Enfin, la venue à Londres de M. Gorbatchev du 5 au 7 avril permettra peut-être de faire progresser la paix sur la côte sud-est de l'Afrique. Le mouvement n'en est toutefois qu'à ses débuts.

#### Les intentions du Kremlin

Autre aspect important du rapprochement entre Moscou et Pretoria : la vision nouvelle des dirigeants du Kremlin concernant la situation interne sud-africaine. Lors de la rencontre de Londres au début du mois, les Soviétiques ont clairement fait

savoir qu'ils étaient en faveur d'une solution négociée plutôt que militaire pour mettre fin à l'apartheid. Vingt-huit ans de lutte armée ont prouvé que ce moyen ne permettrait pas de venir à bout des résistances du régime nationaliste et qu'un règlement politique était préférable, point de vue qui ne peut que plaire à Pretoria.

Reste à convaincre l'ANC (Congrès national africain) que la violence ne résoudra rien et qu'elle favorise au contraire la montée de l'extrême droite. Pour l'instant, cette organisation estime que l'abandon de cette forme de lutte serait « suicidaire » et attend toujours du pouvoir sud-africain « une indication claire qu'il est prêt à accepter des changements fondamentaux qui permettraient d'ouvrir un processus démocratique conduisant à un changement pacifique dans le pays ».

L'ANC a répliqué en faisant remarquer que le renoncement à la lutte armée n'était pas encore la politique officielle du Kremlin mais celle d'intellectuels soviétiques. Néanmoins, M. Boris Asoyan, chef adjoint du département des pays africains au ministère des affaires étrangères, a déclaré récemment au *New York Times*, « qu'il n'y avait pas réellement d'autre voie que la solution pacifique ».

Il ne s'agit que de travaux d'approche, de l'élaboration d'une nouvelle stratégie, d'une prise en compte des réalités. Une forme de dialogue s'est malgré tout instaurée qui permet une meilleure compréhension des intentions de chacun et surtout d'éviter des vues stéréotypées. Pretoria a pris bonne note du rôle constructif qu'a l'intention de jouer Moscou dans la région. Il est beaucoup trop tôt pour savoir quels résultats donnera la fin du mépris réciproque. On n'en est pas encore à songer à établir des relations diplomatiques, loin de là.

De part et d'autre, on cherche à exploiter le climat créé par le succès des négociations sur la Namibie. C'est une occasion que veut aussi saisir M. Thatcher afin de tenter de jouer un rôle décisif dans cette partie du monde, d'autant que le prochain président Botha permet d'espérer un changement d'attitude du régime de Pretoria. Et si désormais Londres, Moscou et Washington sont d'accord sur les moyens pour faire évoluer les choses dans cette région d'Afrique, il ne restera plus qu'à trouver le bon moment pour concrétiser ces bonnes intentions.

MICHEL BOLE-RICHARD.

## Amériques

GUATEMALA

### Les négociations continuent avec les mutins de la prison d'El Pavon

Guatemala. — Le bilan de la prise d'otages survenue le 26 mars dans la principale prison du Guatemala, El Pavon, s'est alourdi, mais les négociations entamées lundi entre les autorités et les mutins ne sont pas rompues.

Le soulèvement, auquel auraient pris part 150 détenus (sur près de 1 500), avait tourné à la tragédie lorsque ceux-ci, qui s'étaient emparés de plusieurs dizaines de fusils à l'armurerie, ont tenté de quitter l'enceinte pénitentiaire. Les gardiens de faction ont entrepris de les en empêcher en tirant sur eux à la mitrailleuse. Dans l'échange de coups de feu, trois prisonniers et quatre gardiens ont péri. Mardi 28, cependant, il se confirmait que cinq autres personnes avaient été tuées dans des circonstances non encore clarifiées.

Les négociations amorcées lundi entre trois représentants des prisonniers mutins et une commission comprenant des officiers et des personnalités indépendantes paraissent avoir progressé mardi, au point que les autorités avaient rétabli l'eau et l'électricité. Gage de leur propre bonne volonté : les mutins avaient laissé sortir 19 des quelque 550 otages (et non plus 650, comme il avait d'abord été annoncé). La tension qui régnait depuis dimanche était sensiblement retombée, de l'avis même du directeur, M. José Manuel Campos.

Mardi soir, cependant, les négociations avaient été suspendues, peut-être pour être reprises mercredi.

Le gouvernement a annoncé son acceptation d'une amélioration des

conditions de vie à l'intérieur d'une prison effectivement surpeuplée (El Pavon est équipée pour abriter huit cents personnes). Le président de la République, Vinicio Cerezo, a reconnu publiquement que le système pénitentiaire guatémaltèque était « déficient » et méritait de sérieuses réformes. Cependant la demande d'une amnistie pour les détenus n'est pas prise en considération par le gouvernement. Celui-ci a seulement promis qu'il n'y aurait pas de « représailles » contre les mutins ; mais le cas des « assassins » devrait être examiné par le Parlement et la Cour suprême de justice, a précisé M. Cerezo.

Les autorités estiment, en toute hypothèse, que le temps travaille contre les mutins et que ceux-ci doivent rendre leurs armes avant l'entrée en application de quelque mesure de détente que ce soit.

Cependant une incertitude demeure sur la position réelle des personnes, femmes et enfants pour la plupart, enfermées depuis dimanche. L'inspecteur général des prisons, M. Carlos Ramos Moncada, a, en effet, assuré que les « otages » étaient en réalité, pour la plupart, volontairement demeurés dans l'enceinte pénitentiaire, afin de prévenir une prise d'assaut sanglante de la part des autorités. Une jeune femme relâchée avec son enfant par les mutins a confirmé cette version. — (AFP, AP, Reuters, UPI.)

#### ETATS-UNIS : une initiative sur l'immigration

### Le « rêve américain » ? une vraie loterie...

Le « rêve américain » réduit au caprice d'une gigantesque « roue de la fortune », ou encore la vieille « poursuite du bonheur » sur tirage au sort : c'est en gros ce que propose le département d'Etat américain aux candidats à l'immigration. Pour « diversifier géographique » l'immigration aux Etats-Unis, les fonctionnaires des services concernés ont imaginé en effet de mettre sur pied une gigantesque loterie. Il s'agit de tirer au sort 20 000 cartes de séjour permanent. La mise est gratuite.

Pour participer, il faut essentiellement être en bonne santé, ne pas avoir de casier judiciaire et surtout n'appartenir à aucun des pays qui fournissent le gros des immigrants actuels, comme le Salvador, le Mexique, Haïti ou les Philippines. Ensuite, il suffit d'envoyer avant le 31 mars une fiche d'état civil dactylographiée « en lettres romaines » sur papier libre, ainsi qu'une photo. La sélection des heureux gagnants qui n'auront pas eu à justifier de l'existence de parents ou de garants sur le sol américain, comme c'est

l'usage d'ordinaire, sera simplement faite par l'ordinateur central.

Autant dire qu'à l'heure où les Etats-Unis tentent justement de réduire le flot des immigrants, cette initiative a connu un succès fou. Les Français, Jones, qui est le responsable de ce programme au département d'Etat, estime même le nombre de réponses attendues à plus d'un million. Parmi les pays les plus intéressés figurent la Roumanie, la Malaisie, l'Irlande ou encore le Bangladesh et les pays du Maghreb. En Egypte, l'ambassade américaine, assaillie par deux mille personnes, a même dû se barricader, et faire appel à la police ! La réponse a également été envoiée par des milliers de personnes qui résident à l'heure actuelle légalement aux Etats-Unis et qui pourraient aussi, à leurs risques et périls, concourir. L'idée de cette loterie insolite avait été lancée en 1986 par un parlementaire démocrate de Californie, Howard Berman. Pour dix mille dollars prévus seulement à l'époque, il y avait eu, un million quatre cent mille candidats... — (AFP, Reuters.)

#### ALGERIE : les réformes politiques

### « On ne peut pas imposer le socialisme », affirme le président Chadli

Le président Chadli Bendjedid a réaffirmé, mardi 28 mars, sa volonté d'honorer ses engagements de « réaliser la démocratie conformément à la volonté du peuple », qui a été adoptée, en février, la nouvelle Constitution qui consacre l'introduction du multipartisme en Algérie. A cet égard, le chef de l'Etat algérien a estimé, devant les élus du comité central du Front de libération nationale (FLN) réuni en session extraordinaire, que si les associations politiques « constituent l'aspiration de la nation, il faut se conformer à cette volonté ». « Plus que de marginaliser ces partis, a-t-il estimé, que tout un chacun œuvre à l'édification du pays conformément à la loi ».

Le chef de l'Etat a aussi voulu rassurer les militants du FLN, inquiets de l'abandon de toute référence à l'« option socialiste » dans la Constitution de février : « L'option, a-t-il dit, doit s'imposer sur le terrain avec la confiance du peuple. La Constitution, qui insiste sur la justice sociale, n'est tranchée sur aucune option. Le choix est laissé au peuple. Le socialisme ne peut être imposé par une disposition constitutionnelle ou un décret présidentiel ».

Evocant le récent retrait de l'armée du comité central du FLN, M. Chadli a estimé qu'il s'agissait d'une décision « sage et historique, destinée à faciliter la mission du FLN ». « Aujourd'hui, face au pluralisme politique, a-t-il ajouté, l'armée doit s'élever au-dessus de tout pour

préserver son unité et son caractère populaire ».

Enfin, le président Chadli a condamné la violence pratiquée par « certains courants politiques pour tenter d'imposer leurs convictions aux autres », faisant allusion aux intégristes : « L'Etat ne permettra pas ces dépassements et, s'il faut répondre par la violence à ceux qui la pratiquent, nous répondrons par la violence, car il est impensable de protéger la démocratie ».

#### Pluri-syndicalisme

De son côté, l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), le syndicat unique algérien, a décidé de se placer résolument à contre-courant des réformes politiques et économiques dans lesquelles l'Algérie s'est engagée : le conseil national de l'UGTA a en effet refusé de discuter le projet de loi fixant « les formes et types d'organisations syndicales » en référence à la nouvelle Constitution. Dans un texte fleuve qui s'apparente à une véritable déclaration de programme politique, le conseil national de l'UGTA se prononce contre le pluralisme syndical « dans le cadre de la légalité constitutionnelle » alors qu'il rejette justement l'article 53 de la Constitution qui prévoit simplement que « le droit syndical est reconnu à tous les citoyens ».

La bête noire, la source de tous les maux, pour l'UGTA, c'est le « pluri-syndicalisme ». Qualifié de « danger véritable pour l'avenir de l'unité des

travailleurs », de « menace directe pour le mouvement syndical », il « favorise la surenchère et la démolition » et mène « à la destruction de la démocratie nationale ».

Tout aussi indéfectible est l'attachement du syndicat unique algérien à l'« option socialiste ». D'autre part, les incidents qui ont fait depuis le vendredi 24 mars une quinzaine de blessés à El-Milia, dans la région de Jijel (environ 300 kilomètres à l'est de la capitale), ont pris fin et la ville connaît depuis un retour à la vie normale, rapporte l'agence officielle APS.

Les incidents avaient commencé à l'issue d'un match de football entre l'équipe locale et celle de la ville voisine de Mila, avant de dégénérer. Les « émeutiers » s'en sont alors pris à de nombreux édifices publics, et d'importantes forces de l'ordre ont été appelées à la rescousse pour prendre position dans la ville et aux alentours. — (AFP.)

#### Réunis à Paris

### Les ministres africains de l'information déplorent que « les médias du Nord s'intéressent peu à leurs pays »

Le ministre de la coopération et du développement, M. Jacques Pelletier, a ouvert, mardi 28 mars à Paris, une conférence de deux jours des ministres africains de l'information en mettant l'accent sur l'interdépendance entre l'accès à l'information et à la culture et le développement. « L'accès à l'information, et plus généralement à la culture est un atout, un moyen de progresser... Il ne s'agit pas d'un luxe qui serait réservé aux plus fortunés, aux plus chanceux, c'est un droit de l'homme, c'est véritablement une clé du développement », a-t-il déclaré devant les responsables de l'information de vingt-sept pays africains, de Haïti et des Petites Antilles.

« L'Afrique a droit à une information de qualité », a ajouté le ministre, évoquant la coopération dans ce domaine avec la France, en particulier dans les secteurs de la formation et de la modernisation des communications dans le cadre du passage à l'ère satellitaire. « Aujourd'hui, la maîtrise de l'espace revêt la même importance que naguère la maîtrise des mers ; vous ne sauriez en être exclus », a-t-

il dit à ses interlocuteurs. Parmi les sujets à l'ordre du jour de cette conférence figure notamment le lancement, via le satellite Intelsat-V, d'émissions télévisées de Canal France International, qui seront reçues, à terme, par vingt-quatre pays francophones et lusophones d'Afrique.

Prenant la parole au nom des pays africains, de l'Océan indien et des Caraïbes, le ministre gabonais de l'information, M. Zacharie Myboto, a exprimé les doléances du tiers-monde concernant la « dissymétrie » entre le Nord et le Sud sur le plan de l'information. « A l'image des rapports Nord-Sud, la coopération en matière d'information entre les pays industrialisés en général, la France en particulier et les nôtres, est caractérisée par un déséquilibre dans les échanges, qu'il s'agisse de la presse écrite, de l'audiovisuel ou du cinéma. (...) Les médias du Nord s'intéressent peu à nos pays », et « quand ils en parlent, c'est généralement à l'occasion d'événements particuliers tels les calamités, les soulèvements politiques, les faits insolites, le tout dit souvent de manière déformée. » — (AFP.)

## Diplomatie

### M. Baker n'écarter pas l'idée d'une négociation avec Moscou sur l'Europe de l'Est

Les Etats-Unis vont-ils coopérer avec l'URSS pour établir un nouvel ordre en Europe de l'Est ? M. Baker, le nouveau secrétaire d'Etat américain, vient d'expliquer dans un entretien avec le *New York Times* que cette hypothèse est envisagée dans le cadre de l'examen général — qui se poursuivra jusqu'au début de mai — de la stratégie internationale de la présidence Bush.

M. Baker trouve à cet égard « digne de considération » l'approche que M. Kissinger aurait suggérée à M. Bush pendant la campagne présidentielle américaine. L'ancien conseiller de M. Nixon proposait un arrangement aux termes duquel Moscou réduirait fortement son contrôle militaire et politique sur l'Europe de l'Est, en échange d'un engagement des Etats-Unis et de l'OTAN de ne pas exploiter la situation ainsi créée au détriment des intérêts soviétiques.

Son successeur au département d'Etat retient cette idée, avec deux réserves. Il s'agit d'abord, dit-il au *New York Times*, de « ne pas donner l'impression que nous nous entendons avec l'Union soviétique pour retoucher la carte de l'Europe orientale ». Une précaution utile si l'on tient compte du mauvais souvenir laissé par ce que l'on avait appelé la « doctrine Sonnenfeldt » — du nom d'un assistant de M. Kissinger, auteur de quelques suggestions analogues dans les années 70.

Il faut ensuite, selon M. Baker, tenir compte de l'évolution en cours dans la région : la Pologne et la Hongrie ne sont-elles pas déjà engagées dans une orientation de type occidental, et cela sans aucune intervention de l'Ouest ? Il convient donc, à

son avis, de « laisser le processus se poursuivre pour le moment ».

En revanche, M. Baker admet que la situation se présenterait autrement s'il y avait « renversement » des tendances actuelles, ou si se développaient dans ces pays une « anarchie entraînant une réaction soviétique ». Alors, précise-t-il, « il serait opportun d'examiner les possibilités de la proposition Kissinger. C'est là une partie de l'examen en cours ».

Un beau sujet en tout cas pour la première grande série de consultations que le secrétaire d'Etat aura avec son homologue soviétique, M. Chevardnadze, à Moscou, en mai.

M. T.

### Une semaine européenne pour M. Mitterrand

Une semaine très européenne s'ouvre pour le président de la République, qui va rencontrer successivement les chefs des gouvernements italien, espagnol et allemand. Ces rencontres informelles, d'un genre désormais classique, avec les dirigeants européens s'inscrivent dans la double perspective de la présidence française de la Communauté européenne (à partir du 1<sup>er</sup> juillet) et du sommet qui réunira à Paris les 14 et 15 juillet les chefs d'Etat et de gouvernement des sept pays les plus industrialisés.

On parlera donc, en plus des grands thèmes des présidences espagnole et française (Europe monétaire, sociale, audiovisuelle), des relations entre la CEE et les pays du Maghreb, où M. Mitterrand sou-

haite effectuer une tournée à l'automne prochain, ainsi que de l'environnement et de la question de la dette, dont le président de la République s'est encore entretenu il y a quelques jours avec les ministres des finances des pays latino-américains, et dont il entend faire — de même que ses interlocuteurs européens — l'une des priorités du sommet de Sept en juillet.

C'est à Taormina en Sicile que M. Mitterrand rencontrera jeudi 30 mars le président du conseil italien, M. Ciriaco De Mita, avec lequel il déjeunerera puis ira visiter le musée municipal de Reggio-de-Calabre avant de regagner Paris. Vendredi, il recevra à déjeuner à l'Elysée le président du gouvernement espagnol, M. Felipe Gonzalez, de passage à Paris, qui doit aussi s'entretenir avec M. Michel Rocard et participer le soir même à l'émission « Apostrophes ».

Enfin, le mardi 4 avril, M. Mitterrand se rendra à Ginzburg, en Bavière, pour y rencontrer le chancelier Kohl. Les questions de sécurité et de désarmement, de même que les relations avec Moscou, devraient être plus présentes dans ces conversations, alors que la République fédérale s'apprête à recevoir M. Gorbatchev en mai, deux mois avant la France, et que les Allemands cherchent actuellement à accorder leurs vœux dans la perspective du sommet de l'OTAN des 29 et 30 mai.

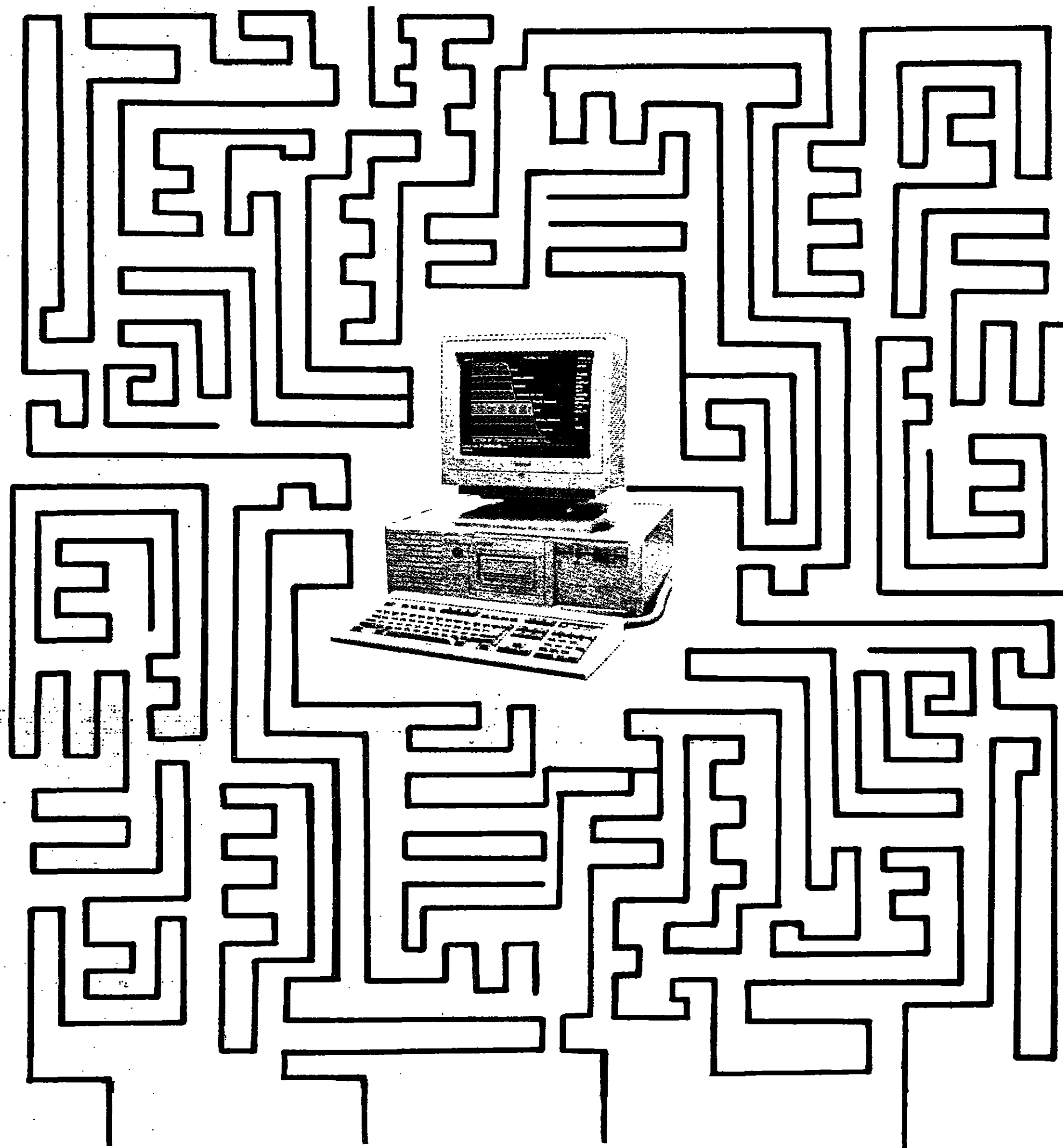
On préparera, d'autre part, le sommet franco-allemand qui réunira les 19 et 20 avril à Paris plusieurs membres des deux gouvernements et un cours duquel aura lieu la première réunion du Conseil de défense franco-allemand.

مكتبة من الأصول



Amériques

# DECOUVREZ QUI VIENT DE PRESENTER LE PREMIER 386 33 MHz AU MONDE.



A

C

I

**Tandon**

En présentant au salon de Hanovre le premier 386 33 MHz du monde, Tandon a démontré une fois de plus sa capacité à repousser les limites technologiques. Dans le labyrinthe du marché informatique, le point de vue de Tandon a toujours été

clair : proposer à tous des produits performants à des prix qui ne le sont pas moins. Ainsi, la gamme 386 (constituée de 20 modèles) vient de s'enrichir du dernier 386. Le premier 33 MHz. Et tant pis si nos concurrents n'ont toujours pas trouvé le bout du tunnel.

3615 Code Tandon

**Tandon**

*La révolution permanente.*

## Enquête

## Le Pérou à vau-l'eau

(Suite de première page.)

La foule d'Ocona débordait sur l'immense place San-Martin, bloquant jour et nuit la circulation, sous le regard impassible des policiers. Ocona est la véritable Bourse de Lima; les journaux en publient les cours « parallèles » au même titre que les « officiels »; on y prend le pouls incertain du pays. Ocona est l'une de ces institutions, dites pudiquement « informelles », c'est-à-dire aussi illégales qu'indispensables.

« Informal » et « despotisme » sont deux mots-clés du Pérou. L'Etat est une peau de chagrin; le champ de son pouvoir diminue constamment. Il est vrai que le pays est déjà desservi par sa géographie, partagée du Nord au Sud par la grande barrière des Andes. Il s'agit, en fait, de trois pays, distincts à l'excès, aux climats trop différents : Pérou désert côtier (où est située Lima), les hauts plateaux et vallées de la sierra (qui culmine à 6 800 mètres) et la selva, la forêt amazonienne. Trois pays, au peuplement et au développement très inégaux, qui s'ignorent — la « nation » péruvienne est d'autant plus hétérogène qu'elle est à moitié indienne (1). Trois Pérou d'autant plus séparés que le réseau de communications, des plus sommaires, se détériore rapidement. De même que se réduit l'influence de l'administration centrale au fur et à mesure que l'on s'éloigne de Lima.

Cité hypertrophiée, où s'entasse aujourd'hui le tiers de la population du Pérou (21 millions d'habitants), Lima est devenue un très peu de temps un monstre : une énorme agglomération de bidonvilles dont l'implantation « sauvage » et l'organisation « informelle » suffisent à montrer que l'autorité de l'Etat, même dans la capitale, est fort limitée.

Mesurer le pouvoir dont dispose le gouvernement du président Alan García, c'est faire une terrible constatation. La guérilla, qui, en neuf ans, a coûté la vie à 14 000 personnes, sévit sur la majeure partie de l'épine dorsale que forment les Andes. Le mouvement maoïste du Sentier lumineux ne « tient » pas des régions entières, mais il s'y déplace et opère quasi impunément, avec pour but essentiel d'y détruire les structures politiques et économiques.

Récemment, les combattants du « Sentier » ont commencé à multiplier les « descentes » vers la

côte. Tout aussi inquiétant : depuis un an, la coopération se développe entre le Sentier et les trafiquants de drogue, dont les bandes armées contrôlent toute une zone du piémont amazonien, notamment le Haut-Huallaga. Si l'élaboration et la commercialisation de la cocaïne se font surtout en Colombie (le Monde du 16 mars), le Pérou n'est pas moins le premier producteur de feuille de coca. Au cours des cinq dernières années, les surfaces cultivées seraient passées de 80 000 à près de 300 000 hectares, selon des estimations de la police. Les « narco-dollars » alimentent généralement le marché des devises d'Ocona et contribuent largement à l'extension de la corruption.

## « Bidonville modèle »

Outre les principaux créneaux d'une contrebande à grande échelle, bien d'autres « espaces » échappent, au Pérou, à une administration normale; tous ceux, notamment, qui relèvent de cette économie parallèle plus ou moins tolérée. Un exemple parmi tant : celui de « Juan ». Sa vie ne peut être plus « informelle ». Il est chauffeur de taxi. C'est bien marqué sur sa vieille Volkswagen, qu'il a pu acheter en spéculant à Ocona. Mais il n'a pas de licence, pas plus qu'il n'en possède pour exploiter avec son frère une ligne d'autobus « informelle », au moyen d'un véhicule fait de pièces et de morceaux importés illégalement. Pour cela, il a obtenu un crédit — usuraire — auprès d'une des « banques » dites « du premier étage ». Sa femme, « Teresa », est employée — au noir, bien sûr — dans un des restaurants populaires, d'assez bonne réputation que de bon rapport puisqu'ils sont « exemptés » de tout impôt. Juan et Teresa ont construit leur maison, sans permis, en bordure d'un bidonville, sur un terrain qui ne leur appartient « pas vraiment ». Ils sont des centaines de milliers à subsister de cette façon, en marge. Mais, à Lima, ce serait plutôt les gens restant dans la « formalité » que l'on considérerait comme des marginaux.

Les rares autobus officiels se remarquent, car les transports publics sont à 95 % « informels ». Importants également dans le bâtiment, le commerce de détail et l'artisanat, l'« informalité » (2)

représente, dans son ensemble, près de 40 % du produit intérieur brut, selon l'économiste Hernando de Soto. Dans ces conditions, les recettes fiscales ne cessent de diminuer et, avec elles, la possibilité de gouverner.

Délinquance et criminalité ont pris d'incroyables proportions. Jusque dans le centre de Lima, les risques d'agression sont si grands que l'on ne manquera pas de vous conseiller de dissimuler le stylo qui dépasse de votre poche, même s'il n'a guère de valeur. Au cœur de la ville, la rénovation trop voyante des bâtiments publics ne peut détourner le regard du délabrement environnant. La paupérisation des classes moyennes se manifeste notamment dans la « bidonvillisation » du cœur de Lima. Le centre des affaires s'est déplacé vers les quartiers résidentiels de la bourgeoisie, San-Isidro ou Miraflores; au cours de la dernière décennie, banques, grandes sociétés et compagnies aériennes y ont transporté leurs bureaux. Et le mouvement s'accroît. Lima n'est plus dans Lima.

A l'extrémité sud de la capitale, on est déjà dans le désert. Villa-el-Salvador est l'un de ces bidonvilles qui ceinturent Lima. Près de 300 000 personnes vivent maintenant dans des habitations en dur qu'elles ont bâties de leurs mains, grâce à une organisation exemplaire : 80 % des logements disposent de postes d'eau courante et du tout-à-l'égout.

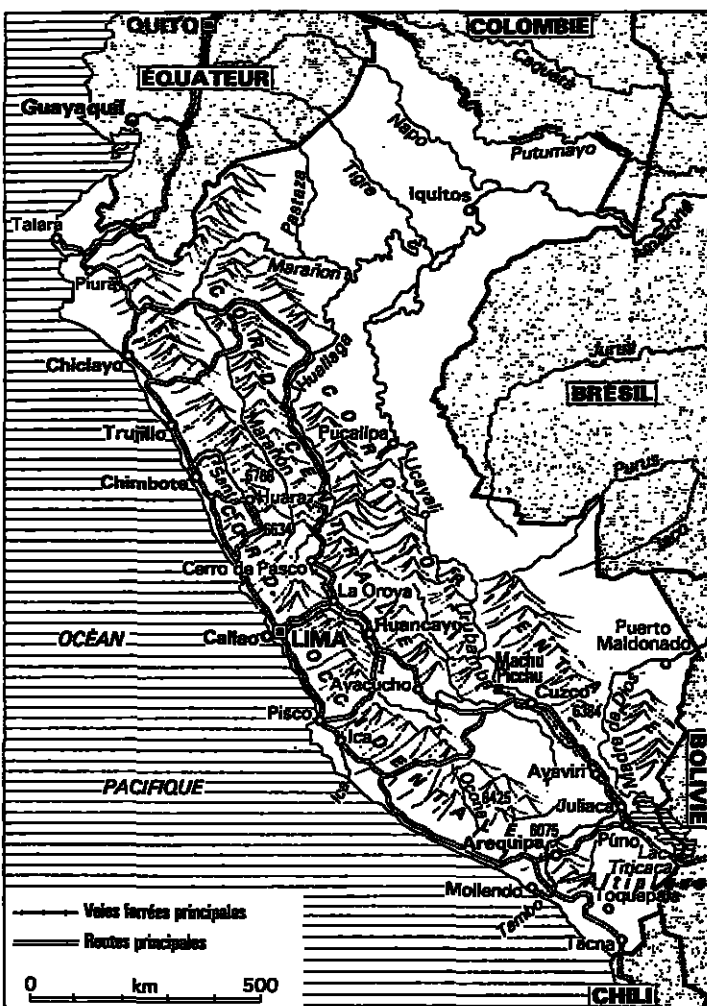
## Récession

« Bidonville modèle ? » M. Miguel Azcueta, maire de Villa, n'aime pas trop l'expression. « Donner un visage humain à la pauvreté est une tâche toujours inachevée », dit-il en montrant des centaines de paillotes à la périphérie, dans les dunes. C'est le quartier des nouveaux arrivants. Ils étaient 30 000 en 1988, pour la plupart des paysans indiens chassés de leur montagne par la misère et la guérilla. La population du « Grand Lima » (8 millions) a quadruplé en moins de trente ans. Toutefois, le rythme des arrivées s'est un peu ralenti durant les derniers mois. « Voilà le signe de l'extrême gravité de la crise actuelle », dit M. Azcueta. Là-haut (dans les Andes), la situation ne s'arrange pas, au contraire, mais on réalise qu'il ne faut pas beaucoup mieux et que ça ne vaut pas forcément le voyage.

Le salaire minimum officiel est actuellement d'une trentaine de dollars par mois. Les réajustements ne peuvent rattraper la hausse galopante des prix, qui ont plus que doublé entre début janvier et fin février. Il ne se passe pas de jour sans manifestations et nouvelles grèves — celle des fon-

PIB était de 25 % sur douze mois, et la hausse des prix de 2933 % (110 % pour les deux premiers mois de l'année) — données officielles jugées « optimistes » par plusieurs instituts économiques.

A l'intérieur du pays, le président García s'est aliéné les milieux d'affaires en voulant



tionnaires vient de se terminer, elle a duré deux mois. « Je préfère mourir », déclarait dernièrement une retraitée, âgée de soixante-quinze ans, en arrachant les tubes des appareils de réanimation. Elle participait, dans la rue, à une grève de la faim pour exiger une augmentation des pensions.

Inflation, dévaluation, récession : l'échec du gouvernement est d'autant plus grave que celui-ci maîtrise de moins en moins les rares moyens de remédier à la crise. Au 28 février, la chute du

nationaliser les banques, en 1987, et à l'étranger en décrétant des son arrivée au pouvoir, en 1985, que le Pérou, écrasé par le poids de sa dette extérieure, n'acquitterait ses obligations qu'« économiquement » de 10 % du revenu de ses exportations. Et le fougueux président continue de déclarer haut et fort sa rébellion face aux organismes financiers internationaux : il rejette les mesures draconiennes préconisées par ces derniers, mais la politique d'austérité appliquée en ce moment par son gouvernement n'est guère différente, et il prive cependant le Pérou de crédits — faute de négocier avec le FMI, par exemple.

Le président García n'est même plus maître chez lui. Au sein de son parti, l'Alliance populaire et révolutionnaire américaine (APRA), d'inspiration social-démocrate, il a été rudement contesté à la fin de l'année dernière. Alors qu'il a souvent été tenté par l'« ouverture », il vient d'être contraint, au début du mois de mars, de remanier le gouvernement pour donner à son parti davantage d'emprise.

Cet homme jeune, quarante ans, aura rapidement été usé par le pouvoir. Il semble n'être plus que l'ombre de celui qui, il y a moins de quatre ans, a connu un véritable triomphe électoral en obtenant une confortable majorité, après avoir été cantonné dans l'opposition depuis sa création, soixante ans auparavant. Mais, aujourd'hui, l'APRA attend à une défaite cuisante aux élections générales d'avril 1990 (M. García ne se représentera pas, la Constitution lui interdisant de solliciter un deuxième mandat consécutif).

## « Au bord de l'abîme »

Les trois partis de droite, le Parti populaire chrétien, l'Action populaire de l'ancien président Fernando Belaunde et le mouvement Libertad, animé par l'écrivain Mario Vargas Llosa, forment le Front démocratique (FRE-DEMO). Ils doivent, le mois prochain, définir un programme commun, mais demeurent très divisés. La candidature unique de M. Vargas Llosa à la présidence, qui paraissait acquise il y a peu, n'est toujours pas confirmée. Malgré les succès médiatiques de l'écrivain, Libertad est un parti embryonnaire. M. Belaunde semble n'avoir pas encore renoncé à briguer un troisième mandat.

Après avoir réalisé un bon score en 1985, la Gauche unie (Izquierda Unida, IU) possède apparemment de bien meilleures chances. Mais cette coalition est

beaucoup moins unie qu'elle ne le proclame. Composée d'un trop grand nombre d'éléments, qui demeurent pour la plupart très marxistants et marqués par l'importante influence des communistes, elle ne se résigne pas à se rassembler autour de la personnalité modérée de M. Alfonso Barrantes, ancien maire de Lima, dont la popularité est grande. Ce dernier vient nettement en tête dans les sondages d'opinion. Mais M. Barrantes persiste à faire savoir qu'il ne veut pas être lié par le programme de l'IU.

L'hypothèse d'une victoire de la Gauche unie représente un « risque » pour l'avenir de la démocratie aux yeux de beaucoup de Péruviens, car ils craignent que cette éventualité ne soit un motif supplémentaire d'intervention de l'armée ou d'une partie de ses membres. L'attitude des militaires constitue une inconnue redoutable.

Plusieurs généraux se sont récemment évertués à démentir les rumeurs de coup d'Etat qui circulaient en janvier à Lima avec une telle insistance que certains prédisaient même la date du golpe (« coup »). Il n'a pas eu lieu, mais le doute sur les intentions des militaires n'a pas été dissipé.

## Une évidente passivité des militaires

Le général Sinesio Jarama, bien que considéré comme relativement modéré, a déclaré en janvier qu'il écartait une solution militaire, tout en soulignant que le pays était « au bord de l'abîme » et pouvait être en train de vivre le « prélude à une guerre civile ». Alors qu'on lui demandait s'il estimait « légitime » une action politique des forces armées (3), il a fait cette réponse pour le moins ambiguë : « La Constitution affirme que le but suprême de l'Etat est le bien commun (...); si un gouvernement, durant trois ans et demi, a causé le malheur des Péruviens, il n'a pas respecté la Constitution. » De là à dire qu'une intervention militaire serait justifiée, il n'y a qu'un pas.

En arrivant au pouvoir, le président García s'est attiré l'hostilité de l'armée pour avoir arrêté la « sale guerre » contre le Sentier lumineux, c'est-à-dire mis un frein à une répression aveugle et meurtrière. Nombre de militaires ne lui ont pas pardonné et, depuis, manifestent une évidente passivité face au Sentier. Et voilà encore un secteur essentiel sur lequel le gouvernement n'a pas de prise.

Au début de l'année, M. García semblait avoir totalement perdu courage. Il vivait reclus, comme paralysé. Lima était alors en proie aux pires rumeurs.

On disait le président prêt à prendre la fuite, l'armée sur le point d'envahir le Palais, et le Sentier en mesure d'encercler la capitale. Plus grand monde ne pensait que la démocratie passerait l'année et durerait jusqu'aux élections. Puis soudain M. García a reparu en public, avec — presque — le même allant qu'au commencement de son mandat. Quoi de changé ? Bien peu de choses, mais, dans la situation où se trouve le Pérou, « on se raccroche à des riens », selon le mot d'un éditeur. La découverte d'un nouveau gisement de pétrole dans la selva (forêt); l'interdiction de la stabilisation du cours « informel » de l'inti, rue Ocona; les démentis de généraux et l'arrestation d'un des dirigeants du MRTA (autre groupe de guérilla, moins jusqu'au-boutiste que le Sentier).

« Alan » a donc repris confiance. Il a consulté les principaux leaders de l'opposition, et ceux-ci ont atténué leurs attaques, cessant de réclamer sa démission immédiate. L'assouplissement de la position des Etats-Unis au sujet de la dette constitue, en outre, un espoir pour le Pérou.

Mais la crise économique demeure, et les Péruviens sont toujours aussi nombreux à faire la queue pour un passeport ou un visa. Une centaine de milliers se sont expatriés en 1988. Au rythme actuel des départs, ils pourraient être trois fois plus en 1989.

FRANCIS CORNU.

(1) Il est généralement admis que les Indiens et les métis, dont l'origine indienne est prédominante, représentent environ 50 % de la population péruvienne.

(2) Sans compter la production de coca.

(3) De 1968 à 1980, l'armée a détenu le pouvoir, menant sous la direction du général Velasco une politique « progressiste » : nationalisations, réforme agraire et rapprochement avec le bloc soviétique.

## Le Sentier lumineux sur le front de l'Altiplano

AYAVIRI de notre envoyé spécial

« Les sont là-bas, depuis près de dix mois... » Mgr François d'Altoche désigne, au pied d'une montagne, le village de Macari, distant seulement d'une demi-douzaine de kilomètres. Les hommes du Sentier lumineux se sont installés dans cette bourgade indienne et l'ont peu à peu isolée, n'autorisant plus qu'un seul habitant à avoir des contacts avec l'extérieur.

Nous sommes dans la ferme pilote de l'Institut d'éducation rurale (IER) d'Avayiri, créé par l'Eglise pour aider au développement des communautés paysannes indiennes. « L'IER est une cible de choix », dit Mgr d'Altoche, qui vient de faire placer en permanence des vigiles sur la colline toute proche pour tenter de prévenir un raid. Le jeune coopérant suisse qui anime l'IER se sait très menacé. Il ne dort jamais deux nuits de suite au même endroit. Mais il entend rester, « pour ne pas donner une victoire facile au Sentier ».

En décembre à Huacra, dans le département voisin d'Apurimac, deux coopérateurs français ont été assassinés après un simulacre de procès « populaire » où ils furent accusés d'être « des laquais de l'impérialisme ». L'affaire a causé une forte émotion dans toutes les organisations non gouvernementales (ONG) étrangères, très nombreuses au Pérou (environ quatre cents). Un mouvement de repli, au moins temporaire, se dessine.

Mgr d'Altoche, originaire des Cévennes, fait fonction d'évêque dans un diocèse « grand comme la Belgique ». Comme la majorité du clergé de cette partie du Pérou, il a épousé la cause des plus pauvres, les Indiens, pour lesquels il n'a cessé de réclamer davantage de terres. Il vit dans l'une de ces régions où s'est épanouie la « théologie de la libération », inventée au Pérou et souvent dénoncée par le pape.

L'Eglise, ici, est prise entre deux feux. Les autorités se méfient d'elle parce qu'elle est cataloguée « de gauche », certains militaires disent même qu'elle « sympathise » avec les « terroristes ». De l'autre côté, le Sentier considère l'Eglise comme l'un des principaux obstacles à sa pénétration en milieu indien.

Mgr d'Altoche déclare qu'il sera obligé de fermer l'IER au moindre incident violent. « Je ne peux pas exposer des vies, dit-il, mais ce sera une catastrophe car l'Institut joue un rôle considérable. Sa disparition aurait une valeur hautement symbolique. »

L'administration recule, les fonctionnaires, qui sont les premiers visés par le Sentier, décrochent. La possibilité des forces de l'ordre est très surprenante. La présence d'une colonne du Sentier à Macari leur a été plusieurs fois signalée. Policiers et militaires n'ont apparemment rien fait. L'armée — ou quelques-uns parmi elle — ne souhaiterait-elle pas le pourrissement ? Ne laisse-t-on pas le Sentier « nettoyer » des organisations et les « communautés » indiennes considérées comme suspectes ?

## L'« humble » et abondante dynamite

En tout cas, Ayaviri est sur une ligne de front du Sentier qui, après un échec voici deux ans, cherche manifestement à revenir dans ce secteur et à étendre sa zone d'influence jusqu'à la frontière bolivienne. Fin janvier, sept personnes ont été tuées dans une localité assez proche d'Avayiri. « La cruauté des gens du Sentier, souvent très jeunes, est abominable », souligne Mgr d'Altoche. Leur sacrifice est presque toujours la même : ils se font connaître des villageois, rendent quelques services, puis reviennent un jour avec une liste de « traîtres » qu'ils exécutent après avoir réuni un « tribunal populaire » — parfois ils coupent la langue et arrachent les yeux de leurs victimes : ils vont jusqu'à massacrer le bétail.

Les Indiens ne s'allient au Sentier que « sous l'effet de la contrainte et de l'intimidation », affirme Mgr d'Altoche avant d'ajouter : « Quand il y a un solide encadrement, le Sentier n'a guère de prise sur les Indiens. » Mais lorsque cette condition n'existe pas, la vieille méfiance indienne, nourrie par des siècles de répression et d'injustice, joue en défaveur du pouvoir. Il est vrai que, dans les bidonvilles de Lima comme dans les villages andins, on vous raconte d'abord les exactions des forces de l'ordre, avant celles du Sentier.

Le Sentier lumineux est l'un des mouvements subversifs les plus mystérieux et singu-

liers au monde. Son nihilisme absolu et son refus total du moindre compromis n'ont pas d'équivalent en Amérique latine. Il vit quasiment en autarcie, se voulant complètement indépendant. Dans une interview à l'historique accordée l'an dernier à un journal affilié au Sentier, le chef et fondateur, Abimael Guzman, ancien professeur de philosophie à l'université d'Ayacucho, soulignait que « le parti » (passé à la lutte armée en 1980) suivait une ligne relevant du « marxisme-léninisme-maoïsme... » et il ajoutait en toute modestie : « ...plus la pensée Gonzalo », c'est-à-dire la sienne puisqu'il se fait appeler « président Gonzalo ».

L'organisation pourrait, selon divers experts, ne compter que trois mille combattants permanents. Le Sentier n'a pas besoin d'appui extérieur pour se procurer des armes, dit encore le « président », doivent être « simples ». Les embuscades incessantes tendues aux policiers et militaires fournissent amplement ce qu'il faut. Quant à l'« humble dynamite », on la trouve partout dans les mines des Andes. Cet explosif est pour beaucoup responsable des 12 millions de dollars de dégâts causés, selon le gouvernement, par la guérilla, soit 60 % de la dette extérieure.

Le Sentier veut créer une situation de guerre civile en essayant d'obliger l'armée à prendre le pays en main, cela afin de provoquer une réaction de la gauche légale et sa liquidation par les militaires car le Sentier deviendrait ainsi le recours de toute opposition.

En attendant, deux échéances électorales peuvent fournir au Sentier l'occasion de marquer des points décisifs : le scrutin municipal, en novembre prochain, et les élections générales, en avril 1990. Pour la première fois, le gouvernement vient de reconnaître ouvertement le danger, en indiquant que 36 % des circonscriptions sont situées dans des zones d'opérations du Sentier. Dix-sept maires ont été assassinés l'an dernier, beaucoup d'autres démissionnent et les candidats aux municipales se font extrêmement rares. La Constitution prévoit l'annulation d'un scrutin si 30 % des électeurs sont empêchés de voter. Le Sentier n'a jamais été autant en mesure de paralyser le système démocratique péruvien.

F. C.

مكتبة من الأصل



## La réunion du comité central du PCF

### M. Georges Marchais face à une crise multiforme

Le Parti communiste a réuni son comité central, mercredi 29 et jeudi 30 mars à Paris, afin de prendre connaissance d'un rapport de M. Georges Marchais sur « les enseignements des élections municipales » tirés par la direction. Le secrétaire général devait fournir au « parlement communiste » les noms des candidats pressentis pour figurer sur la liste européenne du PCF (scrutin du 18 juin prochain) qui, contrairement aux consultations de 1979 et 1984, ne serait pas conduite par M. Marchais.

A six ans de distance, le secrétaire général va-t-il utiliser les mêmes termes pour faire le bilan des municipales ? Présentant son analyse devant le comité central, en avril 1983, M. Marchais notait : « En premier lieu, le PS n'est plus au niveau qu'il avait en juin 1981 (37,4%). En second lieu, on peut parler d'un début de remontée de l'influence de notre parti. (...) Comment l'expliquer ? Sans aucun doute, par la conjonction de deux données : notre pratique politique, celle du vingt-quatrième congrès ; et l'expérience que vivent les Français et les Français dans les conditions de la crise de la société. »

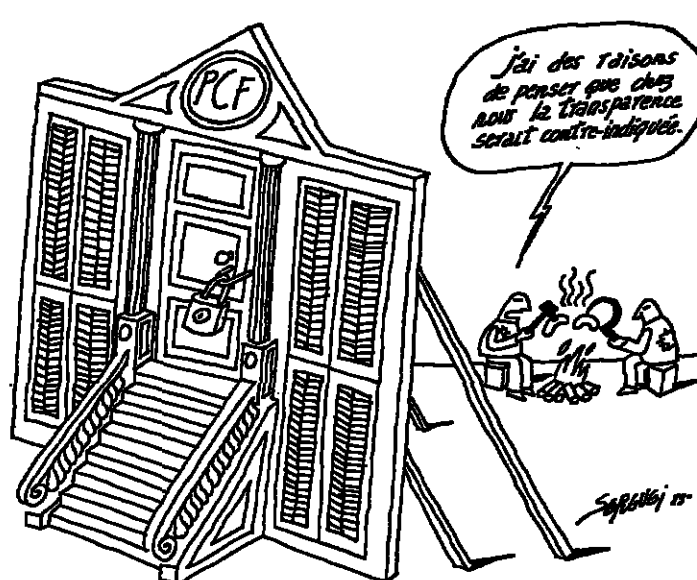
Le PCF venait de subir un grave revers en perdant trente et une villes de plus de vingt mille habitants. Ces mots résonneront peut-être aux oreilles des membres du comité central qui siègent, déjà, dans cette instance. Tout comme ceux prononcés encore par le dirigeant communiste, en novembre 1988, devant les membres de l'Association nationale des élus communistes et républicains (ANECR). « On constate qu'entre 1983 et 1988, notre parti s'est d'abord affaibli électoralement, disait cette fois M. Marchais, puis s'est redressé. Le PS, lui, est resté à peu près stable jusqu'en 1988, il a progressé en avril et en juin, et il a régressé en

septembre. La force qui monte actuellement, c'est donc le PCF, alors que le PS, lui, recule. »

M. Marchais s'était abstenu de tout commentaire au soir du premier tour, devenant invisible comme à l'issue des européennes de 1984. D'une phrase, le bureau politique avait déclaré, le lendemain : « De manière générale, les scores de notre parti dans ces cas de listes séparées sont bons. » L'exécutif du PCF précisait que dans les « municipalités socialistes ou de droite, où le PS avait refusé l'union avec les communistes, notre parti maintient ou accroît son influence électorale ». Et si à la veille du second tour, M. Roland Leroy affirmait dans l'*Humanité*-Dimanche que « le PCF, en maintenant ses positions de 1983, confirme sa remontée », un membre du comité central, M. Roger Martelli, historien, se gardait d'un tel enthousiasme. Il évoquait « le maintien du vote communiste », en précisant : « L'engagement du recul communiste est plus que stoppé ». M. Martelli concluait sur une note dubitative : « Reste encore à confirmer au second tour les tendances intéressantes du premier. »

#### Les limites de l'autosatisfaction

Bien que la direction s'accroche à la thèse du redressement, du PCF, les faits sont loin de confirmer les espoirs de M. Martelli. Au total, le parti a gagné une ville de plus de vingt mille habitants - Saint-Quentin, à mettre au crédit de M. Daniel Le Meur, - mais il en a perdu quinze autres dans cette catégorie. Il obéit plusieurs dizaines de municipalités de moindre importance et voit disparaître plus de cinq mille cinq cents conseillers municipaux. Plus grave pour lui, il perd les plus grosses villes qu'il détenait dans une quinzaine de départements, comme Sarlat-la-Canéda, Coulouxi-Chamiers, Terrasson-la-Villedieu (Dordogne), Four-



chambault et Imphy (Nièvre), Saint-Vallier, Torcy et Cluny (Saône-et-Loire), Carhaix-Plouguer, Melgueven, Lanmeur (Finistère), Pézenas, Bédarieux, Serignan (Hérault), Albert, Peronne et Ham, en plus d'Amiens (Somme), Ay et Witry-lès-Reims (Marne), Sorques et Bollène (Vaucluse), Pontes-de-Valence et Saint-Vallier (Drôme). Dans les Bouches-du-Rhône, le PCF cède sept des dix-sept villes de plus de trois mille cinq cents habitants qu'il dirigeait et le bilan est de quinze pertes sur soixante-neuf communes de cette taille dans le Nord-Pas-de-Calais.

A l'évidence, le PCF conserve des centaines de villes mais comme le remarquent les communistes reconstruits : « Pour les communistes, ces élections municipales se traduisent par de nouvelles pertes d'influence et de positions. Les amis de MM. Marcel Rigout et Claude Popereau incriminent le PS et reprochent à la direction du PCF sa « démarche qui consiste à alterner le sectarisme en dehors des périodes

électorales avec un opportunisme sans limite pour la durée des campagnes ». « Aujourd'hui, nous appelons les communistes, concluent les reconstruits, à réfléchir à l'écart qui se creuse entre le discours du groupe dirigeant et la réalité politique. L'autosatisfaction atteint ses limites. Affirmer péremptoirement la remontée de notre influence, en niant l'évidence, est une attitude de mépris à l'égard du peuple français et surtout des communistes eux-mêmes ».

A défaut de prouver le « redressement » du parti, ces municipales montrent un approfondissement de sa crise. Tant interne qu'externe. Mis en concurrence avec une liste « orthodoxe » à Besançon (Doubs), les reconstruits font le double de cette liste. Ils font repasser deux maires sortants à Andancourt et à Béthoncourt. L'immense majorité des maires communistes de Haute-Vienne appartiennent à cette mouvance. Dans les deux cas, ces résultats mettent en évidence le décalage

entre l'appareil local repris en main et la réalité politique du terrain. La crise du PCF se matérialise, et ce n'est pas le moindre des enseignements pour lui, par la légitimation du courant communiste rénovateur.

Un premier bilan fait apparaître que les amis de M. Claude Llabres ont obtenu la réélection de vingt-huit maires, dont seulement trois sont dans la mouvance du Mouvement des rénovateurs communistes (MRC) ; ils revendiquent trois cents élus dont une vingtaine d'adjoints. Ces chiffres pourraient, en définitive, être multipliés par deux. Leurs meilleurs départements sont l'Hérault, le Finistère, la Haute-Corse, le Nord, les Bouches-du-Rhône, la Meurthe-et-Moselle, la Sarthe et la Drôme. Belépée par la perée des Verts et l'enracinement du Front national, cette donnée confirme l'existence et la persistance d'un petit courant communiste hors du PCF. Fort de ce résultat, certains rénovateurs se posent la question de savoir s'ils doivent être présents aux élections européennes.

Ce choix n'aurait de sens, pour eux, que s'il s'agissait d'une liste ne se limitant pas aux seuls contours du MRC. Dans la mesure où une convergence semble improbable avec les reconstruits, les rénovateurs devraient aller chercher leur « ouverture » ailleurs. Le PCF devra, lui aussi, résoudre cette épineuse question dans la mesure où son seul vrai parlementaire européen, symbole de l'élargissement de la liste PCF depuis 1979, mais dont la représentativité dans les milieux victorieux avait déjà diminué en 1984, M. Emmanuel Maffre-Bangé, ne sera pas candidat en 1989.

#### Quel chef de file ?

Le problème essentiel du parti est celui du chef de file de cette liste qui combattrait « l'Europe du capital et du marché unique » promise pour 1993. Si la candidature de M. Marchais s'éloigne, celle de M. Jean-Claude Gaysot ne paraît pas improbable. Les noms de M. Gisèle Moreau, membre du secrétariat du comité central, et de M. Jacques Rimbault, maire de Bourges et membre du comité central, étaient évoqués ces jours derniers.

Ce choix sera d'une grande importance au moment où le PCF est, de plus en plus, pris en tenaille

entre les communistes soviétiques et les communistes italiens. C'est peu de dire que la direction du parti français est désorientée par l'accélération du rythme « réformiste » de M. Mikhaïl Gorbatchev.

Si le PC soviétique donne le tournis au PCF, le PCI lui fait subir une véritable poussée d'urticaire. Le dix-huitième congrès du PCI italien n'a pas soulevé, c'est le moins qu'on puisse dire, l'enthousiasme du parti français. Ses travaux ont été traités dans l'*Humanité* avec beaucoup de circonspection. « La question du désarmement n'est pas développée. (...) La situation mondiale est analysée en termes d'écologie et non de rapport de forces. (...) La réflexion ne porte pas sur la stratégie du grand capital ni sur les enjeux socio-économiques », remarquait l'organe central du PCF à propos du rapport de M. Achille Occhetto, secrétaire général du PCI, qui, notait ce journal, s'est réitéré « à dix reprises à Mikhaïl Gorbatchev ». L'envoyé spécial de l'*Humanité* soulignait, non sans humour : « Pas plus qu'il n'analyse les causes du recul électoral du PCI, le rapport d'ouverture n'aborde cette réalité : la crise est définie seulement comme celle, bien réelle d'ailleurs, du système politique. »

Comme s'il fallait se faire totalement comprendre, l'*Humanité* du 25 mars s'en remetait aux commentaires du *Monde* et de M. Gilles Martinet, ancien ambassadeur de France à Rome, pour juger séchement le parti frère, qualifié par ces intermédiaires, de « social-démocrate ». Le PCF reproche également au parti frère italien d'être partisan de l'intégration européenne.

Un petit article consacré au passage de M. Charles Fiterman à RTL, dans la même édition de l'*Humanité*, était un véritable message interne. L'ancien ministre, membre du secrétariat du comité central, y pointait le nez en se félicitant, avec toutes les précautions d'usage, de la teneur du congrès italien. « Il y a là une recherche, des réponses, à un grand problème qui au fond nous est à tous posé, bien qu'avec des dimensions différentes : comment sortir de la crise ? » Les problèmes seraient-ils les mêmes à Moscou, à Rome et à Paris... pour le communiste ?

OLIVIER BIFFAUD.

## Le vague à l'âme de la seule grande ville reconquise

### Le rabibochage de Saint-Quentin l'inconstante, et de son « gentil métallo » communiste

SAINT-QUENTIN de notre envoyée spéciale

On n'a pas impunément Louis-Antoine de Saint-Just parmi ses ancêtres députés. Tous les six ans, Saint-Quentin s'offre sa petite révolution en coïncidant alternativement son hôtel de ville à un gaulliste et à un communiste. Ne seraient l'imposant monument aux morts et son tragique inventaire, les tristes maisonnettes de briques serrées les unes contre les autres, le vent froid qui ferme les manteaux et les visages, le ciel si bas que le canal s'y pendrait, ne serait tout cela, on pourrait trouver Saint-Quentin fascieuse. Cette fois, c'est le communiste qui est sorti des urnes.

Mais, dans son inconstance, la ville ouvrière du nord de l'Aisne est fidèle puisqu'elle n'accepte, depuis 1971, de lier son destin qu'à deux hommes : Jacques Braconnier et Daniel Le Meur. Chacun son tour, comme si elle ne parvenait pas à choisir entre ces deux cultures, celle de l'ancien négociant en meubles devenu sénateur RPR, et celle de l'ancien « métallo » de chez Motobécane, élu député communiste. Entre ces deux « orthodoxes » (Daniel Le Meur fut de 1976 à 1983 membre du comité central du PC et il siège aujourd'hui au bureau du groupe communiste de l'Assemblée nationale) que tout oppose.

Maire sortant, Jacques Braconnier ne paraît donc pas gagnant. Pourtant, à voir l'homme déçu, confiant son amertume d'une voix fatiguée et monocorde, on devine qu'il avait cru, pendant quelques semaines, que l'âge - soixante-six ans - et l'expérience de dix-huit ans de mandat, lui vaudraient quelque bienveillance. Il n'en fut rien. Outre l'inconstance de sa ville, Jacques Braconnier avait à craindre la lassitude de ses électeurs face à une équipe usée, dont certains membres s'étaient laissés emporter dans des affaires de mœurs peu reluisantes.

#### Même le sport...

Le cavalier seul de deux de ses anciens adjoints, qui décidèrent de constituer une liste « apolitique » sous l'étiquette de l'Association des démocrates, avant de se rallier, au second tour, lui a également coûté des voix.

Enfin, son vivier électoral, la bourgeoisie commerçante de la ville, semblait décidé à bouder les urnes pour protester, pêle-mêle, contre les grands centres commerciaux installés à la périphérie et l'afflux continu de populations à bas revenus grâce à l'aménagement de logements sociaux, tandis que les immeubles de standing prévus au centre-ville restaient inachevés. En six ans, Saint-Quentin a vu son

nombre d'inscrits sur les listes électorales passer de quarante mille à trente-sept mille, une baisse qui a surtout touché les classes les plus aisées, parties rechercher dans la campagne environnante la beauté et l'espace que leur ville leur refusait.

Même le sport s'en est mêlé. Au moment où Jacques Braconnier s'effaçait sur les murs de Saint-Quentin en compagnie des joueurs de l'équipe de basket - la seule vraie fierté des habitants depuis que le SOBB est morté en nationale 1 A sur le thème de « l'équipe qui marque des points » - celle-ci trouvait le moyen de perdre tous ses matches et, suprême insolence, l'emportait à nouveau le 19 mars.

Pendant ce temps, fidèle à la stratégie de son parti depuis deux ans, Daniel Le Meur et son équipe quadrillaient les quartiers, visitant presque une à une les maisonnettes ouvrières du faubourg d'Isle ou les appartements aux rideaux de dentelle des deux ZUP qui bordent la ville, s'employant à rassurer les commerçants ou à mobiliser les plus pauvres, tentés par l'abstention.

Daniel Le Meur est de la « génération Motobécane », cette entreprise dont il fut pendant dix ans le délégué syndical et qui est à Saint-Quentin ce que Manufacture fut à Saint-Etienne. Les quatre mille cinq cents employés de la fin des années 70 sont devenus mille deux cents. Pendant une décennie, la ville a vécu au rythme des vagues de licenciements et des conflits sociaux qui aboutirent au dépôt de bilan à trois semaines du premier tour des municipales de 1983. Ironie du sort, le « métallo » était entretemps devenu maire et cela lui coûta sans doute le renouvellement de son mandat.

Dans une cité où le taux de chômage oscille entre 13 % et 14 %, l'emploi fait le vote. Jacques Braconnier promit pendant sa campagne cinq mille créations d'emplois. Il fut élu. Les emplois ne sont pas venus, il a été battu. Daniel Le Meur a pris garde de ne pas renouveler, cette fois, l'erreur de son prédécesseur. Mais, aux ouvriers, à ceux de Motobécane - devenu MBK depuis son rachat par le groupe japonais Yamaha - comme à ceux des nombreuses filatures ou des usines de confection, il est venu parler en compagnie de la passionaria syndicale de Saint-Quentin, permanente de la CGT, Alix Suchacki, devenue sa première adjointe.

Car la ville est peut-être plus cégétiste que communiste, et le syndicat, dont la solide implantation sur le terrain a sans doute empêché la croissance du Front national, a constitué pour Daniel Le Meur un incontestable relais d'opinion pendant la campagne.

A cela s'ajoute l'image personnelle d'un député affable et rond, d'un « gentil communiste » - l'expression le fait bondir, dit-il, mais il se fait à merveille en user. Réélu sans disconti-

nuité à l'Assemblée nationale depuis 1973, Daniel Le Meur a su s'imposer dans la population et auprès de la classe politique comme le seul porte-drapeau de la gauche. Si François Mitterrand a réuni le 8 mai 1988 62 % des suffrages sur son nom à Saint-Quentin, les socialistes ont subi des défaits éclatants aux dernières élections nationales et locales. Le parachutage raté de Jean Guidon, proche de M. Chevènement, aux législatives de juin 1988 a achevé de déstabiliser le PS.

#### « Douze agneaux »

Partagé entre ses courants - les rocardiens ont refusé de participer à la liste conduite par Daniel Le Meur, - le PS saint-quentinois semble surtout incapable de dégager de ses rangs une personnalité qui pourrait concurrencer sérieusement le chef de file communiste. Et il faudra encore beaucoup d'efforts à l'actuel premier secrétaire de la section, un jeune professeur d'allemand au cours d'enfant de chœur qui semble nourrir des ambitions nationales, pour adapter son discours élitiste sur « la tristesse des ZUP » ou « la nécessaire décentralisation de la culture dans les quartiers » aux attentes d'une population ouvrière faiblement qualifiée, taraudée par l'angoisse de ne pas pouvoir payer son loyer à la fin du mois.

Sur les dix-neuf élus socialistes, dont un grand nombre d'enseignants, que compte la nouvelle majorité, la plupart sont sans expérience municipale et se sont vu confier par les conseillers communistes (au nombre de dix-sept) les délégations les plus importantes. « De deux agneaux dans la gueule du loup », résume crûment le député socialiste Jean-Pierre Belfand, maire de la commune voisine de Vervins, qui a fait de la conquête des terres communales l'un de ses chevaux de bataille favori et qui pourrait bien un jour venir tester sur Saint-Quentin la méthode qui lui a réussi à une soixantaine de kilomètres de là.

En attendant, Saint-Quentin s'efforce de croire à ce qu'on lui a promis. A celle qui n'est ni préfecture ni capitale régionale, on sursure qu'elle pourrait devenir un « étout européen ». Sur les quais de la gare, les affiches s'affirment : entre Bruxelles et Paris, il y a naturellement... Saint-Quentin. Le TGV s'arrêtera bientôt. Certes, pas à sa porte, mais à une quarantaine de kilomètres. Mieux que rien. Et puis, il y a les autoroutes, un projet d'hélicoptère pour les chefs d'entreprise, bref, presque tout le nécessaire.

Alors, pour préparer 1993, Saint-Quentin s'est donnée à celui qui, dans son programme électoral, a écrit qu'il ferait d'elle « un pôle industriel européen ». Dans les six ans, bien sûr, sinon...

PASCALLE ROBERT-DIARD.

## Mémoires d'un Lapon éleveur de rennes avant Tchernobyl



«Une fois encore, l'irremplaçable collection « Terre humaine » accueille un de ces témoins stratégiques sans lesquels nous ignorerions tout, ou presque, de civilisations entières.»

JACQUES DECORNOY «LE MONDE DIPLOMATIQUE»

«Sème de toute son âme... Mémoires d'un autodidacte, porte-parole d'un peuple.»

ANTOINETTE DE GAUDEMAR «LIBERATION»

DERNIER TITRE PARU  
BERNARD ALEXANDRE / LE HORSAIN  
200.000 exemplaires vendus

TERRE HUMAINE  
collection dirigée par Jean Malaurie

PLON

## Politique

## Le gouvernement espère débloquer la situation en Corse

Des affrontements violents entre forces de l'ordre et manifestants (qui se sont soldés par quatorze blessés, dont deux chez les CRS et les gendarmes) ont eu lieu pendant plusieurs heures dans le centre de Bastia, mardi après-midi 28 mars, au moment même où le gouvernement faisait un pas en direction des grévistes.

L'Hôtel Matignon a publié mardi un communiqué affirmant notamment : « Afin de rechercher une issue négociée au mouvement de grève qui affecte les services de l'Etat en Corse, le gouvernement est disposé à reprendre les discussions avec les organisations syndicales à Paris sous la conduite de M. Michel Durand, ministre d'Etat, ministre de la fonction publique et des réformes administratives. »

Selon les termes du communiqué, « les discussions porteront sur les modalités d'une indemnité compensatrice des frais de transport modifiée selon la situation de famille ». Cette indemnité « aurait un caractère provisoire » dans l'attente des conclusions des tables rondes propo-

sées par le gouvernement sur les différents aspects du développement de la Corse.

Selon l'Hôtel Matignon, il s'agit de fournir aux syndicats de fonctionnaires les interlocuteurs politiques qu'ils réclament. Quant à l'objet des négociations, il reste celui qu'avait déjà défini Matignon pour la rencontre de samedi dernier avec M. Dominique Le Vert, directeur général de la fonction publique, qui avait tourné court, l'indemnité proposée était, aux yeux des syndicats, un « affront » (30 F par mois). Matignon affirmait mercredi matin que, pour cette rencontre — qui pourrait avoir lieu vendredi si les syndicats finissent par donner leur accord — le gouvernement veut que « l'espace de négociation soit suffisamment circonscrit pour que la négociation ait des chances d'aboutir ». Ce qui suppose des contacts préalables avec les syndicats à l'échelon local et national. Le gouvernement a aussi l'intention de modifier le montant de son offre d'indemnité compensatoire sans changer sa nature.

Les premières réactions sur l'île au geste de l'Hôtel Matignon ont été d'autant plus réservées qu'il y a eu coïncidence avec des ordres apparemment plus sévères donnés aux forces de l'ordre pour contraindre les manifestants à Bastia.

Les trois principaux syndicats de fonctionnaires de Corse (CGT, FO et CFDT) ont immédiatement répliqué : « Pas question de monter à Paris dans ces conditions », et demandent des garanties au gouvernement. M. Henri Krasucki, secrétaire général de la CGT, a aussitôt évoqué l'éventualité d'« initiatives de solidarité pour soutenir les travailleurs corses en lutte ».

Le président RPR de l'Assemblée de Corse, M. Jean-Paul de Rocca Serra, a lancé mardi soir un « appel angoissé » au premier ministre ; il a souligné que les réponses apportées jusqu'à maintenant « ont été ressenties par tous les Corses comme un affront, même si la n'était pas l'intention du gouvernement ». Sur France Inter, M. Emilie Zaccarelli, député MRG de Haute-Corse, n'a pas parlé d'« affront », mais a jugé

que les négociations de samedi avaient été un « simulacre ».

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. José Rossi, député UDF-PR et président du conseil général de Corse-du-Sud, réclame un « Grenelle Corse », demande que l'Etat prouve ses responsabilités, souhaite le dépôt d'un projet de loi-cadre sur la Corse et affirme que les Corses sont prêts à accepter une diminution des avantages fiscaux si elle s'accompagne d'un redéploiement de ces avantages.

La sous-préfecture de Sartène (Corse-du-Sud) a été occupée mardi. A Ajaccio, des formidables « virages tonitruaux » de déclarations de rue ont été brûlés aux cris de « Charrasse au bûcher ». Le trafic aérien commercial avec le continent est toujours interrompu.

Le collectif des commerçants et chefs d'entreprises de Corse a appelé à une journée « bleue » samedi. Tandis que la situation restait tendue à Bastia, une manifestation a eu lieu dans le casque à Ajaccio, mercredi matin.

J.-L. A.

## Bastia : les rues de la violence

BASTIA  
de notre envoyée spéciale

La préfecture de Bastia ressemble à un bunker de ville nouvelle. Chaque jour, depuis près de trois semaines, des manifestants viennent marteler les grilles avec leurs pierres, comme des prisonniers leurs barreaux. Il est entendu qu'ils ne doivent pas tenter d'y pénétrer, sous peine de tirs de grenades lacrymogènes. C'est, c'était, la règle du jeu.

Pour entrer dans ce sanctuaire, il faut franchir cette première barrière, puis une autre grille, plus lourde. A l'intérieur, le chemin de ronde est désert, à l'exception de quelques policiers et leurs talibans. Le personnel est en grève et, mardi matin 28 mars, à l'unanimité, il a été décidé d'occuper la cour. Les fonctionnaires se sont assis par terre, applaudis de l'autre côté de la grille par les grévistes. L'avantage, c'est qu'il n'y a pas eu de jets de pierres.

Le directeur du cabinet du préfet, M. Jean-Yves Lalart, est responsable de l'ordre public, par délégation du préfet de police. Il règle également les cas de force majeure. L'Etat pour toute l'année sont déjà épuisés, à cause de la grève des organisations sociales, il conserve sur son bureau le sondage de l'Express qui témoigne d'une profonde incompréhension du continent pour la Corse, et réciproquement (1).

En Haute-Corse, comme en Corse du Sud, les services préfectoraux sont placés dans l'inconfortable position d'intermédiaire entre le maréchal et l'ennemi. Il faut gérer, en outre, les « nuances » ministérielles : lorsqu'on demande à Paris s'il convient de payer le voyage des syndicalistes, se débrouiller avec la réponse : « Non, enfin, peut-être... »

Rocard  
démision !

Plus d'une centaine de manifestants se rassemblent ce mardi, comme chaque après-midi, au presbytère, devant la préfecture, et les badauds s'installent sur la terrasse de l'hôtel Ile-de-Beaufort. Les jeunes ont déjà noué leurs foulards. Ils sont vêtus sans leurs lance-pierres de la semaine dernière, mais avec des projectiles plus imposants. Boulets et tuiles de toit font leur apparition. La règle du jeu a changé : deux cents CRS et gendarmes mobiles vont défendre les grilles de la préfecture jusqu'à ce qu'ils aient vu de la place Saint-Nicolas, à plusieurs centaines de mètres de là.

Les grenades lacrymogènes s'envolent comme des fusées de feu d'artifice au-dessus des grilles de la préfecture. Un haut-parleur de la CGT diffuse quelques conseils pratiques : « Lève la tête, ne courres pas sans regarder ». Le vent renvoie la fumée vers les CRS. « Vous pouvez vous rapprocher ». Deux manifestants jouent au rugby avec des cartons vides de lacrymogènes devant les grilles. On revendique, on crie : « Rocard démission ! »

Les voitures continuent de circuler, mais la tension monte. Des jeunes, presque des lycéens, arrivent avec leur casque et de nouvelles pierres. Il y a aussi une enseignante de comptabilité, quarante ans, qui « apprend à réfléchir » au milieu des tirs, et un agent de lycée, cinquante-trois ans, non syndiqué, coiffé du bonnet phrygien taillé dans une banderole. M<sup>me</sup> Michèle Biaggi, de Force ouvrière, est en première ligne avec son masque de protection, ainsi que M. Jean Baccarelli de la CGT. Sur le trottoir, le dirigeant nationaliste Yves Stella, directeur d'U Ribonba, observe le déroulement des événements. Plus tard, il sera blessé et transporté à l'hôpital.

Les forces de l'ordre commencent à sortir dans les petites rues qui montent vers la préfecture. Un tir tendu enfume le moteur d'une Mercedes. Les pompiers dévalent leurs lances à incendie et remontent

rapidement à l'abri dans leur camion. Un jeune militaire, chez ses parents, cherche sa arme de combat : des lunettes de motard. « Il faut que tout rentre dans l'ordre, dit un voisin, ça commence à bouillir ».

Pistolet  
automatique

Cinq coups secs sont entendus vers 17 heures. « Vous avez noté, crie une passante, c'étaient des coups de feu réels ». Il s'agit de cinq détonations de pistolet automatique, confirmées par la police. « Il faut que le gouvernement fasse attention. Ici ce n'est pas Lille ou le Vésinet. Tout le monde a un calibre ». Les premiers feux enflammés des cartons, des poubelles en plastique qu'on va chercher dans les entrées des immeubles. Dans le haut de la rue Saliceti, les CRS avancent, taquinés par des militants nationalistes. Une femme rattrape son enfant emporté dans le reflux des manifestants. « Retirez les armes », hurle un commerçant aux CRS.

Une grenade atterrit dans un appartement au premier étage au-dessus d'un magasin de décoration. La fumée s'échappe des vitres ouvertes ; d'autres s'arrêtent sur les toits, quatre étages plus haut. Deux femmes s'enfuient : « S'ils ne voulaient pas donner la prime, il fallait dire non tout de suite ».

Les forces de l'ordre continuent d'avancer vers le rond-point de Noghe, face à la mer. Jamais elles n'étaient descendues aussi bas vers le port. Jamais, selon la préfecture, elles n'avaient été aussi sérieusement agressées. A l'heure où M. Michel Rocard propose de nouvelles négociations avec les syndicats, la police lance pour la première fois des grenades offensives.

Les manifestants cassent des bacs à fleurs pour reconstruire leur stock de pierres : près de la poste, un jeune homme est matraqué par la police et plus bas, un passant est atteint à la jambe par un éclat. On entend des cris : « FLN, FLN ». Plusieurs personnes en viennent aux mains. « Manifestez, c'est la démocratie ». Derrière les vitres des cafés où se sont réfugiés les Bastiais pour ne pas être asphyxiés, on suit la progression des forces de l'ordre. « Ce sont des chiens, ils n'ont pas le droit de tirer comme ça ». Tout en bas, sur la place Saint-Nicolas, le manager des enfants ferme dans la panique : « Si on ne les lâchait pas, on n'en serait pas là. Ce n'est pas la manif, ça ».

Des jeunes arrachent quelques planches à l'étal du marchand de primeurs pour se protéger et lancent quelques pommes sur les CRS : ils ont tout, sauf l'intention de se disperser. Ils occupent le terre-plein central du rond-point du port. « Le conflit est difficile à gérer pour nous aussi », reconnaît un syndicaliste. Les pierres volent dans la fumée et atterrissent on ne sait où.

Nous n'avons  
pas confiance

Lorsque tombe de Paris le communiqué de M. Rocard, Bastia est loin des tables rondes. Vitre cassée au Crédit agricole, pare-brise de voitures en miettes, panneau de signalisation renversé, les forces de l'ordre et leurs adversaires semblent ne plus vouloir s'arrêter. La CGT et la CFDT téléphonent deux fois à la préfecture pour tenter d'arrêter les bours. On leur demande de disperser leurs troupes, mais les syndicats sont obligés d'admettre qu'ils ne « maîtrisent plus rien » et « ne savent plus qui fait quoi ». Vers 19 heures les forces de l'ordre sont invitées à arrêter les poursuites. Pendant la remontée vers la préfecture, un militant de première ligne est blessé au visage. « Je suis sûr qu'ils m'ont visé ». Selon le bilan officiel de la préfecture, les affrontements ont fait douze blessés chez les policiers et deux chez les manifestants. En prenant connaissance de la nouvelle offre de M. Rocard cer-

taines crient, haussent les épaules : « Encore des tables rondes ». Ils demandent à voir avant de se prononcer et d'aller négocier, fût-ce avec un ministre d'Etat. Ils ont été échaudés par le voyage à Paris de samedi dernier et choqués, mardi, par les tirs tendus des CRS.

A la permanence CFDT, un responsable de l'union régionale CFDT, M. Michel Beveraggi, vient d'avoir une longue conversation avec le numéro un national de son syndicat, M. Jean Kaspar, à propos de la nouvelle ouverture du premier ministre. « Après avoir insulté les négociateurs à Paris, on nous envoie les forces de l'ordre pour arrêter les grévistes de grenades lacrymogènes anti-émeutes, vous comprenez que la confiance est nulle ». Le syndicaliste tient à savoir à l'avance sur quelles bases financières le gouvernement est décidé à négocier : « Par écrit, et non par l'intermédiaire du préfet, avec des notes prises séparément par chaque organisation syndicale ».

La tonalité est la même à la CGT : « Je veux une proposition écrite et chiffrée », déclare Jean-Claude Graziani, secrétaire général de l'union départementale. « Nous n'avons pas confiance. Rocard nous a déjà menti une fois ».

Les CRS regagnent la préfecture vers 20 heures. La circulation reprend dans une odeur de brûlé. Les voitures continuent les pierres, les feux qui brûlent encore, et que personne ne viendra éteindre.

CORINNE LESNES.

(1) Dans l'article intitulé « Guerre de positions en Corse » (nos éditions du 29 mars), nous évoquions la prise en compte par le gouvernement des réactions de l'opinion, dans son refus de céder aux revendications. Il s'agissait de l'opinion publique « non insulaire » (et non pas « insulaire ») comme il a été écrit par erreur), ainsi que l'expliquait le reste de l'article.

## La prime d'insularité

## Un débat figé outre-mer

SAINT-DENIS-  
DE-LA-RÉUNION  
de notre correspondant

La revendication par les fonctionnaires corses d'une prime d'insularité se manifeste alors même que l'Etat essaie depuis plus d'une décennie de faire disparaître cet avantage acquis tout récemment par les fonctionnaires exerçant dans les départements et territoires d'outre-mer. La dernière tentative pour réformer cette prime remonte au gouvernement de M. Raymond Barre.

En 1978, M. Paul Dijoud, alors secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, avait voulu ramener la prime de 1,33 (coefficient multiplicateur du salaire minimum de la fonction publique de métropole) à 1,33. Une manifestation monstre dans les rues de Saint-Denis, au mois d'octobre, brisa les velléités du ministre. Depuis, l'index de correction a fait l'objet de plusieurs rapports à la Réunion, mais, étrangement, aucune de ces études n'a débouché sur une modification. Les fonctionnaires constituent, il est vrai, dans ce département aussi une indéniable force économique, sociale et politique.

L'index de correction fut créé du temps de la colonie pour attirer outre-mer des cadres moyens et supérieurs qui faisaient défaut sur place. Appliqué, à l'origine, aux seuls métropolitains candidats à l'émigration, cet avantage fut étendu sous la pression du syndicat à l'ensem-

ble des fonctionnaires d'outre-mer, qu'ils soient résidents ou non de ces territoires.

En plus de l'index de correction, ces fonctionnaires voient leur traitement augmenté d'une « prime de vie chère ». Au total, le salaire de base d'un fonctionnaire métropolitain est multiplié, à la Réunion, par un coefficient de 1,53, qui peut atteindre ailleurs 1,70.

Lorsque l'Etat se propose de réformer cette prime, notamment à la Réunion, les fonctionnaires répliquent en revendiquant pour l'île la continuité territoriale, applicable en Corse, de manière à ramener le niveau des prix pratiqués dans le département sur celui de l'Hexagone. Le débat est figé sur ces positions en 1979.

La prime de vie chère reste un élément de déséquilibre économique et social outre-mer. En effet, l'attrait de la fonction publique est tel que le secteur privé a dû, lui aussi, consentir une majoration de salaire à ses cadres pour empêcher la fuite des cerveaux.

D'autre part, si le salaire des fonctionnaires est multiplié par 1,53 à la Réunion, le SMIC local est miné de 0,22 % par rapport au SMIC métropolitain. Malgré les discours des hommes politiques sur le rattrapage nécessaire et sur l'égalité sociale, l'écart entre les deux SMIC n'a pas varié d'un centime depuis 1978.

ALIX DJOUX.

## Un entretien avec M. José Rossi

## « Il faut organiser un Grenelle insulaire », nous déclare le président (UDF) du conseil général de la Corse-du-Sud

« Selon vous, que se passe-t-il en Corse en ce moment ? »

— Une crise très grave...

— Une crise ou une révolution ?

— Cela ressemble à une crise dans la première phase, mais si les choses continuent à dériver, cela pourrait ressembler fort à une révolution, au moins sociale et culturelle, du type de mai 68. Trop de problèmes sont restés sans solution en Corse depuis une vingtaine d'années. J'ai été, je crois, le premier à faire un parallèle entre les événements de mai 68 et ceux que nous connaissons dans l'île et à proposer un remède identique : une sorte de « Grenelle corse » qui mettrait autour d'une même table notamment les élus, les syndicats et les chefs d'entreprise qui ont évidemment un rôle essentiel à jouer dans le redynamisme économique insulaire. Il faut éviter à tout prix une dérive vers la violence.

— Le premier ministre met en avant des arguments de rigueur budgétaire pour repousser les revendications des fonctionnaires de l'île. Pouvez-vous vraiment réfuter ces arguments ?

— Nous ne sommes pas en désaccord avec M. Rocard sur l'analyse globale qu'il fait de la situation. Nous sommes bien conscients que la Corse doit, sur ce plan, être solidaire des efforts de la nation tout entière. Mais le premier ministre, qui s'est saisi, trop tardivement du dossier corse, a sous-évalué l'importance de la crise qui couvait. En laissant pourrir le dossier de la revendication salariale des fonctionnaires, il a pris le risque de se mettre lui-même le dos au mur.

— S'il avait fait quelques concessions au début du conflit, on n'en serait peut-être pas là aujourd'hui et on aurait pu aborder dans la sérénité

les tables rondes qu'on nous annonce maintenant.

— Hélas, je crois que le problème s'est aggravé et « le grain à moudre » qu'il faut mettre désormais dans la négociation pour sortir du conflit avec les salariés de la fonction publique est peut-être plus important que celui qu'il aurait fallu y mettre il y a trois ou quatre semaines.

— A partir du moment où existe un constat objectif d'écart de niveau de vie entre la Corse et le continent — il faut au moins adopter des mesures temporaires de manière à ce que ce conflit — qui a fait tache d'huile — s'apaise et qu'on puisse passer à l'ordre du jour des choses fondamentales, c'est-à-dire la remise à niveau de l'économie corse, qui conditionne tout le reste.

— De ce point de vue, l'organisation de tables rondes me paraît une démarche très positive à laquelle nous serions prêts à nous associer.

— Nous ne sommes pas là pour jeter de l'huile sur le feu, mais pour sortir la Corse du marasme. Nous ne ferons absolument pas obstacle à la volonté de mise à plat de l'ensemble des problèmes. Si l'on trouve qu'il y a une mauvaise utilisation des fonds publics dans tel ou tel secteur, que l'on corrige le tir...

— Par exemple ?

— Par exemple, à propos du redéploiement de l'enveloppe des avantages fiscaux dont bénéficie la Corse — les fameux 550 millions de francs — nous ne tenons absolument pas à conserver certains avantages inutiles ou inefficaces qui sont reconnus à la Corse, si l'on se rend compte qu'en définitive la population, dans sa grande majorité, n'en bénéficie pas. Nous sommes prêts à renoncer à un certain nombre de choses.

Des responsabilités  
partagées

— Oui, selon vous, porte l'essentiel de la responsabilité de la situation actuelle de la Corse ? L'Etat, les élus corses ? Pierre Joux a mis en garde de nombreuses fois l'Assemblée corse contre son incapacité à élaborer un schéma de développement régional qu'elle aurait dû adopter depuis plusieurs années.

— Il y a des responsabilités partagées. La région, c'est vrai, aurait dû élaborer très rapidement, comme la loi le lui recommandait, le schéma d'aménagement de la Corse, qui est un document tout à fait essentiel. La région aurait dû, c'est vrai, élaborer plus tôt un plan de développement régional qui arrive enfin aujourd'hui, dans une situation de crise. Ce n'est pas le meilleur moment pour réfléchir à une stratégie d'ensemble.

— Voilà deux exemples où l'Assemblée régionale incontestablement, aurait pu aller plus vite. Mais il ne faut pas que l'Etat de son côté s'exonère de sa part de responsabilité. Pour prendre les deux dossiers sociaux par M. Michel Charasse, un engagement très clair, dans le domaine fiscal, a été pris en 1982 par la loi portant statut particulier de la Corse ; le gouvernement était tenu par cette loi, de proposer rapidement au Parlement une adaptation de la fiscalité corse, pour la passer dans le sens de l'incitation à l'investissement.

— Nous sommes en 1989, ce projet n'est toujours pas proposé par le gouvernement au Parlement. C'est bien sa responsabilité, non celle de l'Assemblée régionale. Aujourd'hui, la sortie de cette crise passera sans doute, par une réforme de la fiscalité corse. Mais cela se fera sous la pression alors que cette démarche aurait dû être réalisée à froid, dans la sérénité, avec une réflexion en profondeur.

— De même si l'on prend l'exem-

plaire, là aussi, c'est bien l'Etat qui a géré ces moyens financiers de 1976 à 1982 (puisque l'office des transports n'existait pas jusqu'alors). Il lui appartenait de déceler la mauvaise utilisation d'argent public si tel était le cas.

— L'office régional des transports n'a véritablement reçu pleinement ses compétences qu'à partir de 1986. Ce n'est donc que depuis trois ans que ce dernier a entamé une action de clarification sur l'utilisation de l'enveloppe. Il n'est point nécessaire de faire un nouveau contrôle. Un audit a été réalisé et on sait exactement où va l'argent. Il suffit d'en tirer des conséquences. L'Etat est puissamment représenté au conseil d'administration de cet office, il ne peut pas plaider l'ignorance. Là encore, le gouvernement réagit sous la pression de l'événement. Si réforme il doit y avoir, il aurait pu y penser plus tôt...

Le gouvernement jette  
de l'huile sur le feu

— Vous voulez dire que la responsabilité principale de la mauvaise utilisation des fonds publics n'incombe pas à certains acteurs économiques sur place ?

— On sait qu'une grande partie des moyens publics investis en Corse reportent en réalité vers le continent.

— Chacun sait que l'enveloppe de la continuité territoriale est absorbée, pour une grande partie, par les compagnies nationales qui desservent la Corse — et qui sont en situation de monopole — et aussi par des intermédiaires qui sont aussi nombreux sur le continent qu'en Corse, notamment dans le domaine de la manutention.

— Mais il est vrai aussi que, sur l'île, le système de distribution doit encore se moderniser.

— Le reproche essentiel que je fais au gouvernement dans cette affaire, c'est d'essayer d'accréditer dans l'opinion publique l'idée que la Corse est une île en marge de la légalité. Il rend suspects les Corses à l'ensemble des Français et, de surcroît, il contribue à jeter de l'huile sur le feu en Corse. Sans doute espérait-il créer la division au sein même de l'opinion publique insulaire, mais en réalité je crois que tous les Corses ont ressenti les déclarations de M. Charasse comme un camouflet, voire une injure. Les Corses sont très attachés à l'unité nationale. Ce n'est pas une bonne action que d'essayer de les diviser dans l'opinion publique nationale. Je ne crois pas que le gouvernement actuel doive, comme d'autres l'ont fait avant lui, céder à la facilité de jouer le continent contre la Corse.

— Pour vous, quelles sont aujourd'hui, les priorités en Corse ?

— Trouver les moyens d'atténuer ce grave conflit social qui fait mal à la Corse et à la France — et ensuite, mettons-nous tous ensemble autour d'une table avec la volonté d'aboutir à une mise à plat des grands dossiers du développement insulaire.

— Mais après, au-delà des analyses qui sortent de ces tables rondes, il faudra en tirer immédiatement des conclusions pratiques et contraignantes. Des mesures législatives et réglementaires seront nécessaires.

— Après tout, nous sommes censés vivre en Corse avec un statut particu-

lier, mais les mesures particulières, elles, ne sont jamais venues. Il faut y arriver. Sans quoi, autant nous ramper dans le droit commun des régions. Pour être franc, il faut aussi procéder à un « toilettage » des institutions régionales. Pour tout cela, il faudra bien déposer un projet de loi sur la Corse. Une loi-cadre pour la Corse me paraît être un bon objectif pour la session parlementaire d'automne.

Propos recueillis par

JEAN-LOUIS ANDRÉAN

سكوا من الأصل



## L'instruction de l'affaire de la SORMAE

## M. Roland Nungesser, dix-huitième inculpé

C'est une dix-huitième inculpation qui a été notifiée, mardi 28 mars, dans l'affaire dite de la SORMAE, avec celle de M. Roland Nungesser, député RPR du Val-de-Marne et maire de Nogent-sur-Marne. Comme les hommes politiques, des élus du Sud-Est de la France, inculpés avant lui, M. Nungesser a été inculpé par M. Pierre Culié, président de la section de la chambre d'accusation de Paris, de corruption, recel d'abus de biens sociaux, mais aussi de recel de faux en écritures de commerce.

Tel qu'on le connaît actuellement, le cas de M. Roland Nungesser se distingue dans cette affaire de celui des autres « politiques » de divers bords qui ont été cités par des responsables de la SORMAE lors de leurs premières auditions par le juge d'instruction. Il aurait en ce qui le concerne bénéficié de travaux effectués par la société dans la propriété qu'il possède à Ramatuelle (Var). Depuis qu'il est mis en cause, le maire de Nogent-sur-Marne, qui a choisi pour défenseur M. Bernard du Granrut, ancien bâtonnier du barreau de Paris, n'a cessé de protester et de se déclarer totalement étranger à des malversations.

Ainsi, sans contester que des travaux aient été accomplis dans sa propriété par la SORMAE, M. Nungesser a dit et répété que le prix de ces constructions de murs de soutènement commandées par lui-même, avait été, à leur achèvement,

payé intégralement. Ainsi a-t-il fait valoir que la facture qui lui fut adressée correspondait au prix réel fixé initialement. Il a souligné que le règlement avait été effectué par chèque et que sa banque, le Crédit lyonnais, a attesté que la somme correspondant à ce montant avait bien été débitée de son compte (*le Monde* daté 26-27 février). C'est ce qu'a répété, mardi 28 mars, le maire de Nogent-sur-Marne en sortant du cabinet de M. Pierre Culié. Il a dit encore : « Dès lors que, étant maire, mon nom avait été cité dans une enquête de police, les dispositions du code de procédure pénale rendaient mon inculpation inévitable. Telles sont les conséquences inattendues d'un texte qui est, en principe, destiné à protéger les élus, officiers de police, et a pour conséquence de les rendre plus vulnérables. » Cette inculpation me permet cependant d'avoir accès au dossier et d'être ainsi en mesure de m'expliquer », a conclu M. Roland Nungesser.

## Pratiques courantes

De toutes façons, l'inculpation de M. Nungesser, pour retenir l'attention, ne constitue dans ce dossier qu'une péripécie. Il apparaît, en effet, que les déclarations initiales, tant des responsables de la SORMAE dans le sud-est de la France

que des dirigeants parisiens de la Société auxiliaire d'entreprise (SAE), dont la SORMAE est une filiale, ont apporté aux enquêteurs une somme d'éléments qui, pour l'heure, ne semblent pas encore avoir été totalement exploités.

Non seulement on a pu déjà s'apercevoir que les « politiques » mis en cause appartenaient à des formations très diverses : RPR, UDF, PS, mais il semble bien que cette affaire pourrait être l'occasion de mettre au jour des pratiques que, pour leur part, les responsables de la société de travaux publics en cause et de sa filiale méditerranéenne, tiennent pour aussi courantes qu'anciennes.

Rappelons que, le 2 mars, après l'inculpation de son directeur général et du président de son directeur (SAE) — une puissance dans le secteur des travaux publics — faisait savoir que « dans l'hypothèse où les faits reprochés concernent le financement occulte des partis politiques et des campagnes électorales se révéleraient exacts le président du directoire [M. Jean-Claude Jammes, inculpé le 2 mars] prendrait l'initiative, en accord avec la profession, d'une intervention auprès des pouvoirs publics pour que ces problèmes de financement soient traités à fond et réglés de façon réaliste ».

La logique voudrait que ces propos ne demeurent pas sans suite.

## Ouverture d'une information après le décès d'un enfant

## Une appendicite mortelle

Le parquet de Bobigny a ouvert une information contre X « pour homicide involontaire », après la mort dans des circonstances suspectes d'un garçon de cinq ans, le 11 janvier dernier. Selon M. et M<sup>me</sup> Gnyot, les parents de l'enfant — prénommé Grégory — qui vivent dans des conditions matérielles difficiles, à Gournay-sur-Marne (Seine-Saint-Denis), la mort serait la conséquence d'une succession d'erreurs médicales.

Fiévreux, le petit Grégory avait commencé à souffrir du ventre, le 23 décembre dernier. Un premier médecin envoyé au domicile de M. et M<sup>me</sup> Gnyot par le régulateur du SAMU avait fait admettre l'enfant au service des urgences de l'hôpital Sainte-Camille de Bry-sur-Marne (Val-de-Marne). Il devait y être examiné à deux reprises les 23 et 24 décembre. Aucune intervention chirurgicale ne fut jugée utile.

Dans les jours suivants, l'état de l'enfant s'aggravait, les parents s'adressèrent, le 7 janvier, aux médecins du service d'urgence de l'hôpital de Montfermeil (Seine-Saint-Denis), qui évoquèrent le diagnostic de gastro-entérite avant de prescrire un traitement médicamenteux. Les parents disent aussi avoir pris contact avec d'autres médecins dont un généraliste, aucun ne concluant à la nécessité d'une intervention chirurgicale. Grégory devait mourir à son domicile, le 11 janvier.

Aujourd'hui, l'heure est à la défense et à l'accusation. Défense de l'hôpital Sainte-Camille, dont la direction vient de publier un communiqué précisant que Grégory avait « été examiné par deux praticiens confirmés, un chirurgien et un médecin, tous deux spécialistes en pédiatrie. Ceux-ci ont conclu de façon conjointe à l'absence d'indication chirurgicale au moment de l'examen. Ils ont formellement conseillé à la famille de ramener l'enfant si les signes persistaient.

Les parents n'ont pas ramené leur enfant dans notre hôpital. Celui-ci est décédé le 11 janvier, soit dix-huit jours plus tard, et nous n'avons pas été tenus au courant de ce qui s'était passé pendant ce laps de temps. »

Accusation des parents, qui veulent « la justice pour leur fils », mais aussi, ce qui est tout à fait inhabituel dans les affaires de responsabilité médicale, accusation du docteur Alain Kessler, chef de service de pédiatrie de l'hôpital de Montfermeil. Ce dernier a déclaré, mardi 28 mars, en direct sur Antenne 2, qu'il ne pouvait que regretter « cette erreur de diagnostic dramatique », évoquant explicitement une faute grave de l'un de ses collaborateurs et cours de spécialisation en pédiatrie.

Il semble, en effet, que Grégory soit mort des suites d'une péritonite (inflammation du péritoine), conséquence d'une appendicite non diagnostiquée. Si elle est parfois difficile à identifier, notamment chez l'enfant, cette infection devait, à l'évidence, être évoquée devant les symptômes qui, en toute hypothèse, imposaient une hospitalisation.

JEAN-YVES NAU.

● **Condamnations de cinq militants basques.** — La dixième chambre du tribunal de Paris a condamné, mardi 28 mars, cinq militants basques qui avaient à répondre des délits de tentative de destruction par explosif, pour avoir participé à différents attentats, ainsi que du délit de participation à une association de malfaiteurs.

Présidé par M. Jean-François Périé, le tribunal a condamné à cinq ans de prison Patrick Lambeys, vingt-huit ans, et Philippe Lessourges, vingt-sept ans. Il a infligé deux ans de prison, dont un avec sursis, à Daniel Crouspeyre, vingt-sept ans, et Odile Fabre, vingt-sept ans.

## Devant la cour d'assises spéciale de Paris

## Quatre membres présumés du GAL jugés pour l'assassinat d'un journaliste basque

Anteurs présumés de l'assassinat le 30 mars 1985 (*le Monde* du 1<sup>er</sup> avril 1985) à Saint-Jean-de-Luz de Xavier Galdos, un réfugié basque cofondateur du quotidien *Egin*, trois hommes Alain Permentier, Jacky Pinard et Bernard Fouché qui, agissant pour le compte du GAL (Groupement terroriste de libération), avaient reconnu avoir commis ce crime, ont comparu, mardi 28 mars, devant la cour d'assises spéciale de Paris.

Les trois hommes, proches du milieu, avaient été jugés pour ces faits au mois de mai 1987 par la cour spéciale des Pyrénées-Atlantiques, qui les avait condamnés, après plusieurs jours de débats, à une peine de vingt ans de réclusion (*le Monde* du 22 mai 1987). Mais après qu'un pourvoi en cassation eut été formé par eux, l'arrêt les condamnant fut cassé en 1988 et l'affaire renvoyée devant les assises spéciales de Paris.

Un quatrième homme, Guy Cantavenera, présenté à l'époque comme un intermédiaire dans la préparation de l'attentat et sur lequel un supplément d'information avait été ordonné au mois de mai 1987, a également comparu pour la première fois devant la cour d'assises.

Les débats devraient se poursuivre jusqu'au vendredi 31 mars, date du verdict.

Tous quatre étaient impliqués, dans des attentats par explosifs commis le 6 juillet 1987 contre les perceptions d'Anglet, de Cambo et d'Iholdy dans les Pyrénées-Atlantiques, et revendiqués par le mouvement Iparretarrak. L'un des possesseurs de bombes, Christophe Ischue, avait été tué par l'explosion de son engin et, grièvement blessé, Patrick Lambeys avait dû être amputé d'une jambe.

A ces quatre condamnations s'ajoute celle, à dix-huit mois de prison dont douze avec sursis, de Michel Lavié, vingt-neuf ans, chez qui avaient été trouvées des fiches électriques et du chlorate de soude.

## FAITS DIVERS

## Interpellés à Béziers

## Dix religieux sunnites pakistanais sont expulsés

MONTPELLIER de notre correspondant

Depuis trois mois, dix religieux sunnites pakistanais, munis d'un seul visa de tourisme, prêchaient dans les mosquées de France. Deux d'entre eux ont été interpellés à Béziers, en plein centre-ville, sur les allées Paul-Riquet, dimanche vers 19 heures. Conduits au commissariat, ils signalèrent que huit de leurs coreligionnaires étaient en train de prêcher à la mosquée de Béziers et recommencèrent à être en situation irrégulière.

Enfermés dans la mosquée, les huit religieux, entourés de cent cinquante fidèles, ne voulurent tout

d'abord pas sortir. Ils n'acceptèrent de se rendre qu'au terme d'une discussion qui se prolongea jusqu'à lundi après-midi.

Placés en rétention administrative, ils ont déclaré avoir sollicité le renouvellement de leur visa, à Toulouse, le 13 mars dernier, mais s'être heurtés au refus du préfet de la Haute-Garonne, ce qui ne les a pas empêchés de continuer leur pèlerinage et leurs prêches. Le préfet de l'Hérault a signé un arrêté d'expulsion. Les religieux, qui auraient demandé à se rendre en Arabie saoudite, ont été conduits au centre du Mesnil-Amélot, mardi, près de l'aéroport de Roissy-en-France. Ils devraient être expulsés vers le Pakistan à la fin de la semaine.

## Dans le Doubs

## Les deux décès de Voujeaucourt seraient dus au monoxyde de carbone

Une intoxication au monoxyde de carbone semble être à l'origine de la mort de deux jeunes hommes découverts dans la soirée de dimanche 26 mars à Voujeaucourt près de Montbéliard (Doubs), alors qu'un troisième a dû être hospitalisé dans un état comateux (*le Monde* du 29 mars).

L'hypothèse d'une consommation excessive d'alcool, envisagée initialement, a été écartée. Des recherches de bouteilles vides trouvées sur les lieux ainsi que des cigarettes de hachich, a été écartée « dans une large mesure ».

Le procureur de la République de Montbéliard a indiqué, mardi 28 mars, que les analyses pratiquées sur les victimes ainsi que sur les survivants qui avaient participé à la soi-

rée indiquaient toutes un taux d'alcoolémie inférieur à 0,8 gramme par litre de sang, mais présentant, en revanche, des taux très élevés de monoxyde de carbone, probablement issu d'un poêle à fuel, a-t-il précisé.

● Une surveillance de prison déjouée assésée. — Des promeneurs ont découvert, dimanche 28 mars, dans les environs de Lavalette (Var) le corps dénué d'une femme, Isabelle Berjain, vingt-neuf ans, surveillante à la maison d'arrêt de Toulon. Les premières constatations ont fait apparaître que la victime avait été vraisemblablement étranglée après avoir été frappée au visage. Le corps remonte à une semaine environ. La mort avait été dissimulée sous des pierres.

## SPORTS

## Une décision de la Cour suprême de l'Etat de New-York

## La Coupe de l'« America » revient aux Néo-Zélandais

La Cour suprême de l'Etat de New-York a rendu, mardi 25 mars, un jugement favorable aux Néo-Zélandais du Mercury Boating Club d'Auckland, qui avait intenté une action en justice contre les Américains du San-Diego Yacht Club pour usage d'un catamaran quand la Coupe de l'America a été défendue pour la dernière fois.

En septembre dernier, à San Diego (Californie), le catamaran *Stars-and-Stripes*, de Dennis Conner, avait battu deux manches à zéro le monocoque *New-Zealand*, de David Barnes, permettant ainsi au San-Diego Yacht Club de conserver le trophée.

C'est la première fois dans l'histoire de la Coupe de l'America, vieille de cent ans, qu'une victoire est annulée par décision de justice. Le juge de la Cour suprême de l'Etat de New-York, M<sup>me</sup> Carmen Beauchamp Cipriotti, a estimé que l'auteur du *Deed of Gift* (code qui régit la Coupe), George Schuyler, avait à l'esprit des bateaux compétitifs et des qualités égales. « La Cour estime que l'intention du fondateur, telle qu'elle est exprimée dans le *Deed of Gift*, exclut que la Coupe de l'America se réduise à un duel entre un multicoque et un monocoque. » Le Yacht Club de San-Diego s'est déclaré surpris de ce jugement et n'a pas exclu de faire appel.

## EN BREF

● **FOOTBALL :** Jean Tigana « prêt » à l'OM. — Le milieu de terrain international des Girondins de Bordeaux Jean Tigana a été prêt à l'Olympique de Marseille jusqu'à la fin de la saison. Ce « prêt » intervient un mois et demi après celui survenu dans le sens inverse et qui a abouti à la venue du Marseillais Eric Cantona à Bordeaux.

● **TENNIS :** tournoi de Key Biscayne. — La Française Isabelle Demongeot a été éliminée, mardi 28 mars, en quart de finale du tournoi de Key Biscayne par l'Argentine Gabriela Sabatini, tête de série numéro un, en deux sets, 6-1, 7-5. Gabriela Sabatini rencontrera en demi-finale la Tchèque Helena Sukova.

## Dans l'Allier et le Puy-de-Dôme

## Les deux évadés d'Yzeure ont pris en otage plusieurs automobilistes

Les deux détenus qui s'étaient évadés, dimanche, de la maison d'arrêt d'Yzeure (Allier) n'ont toujours pas été retrouvés, mais leur présence a été signalée, mardi 28 mars, dans le Puy-de-Dôme au nord de Montluçon, alors qu'ils venaient de prendre en otage les deux occupants d'une voiture avec laquelle ils ont continué leur « cavale ».

Déjà condamné pour vol à main armée, Jean-Philippe Delaire était en détention provisoire ainsi qu'Alain Lacombe, qui attendait, lui aussi, d'être jugé également pour une affaire de vol à main armée.

Immédiatement après leur évadition filmée par un amateur depuis une maison voisine de la prison, les deux hommes avaient déjà pris brièvement en otage un automobiliste dont ils avaient « emprunté » la voiture.

Les évadés ont ensuite volé une Renault 5 abandonnée, mardi, à Lavalette-Sainte-Anne (Allier) où ils ont pris en otage la conductrice d'une Ford, qu'ils ont libérée pour disparaître avec les deux occupants d'une troisième voiture grise immatriculée à l'étranger.

## REPÈRES

## Espace

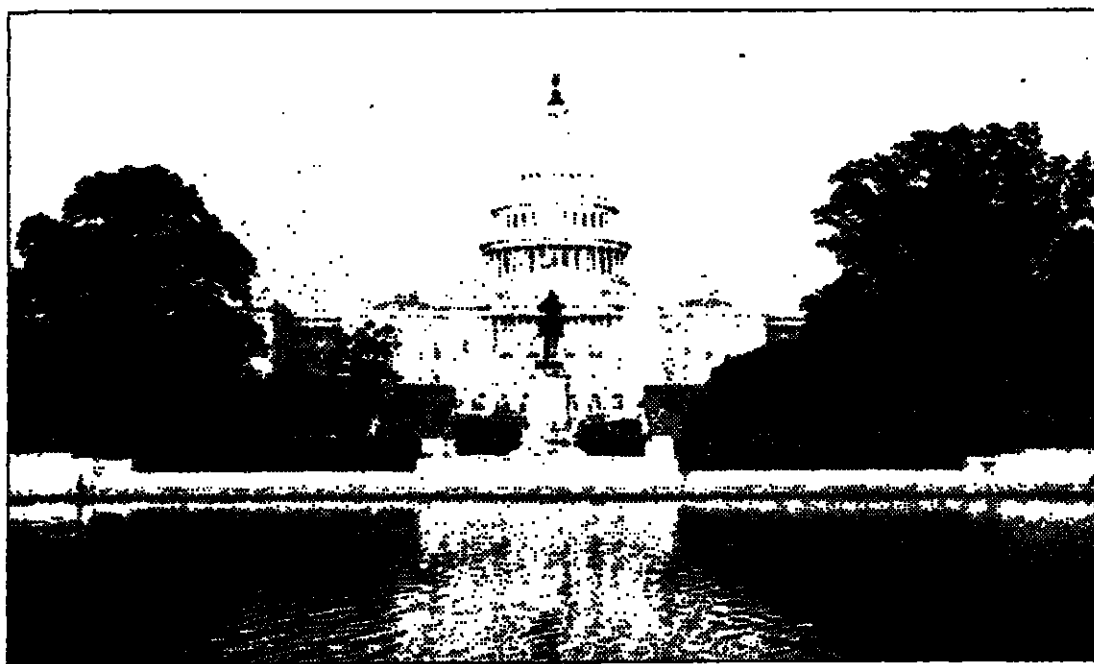
## Lancement de la première mission américaine privée

La première fusée commerciale américaine, Conquest-1, exploitée par la firme Space Services Inc., devait être lancée, mercredi 28 mars, du pas de tir de White Sands (Nouveau-Mexique). Premier vol commercial à recevoir le feu vert des autorités américaines, sa charge de 325 kilos est composée de plusieurs expériences, concernant le mélange de liquides en apesanteur, le comportement d'alliages métalliques. Durant quinze minutes, la durée de sa mission, la fusée devait monter à environ 300 kilomètres d'altitude, et le module contenant les expériences retomber à quelque 75 kilomètres du lieu de lancement. Le coût total de l'opération est estimé à 2 millions de dollars. — (AFP.)

## Sciences

## Contact perdu avec la sonde spatiale Phobos-2

La mission soviétique Phobos d'exploration de la planète Mars s'est terminée de malheur : six mois après que le contact a été perdu avec la sonde Phobos-1 (*le Monde* du 14 septembre 1988), lancée le 7 juillet, c'est au tour de Phobos-2, lancée une semaine plus tard, de ne plus répondre, depuis lundi 27 mars, au centre soviétique de contrôle spatial. Et ce précisément au moment où la sonde atteint l'étape cruciale de sa mission : entrée dans l'orbite de Mars il y a deux mois (*le Monde* du 8 février). Phobos-2 devait, en effet, passer d'ici quelques jours à une cinquantaine de kilomètres de son satellite naturel Phobos, pour y larguer deux modules scientifiques. — (Reuters.)



## WASHINGTON DC AVEC PAN AM

4 vols directs par semaine

Parler de liaison capitale ne saurait être exagéré

N°1 sur l'Atlantique.

PAN AM

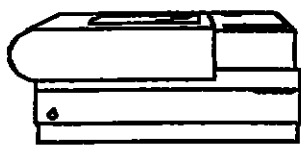
Le nouveau Paris-Washington DC de Pan Am est ce que l'on peut appeler une liaison privilégiée : le vol s'effectue en Airbus A 310, avion moderne et spacieux ; il est direct, avec correspondance immédiate vers Los Angeles. Cette liaison vient s'ajouter aux vols Paris-New York et Nice-New York quotidiens, et aux vols Paris-Miami non stop, avec correspondances pour plus de 60 villes aux USA, Caraïbes et Amérique Latine. Washington, New York ou Miami, avec Pan Am, vive l'Amérique en direct ! Pour en savoir plus, contactez votre Agent de Voyages ou Pan Am au (1) 42 66 45 45.

\*Vols quotidiens à partir du 25 mai 89

(Publicité)

• Parce que IC possède face à Beaubourg un centre de près de 1000 m<sup>2</sup> entièrement dédié Apple.  
 • Parce que l'expérience d'Apple chez IC s'est construite pendant plus de dix ans.  
 • Parce que IC est une équipe de professionnels passionnés d'informatique.  
 • Parce que IC fait Apple, rien qu'Apple, et tout Apple.  
 • Parce qu'être Apple, rien qu'Apple et tout Apple oblige à l'excellence.  
 • Parce que face à nos offres prix, nos concurrents, n'écouteront que leur courage, qui ne leur dit rien, ont décidé de ne pas intervenir.  
 • Parce qu'on y trouve toutes les machines Apple.  
 • Parce qu'on y trouve tous les périphériques.  
 • Parce qu'on y trouve tous les logiciels.  
 • Parce qu'on y trouve toutes les revues et la documentation existantes sur Apple.  
 • Parce que tout Apple est disponible systématiquement.  
 • Parce que le département

• Parce que le stock de IC est organisé pour rendre chaque produit systématiquement disponible.  
 • Parce que les dernières nouveautés Apple sont toujours chez IC.  
 • Parce que IC est le plus gros distributeur Apple, il est normal qu'il ait les plus petits prix Apple.  
 • Parce que IC propose une prestation de broker à ses clients qui désirent mettre régulièrement leur parc à niveau.  
 • Parce que chez IC, la maintenance du matériel se fait grâce à un carnet de bons, valable 2 ans. Cela permet d'éviter de payer un contrat d'entretien à l'année.



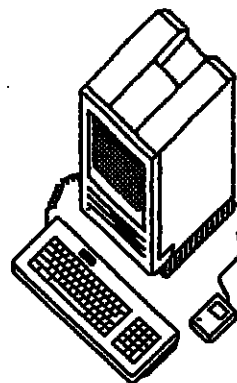
• Parce que rien n'interdit de parfaire sa culture à Beaubourg avant ou après une visite chez IC rue du Renard.  
 • Parce que IC est aux centres de Paris, (Beaubourg et place Vendôme) facilement accessible en métro ou en voiture.

d'avoir un oreiller sur chaque oreille).  
 • Parce que c'est le seul endroit où les éléphants n'auront pas peur des souris.  
 • Parce que les Grands Comptes sont de bons amis.  
 • Parce que nos clients PMI/PME seront bientôt presque tous des Grands Comptes.  
 • Parce que IC saura gérer votre fort potentiel d'évolution.

• Parce que IC sait faire partager des données entre Mac, PC et mainframe.  
 • Parce que vous pourrez venir découvrir le Mac IIx chez IC ainsi que toutes les autres nouveautés.  
 • Parce que le secteur de la communication n'a pas de secrets pour nous.  
 • Parce que nous savons porter aussi bien le jean que la cravate.

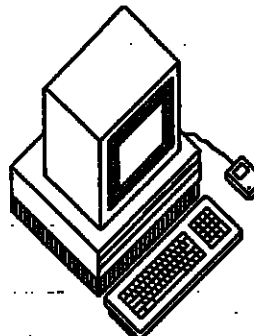
sans bouleverser les structures existantes.  
 • Parce que nos architectes sont spécialistes de l'architecture réseau.  
 • Parce que nous saurons faire jouer votre Macintosh aussi bien accompagné qu'en soliste.  
 • Parce que quel que soit votre domaine d'application, la taille et la philosophie de votre entreprise, les lois économiques vous feront choisir IC.  
 • Parce que cette annonce est pleine de bonnes raisons.  
 • Parce qu'il est méritoire d'avoir trouvé toutes ces bonnes raisons de choisir IC et que vous ne manquerez pas de récompenser cet effort.  
 • Parce que nous partageons votre passion pour Apple.  
 • Parce que nous aimons les jeunes cadres sur-diplômés qui rêvent d'en croquer, et les écrivains qui ont choisi la plume informatique.  
 • Parce que choisir IC est l'essence même de la réussite.  
 • Parce qu'avec IC la citrouille peut se transformer en carrosse.  
 • Parce que IC réussit à vous proposer en plus un peu de soleil et une pointe d'accent avec IC Marseille, 64 av. du Prado.

• Parce que IC propose tous les rubans, disquettes et accessoires.  
 • Parce que IC compte de nombreuses administrations parmi ses clients.  
 • Parce que chez IC, Mlle Financement a l'habitude de



sourire et de trouver les solutions les plus intéressantes.  
 • Parce qu'à Beaubourg et place Vendôme, il y a un parking pour se garer facilement.  
 • Parce que chez IC, rien ni personne ne vous empêchera de fumer ou de ne pas fumer.  
 • Parce qu'on peut payer avec sa carte de crédit.  
 • Parce que même le leasing peut être avantageux.

• Parce que pour un tout petit budget vous saurez tout sur l'état de l'art en participant aux mardis de la place Vendôme.



• Parce que c'est perdre son temps que d'essayer de trouver de meilleurs prix ailleurs.  
 • Parce que tous les matériels sont en démonstration permanente rue du Renard (face à Beaubourg).  
 • Parce que rue du Renard on peut venir même sans rendez-vous.  
 • Parce que nous sommes ouverts de 10 h à 13 h et de 14 h 30 à 19 h.  
 • Parce que c'est ouvert même le samedi.  
 • Parce que, respectueux de la tranquillité de chacun, IC est fermé le dimanche.  
 • Parce qu'il existe un numéro magique pour bénéficier tout de suite de ces 143 bonnes raisons

42 72 26 26.

# VOICI 143 BONNES RAISONS D'ACHETER APPLE CHEZ IC.

ingénierie micro informatique IC est spécialisé dans l'intégration des systèmes hétérogènes.

• Parce que IC a l'habitude d'implanter des configurations Apple des plus simples aux plus complexes.

• Parce que l'équipe IC possède la "culture Apple" sur le bout des doigts, de la standardiste au P.D.G.

• Parce que IC teste directement tout logiciel.

• Parce qu'en terme de connectique, IC propose tout ce qu'on peut désirer et parfois plus, dans la mesure où il lui suffit de faire appel à son bureau de développement.

• Parce que des dizaines de milliers de clients ont déjà fait confiance à IC, dont à peu près 4.999 entreprises (la 5.000<sup>e</sup> est en train de se décider).

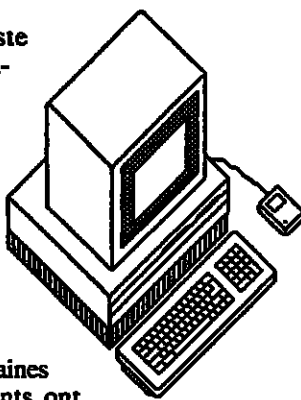
• Parce que chaque mois, la lettre de IC permet d'informer nos clients sur toutes les nouveautés, leur prix, et les tendances Apple à venir.

• Parce que IC se fera un plaisir de vous accueillir en formation sur le matériel Apple, dans ses locaux de la place Vendôme.

• Parce que IC organise aussi des stages de formation intra-entreprise.

• Parce que IC c'est aussi IC Products qui conçoit et réalise des cartes et interfaces, des modems et des cartes vidéo.

• Parce que IC vous propose un service Hot Line qui allie compétence et courtoisie.



• Parce que les secrétaires du magasin de Beaubourg sont tout à fait charmantes.

• Parce que les sièges clients sont très confortables.

• Parce que la vie est trop courte pour se priver de ce qui se fait de mieux pour Apple.

• Parce que quand on va en stage de formation place Vendôme, on peut faire semblant de s'arrêter en voiture en riant dès que le portier se précipite.

• Parce qu'on peut presque dire aujourd'hui que "le monde nous appartient", puisque nous en possédons au moins une page.

• Parce que notre agence de publicité nous a condamné à n'avoir que de bonnes raisons.

• Parce que le P.D.G. d'IC est capable d'accueillir du matériel Apple jusque dans son bureau pour éviter les ruptures de stock à ses clients.

• Parce que la raison du meilleur est toujours la plus forte.

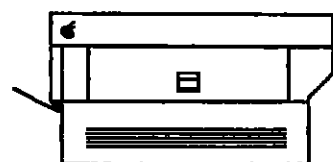
• Parce que l'on peut payer par chèque quelle que soit la banque.

• Parce que chez IC, le client a toujours raison.

• Parce que IC est une raison supplémentaire pour trouver du plaisir avec Apple.

• Parce que quand on achète Apple chez IC, on peut dormir sur ses deux oreilles (il suffit

de certains chèques du carnet de maintenance IC vous permettent de décider de l'urgence de notre intervention, et de payer au coup par coup, sans être astreint à un contrat assistance à l'année.



• Parce que certaines bonnes raisons (de 103 à 143) ne vous seront révélées qu'une fois client IC.

• Parce que IC vous apporte de la liberté informatique là où il y avait des contraintes.

• Parce que IC fait bénéficier des entreprises de toutes tailles de son savoir faire.

• Parce que IC sait répondre à toutes les exigences des utilisateurs.

• Parce que place Vendôme, le seul joyau déductible d'impôt c'est la formation IC.

• Parce qu'avec IC votre parc Apple saura s'adapter en toute efficacité à la forte mouvance de l'environnement.

• Parce que les ingénieurs commerciaux de chez IC ne vous proposeront pas de blabla mais du concret.

• Parce que nous savons ce que veut dire CAO professionnelle.

• Parce que nous savons ce que veut dire DAO professionnelle.

• Parce que nous savons ce que veut dire PAO professionnelle.

• Parce que nous savons tout des applications PostScript.

• Parce que nous adorons être harcelés par vos questions.

• Parce que votre réussite dépend aussi du bon choix de votre partenaire.

• Parce que IC assure en toutes circonstances.

• Parce que IC sait optimiser votre budget informatique.

• Parce que on peut aller très loin avec IC.

• Parce que nos prix ont la cote auprès des directeurs financiers.

• Parce que c'est plus fort que vous, à chaque fois que vous entendez le mot Apple vous pensez à IC.

• Parce que les pommes sont toutes à croquer chez IC.

• Parce que vous pouvez choisir parmi toutes nos formules, le stage de formation qui vous conviendra le mieux.

• Parce que vous avez le droit de vous montrer exigeant.

• Parce que nous sommes doués d'une grande conscience professionnelle.

• Parce que votre confiance nous honore.

• Parce que nous savons intégrer Apple dans l'entreprise



10 ANS D'APPLE, ÇA COMPTE.

26 RUE DU RENARD 75004 PARIS

TEL (1) 42 72 26 26

DEPT INGENIERIE 21 PLACE VENDÔME 75001 PARIS

مكتبة من الأصول



## Société

### ENVIRONNEMENT

Mobilisation générale contre un barrage près du Puy

#### Larzac-sur-Loire

(Suite de la première page.)

Les Haut-Ligériens ne sont certes pas tous contre le barrage, mais tous veulent approcher ce site menacé comme s'ils craignaient de ne plus jamais le revoir. Les joueurs de boules sont là, comme toujours. « Ça fait vingt ans que nous venons jouer ici. Les écoles n'étaient même pas nées », disent-ils avec la fierté du premier occupant. Le propriétaire du terrain avoue ne pas aimer ce projet de barrage, mais se déclare décidé à « en tirer le maximum », c'est-à-dire à vendre chèrement sa peau. Un autre, M. Baptiste Pailhes, retraité des tanneries du Puy et propriétaire de 2 hectares tout proches, marque son impatience : « Je veux que le barrage se fasse. Ils m'ont dit : « Que vous le vouliez ou non, c'est pareil. » Alors, j'ai vendu 1 franc le mètre carré. »

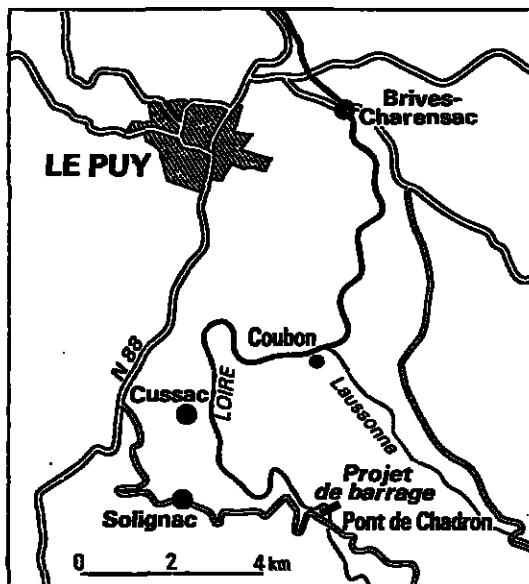
La plupart, cependant, se rebiffent. « Je suis contre le barrage parce que je ne veux pas me coucher le soir avec 130 millions de mètres cubes au-dessus de la tête. La roche est pourrie, par ici », explique un marchand de vins en retraite de Brives-Charensac, la commune jumelle du Puy. Malgré ses soixante-neuf ans, il s'est opposé physiquement aux engins venus sur le plateau préparer le chantier. Un cultivateur de Solignac, cité fortifiée qui domine la vallée de très haut, récrimine à son tour : « Ils vont me noyer 7 hectares ; ils exproprient tout le monde, en bas pour le barrage et sur le plateau pour le golf du complexe touristique qui doit l'accompagner. »

Même le conseiller général socialiste du canton, M. Jean-Pierre Brossier, hésite sur la conduite à tenir. « Je suis contre

le barrage à titre personnel, dit-il, mais comme élu je suis pour un barrage écrivain de crues. Pourtant, comme maire de Cussac (juste à l'aplomb du futur barrage), je n'ai jamais délivré de permis de construire en zone inondable. »

#### « Lalonde de choc »

Qu'elle soit pour le barrage, contre ou sans opinion, la population est venue en famille s'inscrire.



truire auprès des panneaux de l'exposition montée par les écologistes. M. Jean Royer, le maire de Tours et promoteur de l'EPALA (1), y devient le vilain J. R., « assassin de la Loire ». Le secrétaire d'Etat à l'environnement, M. Brice Lalonde, qui a

signé la déclaration d'utilité publique du barrage, est caricaturé en « Lalonde de choc » celui qui en cas de rupture du barrage sera comptable de l'onde de choc.

« Mimosa », le militant alternatif qui occupe le site depuis février, promène tranquillement sa queue de cheval et ses pieds nus, cependant que M. Martin Arnould, l'air d'un surfeur californien, serre les mains de ses nouveaux électeurs. « C'est convivial, constate un militant du WWF,

Pas facile de siffler la fin d'un marathon quand certains concurrents veulent continuer la course... M. Lionel Jospin en sait quelque chose. Il souhaitait conclure en beauté les négociations sur la revalorisation des salaires des enseignants du primaire et du secondaire par une table ronde, mardi 28 mars, la seconde organisée sur le sujet en dix semaines. Une séance qui se serait achevée par une cérémonie de signatures d'un « relevé de conclusions », comme cela avait été possible, le 16 mars, avec les enseignants du supérieur.

C'était sans compter avec les doutes du milieu enseignant, relayés par la plupart des syndicats, qui s'ingénient à se hâter lentement pour ne pas trop entrer dans le jeu du ministre et lui offrir sur un plateau, au moment choisi par lui, les précieux paraphe.

Les principales organisations se sont donc contentées de répéter qu'elles attendraient d'avoir consulté leur base pour donner leur réponse définitive, tout en reconnaissant, pour la plupart, que les dernières propositions, publiées le 20 mars, allaient plutôt dans le bon sens. M. Jospin et ses collaborateurs arboraient pourtant, à leur sortie de cette seconde table ronde, un large sourire, qui n'était pas seulement de circonstance.

Au fil de trois heures de séance à huis clos, ils venaient d'enregistrer la promesse de signature émanant de cinq des quatorze syndicats présents. Les cinq organisations en question représentent une très faible partie du personnel enseignant, et leur attitude s'explique d'abord par des satisfactions catégorielles. Mais ce ralliement constitue une brèche porteuse d'espérance pour un ministre confronté, voici quelques semaines encore, à d'ardentes grèves et manifestations.

18 milliards de francs sur dix ans

Parmi les premiers volontaires pour la signature, on remarque que les professeurs de l'enseignement technique du SNETAA (FEN), principale organisation de ce secteur, satisfaite de l'égalisation progressive avec les collègues de l'enseignement général. Vont signer aussi les chargés d'enseignement d'éducation physique et sportive du SNEEPS (FEN) (l'autre syndicat de profs de gym de la FEN, le SNEP ayant réservé sa réponse) ; les personnels d'éducation (conseillers d'éducation notamment) d'une autre petite organisation, le SNPE (autonomie) ; et, surtout, les enseignants des établissements privés, représentés par le SNEC-CFTC, principal syndicat du privé, et le SPELC (autonomie).

Ces cinq pièces du vaste puzzle syndical de l'enseignement sont loin de suffire pour reconstituer l'ensemble. Les grandes organisations, elles, continuent de se faire tirer l'oreille ; elles ont écouté sans surprise l'énoncé des « nouvelles propositions » de M. Jospin publiées voici une semaine (le Monde du 22 mars).

Le ministre a souligné que la volonté du gouvernement de « prendre à bras le corps » le dossier de la revalorisation et « une discussion réelle et approfondie (...) entre interlocuteurs responsables » devaient permettre d'aboutir à « des résultats historiques ». Il a précisé que l'enveloppe financière était passée de 10 milliards de francs à 11,6 milliards sur cinq ans (1989-1994) pendant la négociation et annoncé que les engagements du gouvernement seraient prolongés jusqu'en 1998, avec plus de 6,2 milliards supplémentaires pour la période 1994-1998, soit un total de près de 18 milliards sur les dix années à venir. Pour 1989, l'effort supplémentaire de 1,8 milliard de francs nécessitera l'adoption d'une loi de finances rectificative ou, plus probablement, la signature d'un décret d'avance à régulariser sur un prochain budget.

### EDUCATION

Après la table ronde sur la situation des enseignants

#### Le gouvernement appliquera la revalorisation sans attendre l'accord des syndicats

Cinq syndicats minoritaires d'enseignants ont décidé de signer un « relevé de conclusions », à l'issue des négociations sur la revalorisation de la profession.

Les principales organisations de la FEN (SNI-PEGC et SNES) et le SGEN-CFDT ont

décidé de consulter leur base, avant de donner leur réponse. M. Jospin a fait savoir lors de l'« ultime » table ronde du 28 mars que les dispositions prévues par le plan de revalorisation seraient appliquées quelle que soit la réponse des syndicats.

Pour l'essentiel, M. Jospin a évidemment maintenu la copie qui avait fait frémir d'espérer le SNI et le SNES (FEN) voici une semaine, en reculant sur la mise en œuvre de certaines indemnités et de l'avancement au mérite (jugés inégaux) pour donner un peu à tout le monde (500 F en moyenne). « L'évolution est sensible : des améliorations ont été recherchées pour l'ensemble des personnels », a reconnu M. Monique Vuillat, secrétaire générale du SNES (FEN, second degré), comme elle l'avait fait, quelques jours plus tôt, lors du congrès de son organisation. Mais le SNES n'a pas fixé de date pour donner sa réponse ; il se prononcera à l'issue de la consultation des adhérents qu'il a entreprise, probablement fin avril. Le temps de peser sur le contenu du projet de loi d'orientation que M. Jospin présentera jeudi prochain, où le SNES craint de retrouver des thèmes qu'il combat, comme le calcul annuel, et non plus hebdomadaire, du temps de service des professeurs, la spécificité du collège et l'autonomie des établissements.

« Savoir conclure »

La démarche du SNI-PEGC et, avec lui, de la FEN est parallèle à celle du SGEN-CFDT, qui envisage une grève des examens, et du « clash » qu'a provoqué FO en claquant la porte du ministère au milieu de la table ronde. Mais le ministre n'est pas au bout de ses peines s'il veut parachever la négociation avec la signature de ses principaux partenaires que sont le SNI, le SNES et, dans une moindre mesure, le SGEN. Aucun de ces syndicats ne tient à franchir le Rubicon le premier, de crainte d'être accusé de compromission par une base qui reste incrédule.

On affirme au ministère que le gouvernement mettra en œuvre la revalorisation, que les syndicats signent ou non l'accord. Le temps où M. Rocard menaçait de « retirer » les milliards si la grève enseignante continuait semble bien loin. « La revalorisation de la fonction enseignante ne doit pas être octroyée (...). Je souhaite que ces propositions suscitent de votre part des réactions, si possible que vous les approuviez, à tout le moins que vous les preniez en compte », a déclaré M. Jospin. Cinq syndicats vont donc passer à l'acte, probablement d'ici à la fin de cette semaine. La signature du SNI, et surtout du SNES, reste hypothétique, et reportée à une date qui en affaiblit la portée. Quant à la FEN, qui ne veut pas se prononcer avant ses principales composantes, elle affirme hésiter, selon l'un de ses dirigeants, entre « Prends l'essieu et tire-toi » et « Il faut savoir conclure ». Mais c'est cette dernière phrase qui fait la « une » de son tout dernier bulletin hebdomadaire.

PHILIPPE BERNARD.

#### Monsieur 22 %

LE PUY de notre envoyé spécial

L'homme qui a transformé le Serre-de-la-Fare en enjeu politique n'est certainement ni un politicien ni un militant des Verts. « Je me suis toujours intéressé à l'écologie, dit-il, mais je n'avais jamais milité dans un mouvement. » Vingt-neuf ans, une carrière d'athlète — il est éducateur sportif dans un établissement privé du Puy, M. Martin Arnould ressemble plus à un joueur de base-ball américain qu'à un « éco » professionnel.

Sa vocation, justement, il la doit à un séjour de trois mois aux Etats-Unis, après une traversée de l'Atlantique à la voile. « Je me suis retrouvé à San-Diego, en Californie, au moment où les autorités se lançaient dans la construction d'un réseau d'épaves sans station d'épuration. J'ai vu alors la formidable capacité de mobilisation des Américains qui, à partir de rien, se sont lancés dans une grande campagne d'explications auprès des habitants. Mer polluée égale à plus de baignades, plus de phoques, plus de baleines, etc. Le projet a été abandonné. »

Lorsqu'il rentre au Puy, M. Arnould découvre que le barrage de Serre-de-la-Fare est imminent. Pour renforcer le comité local, SOS-Loire vivante, il alerte le WWF et Robin des Bois, qui envoient leurs militants de Suisse, d'Allemagne fédérale et d'Autriche. Cantonalistes et municipalistes permettent de développer la campagne dans la presse et dans les quartiers. Résultat : 22 % des voix aux Verts lors du deuxième tour au Puy.

M. Martin Arnould, inconnu avant mars, devient une figure locale. « Même des bonnes sœurs de mon établissement sont venues me remercier pour notre action », dit-il, presque ému. Du coup les anciens militants qui avaient décroché à force de prêcher dans le désert ont repris du service. Tout ce que Le Puy compte de bonnes volontés soutient Loire vivante. Une dynamique est née, aussi résolue que la cause semblait désespérée. M. Arnould donne rendez-vous aux autorités dans un mois : les 29 et 30 avril, toute l'Europe est convoquée sur place pour soutenir le combat des « Indiens » de Haute-Loire. R. C.

#### La marée noire en Alaska

#### Le trafic pétrolier est rouvert à Valdez

Quatre jours après l'échouement du pétrolier géant Exxon-Valdez dans la baie du Prince-William, en Alaska, le terminal de Valdez a été rouvert au trafic. Les 38 000 tonnes de brut échappées des soutes du navire ont déjà touché plusieurs îles du littoral, dont le relief est très tourmenté à cet endroit. Les pêcheurs craignent que la saison soit compromise, car la zone sinistrée est un lieu privilégié pour le frai du hareng. Et les écologistes redoutent les effets de la marée noire sur les oiseaux marins, ainsi que sur les morces, les phoques et les loutres de mer qui fréquentent la côte à cette époque de l'année.

M. Frank Iarossi, président d'Exxon Shipping Company, pro-

prétaire du navire, a annoncé que le quart du brut restant dans les soutes avait été pompé et que la totalité devait être déversée à samedi. Le navire pourrait être remis à flot ensuite. M. Iarossi a reconnu que c'était le troisième officier du bord qui dirigeait la manœuvre lors de l'échouement, et qu'il n'était pas habilité à le faire.

Lors d'une conférence de presse à Washington, le président Bush a

« Six cent mille véhicules rappelés » aux Etats-Unis pour équipement antipollution défectueux. — L'Agence américaine de protection de l'environnement a annoncé, le 28 mars, qu'elle a ordonné le « rappel » de quelque six

cent mille véhicules construits par General Motors, parce que leur équipement antipollution s'est révélé défectueux. Depuis 1982, c'est un total de 3 500 000 véhicules General Motors qui ont été rappelés pour les mêmes raisons. — (AFP.)

cent mille véhicules construits par General Motors, parce que leur équipement antipollution s'est révélé défectueux. Depuis 1982, c'est un total de 3 500 000 véhicules General Motors qui ont été rappelés pour les mêmes raisons. — (AFP.)

VOICI LA MEILLEURE RAISON D'APPELER IC DES AUJOURD'HUI 42.72.26.26

Ce n'est que par téléphone que nous pourrions vous révéler notre nouveau prix pour le Mac SE 2/40. D'abord pour ne pas traumatiser nos concurrents et ensuite pour avoir le plaisir de vous communiquer une si bonne nouvelle en direct. Attention, si vous décrochez maintenant votre téléphone vous ris-



10 ANS D'APPLE, ÇA COMPTE.

26 RUE DU RENARD 75004 PARIS (1) 42 72 26 26

36 29 36 19, C'EST L'AFP SUR MINITEL.

L'AFP en accès direct sur votre Minitel, sans abonnement ni mot de passe, c'est 700 dépêches quotidiennes dès le lendemain de leur diffusion, en texte intégral, provenant du service général et économique de l'AFP, et remontant jusqu'à 6 mois. Un outil d'information indispensable au développement de l'entreprise. Putez l'information à la source en tapant le 36.29.36.19. Les professionnels de l'information le font déjà.

Telesystemes Questel

INTERNATIONAL COMPUTER

## **LA SÉCURITÉ C'EST L'AFFAIRE DE TOUS** **RENAULT EN FAIT UNE AFFAIRE PERSONNELLE.**

En matière de sécurité automobile, il y a trop d'idées reçues et pas assez d'idées fortes.

Pour tous ceux qui font de la sécurité une affaire personnelle et veulent acquérir une connaissance concrète du sujet, Renault a créé les **Journées de la Sécurité**.

S'adressant à tous, chaque journée sera divisée en trois temps :

### **1 - Une Exposition**

Physique de base et tolérances du corps humain : matériels d'expérimentation individuelle, systèmes vidéo, panneaux didactiques, tout un ensemble de moyens mis

à disposition pour une initiation facile aux problèmes de la sécurité automobile et aux solutions mises en œuvre pour les résoudre.

### **2 - Un "Crash" Pédagogique**

En direct, au cœur d'un des centres d'essais Renault exceptionnellement ouvert au public pour les Journées de la Sécurité : le choc d'une voiture contre un mur oblique à 56 km/h, l'un des tests les plus sévères (bien au-delà des normes européennes) adoptés pour toutes les Renault. Et l'analyse immédiate du "crash" grâce aux moyens vidéo haute vitesse dont le centre est doté.

### **3 - Un Débat**

Avec les "Patrons" de la sécurité chez Renault, pour mieux connaître toutes les facettes de la sécurité sur la route, avec des images vérité, des preuves, des démonstrations. Et les options majeures de Renault en matière de sécurité.

Car si la sécurité est l'affaire de tous, Renault en fait une affaire personnelle.

**VIVE  
LA VIE!**

**SI VOUS VOULEZ PARTICIPER AUX**  
**JOURNÉES DE LA SÉCURITÉ RENAULT**  
**APPELEZ LE (1) 40.60.90.65**

Les Journées de la Sécurité : 22, 24, 25, 26, 27 et 28 avril. Nombre de places limité. Candidatures prises en compte jusqu'au 02 avril.

**RENAULT**

هكذا من الأمل



# Le Monde CAMPUS

## L'URSS aussi a des problèmes avec les maths

Comme la France et les Etats-Unis, l'URSS a été amenée à remettre en cause son enseignement des mathématiques. M. Gouri Martichouk, président de l'Académie des sciences, explique pourquoi et comment.

« Quelle est la situation des mathématiques en URSS aujourd'hui ? »

« Les mathématiques en URSS s'appuient dans leur développement sur les traditions de l'école mathématique russe, dont les bases furent jetées au dix-huitième siècle. Les liens étroits entre les travaux théoriques et appliqués ont caractérisé l'école mathématique russe dès ses débuts. Cette tradition s'est maintenue dans la période soviétique. »

« Les progrès de l'école mathématique soviétique sont étroitement liés à l'élévation générale du niveau de l'enseignement des mathématiques dans les meilleures universités du pays, notamment celles de Moscou, Leningrad, Kiev, Minsk, Tbilissi, Novossibirsk (cette dernière a été créée dans les années 60). Actuellement, soixante-dix-huit universités soviétiques ont une faculté de mathématiques appliquées. Mais trente universités seulement assurent un enseignement d'un niveau suffisamment élevé. Elles forment, en règle générale, les futurs chercheurs — mathématiciens ou professeurs de l'enseignement supérieur. Les étudiants des autres universités sont orientés vers l'enseignement des mathématiques à l'école secondaire ou deviennent programmeurs dans différents secteurs de l'économie nationale. »

« Certaines grandes écoles de Moscou — comme l'Institut physico-technique (MFTI), l'Institut d'ingénieurs électroniciens (MIFM), l'Institut d'aviation (MAI) — ont des facultés de mathématiques appliquées qui assurent une formation de haut niveau. Environ quatre mille deux cents étudiants sont admis chaque année dans les trente universités et les six grandes écoles mentionnées ci-dessus. »

« Dans ces facultés, la formation des mathématiciens fait largement appel à des « extérieurs » : des savants travaillant comme chercheurs dans le cadre de l'Académie des sciences y assurent les cours magistraux, dirigent les travaux et mémoires des étudiants, la préparation de thèses. Il n'est pas fait appel uniquement aux savants de renom, mais également à de jeunes chercheurs de valeur. Cela assure un enseignement au plus haut niveau scientifique et permet aux futurs mathématiciens une insertion rapide dans la recherche au sein des instituts académiques, avec lesquels ils ont été en contact pendant leurs études. »

« Dans les années 60 également, a été organisée par A. Kolmogorov l'école-internat n° 18 auprès de l'Université d'Etat de Moscou, où les élèves, venant de différents villages, suivent un programme particulièrement dense en mathématiques et en physique. Par la suite, des écoles de ce type se sont ouvertes à Leningrad, Kiev et dans quelques autres villes. Pour l'essentiel, les cours sont assurés par de jeunes mathématiciens qui préparent leur thèse de troisième cycle ou qui travaillent à l'université ou dans des instituts de l'Académie des sciences. Des savants de renom viennent donner des conférences. Des écoles d'été à la Cité des sciences (Akademgorodok), dans les environs de Novossibirsk, et des écoles-internats spécialisées sont sortis de brillants mathématiciens qui travaillent aujourd'hui dans les instituts de l'Académie des sciences ou qui enseignent dans les universités. »

« A la fin des années 70, des savants de l'Académie des sciences ont proposé des mesures pour améliorer de manière radicale l'enseignement des mathématiques à l'école. Au cours de la décennie 1978-1988, de nouveaux programmes scolaires ont été mis au point, de nouveaux manuels ont été écrits, dont les auteurs sont souvent de grands mathématiciens (A. Pogorelov, S. Nikolski, D. Faddeev). Les différents versions proposées pour les programmes et les manuels scolaires sont actuellement testées dans différentes régions du pays. Le travail est encore loin d'être achevé dans ce domaine. »

« Comment avez-vous redressé cette situation ? »

« L'apparition de cette nouvelle génération est le fruit d'un travail important de recherche et de formation, mené sous la direction de savants éminents en direction des jeunes d'âge scolaire (à partir de treize-quatorze ans). Il convient de rappeler ici une tradition (qui date des années 30) : les olympiades de mathématiques, organisées au niveau des écoles, des arrondissements, des villes (ou régions), des républiques fédérées, puis du pays. Dans les années 60, le département sibérien de l'Académie des sciences de l'URSS (Novossibirsk) a été à l'initiative des écoles mathématiques d'été qui réunissent les vainqueurs des olympiades, ainsi que d'autres élèves particulièrement bons en mathématiques. Installés dans les environs de Novossibirsk, »

« L'apparition de cette nouvelle génération est le fruit d'un travail important de recherche et de formation, mené sous la direction de savants éminents en direction des jeunes d'âge scolaire (à partir de treize-quatorze ans). Il convient de rappeler ici une tradition (qui date des années 30) : les olympiades de mathématiques, organisées au niveau des écoles, des arrondissements, des villes (ou régions), des républiques fédérées, puis du pays. Dans les années 60, le département sibérien de l'Académie des sciences de l'URSS (Novossibirsk) a été à l'initiative des écoles mathématiques d'été qui réunissent les vainqueurs des olympiades, ainsi que d'autres élèves particulièrement bons en mathématiques. Installés dans les environs de Novossibirsk, »

« L'apparition de cette nouvelle génération est le fruit d'un travail important de recherche et de formation, mené sous la direction de savants éminents en direction des jeunes d'âge scolaire (à partir de treize-quatorze ans). Il convient de rappeler ici une tradition (qui date des années 30) : les olympiades de mathématiques, organisées au niveau des écoles, des arrondissements, des villes (ou régions), des républiques fédérées, puis du pays. Dans les années 60, le département sibérien de l'Académie des sciences de l'URSS (Novossibirsk) a été à l'initiative des écoles mathématiques d'été qui réunissent les vainqueurs des olympiades, ainsi que d'autres élèves particulièrement bons en mathématiques. Installés dans les environs de Novossibirsk, »

les jeunes accueillent des savants éminents qui donnent des conférences. Ils ont également la possibilité de leur parler dans un cadre plus détendu, informel. On propose ensuite aux meilleurs de poursuivre, pendant deux ans, leurs études dans l'école-internat spécialisée en mathématiques et en physique. »

« Dans les années 60 également, a été organisée par A. Kolmogorov l'école-internat n° 18 auprès de l'Université d'Etat de Moscou, où les élèves, venant de différents villages, suivent un programme particulièrement dense en mathématiques et en physique. Par la suite, des écoles de ce type se sont ouvertes à Leningrad, Kiev et dans quelques autres villes. Pour l'essentiel, les cours sont assurés par de jeunes mathématiciens qui préparent leur thèse de troisième cycle ou qui travaillent à l'université ou dans des instituts de l'Académie des sciences. Des savants de renom viennent donner des conférences. Des écoles d'été à la Cité des sciences (Akademgorodok), dans les environs de Novossibirsk, et des écoles-internats spécialisées sont sortis de brillants mathématiciens qui travaillent aujourd'hui dans les instituts de l'Académie des sciences ou qui enseignent dans les universités. »

« A la fin des années 70, des savants de l'Académie des sciences ont proposé des mesures pour améliorer de manière radicale l'enseignement des mathématiques à l'école. Au cours de la décennie 1978-1988, de nouveaux programmes scolaires ont été mis au point, de nouveaux manuels ont été écrits, dont les auteurs sont souvent de grands mathématiciens (A. Pogorelov, S. Nikolski, D. Faddeev). Les différents versions proposées pour les programmes et les manuels scolaires sont actuellement testées dans différentes régions du pays. Le travail est encore loin d'être achevé dans ce domaine. »

« Mauvaise formation des enseignants »

« A quoi sont dues les difficultés que vous avez rencontrées ? »

« Les défauts de l'enseignement des mathématiques à l'école sont liés en grande partie à une mauvaise formation des enseignants (c'est particulièrement vrai dans les régions éloignées des grands centres). Cent soixante-quinze instituts pédagogiques forment, pour l'essentiel, les futurs enseignants de mathématiques. La section mathématiques de l'Académie des sciences de l'URSS a étudié le problème de la formation des enseignants dans ces instituts et est parvenue à la conclusion que la situation n'était pas satisfaisante. »

« Les programmes sont surchargés de thèmes qui n'ont aucun rapport avec l'enseignement scolaire, alors que les futurs pédagogues ne sont même pas entraînés à la résolution de problèmes présentant une difficulté accrue et que des sujets susceptibles d'intéresser les élèves, notamment en géométrie, en sont exclus. Des recommandations ont été formulées pour y remédier. Elles ont été adoptées par l'assemblée générale de la section de mathématiques de l'Académie des sciences et transmises à l'organisme gouvernemental concerné — le Comité d'Etat à l'instruction publique de l'URSS. »

« Si le contingent des enseignants des facultés de mathématiques dans les meilleures universités du pays satisfait globalement aux besoins grandissants en matière de formation de spécialistes hautement qualifiés, il n'en est pas de même pour les autres universités, ni les écoles supérieures d'ingénieurs. A Moscou, même, dans les chaires de mathématiques des instituts techniques, plus de la moitié des postes d'enseignement ne sont pas occupés par des mathématiciens professionnels. Ce sont, pour l'essentiel, des spécialistes de mécanique, technique, physique. Cette situation inquiète l'Académie des sciences et exige des solutions urgentes. »

### Une demande supérieure à l'offre

« Comment concevez-vous la relation entre mathématiques pures et mathématiques appliquées, dans l'enseignement ? »

« Il nous semble important que les étudiants qui vont se spécialiser dans des domaines « appliqués » (informatique, mécanique théorique) reçoivent en 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> années de l'université les fondements de la théorie mathématique. En particulier, la faculté de mathématiques et mécanique théorique de l'université de Moscou prépare des spécialistes dans de nombreux domaines des mathématiques pures, mais aussi en théorie des probabilités et statistiques mathématiques, informatique, logique mathématique et architecture des ordinateurs, ainsi qu'en mécanique théorique. Le programme des deux premières années est pratiquement le même pour tous les étudiants. Il comprend des disciplines telles que l'algèbre, l'analyse mathématique, l'analyse fonctionnelle, la logique mathématique, la géométrie différentielle, les équations différentielles, les bases des méthodes de calcul. »

« L'étudiant acquiert ainsi une bonne base théorique qui lui permet d'accéder de manière relativement aisée aux différents domaines d'application et de se recycler, le cas échéant, dans n'importe quelle autre spécialité appliquée. De ce fait, les étudiants qui terminent les meilleures universités n'ont aucune difficulté à trouver du travail — l'offre est dans ce cas largement supérieure à la demande. Il en est de même pour les étudiants qui terminent les facultés de mathématiques appliquées des plus grands instituts et écoles d'ingénieurs. »

« Et comment est organisée la formation des futurs chercheurs ? »

« Il y a un moment important dans la formation de cadres scientifiques hautement qualifiés. Il s'agit des « troisièmes cycles » (aspirant-tours). Ce cycle dure trois ans. Il s'adresse aux spécialistes ayant terminé leurs études supérieures et souhaitant se consacrer à la recherche. En règle générale, le cycle se termine par la soutenance d'une thèse de troisième cycle (de candidat). »

« Le nombre d'étudiants inscrits pour un troisième cycle dans les instituts mathématiques de l'Académie des sciences était très insuffisant. Ainsi, en 1987, on ne comptait en tout que cinquante-six personnes inscrites en troisième cycle à l'Institut de mathématiques de V. Stoklov, sa filiale de Leningrad et au département de calcul mathématique de l'Académie des sciences de l'URSS. Ces derniers temps, la situation change. Au 1<sup>er</sup> janvier 1989, le nombre d'inscrits en 3<sup>e</sup> cycle dans les instituts avait atteint soixante-cinq personnes et l'on suppose que la progression se maintiendra. »

Propos recueillis par JEAN-MICHEL KANTOR.



$$v = \sqrt{\frac{2\pi}{3}} \cdot \sqrt{2\pi}!$$

$$\int_0^{2\pi} (\cos^4 \theta) \cdot \sqrt{2\pi} \cdot f(\theta) = 0$$

$$\sqrt{4(x^2 + 6x^2)} = 0$$

$$T_j = \sum (\theta_j^0 P_B^0 (B \in B)) \star$$

$$\frac{\Delta u}{u} = \frac{2 \left[ \frac{1}{2} + \theta_j^0 \right] + C^2}{n \alpha^2}$$

$$+ n_2 \left[ \frac{x \cdot \bar{e}}{2x^2} \right] + 1 \cdot \theta_j^0 \left( \frac{1}{\bar{e}} \right) +$$

$$\frac{1}{2} x_2 = \sum_{i=0}^n \frac{1}{2} = 2\pi \quad \text{②}$$

$$r_0(hu) = \frac{e + TN}{(x+y)^2} \left[ \frac{h+2\theta}{m} \right] + n_2$$

### Recherche et vulgarisation

L'ANALYSE de la situation dans le domaine des sciences est exposée dans le document du comité central du Parti communiste et du conseil des ministres de l'URSS, du 13 novembre 1988, sur « le développement des recherches dans le domaine des mathématiques et de ses applications ». Ce document prévoit notamment une augmentation des bourses pour les étudiants des facultés de mathématiques et des instituts, un allègement de la charge d'heures de cours des enseignants (afin de leur laisser du temps pour la recherche), une progression du nombre de chercheurs dans le domaine des mathématiques, la création de départements de mathématiques dans une série de branches de l'industrie.

Un certain nombre de nouveaux centres mathématiques de l'Académie des sciences de l'URSS ont été créés en Extrême-Orient soviétique, en Machkria. Un Institut international de mathématiques, portant le nom de L. Euler, se met en place à Leningrad. Son activité va porter à un niveau qualitativement supérieur les relations internationales des mathématiciens soviétiques et activera les échanges d'informations et de projets en matière de recherches mathématiques. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1989, deux revues mathématiques ont vu le jour, l'Algèbre et l'analyse et Mathématique discrète.

Le document prévoit également des mesures pour encourager les scientifiques — auteurs de travaux importants dans le domaine des mathématiques, fondamentales et apportant beaucoup au plan scientifique et pratique. Ainsi, depuis un an, des concours sont organisés pour l'attribution de dix prix du département des mathématiques de l'Académie des sciences de l'URSS d'un montant de 1 000 roubles chacun. Les mathématiciens soviétiques font beaucoup d'efforts pour faire connaître et vulgariser leurs réalisations, les applications pratiques possibles dans d'autres disciplines, dans l'économie nationale, des résultats de leurs études et recherches. Profitant largement des publications existantes, les mathématiciens les plus éminents exposent dans les journaux et les revues les progrès de leur science, leur opinion sur les questions de son développement, sur la formation d'une nouvelle génération de mathématiciens. Ces dernières années, dans la série Mathématiques et cybernétique des éditions Znanik sont parus des articles de vulgarisation sur la théorie des probabilités, l'informatique, les modèles mathématiques et autres disciplines importantes des mathématiques. La revue Kvant (Quant) permet d'établir un contact direct avec les élèves des écoles secondaires auxquelles elle est destinée. Les livres de vulgarisation scientifique de la série « Connaissance des mathématiques supérieures », de L. Pontriaguine sont renommés dans le monde entier. Ce n'est là qu'une faible part des activités de vulgarisation qui s'enrichissent d'année en année.

G. M.

RE DE TOUS  
PERSONNELLE

VIVE  
LA VIE!

CHANGER AUX  
TE RENAULT  
0.90.65

RENAULT

MS EN  
MANAGEMENT  
SPECIALISES

Une formation complémentaire  
spécialisée et appliquée  
pour diplômés  
des grandes écoles de gestion,  
d'ingénieurs ou de l'université.

CHOISISSEZ  
UN AN D'EXCELLENCE :

■ MS EN MANAGEMENT  
DES ENTREPRISES DE SERVICES.

■ MS EN MANAGEMENT  
DE LA TECHNOLOGIE.

■ MS EN INGENIERIE FINANCIERE.

Information et dossier de candidature auprès de :  
Viviane PIERRE - 11, rue de la République - 69001 LYON  
BP 174 - 69632 ROLLA CEDEX - FRANCE - Tél. 72 20 25 23.



ESCP PUBLICS

Etudiants en droit, sciences éco. gestion,  
MSTCF, Grandes Ecoles

POUR DES DEBOUCHES PROFESSIONNELS ASSURES  
(audit, gestion, expertise comptable et financière)

PREPAREZ A L'ENOE  
LE DECF ET LE DESCF  
(1) 45.62.87.60

62, rue de Miromesnil - 75008 PARIS



## Les maîtres du mastère...

**Forte demande des étudiants. Intérêt des entreprises. Ouverture internationale... Après deux ans d'expérience, le bilan des mastères est positif.**

Les mastères se portent bien. Après deux années d'expérience, M. Daniel Gourisse, président de la Conférence des grandes écoles, peut en dresser un bilan optimiste. « Le succès remporté a dépassé les résultats escomptés ». Près de mille cinq cents étudiants sont inscrits dans les quelque cent cinquante-trois mastères ouverts en 1988-1989 par les écoles de gestion et d'ingénierie, soit une augmentation de 15 % par rapport à l'année précédente. D'ores et déjà, deux cent dix mastères sont accrédités pour 1989-1990. Incontestablement, on dispose d'un type nouveau de diplôme. Il attire les étudiants et séduit, semble-t-il, les entreprises.

D'ailleurs, les locaux de l'Ecole nationale supérieure des télécommunications grouillaient de monde, vendredi 24 mars, pour la journée d'information sur les mastères. Près de cinquante écoles y avaient retenu un stand pour proposer au chaland, qu'il soit étudiant ou responsable d'entreprise, ces programmes spécialisés haut de gamme lancés en 1985. L'idée de départ était, comme le rappelle M. Daniel Gourisse, « de

remettre un peu d'ordre dans les nombreuses formations de spécialisation lancées par les écoles et qui donnaient lieu à une grande variété de titres ». Ce label commun était destiné, dans un deuxième temps, à donner par-delà les frontières une identité aux grandes écoles françaises en quête de reconnaissance internationale.

Plus exigeant que le master degree anglo-saxon, le mastère à la française s'adresse aux étudiants déjà diplômés des grandes écoles et aux titulaires d'un DEA universitaire ou d'un diplôme équivalent (bac + 5). C'est un programme de spécialisation de quatre trimestres consacré pour moitié à un travail de recherche personnel, mais il n'est pas sanctionné par un diplôme national. Le mastère n'est qu'un diplôme d'école labellisé. « C'est le fruit d'une démarche entrepreneuriale et libérale », souligne M. Gourisse. La Conférence des grandes écoles a simplement déposé une marque (mastère), que les écoles sont autorisées à développer sous leur propre responsabilité.

Certes, un comité technique de cinq directeurs de grandes écoles et de cinq représentants du monde économique étudie les demandes d'accréditation et veille au respect des normes. « Mais c'est le marché qui fait la loi », se plaisent à répéter les responsables des mastères. Un programme qui n'intéresserait ni les étudiants ni les entreprises du secteur ne resterait pas longtemps ouvert. « Au lieu de proposer un unique diplôme, les écoles ont désormais une politique de produits : c'est une révolution culturelle », estime M. Maury, responsable des relations internationales de l'Ecole polytechnique, qui se souvient avoir conclu en 1973. Sans succès à l'époque.

### Une double formation

Autre révolution culturelle : les étudiants doivent payer, et parfois fort cher, ces formations. Le prix d'inscription dans un mastère varie de 20 000 F à plus de 80 000 F. « Les élèves ingénieurs y sont moins habitués que les étudiants en gestion », souligne M. Daniel Gourisse, directeur de l'Ecole centrale. Mais il n'y a pas de sélection par l'argent. Il existe des prêts très avantageux, et les entreprises participent souvent au financement. « Dans certains cas, l'entreprise finance entiè-

rement le mastère pour un de ses salariés. Le plus souvent, c'est le candidat individuel qui s'arrange pour trouver un financement extérieur. « D'une manière ou d'une autre, les entreprises sont impliquées dans plus de 50 % des mastères », précise M. Jean-Loup Delcroix, directeur de Sepélec. Qu'est-ce qui attire les étudiants dans ces formations professionnelles spécialisées ? Sûrement pas la peur du lendemain, car le marché du travail est euphorique pour les diplômés de grandes écoles. « Ils sont même trop payés dans leur premier emploi », estime M. Gourisse. Est-ce alors une façon de reculer d'un an leur entrée dans la vie active ? Certains responsables d'école craignent que cette spécialisation conduise, à terme, à un allongement de la durée des études d'ingénieur. « Pour éviter cette dérive », dit M. Delcroix, il ne faut pas que la durée des mastères atteigne deux ans.

Le risque de voir les mastères alourdir le système reste minime. La plupart des candidats ne cherchent pas à approfondir leurs connaissances, mais à acquérir une deuxième formation, souvent très éloignée de la première. Directeur de l'Ecole supérieure de commerce de Paris, M. Jacques Perrin le confirme : « Le vrai mastère vise une double formation, une double

culture. Nous conseillons à nos étudiants de s'inscrire à un mastère d'ingénieur ». De là peut naître la fameuse « bête rare » que recherchent, paraît-il, tous les grands cabinets d'audit. Déjà six mastères ont été créés conjointement par des écoles de gestion et d'ingénierie. Pour M. Maury, « ces formations slalomées sont une chance pour le système éducatif français », traditionnellement rigide et cloisonné.

### Facile à vendre

Ce mastère n'est pas non plus la machine de guerre contre le troisième cycle universitaire que d'aucuns redoutaient. La grande variété des formations possibles permet au contraire à certains diplômés d'université d'acquiescer la spécialisation professionnelle qui manquait à leur cursus. Des médecins s'initient à certaines techniques de gestion ; des géographes et des architectes se mêlent aux ingénieurs pour suivre à l'Ecole nationale des ponts et chaussées un mastère sur l'aménagement et la maîtrise d'ouvrage urbains. Si les mastères des écoles de gestion sont des formations créées de toutes pièces, ceux des écoles d'ingénierie reprennent généralement des options de troisième année auxquelles s'ajoutent six mois de travail de recherche. Ce qui les rend diffi-

cilement accessibles à des non-scientifiques.

L'internationalisation des mastères, qui était l'un des objectifs initiaux, est-elle en bonne voie ? Certes, 261 étudiants étrangers (sur 1 493) suivent actuellement ces filières. Mais, avoue M. Jacques Lévy, directeur de l'Ecole nationale supérieure des mines à Paris, « la reconnaissance par les pays étrangers nécessite un travail de longue haleine. Il n'est déjà pas facile de faire comprendre ce qu'est une grande école française et quel est le niveau de notre diplôme d'ingénieur ».

La situation serait-elle différente pour le management ? Directeur d'HEC, M. Jean-Paul Larçon est résolument optimiste : « Le format de cette formation est commode, dit-il. Il est facilement adaptable à l'Amérique du Nord, au Japon et à l'Europe ». Son pronostic ? « Il y a actuellement 10 ou 12 % d'étrangers dans nos mastères de gestion. L'an prochain, ils seront 20 %, et bientôt les Français seront minoritaires tant le produit que nous offrons est facile à vendre ». Déjà, certains mastères d'HEC sont dispensés en anglais. Non par snobisme, mais parce que la majorité des étudiants inscrits sont anglophones, explique M. Larçon : « Nous employons la langue de nos clients ».

JEAN-JACQUES BOZONNET.

**X OUVERTURE**  
du centre de  
FORMATION CONTINUE  
**ECOLE POLYTECHNIQUE**  
Les Synthèses

L'intérêt des fractales ..... 15-16 Juin  
Cycle de vie et langages ..... 30 Mai - 2 Juin  
Parallélisme et synchronisation ..... 10-11 Mai, 17-18 Mai  
Les mathématiques de la finance ..... 18-21-25 Avril

Les Etudes

Le traitement numérique des images ..... à partir du 18 Avril  
La résonance magnétique nucléaire ..... à partir du 10 Mai  
Modélisation et simulation numérique ..... à partir de Septembre  
Architecture des réseaux informatiques ..... à partir de Septembre

Informations et inscriptions : Christine Nora  
Formation Continue - Ecole Polytechnique - 91128 Palaiseau Cedex  
Téléphone : (1) 60 79 40 18

**LA MODE S'APPREND A ESMOD**  
Ecole Supérieure de Mode  
Stylisme - Modélisme - Textile -  
Marketing - Gestion - Communication  
Service placement intégré

**JOURNÉES PORTES OUVERTES**  
à Paris : du 4 au 7 avril de 11h à 18h

Ecole Privée : 16, Bd Montmorency - 75009 Paris - Tel : 42 46 98 48  
85, Bd du Caucase - 06100 Nice - Tel : 93 84 83 67

Ouverture en Septembre 89 à Rennes

**BACCALAURÉAT - Examen probatoire - Brevet**  
Sans compromettre vos vacances, entraînez-vous systématiquement grâce à nos dossiers couvrant le programme.

**C.U.F. H.BORDAS - Cours universitaires de France**  
Enseignement privé à distance  
Relations directes avec professeurs expérimentés, corrections par retour.

Informations dans nos bureaux  
43, rue Boileau 75014 Tel : 45.38.37.00 7, rue Principesse 75006 Tel : 45.38.37.00  
© Mouton-Duvernet © St-Germain-des-Prés - Matillon

**ENSPTT**  
LE MANAGEMENT DES SYSTÈMES DE COMMUNICATION

L'ÉCOLE DE MANAGEMENT APPLIQUÉ  
AU SECTEUR DE LA COMMUNICATION  
FORME LES CADRES DIRIGEANTS  
DE LA POSTE ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS  
et vous offre

UN STATUT REMUNÉRÉ IMMÉDIAT,  
DES CARRIÈRES DE DÉCIDEURS À DES POSTES CLÉS :  
FINANCES, PRODUITS FINANCIERS, RESSOURCES HUMAINES,  
MARKETING, AFFAIRES INTERNATIONALES...

UN PROJET PÉDAGOGIQUE NOUVEAU AUTOUR DE DEUX PÔLES  
L'économie de la communication - La gestion des systèmes complexes

DES ÉQUIPES D'ENSEIGNANTS/ENTRAÎNEURS  
universitaires, dirigeants de l'entreprise privée, de l'administration, consultants

Recrutement sur concours (22, 23, 24 mai 1989)

Conditions d'accès : diplômés des grandes écoles de commerce et d'ingénierie, IEP ; Informations et dossiers d'inscription sur demande à la Division des Enseignements de l'ENSPTT (05 22 82 82) ou à l'École Nationale Supérieure des Postes et Télécommunications (37-39, rue Dureau, 75075 PARIS CEDEX 14) Téléphone : (1) 42 79 44 66 / 42 79 44 67 / 42 79 44 69

## Les stages de la semaine

Le Monde Campus publie, chaque semaine, des offres de stages en entreprises pour les étudiants. Les personnes intéressées doivent contacter directement le CDTE, association responsable de ce service, en téléphonant au (1) 47-35-43-43 ou en s'inscrivant sur minitel 36-15 JOB-STAGE.

### MARKETING

Lien : Le Blanc-Mesnil. Date : avril. Durée : 3 à 4 mois. Profil : bac + 3, 4. Ind. : à convenir. Obs. : SMIC horaire. Obs. : étude d'un marché à fort développement, recherche bibliographique, contacts avec organismes professionnels. Ventes points de vente. M 1399.

Lien : Paris. Date : mai. Durée : 3 mois. Profil : bac + 3, 4. Ind. : à convenir. Obs. : participer à la mise en place d'une stratégie commerciale, connaissance en informatique souhaitée, anglais courant exigé. M 1395.

Lien : Puteaux. Date : avril. Durée : 3 mois. Profil : bac + 3, 4. Ind. : à convenir. Obs. : marketing direct, rédaction et suivi de mailings. M 1389.

Lien : Bègles (33). Date : indéfinie. Durée : 2 mois. Profil : bac + 2. Ind. : à convenir. Obs. : recensement de la clientèle du Sud-Ouest (grand groupe pétrolier). M 1385.

Lien : Düsseldorf (Allemagne). Date : mai-avril. Durée : 2 à 3 mois. Profil : bac + 3, 4. Ind. : à convenir. Obs. : préparation étude sur développement européen d'une filiale en terme de marché géographique et de produits, allemand exigé (grand groupe industriel de matériaux de construction). M 1379.

Lien : Virvilly. Date : indéfinie. Durée : 2 à 3 mois. Profil : bac + 3. Ind. : à convenir. Obs. : études de marché (agence de conseil en marketing). M 1240.

Lien : Paris. Date : avril. Durée : 2 mois. Profil : bac + 3. Ind. : à convenir. Obs. : assistant chef de produit logiciel très performant. M 1242.

Lien : Fresnes. Date : avril. Durée : 3 mois. Profil : bac + 3. Ind. : à convenir. Obs. : stage au sein de la direction commerciale, étude de développement commercial (secteur électronique). M 1250.

Lien : Les Ulis. Date : avril. Durée : 1 à 3 mois. Profil : bac + 3. Ind. : à convenir. Obs. : étude de marché sur cadence d'entreprise. M 1333.

### COMMUNICATION

Lien : Saint-Germain-en-Laye. Date : mai. Durée : 1 mois. Profil : bac + 2. Ind. : à convenir. Obs. : assistant (a) dirigeant pour opérations publicitaires, presse, contact avec journalistes, organisation interview. C 1398.

### BAC + 4

Un an de spécialisation  
100% marketing pour devenir :  
**CHEF DE PRODUIT**  
ou  
**RESP. MARKETING DIRECT**

**MARKET'SUP**  
3, rue Hossard, 75019 Paris  
(1) 42.05.99.10

Un nouveau programme  
du groupe Sup de Pub

Lien : Rennes et Paris. Date : mai. Durée : 3 mois. Profil : bac + 3. Ind. : à convenir. Obs. : attaché (e) de presse, promotion du produit de communication, anglais courant. C 1393.

Lien : Rennes et Paris. Date : mai. Durée : 3 mois. Profil : bac + 3. Ind. : à convenir. Obs. : attaché (e) de relations publiques (forum), anglais courant. C 1394.

Lien : Paris. Date : avril. Durée : 3 mois. Profil : bac + 2. Ind. : à convenir. Obs. : assistant (e) relations presse, relations publiques, suivi opération de presse, contacts avec journalistes, presse, book organisation interview. C 1352.

Lien : Gentilly. Date : avril. Durée : à convenir. Profil : bac + 4. Ind. : à convenir. Obs. : assistant du directeur de la communication, mise en place des actions de communication, première expérience dans la communication exigée. C 1339.

### INFORMATIQUE

Lien : Montrouge. Date : avril. Durée : 1 mois. Profil : bac + 3. Ind. : à convenir. Obs. : mise en place d'un logiciel de gestion des stocks. M 1402.

Lien : Boulogne-Billancourt. Date : avril. Durée : à convenir. Profil : bac + 2. Ind. : 6 000 F/mois + ou - Obs. : développement tests logiciels, rédaction de manuels. I 1386.

Lien : Puteaux. Date : avril. Durée : 3 mois. Profil : bac + 3. Ind. : à convenir. Obs. : selon mission. Obs. : suivi applications SGDRR. R : base langage C. Démonstration clients. I 1384.

Lien : Paris. Date : fin avril. Durée : 1 à 2 mois. Profil : bac + 4. Ind. : 8 000 F/mois. Obs. : développement sur Macintosh. Très bonne connaissance de 4D et Excel. I 1406.

Lien : St-Mandé-des-Fossés. Date : indéfinie. Durée : 6 mois. Profil : bac + 2. Ind. : à convenir. Obs. : mise au point d'un bras robotisé. Conception et définition sur CAO DAO. E 1186.

Lien : Paris. Date : avril. Durée : indéfinie. Profil : bac + 4. Ind. : à convenir. Obs. : développer des modules graphiques en Turbo Pascal. Connaissance Telecom. I 1227.

Lien : Paris. Date : avril. Durée : 2 mois minimum. Profil : bac + 4. Ind. : à convenir. Obs. : développement de projet/programmation dans environnement Unix. I 1315.

Lien : Paris. Date : avril. Durée : 3 mois. Profil : bac + 2. Ind. : à convenir. Obs. : Passionné micro pour assister utilisateur logiciel et matériel DBase Lotus PAO... I 1352.

Lien : Paris. Date : avril. Durée : 3 mois. Profil : bac + 4. Ind. : à convenir. Obs. : programmation Macro Excel ou Word 4 ou DBase. I 1366.

Lien : Paris. Date : courant avril. Durée : 3 mois. Profil : bac + 3. Ind. : à convenir. Obs. : écrire console en assembleur 6809. I 1367.

Le supplément « Campus » ne paraîtra pas pendant les vacances de Pâques.  
Prochain numéro : le mercredi 19 avril (dans le Monde daté 20).

## TOUS LES JOURS DANS Le Monde

l'actualité sociale, culturelle  
et pratique des étudiants



### ECONOMIE

**Dictionnaire économique et financier**  
par Yves Bernard et Jean-Claude Collin.

Voici la cinquième édition de ce « monument » datant de 1975. Nos dictionnaires, inspecteurs des finances, ne se sont pas contentés de faire entrer de nouveaux vocables ayant droit de cité depuis cinq ans. Pour le plupart des mots, figure maintenant leur équivalent en anglais, en allemand et en espagnol.

Éditions de Seuil. 1 440 pages, 495 F.

### HISTOIRE

**La formation des départements, la représentation du territoire français à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle**  
par Marie-Vic Ozouff-Marignier.

Cet ouvrage, consacré à la création des départements en 1790, s'attache à saisir les représentations du territoire et des villes par les réformateurs de cette époque, à partir d'une analyse des projets, des débats et de la correspondance envoyée par les provinces, les villes, les bourgs et les villages.

Éditions de l'Ecole des hautes études en sciences sociales. Recherches d'histoire et de sciences sociales, n° 36, 363 pages, 176 F.

### SOCIOLOGIE

**Sociologie contemporaine**  
par Pierre Durand et Robert Weil.

C'est un objectif pédagogique que poursuivent nos auteurs en exposant la genèse de la sociologie et les théories contemporaines. Des spécialistes français, belges et québécois présentent ensuite les débats en cours dans des domaines variés : travail, développement, politique, urbanisation, sport... L'ouvrage guide enfin le lecteur parmi les institutions d'enseignement, de recherche et de documentation dans les pays francophones.

Éditions Vigot, 23, rue de l'Ecole-de-Médecine, 75006 Paris, 644 pages, 245 F.

Le Cercle théâtral Voltaire à Chailly. La troupe du lycée Voltaire animée par Solik Moreau donnera jeudi 30 mars à 15 heures et 20 h 30, Salle Génier, deux représentations exceptionnelles d'une comédie dramatique écrite et mise en scène par Solik Moreau à l'occasion du bicentenaire de la révolution française. Et juillet devint Thermidor.

Location au CDI Voltaire, 101, avenue de la République, 75543 Paris, Cedex 11. Tél. : 43-57-30-20.

سكوا من الأصل



# Le « projet d'établissement » d'Albert-Calmette

**L'ambiance du collège Albert-Calmette, dans la banlieue de Limoges, a radicalement changé : administrateurs et professeurs ont décidé de se mobiliser autour d'un projet pédagogique.**

Le collège Albert-Calmette ressemble à tous les CES des années 70. Construit à la périphérie ouest de Limoges, ce cube de béton aux façades délavées traîne une méchante réputation. Pourtant, il n'est qu'en partie le collège de la ZUP de l'Aurence. Les élèves viennent aussi de Veyrac, une commune rurale voisine, et du quartier résidentiel de Roussillon. La composition socio-économique des parents d'élèves est conforme à la moyenne académique (1). Il n'empêche. Quand Brigitte Michels, directrice dans le quartier, de bonnes âmes l'ont mise en garde : « N'y mettez surtout pas vos enfants. » Aujourd'hui responsable de l'association autonome des parents d'élèves, elle proclame à l'inverse : « Calmette, c'est super ! » Opinion partagée par la FCPE, mais aussi par la plupart des professeurs et des élèves.

L'enveloppe est trompeuse. Dès le préau, un premier indice : sur les murs bleus, court un arc-en-ciel poursuivi par de blanches colombes. On aime ou on n'aime pas — c'est l'œuvre des élèves — mais ce qui frappe, c'est la propreté impeccable de l'endroit, trois ans après sa rénovation. Même constatation pour la salle d'étude, dont les élèves ont réalisé les fresques luxuriantes. Au sous-sol, dans la salle de technologie, aménagée il y a quatre ans, les murs de crépi blanc sont immaculés comme au premier jour.

Aucun doute, la maison est bien tenue. Plus que le résultat d'une discipline de fer, ce sont les signes d'un état d'esprit. En fabriquant les bancs qui ceignent le terrain de handball, les élèves de la section d'éducation spécialisée (SES) ont montré à leurs camarades ce qu'ils étaient capables de faire. Les aménagements de la cafétéria, gérée par une classe de troisième, ont été entièrement conçus et réalisés en classe de technologie renforcée. Les élèves de la classe préprofessionnelle de niveau (CPPN), réputés difficiles, ont eux-mêmes agencé leur salle de cours. Il y a de la moquette et des plantes vertes en plus ; des heures de colle en moins.

La contribution des élèves à l'amélioration matérielle de leur environnement n'est pas une fin en soi. Elle correspond toujours à un projet pédagogique précis. C'est le cas de toutes les expériences qui sont menées au collège, en plus des options officielles : accueil de déficients auditifs, techniques de concentration et de relaxation en classe, répartition des élèves en difficulté dans des « classes adaptées ». En dépit de leur apparente diversité, elles s'articulent toutes autour d'un projet d'établissement, remis à jour chaque année.

En prenant ses fonctions de proviseur en 1984, Gabriel Cadario avait constaté que, comme dans beaucoup d'établissements, « pas mal de choses se faisaient dans le cadre des PAE. » Mais

aussi qu'il convenait de « donner de la cohérence à toutes ces actions. » Le tout était de convaincre les enseignants qu'ils poursuivaient chacun les mêmes objectifs. Dans cette tâche, il a reçu le renfort de son adjoint, Monique Bellego, arrivée en même temps que lui, et dont les conceptions sont identiques. Tous deux sont conscients qu'un chef d'établissement n'a aucune chance d'imposer ses idées à un corps enseignant réfractaire. Anciens professeurs, ils savent que, à l'inverse, les enseignants ne peuvent rien entreprendre contre le volontarisme de l'administration de l'école. « La chance de l'établissement, c'est que les deux équipes essaient de travailler ensemble loyalement », soulignent-ils aujourd'hui.

## Un « fédérateur d'énergies »

Le premier projet, en juin 1985, avait été rédigé par l'administration. C'était une juxtaposition d'actions hétéroclites. « L'important est qu'il y ait à un moment donné, même a posteriori, une cohérence », estime Gabriel Cadario, hostile aux « beaux projets qui restent lettre morte faute de consensus. » « Pour avancer, dit-il, il faut poser des actes. » Au fil des années, le projet global s'est affirmé. Les initiatives personnelles des professeurs s'y sont fondues assez naturellement. « Nous leur avons fait comprendre qu'il était plus facile de travailler en équipe que seul », sourit le proviseur, dont le rôle reste celui d'un « fédérateur d'énergies ».

« Lorsqu'un professeur a un projet (coopération avec une compagnie théâtrale, voyage d'étude à Rome...), la réponse n'est jamais négative pour des raisons de moyens budgétaires : « Je ne veux pas que des problèmes matériels bloquent toute réflexion », affirme M. Cadario. Un projet bien ficelé peut toujours prétendre à des subventions extérieures. « Le fait qu'il s'insère dans un projet global d'établissement nous sert dans nos relations avec nos partenaires », estime Monique Bellego, pour qui, sans cette vision d'ensemble, « tout fuserait dans tous les sens. » Le projet pédagogique d'établissement a permis d'impliquer progressivement la majorité des enseignants dans une manière de travailler autrement.

Professeur de technologie, Bernard Meytadier fait partie des quelques volontaires qui, à la création des « classes adaptées », ont accepté de consacrer plus de temps et d'adapter leur travail à ces « enfants demandeurs de concret ». Dans la grande salle de technologie du sous-sol, il passe d'un groupe à l'autre, de l'espace informatique au secteur électronique, pour répondre aux questions d'adolescents curieux. « Cette façon de travailler demande beaucoup de disponibilité, avoue-

til, car les enfants sont très demandeurs ». Dans ces classes de quatrième et de troisième, l'année scolaire est consacrée à l'élaboration d'un projet professionnel personnel ; des stages répétés en entreprises mettent les jeunes en contact avec le monde professionnel.

## Des jugements plus nuancés

A Calmette depuis 1970, Bernard Meytadier peut faire la différence avec « les enfants très révoltés » de naguère dans les classes pratiques. L'attitude des autres professeurs aussi a évolué. Sur la base du volontariat, la plupart sont passés dans ces « classes adaptées ». « Les collègues por-

tent des jugements plus nuancés sur ces jeunes en difficultés », estime M. Meytadier. Un phénomène similaire a accompagné l'intégration d'enfants malentendants dans les classes traditionnelles. Au lieu d'être un fardeau pour le professeur — qui doit s'équiper d'un micro — leur présence a amélioré la qualité d'écoute de l'ensemble de la classe. Les volontaires se multiplient.

La plupart des actions ont contribué à développer le travail en équipe. Instituteur spécialisé à la SES, Michel Du Bucq collabore avec ses collègues de l'enseignement général « pour démystifier la vidéo » aux yeux des jeunes élèves de 6<sup>e</sup> et de 5<sup>e</sup> SES. Il les initie au maniement du maté-

riel, afin qu'ils soient ensuite capables de s'en servir dans leurs classes respectives. C'est ainsi que des romans écrits l'an dernier par des élèves ont été mis en images, en collaboration avec les professeurs de français. A peine sortie avec ses élèves d'une très lourde enquête sur l'évolution socioculturelle des parents d'élèves, M<sup>me</sup> Ratier, professeur d'histoire-géographie, avoue que toutes ces activités qui s'ajoutent à l'enseignement lui pèsent parfois. « Mais, rectifie-t-elle aussitôt, on se sent coupable quand on ne participe pas. » Déjà, elle caresse l'idée d'un nouveau projet, persuadée que l'équipe administrative dira « chiche ! ».

« Il me semble qu'il règne ici un climat plus serein, mais comment l'évaluer ? », s'interroge

Gabriel Cadario, dépité de constater que l'image de Calmette à l'extérieur ne s'est pas améliorée. En cinq ans, les taux d'affectation n'ont pas varié, comme écrasés par le poids d'une réputation ancienne et injuste. A l'intention des parents d'élèves potentiels, les responsables du collège, enseignants, parents d'élèves et élèves « planchent » sur une plaquette d'information. Le projet pédagogique cher à l'établissement y sera expliqué en quelques mots : « Instruire, responsabiliser, moderniser, ouvrir, communiquer, évaluer. »

J.-J. B.

(1) 60 % d'employés et d'ouvriers, 26 % de cadres moyens, 8 % de cadres supérieurs, 6 % de divers.

## Le Monde et la Revue française de Finances publiques

### LE FINANCEMENT DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Colloque organisé avec le concours de la Commission des Communautés européennes

26 et 27 avril 1989 — Université Paris-Dauphine

Mercredi 26 avril

Jeudi 27 avril

— Panorama en France et à l'étranger  
— Partenaires et usagers

— Management et gestion des établissements  
— Quelles évolutions possibles ? A quelles conditions ?

Avec la participation de Lionel Jospin, ministre d'État, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports

Inscriptions - Renseignements et programme

E.J.A. Formation Vera Couturier  
26, rue Vercingétorix, 75014 Paris  
Tél. : (1) 43-35-01-67

Télex : EJA 203 918 F - Télécopie : (1) 43-20-07-42

Sup de Co  
Marseille

ADMISSION  
SUR TITRE

Aux étudiants titulaires d'un diplôme d'ingénieur, d'IEP ou d'une maîtrise, l'ESM propose une procédure d'admission directe en seconde année. L'objectif est de leur donner une formation à la gestion du plus haut niveau en deux ans.  
• Date limite de dépôt des dossiers : 29 juin 1989.  
• Épreuves écrites : 10 juillet 1989.  
• Épreuves orales : du 11 au 21 juillet 1989.

Aux étudiants titulaires d'un diplôme de 1<sup>er</sup> cycle (DEUG, DUT, BTS...) l'ESM propose une procédure d'admission en première année.  
• Date limite de dépôt des dossiers : 8 avril 1989.  
• Épreuves écrites : 29 avril 1989.  
• Épreuves orales : du 10 au 21 juillet 1989.



ECOLE SUPÉRIEURE  
DE COMMERCE  
DE MARSEILLE  
ECOLE INTERNATIONALE  
DES AFFAIRES  
Domaine de Luminy - Case 911  
13288 Marseille Cedex 9  
Tél. 401.644 F - Tél. (33) 91.41.01.60  
Télécopie 91.41.55.96  
CHAMBRE DE COMMERCE  
ET D'INDUSTRIE DE MARSEILLE

## INSTITUT DE GESTION SOCIALE

### DEMAIN VOUS SEREZ EN ENTREPRISE

Responsable du Personnel  
Responsable de la Formation  
Responsable du Recrutement  
Directeur des Ressources Humaines  
10 MOIS D'ENSEIGNEMENT  
8 MOIS DE STAGE ENTREPRISE

L'admission est réservée aux titulaires d'un DEUG, DUT, BTS, Licence ou deux ans de prépa.  
CONCOURS : 1<sup>re</sup> session 24 AVRIL 1989  
Inscriptions immédiates : Tél. 47 57 31 41.

NOM \_\_\_\_\_ AGE \_\_\_\_\_  
DIPLOME \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_

souhaite recevoir une brochure détaillée du 2<sup>e</sup> cycle de Gestion du Personnel  
INSTITUT DE GESTION SOCIALE, 120 rue Danton 92300 Levallois Perret



DE GESTION DU PERSONNEL ET DES RESSOURCES HUMAINES  
ETABLISSEMENT PRIVE D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

IGS

## Maîtrise spécialisée en MANAGEMENT DU DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

Maîtrise accréditée par la Conférence des Grandes Ecoles, réalisée par Sup de Co Marseille (Groupe EIA), en collaboration avec l'Ecole Supérieure d'Ingénieurs de Marseille et des entreprises partenaires (EdF, IBM, Total, Technicom...).  
Ce programme destiné aux gestionnaires comme aux scientifiques répond aux attentes des entreprises dans les domaines du marketing des nouvelles technologies et du management des ressources technologiques, de l'innovation, de la qualité.  
Contact : Georges Truchet  
SUP DE CO MARSEILLE  
Tél. : 91 41 01 60

## Maîtrise spécialisée en MANAGEMENT INTERNATIONAL DES RESSOURCES HUMAINES

Maîtrise accréditée par la Conférence des Grandes Ecoles, réalisée par Sup de Co Marseille (Groupe EIA), en collaboration avec son réseau de partenaires européens, américains, asiatiques et l'A.N.D.C.P.  
Informations et inscriptions : Didier Cazal  
SUP DE CO MARSEILLE  
Tél. 91 41 01 60  
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE MARSEILLE



## IGS ENSEIGNEMENT SUPERIEUR



10 mois de formation  
7 mois de mission en entreprise  
• Agir en généraliste de l'entreprise  
• Maîtriser les savoir-faire professionnels  
Quatre 3<sup>e</sup> cycles spécialisés  
• Management des ressources humaines et communication  
• Management financier et contrôle de gestion  
• Management de la qualité totale  
• Gestion de projet

Admission : Diplômes de l'enseignement supérieur (bacheliers d'ingénieur, IEP, maîtrise...)  
Concours : 1<sup>re</sup> session 24 avril  
Inscriptions immédiates  
Renseignements : (1) 47.57.31.41.

NOM \_\_\_\_\_ PRENOM \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_  
CODE POSTAL \_\_\_\_\_ VILLE \_\_\_\_\_  
souhaite recevoir une brochure du 3<sup>e</sup> cycle de Management  
cocher la spécialisation choisie  
☐ MANAGEMENT DES RESSOURCES HUMAINES ET COMMUNICATION  
☐ MANAGEMENT FINANCIER ET CONTRÔLE DE GESTION  
☐ MANAGEMENT DE LA QUALITÉ TOTALE  
☐ GESTION DE PROJET

INSTITUT DE GESTION SOCIALE, 120 rue Danton 92300 Levallois Perret  
Etablissement privé d'enseignement supérieur

## Communication

Rencontre avec M. Jacques Santer

### Le Luxembourg veut consolider la vocation européenne de la CLT

Le mariage du Luxembourg et de l'audiovisuel date des années 30, lorsque le grand-duc, entre hauts fourneaux au sud et forêts au nord, concède son monopole des ondes hertziennes à la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT). Aujourd'hui, l'industrie du son et de l'image y joue un rôle économique majeur, rayonnant largement au-delà des frontières de ce petit Etat. Aussi le président du gouvernement, M. Jacques Santer, a-t-il trois priorités : consolider l'activité internationale de la CLT, préparer la télévision de l'avenir avec la Société européenne de satellite (SES) et faciliter la libre circulation des images.

« L'audiovisuel n'est pas, pour nous, une mode. C'est une tradition historique et une activité qui pèse lourd dans notre économie. » Dans son vaste bureau clair de l'hôtel de Bourgogne — l'équivalent grand-ducal de l'hôtel Matignon — le président du gouvernement, M. Jacques Santer, brandit le rapport d'activité du ministère d'Etat et égrène quelques chiffres : les centaines d'emplois qui dépendent de cette industrie ou bien encore le 1,6 milliard de francs luxembourgeois (260 millions de francs français) acquittés par la CLT en redevances et taxes et qui fait d'elle l'un des tout premiers contributeurs du pays. « Et cette activité contribue largement à la bonne santé de notre balance des paiements », ajoute encore M. Santer, puisque l'essentiel des recettes de la CLT sont réalisées à l'étranger.

C'est dire l'importance, pour le Luxembourg, des projets de directive ou de convention sur la télévision sans frontières. « Nous étions en faveur d'une réglementation à l'échelle européenne, mais nous la souhaitons libérale, et nous ne voulions pas qu'elle divise le continent entre les Douze, d'une part, et les autres Etats du Conseil de l'Europe, d'autre part. » Deux points sur lesquels M. Santer estime avoir obtenu satisfaction.

A Strasbourg, les velléités protectionnistes des pays scandinaves — voire des Pays-Bas — ont été battues en brèche. Et Bruxelles a finalement choisi d'harmoniser le texte de la directive avec celui du Conseil de l'Europe. Surtout, M. Santer se félicite du compromis trouvé en matière de réglementation publicitaire (pas plus de 15 % du temps d'antenne consacré aux spots, pas plus de douze minutes de publicité par heure). Un compromis qui, selon lui, « devrait permettre aux télévisions commerciales de vivre, sans provoquer un phénomène de rejet des téléspectateurs ».

Mais ne fallait-il pas se montrer plus exigeant sur les programmes ? « Nous ne pouvions accepter la mise en place de quotas trop restrictifs et trop difficiles à surveiller, rétorque le président du gouvernement luxembourgeois. Mais la France, en se battant sur ce terrain, avait des

préoccupations culturelles rejoignant tout à fait les nôtres. La création d'un grand marché intérieur pour la télévision doit s'accompagner d'un développement parallèle de la production audiovisuelle et des coproductions européennes. La Commission de Bruxelles doit y contribuer. Le gouvernement grand-ducal et moi-même ne pouvons qu'appuyer l'initiative du président Mitterrand de lancer un Eureka audiovisuel. » Comme Paris, Luxembourg s'apprête d'ailleurs à désigner un responsable spécialement chargé de donner corps à cette idée.

Sans attendre, le grand-duc a mis en place, depuis décembre dernier, un système favorisant l'investissement — notamment étranger — dans la création audiovisuelle. Avec un certain succès. Cinq projets de production — pour 500 millions de francs luxembourgeois au total (82 millions de francs français) en ont déjà bénéficié. Dix autres sont en train d'être examinés. Et ce volet, industriel, vient d'être complété par la mise sur pied d'un fonds de soutien audiovisuel, destiné aux petits producteurs et artistes locaux. Bref, la capitale du grand-duc se découvre une pénurie de studios !

#### Un rééquilibrage d'ASTRA

Marché commun de l'audiovisuel, préoccupations culturelles... Il y a aussi, dans ce soudain intérêt pour la production, le souci de ne pas laisser se « dévaliser » une activité que la seule logique du marché et les exigences nationales des grands voisins ont parfois conduit à s'exporter. Non sans risques ni difficultés. C'est d'ailleurs d'un échec — celui de l'accord d'octobre 1984 associant étroitement la CLT à l'avenir du satellite français TDF1 — qu'est née la volonté luxembourgeoise de développer son propre système de télévision par satellite : Coronet d'abord, abandonné parce que d'origine trop américaine, la Société européenne de satellite (SES) avec ASTRA, ensuite.

Un projet pour lequel le gouvernement luxembourgeois s'accorde légitimement quelques satisfactions. Avec douze canaux sur seize déjà alloués, le démarrage de l'exploitation commerciale a dépassé tous les espoirs.

Et un décret mais très efficace travail à la Conférence de Genève sur les radios en 1988 a permis au grand-duc de se voir déjà réattribuer certaines fréquences utilisées par ASTRA, jusqu'en... 2011 ! Ne demeure qu'une préoccupation : la quasi-totalité des canaux loués le sont à des chaînes anglo-saxonnes ou scandinaves et M. Santer souhaite un rééquilibrage du satellite vers l'Europe continentale. Un rééquilibrage auquel la CLT pourrait contribuer puisqu'en décembre dernier elle s'est engagée à utiliser un canal d'ASTRA sans lui avoir, pour l'instant, donné d'affectation précise.

Pionnière de l'industrie audiovisuelle luxembourgeoise, la CLT a



M. Jacques Santer

comme ces dernières années d'importants mouvements centrifuges qui l'ont contrainte à s'implanter, après la France, directement en Belgique et en République fédérale d'Allemagne. Aujourd'hui c'est au tour de RTL-Lorraine, dernière chaîne presque entièrement réalisée au Luxembourg, à connaître des difficultés. Qu'advient-il si celles-ci devaient perdurer ? Serait-il envisageable d'en arrêter l'exploitation ? « Je ne suis, heureusement, saisi d'aucune intention de cette nature, se récrie M. Santer. RTL-Lorraine est une télévision régionale et, sans me substituer aux responsables de la CLT, j'estime au contraire qu'elle a un rôle majeur à jouer dans l'Europe des régions qui s'annonce. Le Luxembourg s'étendait autrefois bien au-delà de ses frontières actuelles. Et sans avoir de quelconques revendications territoriales, il a gardé des accointances particulières avec ses régions limitrophes, la Moselle comme le Luxembourg belge. Aujourd'hui encore, vingt-cinq mille travailleurs migrants viennent quotidiennement travailler chez nous. Le canal local de la CLT devrait pouvoir jouer un rôle déterminant dans la résurgence de cette vaste région où l'on parle encore notre langue. »

Sur les activités européennes de la CLT, le président du gouvernement luxembourgeois se fait à la fois moins lyrique et moins précis. Un nouveau remodelage du capital de la CLT ? « M. Robert Maxwell a été le dernier entrepreneur à vouloir y participer. Sans succès. Le gouvernement grand-ducal n'a de préjugé à l'égard de quiconque souhaite consolider la stratégie européenne de la CLT. »

Les rumeurs en France de fusion entre la Cinq et M 6 ? « Nous étions candidats à la Cinq. Nous avons obtenu 25 % de M 6. Et nous ne le regrettons pas. Mais, au sein de ce duo, nous sommes deux émetteurs, la chaîne peut être reçue par 58 % des Français. Sa part d'audience oscille autour de 7 %, elle est supérieure chez les jeunes et les ménages, deux catégories de la population particulièrement intéressantes pour les publicitaires. Je fais confiance à ses responsables pour poursuivre dans cette voie. » Bref, il refuse de s'immerger dans la politique française, le gouvernement luxembourgeois fait quand même savoir... qu'il n'est pas « demandeur ! » pour une fusion de la Cinq et de M 6.

PIERRE-ANGEL GAY.

## Le Carnet du Monde

### Décès

— M. et M<sup>me</sup> Edmond Baudier, Antoine et Christiane Godin, Olivier Baudier et Laurence Sicut, Sophie Baudier, Denis Baudier, M<sup>me</sup> Jean-Jacques Baudier, ses parents, frères, sœurs, belles-sœurs et tantes, ont le douleur de faire part du décès de

**Romain BAUDIER**,  
vingt-neuf ans,

le 25 mars 1989, à la suite d'une longue et douloureuse maladie.

La cérémonie religieuse se déroulera en l'église de l'Immaculée-Conception, 34, rue du Rendez-Vous, Paris-12<sup>e</sup>, le vendredi 31 mars, à 10 h 30.

L'inhumation aura lieu le même jour au cimetière de Marby (Ardennes), dans le caveau de famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

139, Grande-Avenue  
Le Lyc-Chamilly,  
60260 Lamerlaye.

— M. Roger Belin, M. et M<sup>me</sup> José Lamy, M<sup>me</sup> Guy-Frédéric et Sydney Lamy, M<sup>me</sup> Raymond Belin, M. et M<sup>me</sup> Bernard Favatier et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Bernard Anberger et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Alain Benabent et leurs enfants, ont le douleur de faire part du décès de

**M<sup>me</sup> Roger BELIN**,  
née Christiane Bressac,  
survenue le 23 mars 1989, à Paris.

Les obsèques religieuses ont été célébrées dans l'intimité familiale.

9, boulevard Flandria,  
75116 Paris.

— M<sup>me</sup> Gabriel Blanchot, son épouse, Ses enfants, Petits-enfants, Et toute la famille, ont le douleur de faire part du décès de

**M. Gabriel BLANCHOT**,  
ancien fonctionnaire  
aux affaires étrangères,  
chevalier de l'Ordre national du Mérite,  
ancien conseiller municipal  
à Montigny-Le Bretonneux.

survenue au Chesnay, le 24 mars 1989, dans sa soixante-dix-huitième année.

Les obsèques religieuses ont été célébrées à Montigny-Le Bretonneux.

Cet avis tient lieu de faire-part.

7, rue Saint-Martin,  
92180 Montigny-Le Bretonneux.

— M<sup>me</sup> Paule Bollack, son épouse, Michel Bollack, Catherine, Charles Bollack-Negier, Agnès Rein, ses enfants, Marie-Florence, Alexandre, Anne, Emmanuel Rein, ses petits-enfants, Jeanine et Raymond Cerf-Lanzemberg, Marianne et Claude Dufourmentel, ses frères et sœurs, Et toute la famille, ont le douleur de faire part du décès de

**Jean BOLLACK**,  
croix de guerre,  
médaille de la Résistance,

survenue le lundi 27 mars 1989.

L'inhumation aura lieu le jeudi 30 mars au cimetière du Père-Lachaise, dans le caveau de famille.

Réunion à la porte principale boulevard de Ménilmontant, Paris-20<sup>e</sup>, à 15 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

5, rue Chevreux,  
75116 Paris.

— Besançon, Paris.

M<sup>me</sup> Maurice Bouvet, son épouse, M. Laurent Bouvet, son fils, M<sup>me</sup> Béatrice Bouvet, sa fille, Les familles de Chavannes, Biquet, Langreny, Bouvet, ses frères et sœurs, Leurs enfants et petits-enfants, Les familles parentes et alliées, ont le douleur de faire part du décès de

**M. Maurice BOUVET**,

survenu à Paris, le 25 mars 1989, dans sa soixante-troisième année.

Les obsèques auront lieu en l'église Saint-Charles à Besançon, le samedi 1<sup>er</sup> avril, à 10 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

22, rue de Chaillot,  
75009 Paris.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— On nous prie d'annoncer le décès de

**Madeleine BOISSIN**,  
survenue le 17 mars 1989, dans sa quatre-vingt-sixième année, à la maison de retraite de Sarcelles (Val-d'Oise).

L'inhumation a eu lieu le 22 mars, au cimetière de Pantin, au côté de sa mère.

Une pensée est demandée à ceux qui l'ont connue et aimée.

— M<sup>me</sup> André Drouard, son épouse, Jean-François, Lara, Boyan et Mila, Betty, Eric, Ariane et Clémence, ses enfants et petits-enfants, Et toute la famille, ont le douleur de faire part du décès de

**André DROUARD**,

survenu le 24 mars 1989, à l'âge de soixante-six ans.

La bénédiction aura lieu lundi 3 avril, à 14 heures, en la chapelle de l'hôpital Richard, 78, boulevard de la Reine, Versailles.

Ni fleurs ni couronnes.

Des dons peuvent être envoyés à la Fondation de France, 40, avenue Hoche, 75008 Paris.

— Les conseils d'administration Et les collaborateurs de la société Vendôme-gestion, de l'Association professionnelle des constructeurs immobiliers (GICEL), de l'Association professionnelle des sociétés civiles de placement immobilier (ASPI), ont la tristesse de faire part du décès de

**M. Jacques CHAROLLE**,  
ancien directeur central  
de Vendôme-gestion,  
ancien directeur général adjoint  
du GICEL,  
ancien secrétaire permanent  
de l'ASPI,

survenu le 16 mars 1989.

— François, Charles, Edward, Henry Briss, Et leurs familles, ont le douleur de faire part du décès de leur mère,

**M<sup>me</sup> Suzanne CORMIER**,

survenue dans sa quatre-vingt-neuvième année.

inhumation au cimetière d'Arcachon, le vendredi 31 mars 1989, à 16 heures.

Réunion à la porte du cimetière.

11, rue Mauvezin,  
33120 Arcachon.

— M<sup>me</sup> Denise Hummel, sa fidèle amie, Ses cousins, Deshayes, Cornu, Lejeune, ont le douleur de faire part du décès de

**M<sup>me</sup> Rolande DESHAYES**,  
professeur agrégée d'anglais,  
survenue le 26 mars 1989, à Paris.

Selon sa volonté, son corps sera incinéré.

Elle souhaitait un lieu de fleurs des dons à l'hôpital des Diaconesses, Paris-12<sup>e</sup>.

124, boulevard Diderot,  
75012 Paris.

— Nous apprenons le décès du

**général Albert GUERISSE**,  
survenu à l'âge de soixante-dix-huit ans.

(Médaille de l'Armée belge et résistant ayant servi pendant la seconde guerre mondiale, il fut entré en 1940 aux services de contre-espionnage belge. Il fut le pseudo-onyme de Patrick O'Leary. Capturé en France en 1943, il avait été torturé par le Guepao et envoyé au camp de concentration de Oudera. Il était devenu en 1964 chef des services médicaux de l'armée belge.)

— Bruno Guillen, son fils, Monique et Virginie Guillot de Suduirant, sa famille, Et ses amis, ont le douleur de faire part du décès de

**docteur Georges GUILLEN**,  
chevalier de l'Ordre national du Mérite,  
survenu le 24 mars 1989, à l'étranger.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 30 mars, à 11 heures, en l'église Notre-Dame-de-Saint, à Bordeaux-Caudan, où l'on se réunira, suivie de l'inhumation au cimetière de Saint-Maurice.

— Marthe Scemama, son épouse, Hugette, sa fille, Véronique et Sylvie, ses petites-filles, Les familles Guilbend et Garrigon, ont la grande peine de faire part du décès de

**Roger SCEMAMA**,

le 25 mars 1989, dans sa quatre-vingt-onzième année.

Les obsèques ont eu lieu le mercredi 29 mars à 9 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly.

2, rue Bellanger,  
92200 Neuilly-sur-Seine.  
La Marly,  
104, La Croixette,  
06400 Cannes.

— Nous avons la tristesse de faire part du décès de

**M. Roger MONNIN**,  
ancien élève de l'Ecole polytechnique,  
officier de la Légion d'honneur,  
grand officier  
de l'Ordre national du Mérite,  
officier de la santé publique,  
dans sa soixante-dix-neuvième année.

De la part de  
**M<sup>me</sup> Roger Monnin**,  
son épouse,  
M. et M<sup>me</sup> Bernard Guerin,  
M. et M<sup>me</sup> Bernard Monnin,  
M. et M<sup>me</sup> Olivier Monnin,  
M. et M<sup>me</sup> Michel Brette,  
ses enfants,  
Ses petits-enfants,  
Et arrière-petits-enfants.

Prière pour lui.

La cérémonie et l'inhumation auront lieu en l'église de Saint-Jean-aux-Bois, le vendredi 31 mars 1989, à 15 h 30.

Saint-Jean-aux-Bois,  
60350 Cune-la-Moutte,  
37, rue Rochecourant,  
75009 Paris.

— M<sup>me</sup> Maurice Schneider, son épouse, M. Maurice Schneider, son fils, M. Kehr, sa belle-mère, ont la douleur de faire part du décès de

**M. Maurice SCHNEIDER**,  
enlevé à leur tendre affection, le 4 mars 1989.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Le personnel des sociétés  
Comptoir maritime international,  
GEO W Wheatley,  
a le regret et la tristesse de faire part du décès de

**M. Maurice SCHNEIDER**,  
leur président-directeur général.

12, rue Anber,  
75009 Paris.

— M<sup>me</sup> Robert Tacon-Devenat, M. et M<sup>me</sup> Daniel Tacon-Vimeux, ont la tristesse de faire part du décès de

**M. Robert TACON**,  
pionnier décédé le 27 mars 1989, à l'âge de soixante-dix-huit ans.

Les obsèques auront lieu le vendredi 31 mars, à 16 heures, en l'église Saint-Pierre de Montrouge, Paris-14<sup>e</sup>.

Cet avis tient lieu de faire-part.

107, rue Raymond-Losserand,  
75014 Paris.

#### Remerciements

— M<sup>me</sup> Rachel Cohen, M<sup>me</sup> Mady Cohen, Les familles Lang, Ghanbert, Binder et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Victor Cohen et leurs enfants, Les familles Boukobra, Uzan, Chiquet, Atlan et leurs enfants, remercient toutes les personnes qui se sont associées à leur peine lors du décès de

**M. Joseph COHEN**,  
survenu le 15 mars 1989,

et les prient de trouver ici l'expression de leur gratitude.

#### Anniversaires

— Ce 29 mars, il aurait eu quarante-neuf ans.

Ceux qui l'ont connu et aimé se souviennent de

**Bernard BADA**,  
chirurgien-dentiste,  
brutalement arraché à l'affection des siens, le 2 janvier 1989.

10, place Darcy,  
21000 Dijon.

#### — Christiane DESCOMPS

nous quittait il y a six ans.

Ses amis se réuniront en pensée avec elle.

— Saint-Ouen, Boussacours.

Il y a trois ans disparaissait

#### Paul DUCROZ

Que ceux qui l'ont connu et aimé se souviennent.

#### Avis de messes

— A l'occasion du quarantième jour du décès de

**M<sup>me</sup> Alexandra AMOUDY**,  
née Antakly,

mère de Jean, Vlado et Jallil,

une messe de requiem sera célébrée le samedi 1<sup>er</sup> avril 1989, à 19 heures, en l'église Saint-Etienne-des-Grècs, 7, rue Georges-Bizet, Paris-16<sup>e</sup>.

#### Soutenances de thèses

— Université Paris-I, le jeudi 30 mars à 16 heures, salle des Commissions (centre Panthéon), M. Jean Satio : « Le statut du commerçant au Cameroun ».

### Une OPA de plus de 1 milliard de francs

### Le cinquième groupe français de publicité à l'assaut du quatrième britannique

Le cinquième groupe publicitaire français, Boul-Dru-Dupuy-Fetit (BDDP) a officialisé, mercredi 29 mars, son offre publique d'achat (OPA) sur le quatrième groupe publicitaire britannique, Boase Masini Pollitt (BMP) (le Monde du 29 mars). Cette OPA, qualifiée d'« hostile » par le président de BMP, Martin Boase, qui qualifiait récemment le groupe publicitaire français de « napoléonien », agit la scène financière et le monde des médias britanniques.

La taille de cette OPA la place au rang des plus importantes dans le secteur des médias. BDDP propose en effet de racheter les actions de BMP — 80 % d'entre elles sont réparties dans le public, le reste étant détenu par les dirigeants du groupe — à 500 pence chacune, ce qui représente un coût total de 1,15 milliard de francs. BDDP est évaluée dans son OPA par des alliés de poids : 60 % du coût de l'OPA sont couverts par des emprunts bancaires consentis par le Crédit agricole, Charterhouse et l'Industrial Bank of Japan. Le reste est financé par une augmentation de capital et des dettes subordonnées souscrites par la BNP, la financière Salim-Dominique (Crédit national), le groupe Paluel-Marmont, la banque OBC, le Crédit agricole et Charterhouse.

Depuis début mars, BDDP a déjà acquis 10,5 % des actions de BMP. La presse britannique, après avoir fait part de son scepticisme sur l'OPA lancée par le groupe français, a modifié son regard. Ainsi, l'hebdomadaire spécialisé Campaign notait récemment, « la faiblesse du cours de l'action BMP avant l'arrivée de BDDP » et « la plus-value que l'opération apporte aujourd'hui ».

Officielle, l'OPA devrait être finalisée dans les soixante jours. L'ambition de BDDP est de réaliser grâce à l'acquisition de BMP un réseau international dont les racines seront européennes. Le groupe français, fondé en 1984 et dont l'implantation européenne — en Belgique, en Italie, en Allemagne de l'Ouest et en Espagne — a commencé en 1987, élargira le champ d'activité de BMP. Le groupe britannique, réputé pour sa créativité, contrôle pour sa part l'une des cinquante premières agences américaines, Ammirati et Paris, qui a décroché, en 1988, la meilleure campagne de l'année. Mais il n'a pas réussi à s'implanter sur le marché européen. Le rapprochement entre BDDP et BMP peut donc constituer un ensemble compétitif sur le plan international et notamment européen, dans la perspective de 1993.

YVES-MARIE LABÉ.

مكتبة من الأصل



Le Monde  
INTERNATIONAL

Les Laboratoires Pharmaceutiques

**Zyma**  
(Suisse)  
recherchent  
**MARKETING  
MANAGER**



Nous sommes un groupe pharmaceutique international, de taille moyenne, et cherchons pour notre secteur "ophtalmologique" en pleine expansion un Marketing Manager.

Ce poste est directement rattaché au Directeur du secteur ophtal et les responsabilités essentielles du titulaire sont :

- sur un plan international, élaborer les stratégies et concepts commerciaux destinés à être utilisés comme plate-forme par les filiales nationales, en matière de vente, de promotion et de publicité,
- identifier les besoins futurs, définir le marketing des produits récemment lancés ou en voie de lancement, mettre en forme et harmoniser diverses politiques (travaux cliniques, enregistrements, pricing, etc...),
- aider et conseiller les filiales et coordonner certaines actions.

La personne idéale pour ce poste, âgée de 30 ans minimum, est de formation scientifique, médecine, pharmacie, biologie, et possède plusieurs années d'expérience en marketing pharmaceutique, si possible dans un environnement international.

La connaissance du secteur ophtalmo serait très appréciée.

Langue de travail : anglais/français.

Nous offrons une activité variée au sein d'une petite équipe : large spectre de responsabilités, circuits de décision courts, possibilités d'influencer directement les événements, constat rapide des résultats des efforts investis.

Les perspectives de développement personnel sont intéressantes, les prestations et conditions sociales avantageuses.

Merci d'adresser votre candidature à M. H. Erné, ZYMA S.A., Ressources Humaines, CH-1260 NYON (SUISSE).

**Chef de la division  
Asie et Pacifique**

Amnesty International (AI) cherche à pourvoir au secrétariat international à Londres le poste de chef de la division Asie et Pacifique du département de la recherche. Cette division rassemble et étudie des informations sur les violations des droits de l'homme dans cette région et prépare des actions à entreprendre par Amnesty International concernant les prisonniers d'opinion, le déroulement des procès, le traitement des prisonniers et la peine de mort.

Le chef de cette division est responsable des travaux de 24 personnes en ce qui concerne la stratégie et les techniques à mettre en œuvre pour l'action et la recherche ; il approuve les textes et les actions qui préparent les chercheurs ; il recommande la ligne politique à suivre et il est directement responsable des questions administratives, budgétaires et de personnel.

Les candidats doivent être doués d'un bon jugement politique, posséder une connaissance approfondie de la région Asie et Pacifique et être spécialisés dans une sous-région. Ils (elles) doivent posséder l'expérience de la direction de spécialistes ou les aptitudes nécessaires, pouvoir s'exprimer en anglais avec aisance, tant oralement que par écrit, et être capables de représenter Amnesty International. La connaissance d'une langue d'Asie et/ou d'une autre langue européenne serait un avantage.

TRAITEMENT ANNUEL : £ 16 187.

DATE LIMITE POUR LA RÉCEPTION DES CANDIDATURES : 2 juin 1989.

Pour de plus amples renseignements et pour obtenir une formule de candidature, s'adresser à : Amnesty International, Service du personnel, 1 Easton Street, Londres WC1X 8DJ (Grande-Bretagne).

Tél. : (1) 837-3806 (24 h/24).



**ADJOINT(E) AU CHEF DU DÉPARTEMENT  
DE LA RECHERCHE**

Amnesty International cherche à pourvoir au Secrétariat international à Londres le poste d'Adjoint(e) au chef du Département de la recherche. Ce département, qui emploie 110 personnes, est chargé de rassembler et d'étudier des informations sur les préoccupations d'Amnesty International partout dans le monde et de préparer et faire appliquer des programmes d'action. Le titulaire de ce poste est chargé de la direction de ces programmes et des questions administratives. Il participe à l'élaboration de la politique à suivre et à sa mise en œuvre, et veille à ce que la qualité et l'impartialité des documents publiés par Amnesty International soient conformes à ses statuts.

L'Adjoint(e) au Chef du Département de la recherche contrôle l'action en faveur des réfugiés et l'aide matérielle apportée aux prisonniers. Il (elle) assumera des responsabilités dans d'autres domaines suivant ses connaissances, aptitudes et compétences. Il lui sera demandé de représenter Amnesty International. Il (elle) fait partie de l'équipe qui dirige le Secrétariat international.

Les candidats(es) doivent être doués(es) d'un bon jugement politique et bien connaître la situation politique, économique et juridique de diverses parties du monde. Ils (elles) doivent avoir l'expérience ou les aptitudes nécessaires pour s'acquitter de responsabilités administratives et pour déterminer la politique à suivre et la faire appliquer. Ils (elles) doivent être capables de travailler avec un personnel international et pluriculturel. La parfaite maîtrise de l'anglais est indispensable et la connaissance d'autres langues serait un avantage.

Traitement annuel : £ 16.187.

DATE LIMITE POUR LA RÉCEPTION DES CANDIDATURES : 2 MAI 1989.

Pour de plus amples renseignements et pour obtenir une formule de candidature, s'adresser à :

AMNESTY INTERNATIONAL - Service du Personnel,  
1 Easton Street, Londres WC1X 8DJ, Grande-Bretagne.  
Tél. : 837 3806 (24 h/24).



Nous sommes un important groupe belge, implanté dans le monde entier, qui occupe une position de leader dans la distribution de grandes marques de vins, spiritueux et apéritifs. Fort d'une excellente réputation sur les marchés étrangers nous désirons renforcer nos structures commerciales à l'exportation et recherchons un (m/f) :

**Responsable d'un Centre de Profit au Zaïre**

**Sa fonction :**

- Autonome dans un contexte de large délégation et en liaison directe avec la Direction Générale, vous représenterez notre groupe et vous prouverez votre capacité à développer et créer des contacts commerciaux sur votre zone.
- Superviser la production.
- Attentif aux besoins de votre centre, vous démontrerez vos qualités d'animateur en dynamisant une équipe composée d'ouvriers et d'employés.

**Son profil :**

- 30-45 ans
- Expérience approfondie du commerce en Afrique noire dans le secteur food.
- Expérience financière.
- Prêt à s'installer sur place.

- Excellente maîtrise du français et de l'anglais.
- Sens aigu de l'organisation et de la négociation.
- Enthousiaste et volontaire.

**Nous offrons :**

- Un salaire intéressant lié à l'importance de la fonction et assorti d'avantages extra-légaux.
- Une atmosphère internationale dynamique au sein d'une entreprise solidement établie.
- Des responsabilités réelles et une certaine autonomie

**Intéressé ?**

Envoyez votre lettre de candidature manuscrite ainsi que votre C.V. et une photo récente à notre agence de publicité TRACK Advertising, Kortrijksesteenweg 567, 9000 Gent, Belgique, qui transmettra. N'oubliez pas de mentionner sur l'enveloppe la référence MD/Zaire.

**RENTÉE 1989-1990  
F.I.E.B. OUGANDAISE**

École Inter-États d'Ingénieurs de l'Équipement rural cherche à recruter cinq coordinateurs français enseignants :

1. INGÉNIEUR DU CHEF OU UNIVERSITAIRE, LANGUE CULTURE GÉNÉRALE SCIENTIFIQUE

Pour direction des études, direction scientifique de l'école. Supervision, attention et contrôle de la recherche et de l'enseignement. Montage de nouvelles séries de formation, animation pédagogique.

2. INGÉNIEUR ÉLECTRICIEN

Compétences souhaitées : électricité, études et réalisations. Pour enseignement : fluid électromagnétique, technologie électrique.

3. INGÉNIEUR DES TRAVAUX RURAUX

Pour enseignement et recherche : chimie microbiologie des sols, traitement des eaux, génie rural, responsable de laboratoire des sols.

4. AGRICULTEUR

Pour enseignement et recherche dans le domaine de l'agro-économie.

5. INGÉNIEUR ÉNERGÉTIQUE

Pour enseignement et recherche thermodynamique, écoulements thermiques, sources d'énergie, électricité rurale.

Pour tous ces postes, une expérience professionnelle confirmée et une ouverture vers les problèmes de développement sont indispensables. Les dossiers de candidature comprendront : - lettre manuscrite, - curriculum vitae avec photo, - liste de publications, - exemples récents de publications ou travaux personnels. Ils seront à adresser à :

- DFF/RUR, Ministère de la coopération, 78, bd des Invalides, 75700 PARIS (France). Tél. : 47 42 15-16-17. Tél. : 332 305 F.

**Et d'autre part à :**

- F.I.E.B., 03 BP 7023, Ouganda (Og), Tél. : 30 25 63/30 71. Tél. : 30 71 17. Tél. : 328 96.



**ASIAN DEVELOPMENT BANK  
Manila, Philippines**

**ECONOMIST/FINANCIAL ANALYST  
(Country, research and project-oriented)**

Research, analysis or review, as appropriate, the social and economic conditions of developing member countries or specific projects in these countries.

Applicants should preferably have an advanced degree in Economics or Finance and work experience in a developing country.

**INVESTMENT OFFICER**

Arranges loan and equity investments for private sector projects of the Bank.

Applicants must be familiar with investment laws of developing member countries, capital markets and the business climate. Experience in international corporate finance including venture capital will be an asset.

**COUNSEL**

Advises on legal matters relating to the organization, administration, lending, equity investments and fund raising operations of the Bank.

Applicants should possess superior academic qualifications from an internationally recognized law school.

If you would like to apply for any of the above positions, please send your curriculum vitae to REF. NO. 8905-A, HUMAN RESOURCES DIVISION, ASIAN DEVELOPMENT BANK, P.O. BOX 788, 1000 MANILA, PHILIPPINES.



La Faculté des Lettres de l'Université de Fribourg (Suisse) met au concours un poste à plein temps de

**PROFESSEUR  
ordinaire de philologie classique (grecque et latine)**

Enseignement en langue française (six heures hebdomadaires). Connaissance de l'allemand souhaitable.

Titres : doctorat d'Etat, habilitation ou titres jugés équivalents.

Entrée en fonction : premier octobre 1989 ou à convenir.

Les candidats adresseront à M. le Doyen de la Faculté des Lettres, Université de Fribourg, M. de la Roche, CH-1700 Fribourg une lettre de candidature, un curriculum vitae avec photocopies des attestations correspondantes, la liste des publications et au moins un exemplaire des publications les plus importantes. Ils proposeront trois thèmes dont l'un pourra éventuellement être retenu pour une conférence.

Délai de présentation : 15 mai 1989.

Informations complémentaires : Tél. : +41 31 37 21 82 33.

École française Manila, cherche prof. cert. math. sept. 88. Ecrire avec CV : EPM, Amnésie Manila, 37, Quai d'Orsay, 75007 Paris.

**RECRUTEMENT FOR  
WORK OVERSEAS  
PNEUMATIC GOLF-INDONESIA**

**CONTROLLERS  
INSTRUMENTISTS**

Experienced on system MEYERWELL TDC 3000 Control minimum 1 year. Send CV + photo for interview. BMD TECH, 222 rue Solferino 92000 Lila.

Le Monde  
CADRES



**4000 personnes - 2 milliards de C.A.**  
Société spécialisée dans le génie électrique et les automatismes industriels recherche un

**Chef de projet**

- Sa fonction :** - responsable des applications complètes et financières.
- Sa mission :** - participer à l'élaboration du nouveau système d'information, - assurer la mise en place, sur 40 sites, des applications sous UNIX actuellement en cours de test sur 2 sites-pilotes, - conduire les développements complémentaires.
- Ses moyens :** - une équipe de 2 personnes, - un IBM 4381 sous VM, DOS/VSE avec CICS-VSAM, SNA, - des machines UNIX.
- Son profil :** - un diplôme d'ingénieur, option informatique : IDN, ENSI, INSA, - 2 à 4 ans d'expérience en informatique de gestion, - une maîtrise des environnements IBM et/ou UNIX.
- Le cas échéant, la formation à UNIX et aux bases de données relationnelles sera assurée.
- Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) sous référence 8916 AC à notre conseil.
- CREFORM - 7, rue Louis David - 75116 PARIS

**ORGANISME CULTUREL  
SUBVENTIONNÉ**

93 salariés

**1 ATTACHÉ  
DE DIRECTION**

administration générale - Gestion - personnel - Finances

PROFIL : - Etud. sup. Droit opt. Droit du travail - Sc. Soc. - Conn. infirm. appréciées.

**1 CHARGÉ DE PROMOTION ET  
DE RELATIONS PUBLIQUES**

Conn. musicales appréciées. Salaires de l'ordre de 10.000 F. Expériences souhaitées, mais non indispensables.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. + photo à :

M. l'Administrateur général, ODF, 8, rue Marcel-Berthelot 94230 CACHAN.





# SÉLECTION IMMOBILIÈRE

appartements ventes

appartements ventes

appartements ventes

**1<sup>er</sup> arrdt**  
**LOUVRE**  
SUPERBE DUPLEX  
50 m<sup>2</sup>, CHAMPELLE  
2.250.000 F.  
**PLURIMMO**  
45-48-25-01.

**HALES**  
LUXUEUX 2 PÈCES.  
s. de bain, POUTRES.  
1.250.000 F.  
45-28-88-04.

**RUE STE-ANNE**  
BEAU 3 P. 1.300.000 F.  
CALME, SOLEIL, 3<sup>e</sup> ét., bel  
imm., entrée, 45-28-88-04.

**R. PIERRE LESCOT**  
3 P., 70 m<sup>2</sup>, 4<sup>e</sup> ét., asc. Vue  
St-Sauveur, 1.850.000 F.  
40-26-42-47/40-28-42-74.

**ETIENNE MARCEL** plein  
cvt des Haies 2 P., 50 m<sup>2</sup>  
s/cour 1.100.000 F.  
Trans Opéra 45-22-80-43.

**2<sup>e</sup> arrdt**  
**2<sup>e</sup> M<sup>me</sup> BONNE-NOUVELLE**  
Grand séjour SUD  
Chère, belle, confort  
A SAISIR 750.000 F.  
43-27-81-10.

**BOULVER VIVIERNE**  
URGENT: imm. classé, beau  
2-3 P. refait neuf, toutes  
caractéristiques, asc.  
1.250.000 F. 45-28-88-04.

**3<sup>e</sup> arrdt**  
**RAMBUTEAU (3<sup>e</sup>) 2 P.**  
s/rue de l'imm. gd standing.  
Quart. de l'Horloge (réel).  
Coppelin, 5<sup>e</sup> ét., 2 asc.  
51 m<sup>2</sup>, 3,5 m<sup>2</sup>, loggia,  
entrée, cuis. avec appareils  
ménagers, wc, bain, chère,  
s. meublé, marbre, pla-  
cards, décor impos., ci-  
néma. Prix blande Fichtel  
Alain. Vidéo surveillance.  
N<sup>o</sup> 4, stat. bus 81 RER  
(direct aéroport et gare).  
Poss. par. sous-sol.  
Prix: 2.000.000 F.  
Tél.: 43-27-81-10.

**R. DE PICARDIE**  
Beau volume caractéristique  
poutres, très clair, entrée,  
cuis. de b. bois, bel imm.  
895.000 F. 40-28-42-47  
ou le 40-28-42-74.

**PRÉS BEAUBOURG, 4 P.**  
60 m<sup>2</sup> au sol, 4 ét., 2 asc.,  
grand charme PL. SOLEIL.  
42-80-04-28/48-44-88-07

**5<sup>e</sup> arrdt**  
**RUE LACEPEDE**  
2 P. EN DUPLEX, 45 m<sup>2</sup>  
ENVIRON. Prix: 870.000 F.  
Tél.: 45-28-88-04.

**RUE DE LYONNAIS**  
**BEAU 2 P. 920.000**  
2<sup>e</sup> ét., bon imm., entrée,  
cuis. de b. bois, bain, wc,  
s. meublé, dressing, dble expo,  
cave, gard., 48-04-35-35.

**MONGE**  
LUXE 2 P. parfait état 4<sup>e</sup> ét.  
s/rue claire cuis. équipée  
1.220.000 F. 42-71-93-00.

**CENSIER DAUBENTON**  
**SUR JARDIN**  
**BEAU 2 P. 915.000**  
5<sup>e</sup> ét., asc., bel imm., situa-  
tion exceptionnelle, s/cour  
privé, 1 chère, cuis. bain, wc,  
cave, gardien, 42-71-93-00.

**5<sup>e</sup> JUSSIEU**  
**4 P. 2.240.000**  
4<sup>e</sup> ét. imm. Second Empire  
rehabilité payé 2 chères  
liv. salon, cheminée, cuis.,  
s.d.b. 42-71-93-00.

**VAL-DE-GRACE (3<sup>e</sup>), R.**  
**BERTHOULET, pierre de t.**  
1<sup>er</sup> ét. rue et cour, 3 P.,  
cuis. s. de bain, chère, wc,  
cave, 52 m<sup>2</sup> environ, plain  
soil, parfait état + service 11 m<sup>2</sup>  
Tél.: 42-38-87-42.

**GOBELINS**  
4<sup>e</sup> asc. séjour + chambre  
78 m<sup>2</sup>, cuisine, 1.700.000 F.  
**FLEURUS 45-44-22-36**

**PORT ROYAL** Récent  
4 P., living + 2 ou 3 chères,  
cuisine, 2 bains, rue et jard.  
320.000 F. 43-38-19-38.

**6<sup>e</sup> arrdt**  
**APPART. RARE**  
**R. BONAPARTE, 3 PÈCES**  
BEL. IMM., 17<sup>e</sup> CHAMPELLE  
PARQUET VERRELLÉS  
Gde hauteur / plafond, gdes  
fenêtres et cheminées.  
2.525.000 F.  
**PLURIMMO.**  
45-48-25-01.

**PRÉS BUCI**  
Gd 2 P., 3 m haut, plaidon,  
cheminée, chère, confort.  
2.500.000 F. 43-37-74-44.

**CHERCHE-MIDI**  
2 P. poutres trav. 750.000  
Fleurus 45-44-22-36.

**NO DES CHAMPS**  
3<sup>e</sup> ét., asc., 45 m<sup>2</sup>, 80 m<sup>2</sup>  
terrasses, bds, 2.400.000 F.  
**FLEURUS 45-44-22-36.**

**FLEURUS**  
SPECIALISTE RIVE GAUCHE  
12 RUE ND-DES-CHAMPS  
SORTIE M<sup>me</sup> ST-PLACIDE  
Cherche-Midi 2 P. 1.550.000  
Doble s/cour 2 P. 1.550.000  
Vue s/cour + dble 1.550.000  
Vente 2 P. 80 m<sup>2</sup> 2.400.000  
St-Placide 5 P. asc. 4.150.000  
Tél.: 45-44-22-36.

**RECHERCHES APPTS**  
**TRES SURFACES**  
TEL. 45-44-22-36.

**R. DU CHERCHE-MIDI** imm.  
ancien, 2<sup>e</sup> ét., s/cour, 1 P.  
m. lavable, 9 m<sup>2</sup> 240.000 F.  
m. lavable, 9 m<sup>2</sup> 240.000 F.  
FRANCOIS FAURE 45-48-22-70.

**7<sup>e</sup> arrdt**  
**APPARTS GRAND**  
**STANDING: 7<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup>**  
à partir de 130 m<sup>2</sup>

**J. DE MONCAN S.A.**  
45-63-17-43.

**R. MONTTESSUY** dans bel  
imm. Neapolitain III, dble liv.  
2 ch., s. de bain, cab. toil.,  
2 w.c., 1<sup>er</sup> ét. rue.  
Tél.: 48-34-13-18.

**ENA**  
RUE DE L'UNIVERSITÉ  
de bel imm. ancien rénové, tte  
pl. rénové, pains chère, s-d-  
m. belle cuis. équipée  
1.800.000 F. Tél. 48-78-75-90.

**RUE DE BABYLONE**  
3/4jardins, studio cit.  
3/4jardins, 45-22-80-43.

**ÉCOLE MILITAIRE**  
3/4jardins, imm. pierre de t.  
5<sup>e</sup> ét., asc., 2 ch., cuis.,  
bains, toilettes, 750.000 F.  
Francois FAURE 45-48-22-70.

**M<sup>me</sup> DUROC**  
Dreux imm. ancien stand gd  
4/5 P. t. cit. asc. + serv.  
décoré à rev. belle  
cuisine, 5.200.000 F.

**LEHNS 43-55-58-88**  
MÉTAL PROFESSION LIBÉRALE  
5 PÈCES imm. standing.  
PGI 42-96-10-11.

**8<sup>e</sup> arrdt**  
**Entre Montmartre et George-V**  
très beau 130 m<sup>2</sup>, dble expo,  
4<sup>e</sup> ét. asc., 2 s-d-b, chère  
de service gd bel par. dble  
cit. 47-20-44-53.

**COUNCILLERES, SUPERBE**  
5 P. dans imm. pierre de t.  
par. USAGE COMMERCIAL  
POSSIBLE 7.200.000 F.  
45-75-20-38 et 19-18.

**9<sup>e</sup> arrdt**  
**RUE BERGÈRE, 180 m<sup>2</sup>**  
Bel imm., p. de taille

**J. DE MONCAN S.A.**  
45-63-17-43.

**9<sup>e</sup> MÉTRO CADET**  
A SAISIR  
5 PÈCES, 500 m<sup>2</sup>, confort.  
clair, cuisine.  
Faibles charges, crédit  
500.000 F. 43-27-81-10.

**NOTRE-DAME DE LORETTE**  
Pierre de Taille, 4<sup>e</sup> étage,  
asc., living double, 3 cham-  
bres, cuisine, bain, wc  
130 m<sup>2</sup> environ, plain soil,  
parfait état + service 11 m<sup>2</sup>  
Tél.: 42-38-87-42.

**10<sup>e</sup> BONNE-NOUVELLE**  
**RUE DE L'ÉCHOUER**  
**BEAU 3 PÈCES, 955.000 F.**  
Tête bel apt. ref. entrée, s/c.  
78 m<sup>2</sup> env., imm. et parties  
communes en bon état, dble  
cuis. 48-04-35-35.

**10<sup>e</sup> arrdt**  
**10<sup>e</sup> R<sup>te</sup> CFT ST-DEMS**  
**3 P. TT CFT 475.000**  
Petit 3 P., cuis., s. eau, wc.  
Bon état, 45-77-96-83.  
comm. conv. conv. dble  
48-04-35-35.

**10<sup>e</sup> BONNE-NOUVELLE**  
**RUE DE L'ÉCHOUER**  
**BEAU 3 PÈCES, 955.000 F.**  
Tête bel apt. ref. entrée, s/c.  
78 m<sup>2</sup> env., imm. et parties  
communes en bon état, dble  
cuis. 48-04-35-35.

**11<sup>e</sup> arrdt**  
**PRÉS BASTILLE RARE**  
1.280.000 F. 48-27-96-96.

**PRÉS NATION, Beau 2 p.**  
cuis. bain, w.c., cave, gardien,  
chère, 3<sup>e</sup> ét. imm. rénové  
5<sup>e</sup> ét., vue dégagée, 480.000 F.  
Tél.: 43-70-04-64.

**NATION - 5 P., 108 m<sup>2</sup>**  
Nécessaire, s/cour, 3 ch.  
bains, cuis., bain, wc,  
parc., bds, 2.300.000 F.  
Tél.: 43-70-04-64.

**M<sup>me</sup> CHARONNE, beau 2 P.**  
32 m<sup>2</sup> refait n<sup>o</sup> pourres,  
chère, 3<sup>e</sup> ét. imm. rénové  
inter. ext. par. jard. public.  
480.000 F. 43-37-74-44.  
ou le 40-28-42-74.

**BASTILLE PROCHE**  
**OPERA** except., pierre de t.  
beau 2 p. cuis., t. conf.  
750.000 F. 48-04-35-35.

**12<sup>e</sup> arrdt**  
**115, R. DE REUILLY**  
Dans imm. 1880 env. en rénové  
cuis. 3 chères, salle d'eau,  
w-c, 60 m<sup>2</sup>, chauff. collect.  
cave. Visite sur place  
tous 10 jours de 10 h à  
18 h, sur RV. Tél. imm.  
Eude M<sup>me</sup> BOISSEUX, not.  
18140 SANCHEUX.  
Tél.: (01) 48-72-77-43  
(fermé le lundi).

**PRÉS M<sup>me</sup> CHARONTON**  
Studio, cuis., t. cit. chauff.  
indiv., cave, 2<sup>e</sup> ét., s/cour.  
exp. Sud 250.000 F.  
crédit. 43-70-04-64.

**GARE DE LYON PRÉS**  
3 P., cuis., s-d-b, bain, chf  
cent., 1<sup>er</sup> étage rue.  
820.000 F. 40-38-35-35.

**AV. ARNOLD-NETTER**  
Bel ancien pierre de t. rénové.  
3<sup>e</sup> ét. conf. Prix  
820.000 F. 40-38-35-35.

**LEHNS-ROLLIN studio cit**  
25 m<sup>2</sup>, dble, 350.000 F.  
TRANS OPERA  
45-22-80-43.

**DAUMESNIL** dans imm.  
récent, très beau studio  
30 m<sup>2</sup> env. 4<sup>e</sup> ét. Vue  
dégagée, 45-22-80-43.

**NATION** dans imm. pierre  
de t. rénové, 78 m<sup>2</sup>,  
cuis., bain, chère, 1.600.000 F. TRANS OPERA  
45-22-80-43.

**13<sup>e</sup> arrdt**  
**ÉGLISE SAINT-ANNE**  
Récent dans 2 p. cuis.,  
bains, toilettes, 78 m<sup>2</sup>,  
cuis., bain, chère, 1.600.000 F. TRANS OPERA  
45-22-80-43.

**14<sup>e</sup> arrdt**  
**ALÉSIA GÉNÉRAL-LECLERC**  
Gd séjour, chère, cuis.,  
bains, toilettes, 78 m<sup>2</sup>,  
cuis., bain, chère, 1.600.000 F. TRANS OPERA  
45-22-80-43.

**ALÉSIA**  
RAYSSANT PIED A TERRE  
Charmante maisonnette  
cuis., bain, chère, 1.600.000 F. TRANS OPERA  
45-22-80-43.

**MONTMARTRE**  
Réc. studio, terrasse, par.  
1.170.000 F. Jean ARTHUR et  
Tiffen, 45-62-04-86

**PRÉS PARC MONTMARTRE**  
Récent dans 2 p. cuis.,  
bains, toilettes, 78 m<sup>2</sup>,  
cuis., bain, chère, 1.600.000 F. TRANS OPERA  
45-22-80-43.

**15<sup>e</sup> arrdt**  
**15<sup>e</sup> M<sup>me</sup> LOURMEL**  
Bel imm. rénové, studio, gde  
cuis., bain, Bon état clair,  
cuis., bain, chère, 1.600.000 F. TRANS OPERA  
45-22-80-43.

**VAUGRAN R. Georges-Gabriel**  
imm. 72 studio 35 m<sup>2</sup>, 5<sup>e</sup> ét.  
asc. s/cour, 45-27-81-10.

**PLACE DE BRETEL**  
R. ROSA-BONHEUR, imm.  
p. de t. 850.000 F.  
FRANCOIS FAURE 45-48-22-70.

**GROUPE JPM**  
**L.P. MERGUI**  
Front de Seine 4 P.

**16<sup>e</sup> arrdt**  
**ROBERT DE FLERS, Très**  
lux. 4 P., sanit. marbre,  
2 w.c., cuis., dble expo,  
cave, 45-77-96-83.  
comm. conv. conv. dble  
48-04-35-35.

**43, rue Cambronne, apt**  
2 pièces ent. équipée,  
parc. en sous-sol. A VOIR  
absolument. 2.500.000 F.  
Gde chère. Nous consulter.  
Un équipe compétente et  
dynamique à votre service.  
45-24-25-25

**17<sup>e</sup> arrdt**  
**AV. DE VILLIERS: 230 m<sup>2</sup>**  
Réception double, 3 ch.

**J. DE MONCAN S.A.**  
45-63-17-43.

**MÉTRO BROCHANT**  
EXCEPT. 2-3 P., entrée,  
cuis., bain, chère, cave.  
589.000 F. crédit.  
Tél.: 48-04-08-60.

**PRÉS M<sup>me</sup> BROCHANT, apt**  
2 p., cuis., cave, chauff. ind.  
vid., toilettes chères, 1<sup>er</sup> ét.  
clair, 380.000 F. crédit.  
Tél.: 43-70-04-64.

**MÉTRO ROME EXCEPT.**  
Imm. rénové, interphone,  
2 p., entrée, cuis., s. de b.  
w-c, cave, ref. neuf + bds.  
730.000 F. 48-04-08-60

**IMPECCABLE 2 P.**  
**R. ROBERTVAL, 625.000**  
Dans bon imm. h. entrepôt  
cuis., bain, chère, 1.600.000 F. TRANS OPERA  
45-22-80-43.

**SAUSURE PERIERE**  
**BEAU 2 P. 615.000**  
2<sup>e</sup> ét. bon imm. séjour chère  
dressing cuis. bain, cave,  
garden 48-04-35-35.

**A SAISIR**  
M<sup>me</sup> Brochant, bel imm., 2 p.  
35 m<sup>2</sup>, dble cuis., 420.000 F.  
40-28-42-47/40-28-42-74

**PALEIS CONGRES**  
Beau 2 P., env. 45 m<sup>2</sup>, belle  
rénovation de caract., 4<sup>e</sup> ét.,  
chère, cuisine, 1.080.000 F.  
40-28-42-47/40-28-42-74

**BROCHANT** studio 35 m<sup>2</sup>, s/c.  
refait n<sup>o</sup> imm. ancien,  
620.000 F. TRANS OPERA  
45-22-80-43.

**R. TRUFFAUT 3 P., 85 m<sup>2</sup>, apt**  
réf. n<sup>o</sup> imm. anc., 1.210.000 F.  
TRANS OPERA  
45-22-80-43.

**AV. NEIL - 300 m<sup>2</sup>**  
Séjour 5<sup>e</sup> ét. entouré de  
bds. Plan et dble par.  
TRANS OPERA  
45-22-80-43.

**BORESSAY - 46-74-83-33**  
**M<sup>me</sup> BROCHANT**  
Beau studio, entr., cuis., t.  
cit. impeccable, 750.000 F.  
crédit. Tél.: 48-04-85-85.

**L'AFFAIRE: 80 MURAT**  
**2 P. 579.000**  
Séjour avec coin cuis., 1  
chère, sal. seu, w-c install.  
cave. 40-04-35-35.

**PASSY**  
Bel imm. 1930, gd duplex  
138 m<sup>2</sup>, décap. chère, s/c.  
2 chères, entr., cuis. s/c.  
47-83-88-37 - 43-58-38-35.

**TRÈS URGENT, cause**  
départ, près Pte Auteuil.  
Hôtel part., env. 250 m<sup>2</sup>  
+ petit jard. + terrasse, asc.  
en 2 APPTS. Idéal prof. Été-  
naire. 8.500.000 F. 48-25-  
03-80 - 43-88-88-04, p. 22.

**PRÉS MAISON DE**  
**LA RADIO**  
3 P. t. cit., rue de ch.  
BEL. IMM. ABN

**Idéal pour prof. Été-  
naire. 1.470.000 F.**  
Imm. rénovée, 42-82-01-82

**GROUPE JPM**  
**L.P. MERGUI**  
**TROCADERO - 6/7 P.**  
Imm. anc. de stand. 200 m<sup>2</sup>  
3<sup>e</sup> ét., asc., plain soil, dble  
réception + 4 chambres,  
superbe cuis. équipée, chère  
de serv. aménagée, pool  
parking. Exceptionnel.  
Gde chère. Nous consulter.  
45-24-25-25

**LAMBALLE**  
**2 PÈCES - 50 m<sup>2</sup>**  
**BASSANO**  
**3 PÈCES - 65 m<sup>2</sup>**  
**MOZART-MUETTE**  
**5 PÈCES - 250 m<sup>2</sup>**  
**TROCADERO**  
**6 PÈCES - 200 m<sup>2</sup>**  
**FRANCE CONSEIL**  
**48-28-00-75**

**AV. DE VERSAILLES** apt  
30 m<sup>2</sup> stand., 2.420.000 F.  
TRANS OPERA  
45-22-80-43.

**AV. FOCH 320 m<sup>2</sup>**  
COTÉ SOLEIL, 3 P. s/c.  
STAND., PARFAIT ETAT  
+ studio + serv., 2 ch.  
DORREY - 45-24-83-33.

**GEORGES MANDEL**  
DUPLEX avec jardin privatif,  
s/cour, 45-24-83-33.

**17<sup>e</sup> arrdt**  
**AV. DE VILLIERS: 230 m<sup>2</sup>**  
Réception double, 3 ch.

**J. DE MONCAN S.A.**  
45-63-17-43.

**MÉTRO BROCHANT**  
EXCEPT. 2-3 P., entrée,  
cuis., bain, chère, cave.  
589.000 F. crédit.  
Tél.: 48-04-08-60.

**PRÉS M<sup>me</sup> BROCHANT, apt**  
2 p., cuis., cave, chauff. ind.  
vid., toilettes chères, 1<sup>er</sup> ét.  
clair, 380.000 F. crédit.  
Tél.: 43-70-04-64.

**MÉTRO ROME EXCEPT.**  
Imm. rénové, interphone,  
2 p., entrée, cuis., s. de b.  
w-c, cave, ref. neuf + bds.  
730.000 F. 48-04-08-60

**IMPECCABLE 2 P.**  
**R. ROBERTVAL, 625.000**  
Dans bon imm. h. entrepôt  
cuis., bain, chère, 1.600.000 F. TRANS OPERA  
45-22-80-43.

**SAUSURE PERIERE**  
**BEAU 2 P. 615.000**  
2<sup>e</sup> ét. bon imm. séjour chère  
dressing cuis. bain, cave,  
garden 48-04-35-35.

**A SAISIR**  
M<sup>me</sup> Brochant, bel imm., 2 p.  
35 m<sup>2</sup>, dble cuis., 420.000 F.  
40-28-42-47/40-28-42-74

**PALEIS CONGRES**  
Beau 2 P., env. 45 m<sup>2</sup>, belle  
rénovation de caract., 4<sup>e</sup> ét.,  
chère, cuisine, 1.080.000 F.  
40-28-42-47/40-28-42-74

**BROCHANT** studio 35 m<sup>2</sup>, s/c.  
refait n<sup>o</sup> imm. ancien,  
620.000 F. TRANS OPERA  
45-22-80-43.

**R. TRUFFAUT 3 P., 85 m<sup>2</sup>, apt**  
réf. n<sup>o</sup> imm. anc., 1.210.000 F.  
TRANS OPERA  
45-22-80-43.

**AV. NEIL - 300 m<sup>2</sup>**  
Séjour 5<sup>e</sup> ét. entouré de  
bds. Plan et dble par.  
TRANS OPERA  
45-22-80-43.

**BORESSAY - 46-74-83-33**  
**M<sup>me</sup> BROCHANT**  
Beau studio, entr., cuis., t.  
cit. impeccable, 750.000 F.  
crédit. Tél.: 48-04-85-85.

**18<sup>e</sup> arrdt**  
**HOPITAL BICHAUT** Except.  
42 m<sup>2</sup>, 2 P., entr., cuis.,  
bains, 45-27-81-10.

**19<sup>e</sup> BO DE CLICHY**  
PLEIN SUD gd studio, cuis.  
équipée, bain, imm. rénové  
449.000 F. 43-71-85-83.

**PRÉS ST. MONTMARTRE**  
Studio, cuis

## LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Chaque mercredi, le Monde consacre cette page à la publication d'une sélection d'appartements et de maisons individuelles mis à la location par les investisseurs institutionnels.

Mais qui sont donc ces institutionnels ?

Ce sont, en fait, des compagnies d'assurances, des sociétés immobilières d'investissement, des caisses de retraites qui, le plus souvent, sont statutairement amenées à investir 30 % de leurs bénéfices en placements immobiliers.

La vocation de ces investissements, c'est d'apporter un revenu financier.

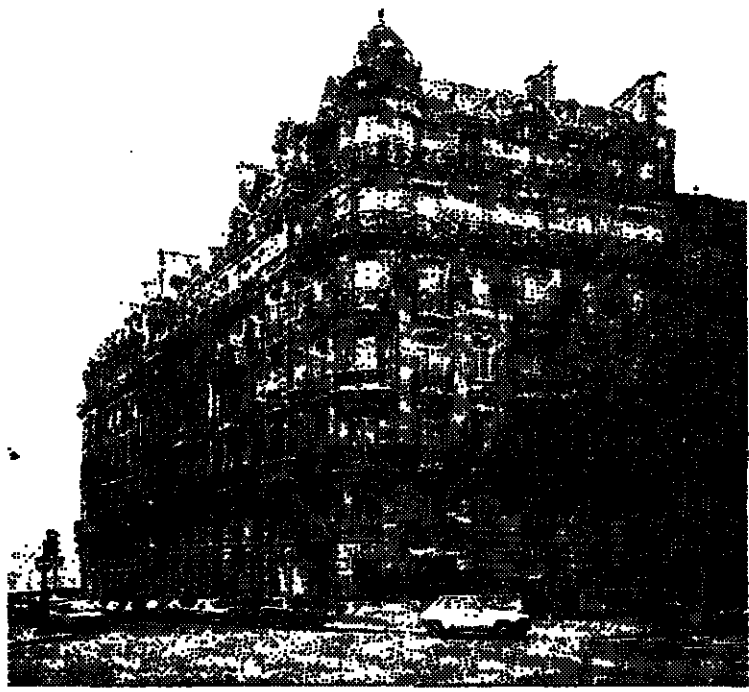
Ces immeubles sont donc mis sur le marché locatif. Mais, appartenant à des institutionnels qui possèdent des parcs importants, ils sont gérés professionnellement sous l'œil attentif de l'administration. Ils garantissent donc

aux locataires utilisateurs, d'une part, une application rigoureuse de la législation régit les relations entre locataires et propriétaires et, d'autre part, la garantie d'un entretien régulier conservant ainsi toute la valeur de ce patrimoine.

Tout cela explique que les investisseurs institutionnels qui, dans cette page, proposent des logements à la location se soient collectivement engagés à fournir des informations claires et précises : descriptif, adresse, loyer et charges présentés séparément et coordonnées du commercialisateur à contacter.

D'un commun accord entre le Monde et ces propriétaires, une présentation standardisée a été adoptée pour ces annonces afin de faciliter la recherche des futurs locataires.

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/charges	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
<b>PARIS</b>			<b>16<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>5 pièces</b>		
<b>2<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			3-4 pièces	4-6, rue Charles-Dickens	7.500	138 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	Neuilly-sur-Seine	13.250
4 pièces	84, rue Tiquetonne	+ 7.500	90 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	SAGGEL 47-42-44-44	+ 1.871	15-17, avenue Ste-Foy	AGF 42-44-00-44	+ 1.400
83 m <sup>2</sup> , 7 <sup>e</sup> étage	SAGGEL 47-42-44-44	+ 528	3 pièces	136, avenue de Versailles	5.850	4/5 pièces	Neuilly-sur-Seine	11.592
<b>7<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			78 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	SAGGEL 47-42-44-44	+ 1.123	126 m <sup>2</sup> , 6 <sup>e</sup> étage	39, boulevard du Château	+ 2.235
2/3 pièces, parking	4, av. Emile Acollas	9.500	Studio, parking	60-62, av. Henri-Martin	4.200	Chambre	Neuilly-sur-Seine	1.810
93 m <sup>2</sup> , 4 <sup>e</sup> étage	SAGGEL 47-42-44-44	+ 1.527	28 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	GCI 40-16-28-68	+ 893	20 m <sup>2</sup> , 3 <sup>e</sup> étage	10, r. des Dames Augustines	+ 340
Studio	80-82, rue St-Dominique	3.800	<b>20<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			AGF 42-44-00-44	Neuilly-sur-Seine	13.541
42 m <sup>2</sup> , 3 <sup>e</sup> étage	SAGGEL 47-42-44-44	+ 841	4 pièces, parking	74-80, rue de Buzenval	5.480	4 pièces	12, rue Chauveau	+ 1.541
<b>9<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			80 m <sup>2</sup> , 7 <sup>e</sup> étage	AGF 42-44-00-44	+ 870	131 m <sup>2</sup> , 6 <sup>e</sup> étage	SGI/CNP 47-42-17-61	+ 1.541
5 pièces	72, rue d'Amsterdam	9.000	3 pièces	19, rue des Balkans	5.795	6 pièces	Neuilly-sur-Seine	28.000
129 m <sup>2</sup> , 3 <sup>e</sup> étage	SAGGEL 47-42-44-44	+ 830	78 m <sup>2</sup> , 4 <sup>e</sup> étage	SGI-CNP 43-67-05-36	+ 887	224 m <sup>2</sup> , 3 <sup>e</sup> étage	74, rue de Chézy	+ 4.280
<b>13<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>78 - YVELINES</b>			4 pièces, parking	Puteaux	4.950
3 pièces, parking	22-34, rue du Banquier	4.900	3 pièces	Pottery	3.729	82 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	1, rue Volta	+ 740
67 m <sup>2</sup> , 3 <sup>e</sup> étage	SAGGEL 47-42-44-44	+ 990	71 m <sup>2</sup> , 5 <sup>e</sup> étage	3, av. des Uraïlines	+ 929	4 pièces, parking	Suresnes	5.100
<b>15<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			5 pièces, parking	SGI-CNP 30-74-32-14	11.800	89 m <sup>2</sup> , 4 <sup>e</sup> étage	16-22, r. Salomon-de-Rothschild	+ 1.300
4-5 pièces	62, rue Violet	11.500	111 m <sup>2</sup> , 3 <sup>e</sup> étage	St-Germain-en-Laye	+ 1.640	2 pièces, parking	Suresnes	3.750
141 m <sup>2</sup> , 3 <sup>e</sup> étage	SAGGEL 47-42-44-44	+ 1.854	5 pièces, parking	1, rue des Arcades	6.660	58 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	16-22, r. Salomon-de-Rothschild	+ 880
3-4 pièces	11, rue Edmond-Roger	6.800	119 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	GCI 40-16-28-70	+ 1.370	<b>94 - VAL-DE-MARNE</b>		
97 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	SAGGEL 47-42-44-44	+ 1.471	5 pièces, parking	Versailles, Grand Siècle	6.660	4 pièces, parking	Cachan	4.500
3 pièces	11, rue Edmond-Roger	4.600	119 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	20-22, promenade Mosa-Lias	+ 1.370	82 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	4, av. Cousin-de-Mérinourt	+ 730
68 m <sup>2</sup> , 3 <sup>e</sup> étage	SAGGEL 47-42-44-44	+ 724	4 pièces	AGF 42-44-00-44	3.507	88 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	SAGGEL 42-86-61-06	+ 850
3 pièces, parking	21, rue Belard	6.300	88 m <sup>2</sup> , maison	Voisin-le-Bretonneux	+ 513	4 pièces, parking	Cachan	5.040
67 m <sup>2</sup> , 3 <sup>e</sup> étage	SAGGEL 47-42-44-44	+ 790	<b>92 - HAUTS-DE-SEINE</b>			88 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	34, avenue Carnot	+ 850
3 pièces parking	21, rue Belard	7.000	3 pièces, parking	Boulogne	9.000	Studio, parking	Sannois	1.590
70 m <sup>2</sup> , 6 <sup>e</sup> étage	SAGGEL 47-42-44-44	+ 856	102 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	33-35, rue Anne-Jacquelin	+ 2.020	34 m <sup>2</sup> , 3 <sup>e</sup> étage	29, rue Jules-Ferry	+ 250
3 pièces parking	23-27, rue du Père-Corémin	4.900	Studio, parking	AGF 42-44-00-44	3.000	5 pièces, parking	Sannois	4.908
69 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	SAGGEL 47-42-44-44	+ 924	41 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	Courbevoie	+ 230	122 m <sup>2</sup> , 6 <sup>e</sup> étage	27, rue Jules-Ferry	+ 840
Studio parking	21, rue Belard	3.100		AGF 42-44-00-44				
31 m <sup>2</sup> , 6 <sup>e</sup> étage	SAGGEL 47-42-44-44	+ 402						



### Charges locatives : qui paie quoi ?

La fin mars ne correspond pas seulement à l'arrivée du printemps. Pour la plupart des locataires, c'est aussi la période de l'apurement des charges locatives. Cette année, pas trop d'inquiétudes à avoir. La clémence de l'hiver risque, dans bien des cas, d'avoir des conséquences favorables. Les avances périodiques sur charges, demandées par les propriétaires et gérants d'immeubles, sont, en effet, le plus souvent calculées par référence à l'exercice précédent. Un hiver doux faisant suite à un hiver rigoureux peut donc aboutir à un avoir en fin d'exercice.

Mais quelles sont exactement les charges que le bailleur est en droit de récupérer sur la location ?

Dans ce domaine, l'improvisation n'est pas de mise. La liste a été établie par la « loi Quillot » et confirmée par la « loi Méhaignerie ». Nous la rappelons.

● Ascenseur et monte-charge : entretien de ces derniers (contrats de maintenance), dépannage hors

fourniture de pièces de rechange, mis à part le changement d'ampoule de ceux-ci.

● Eau froide, production d'eau chaude et chauffage collectif : consommation d'eau froide nécessaire à l'entretien de l'immeuble et des parties communes. Location de compteur de ce dernier. Frais de traitement d'eau éventuels. Vérification, réglage et entretien du système de chauffage et production d'eau chaude. Mêmes réparations visant à remédier aux fuites sur raccords et joints, ainsi que le remplacement des ampoules ou voyants lumineux se trouvant dans la chaufferie.

● Parties communes intérieures, espaces extérieurs : électricité, produits d'entretien, pose, dépose du tapis, fourniture de petit matériel (ampoules, tubes éclairage...). Achat d'engrais, produits tels que graines, fleurs, plantes de remplacement. Exploitation des espaces verts, des aires de jeux. Peinture, menues réparations de ces derniers.

● Hygiène : fourniture sacs plastique, opérations désinfection, y compris colonnes sèches et vidéo-ordures, ainsi que produits de dératization.

● Rémunérations : prise en charge des trois quarts du salaire du gardien ou employé de l'immeuble, plus les charges sociales et fiscales.

● Imposition et redevance : droit de bail, taxe de redevance d'enlèvement des ordures ménagères, taxe de balayage. Votre bailleur doit vous fournir le relevé détaillé des charges un mois avant la régularisation annuelle de ces dernières (factures, contrats, etc.), et vous avez le droit de demander les pièces justificatives.

Sachez aussi que le non-paiement des charges justifiées dues par le locataire peut entraîner la résiliation de plein droit de votre contrat si une clause dudit contrat le stipule.

B. F.

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE AVEC LA PARTICIPATION DE :



مكتبة من الأصول



# PARIS ILE-DE-FRANCE

## La réorganisation de l'agglomération parisienne La région aux avant-postes

par Pierre-Charles Krieg  
président du conseil régional  
d'Ile-de-France

**L**ES problèmes auxquels sont aujourd'hui confrontés la « région-capitale » et ses habitants trouvent, essentiellement, leur source dans la décentralisation des compétences d'urbanisme réalisée en 1983. Chaque conseil municipal peut désormais élaborer son plan d'occupation des sols et chaque maire délivrer, au nom de la commune, les permis de construire. Dans une agglomération aussi étendue et complexe que la région parisienne, l'addition des choix d'urbanisme opérés par chaque municipalité dans l'intérêt de ses seuls habitants ne conduit nullement à un ensemble cohérent.

Sur ce constat, chacun s'accorde. Quant aux remèdes, des propositions de toutes sortes fleurissent dont certaines seraient pires que le mal.

Quelques-uns, se tournant vers le passé, suggèrent de confier à une éminente personnalité, désignée par les plus hautes autorités de l'Etat, le soin de concevoir un nouveau projet d'aménagement et d'en imposer, sur le terrain, la réalisation. Une telle procédure, quelles que soient les qualités de l'homme investi de cette mission, conduirait à coup sûr à des déceptions. Il est permis de le regretter, mais le temps de Paul Delouvrier n'est plus.

Une autre proposition a été, de divers côtés, avancée. Elle consiste à créer une instance d'agglomération sous la forme d'une communauté urbaine ou d'un syndicat de communes. Cette instance, dont le res-

sort territorial couvrirait approximativement Paris et les trois départements de la petite couronne, aurait compétence, au lieu et place des communes, pour édicter les règlements d'urbanisme et conduire les opérations d'aménagement.

Je doute fort, quant à moi, du bien-fondé d'une telle solution. Créer, en plus des multiples syndicats, ententes, agences et institutions à vocation spécialisée, en plus des mille deux cent quatre-vingt communes, des huit départements, de la région et de l'Etat, un échelon supplémentaire d'administration compliquerait davantage une situation qui l'est déjà suffisamment et alourdirait la charge pesant sur les contribuables. En outre, les principaux enjeux de l'aménagement de l'Ile-de-France se situent aujourd'hui non dans la partie déjà agglomérée, où les marges de liberté sont étroites, mais en grande couronne. Que ce soit aux franges des villes nouvelles, le long de la Francilienne, aux points d'interconnexion des TGV, dans la plaine de Montesson, sur le plateau de Saclay ou autour de l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle.

Alors que, aujourd'hui, les lignes du RER vont de Saint-Rémy-lès-Chevreuses à Roissy et de la vallée de Montmorency à Marne-la-Vallée, alors que la zone d'influence économique de l'Ile-de-France déborde largement ses limites administratives, ce serait une vision étriquée, passéiste et myope de son aménagement que de le concevoir à l'échelle de l'ancien département de la Seine.

Dans ces conditions, que faire ? Une solution s'impose à mes yeux

**Le premier ministre a souhaité récemment « mettre de l'ordre dans la pagaille de l'agglomération parisienne ». Des solutions sont étudiées. Le président du conseil régional d'Ile-de-France propose la sienne : il faut renforcer les pouvoirs de la région.**

avec évidence : confier à la région Ile-de-France la responsabilité de l'aménagement de son territoire. Déjà, en 1982, le législateur a donné compétence aux régions pour promouvoir l'aménagement de leur territoire.

### De Neuilly à Chanteloup-les-Vignes

Déjà cette déclaration d'intention est restée en grande partie lettre morte. En Ile-de-France, le schéma directeur est établi sous la responsabilité du préfet de région et de ses services, le conseil régional n'étant saisi que pour un simple avis. Etrange situation où la première des régions françaises demeure en tutelle alors que les conseils régionaux de la Corse, de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion peuvent, quant à eux, adopter un schéma d'aménagement qui détermine la destination générale des sols, l'implantation des grands équipements et la localisation des extensions urbaines et des diverses activités.

Comment, dans ce contexte, ne pas inviter le gouvernement à sou-

mettre d'urgence au Parlement un projet de loi conférant à la région Ile-de-France le pouvoir d'élaborer et d'adopter son schéma directeur régional ?

Par la même occasion, il serait souhaitable de resserrer le lien entre le schéma directeur régional et les documents locaux d'urbanisme. Il faudrait également ouvrir aux régions la possibilité de créer des établissements publics d'aménagement qui pourraient acquérir, viabiliser, équiper et vendre des terrains dans les quelques zones stratégiques dont le développement, au cours des prochaines années, doit être promu et organisé. Un tel renforcement des pouvoirs de la collectivité régionale s'inscrit pleinement dans la logique de la décentralisation telle qu'elle a été engagée depuis sept ans et dont il convient maintenant de tirer les conséquences inéluctables, faute de quoi la loi du 2 mars 1982 se verrait privée de sa substance.

Une telle évolution compléterait harmonieusement les politiques sectorielles que mène déjà la région Ile-de-France et qui contribuent très



SEZNEKMAN

directement à l'aménagement de son territoire dans le domaine des transports et de la circulation, de l'environnement, du logement, de la culture ou, enfin, de l'enseignement par la rénovation, l'extension ou la construction de plus de cent vingt lycées au cours des trois dernières années et par le projet de création d'une université régionale.

Financièrement, la région Ile-de-France joue déjà un rôle compensateur, puisqu'elle prélève des impôts dont elle fixe désormais les taux et en redistribue le produit aux communes sous forme de subventions. L'attribution à la région de l'intégralité de la redevance sur les bureaux neufs afin de financer le développement des infrastructures routières constitue une mesure salutaire qui devrait être transposée à d'autres taxes. En effet, la mission de la

région est d'assurer une solidarité intercommunale afin que les contribuables de Neuilly-sur-Seine aident — un peu — les habitants de Chanteloup-les-Vignes.

### Une machine de guerre ?

Reste enfin la politique. Certains prétendent que le présent gouvernement n'acceptera jamais de confier les pouvoirs qui devraient être les siens à un conseil régional qu'il ne contrôle pas, et que les actuels projets de réforme constituent en réalité une machine de guerre destinée à affaiblir le maire de Paris.

Cette manière de voir me semble erronée, car l'équilibre politique de la région est tel (et les élections municipales l'ont confirmé) que le pouvoir n'échoirait pas aux socialistes au sein d'une instance d'agglomération dont les limites et la composition devraient être définies dans le respect des règles constitutionnelles. Egalement parce que le conseil régional et le comité économique et social offrent des lieux propices pour que se rapprochent et se rejoignent les projets de l'Etat, des collectivités locales, des établissements publics, des entreprises, des associations et de tous ceux qui, à divers titres, contribuent à l'aménagement du territoire régional. Enfin et surtout, parce que le premier ministre, qui est aussi maire d'une commune d'Ile-de-France et membre du conseil régional, ne choisira pas, j'en suis convaincu, une solution bancal qui aggraverait les maux dont souffre notre région.

## La tour Eiffel a cent ans Un symbole et une bonne affaire

**C'**ÉTAIT un dimanche, le 31 mars 1889. A 13 h 30, la troupe s'est mise en route, Gustave Eiffel conduisant Emile Chautemps, président du conseil municipal de Paris, invités et collaborateurs. Mille sept cent dix marches à gravir, car si la charpente du sommet, marquant les trois cents mètres, vient d'être posée, les ascenseurs prévus ne fonctionnent pas encore. Les deux cents intrépides mettront plus d'une heure, reprenant leur souffle aux explications du constructeur. Au début de l'après-midi, sous les applaudissements, Eiffel accroche un drapeau tricolore. La tour Eiffel est inaugurée.

Vendredi prochain, 31 mars, pour célébrer le centenaire du monument, la cérémonie sera fidèlement reconstituée.

Pendant un an, des animations seront offertes aux visiteurs : l'anneau des langages du monde au premier étage, le livre d'or géant ouvert à tous au deuxième étage, etc. Le 17 juin, la Ville de Paris fêtera le centenaire au cours d'un spectacle nocturne avec lasers, vedettes et gâteau d'anniversaire de vingt-cinq mètres de haut.

La cause était entendue. Le centenaire de la Révolution, ça n'arrive qu'une fois. Il fallait célébrer l'événement à sa mesure. Selon l'esprit du temps, seule une Exposition universelle, la deuxième depuis la défaite de 1870, y réussira. Le clou en sera... un clou d'acier : une tour métallique de trois cents mètres de haut à la gloire de l'Industrie et du Progrès technique.

Ainsi en décide le président du conseil Jules Ferry en 1884. Gustave Eiffel triomphe de sept cents projets rivaux. Mais les années commencent avec les travaux en 1887 : une pétition contre la tour sacrilège recueille la signature des deux cents plus illustres personnalités des arts et des lettres. La tâche est sans appel.

Sa sève d'aujourd'hui tient autant aux arguments formulés qu'à la qualité des signataires (Alexandre Dumas, Guy de Maupassant, etc.). « Monstrueuse », la Tour ? Certes, mais « inutile » aussi. Et comble des tares congénitales : « La commerciale Américaine n'en voudrait pas... »

La polémique est depuis longtemps, très longtemps éteinte. Et l'on a même vu l'un des signataires venir à Canossa. Eiffel a dû bien s'amuser, raconte Christian Maresquier, directeur général de la Société nouvelle de la tour Eiffel (SNTF), en écoutant Charles Gounod donner, au troisième étage de cette tour qu'il avait vilipendée quelques années auparavant, un petit récital de piano dans le bureau du constructeur.

Quant à la « commerciale Américaine », elle doit s'étonner encore de n'avoir pas eu l'idée d'une telle bonne affaire. La tour Eiffel a connu, d'emblée, le succès et ses comptes ont été, dès l'origine, placés sous le signe de la précision. L'ingénieur était un fameux gestionnaire. Le coût final de la construction s'éleva à 7 799 401 francs et 31 centimes. Si les historiens ne sont pas d'accord sur le montant du devis initial établi par Eiffel — que certains chiffrent à 6 500 000 francs et d'autres à 8 millions, — il n'en reste pas moins que l'opération fut tout de suite fructueuse. Et amortie en un éclair.

### Trop lourde donc fragile

La convention signée par le constructeur en 1887 avec l'Etat et la Ville de Paris fut en son nom propre et non en celui de son entreprise, les Ateliers de constructions métalliques à Levallois-Perret. Eiffel obtenait l'exploitation de la tour pour les vingt années suivant l'Exposition. Le contrat fut renouvelé pour soixante-dix ans en 1910. En 1980, c'est la Ville, devenue propriétaire à la fin de l'Exposition, qui a repris l'exploitation.

Ce fut donc Eiffel qui dut trouver l'argent, sauf les 1 500 000 francs qu'il reçut en subvention. Il s'associa à trois banques pour couvrir la moitié du capital de la société qu'il créa en finançant lui-même l'autre moitié. Un an après l'ouverture de la tour au public, les actionnaires étaient remboursés !

Rentable, la tour Eiffel l'est restée. L'année de sa naissance, la dame de fer avait reçu 1868 000 visiteurs. En 1979, le nombre de visiteurs dépasse 3 429 000, mais la vieille Société de la tour Eiffel, dont le contrat

d'exploitation expire, s'est évanouie. La Ville de Paris désigne alors un nouveau gestionnaire, une société d'économie mixte, la Société anonyme de gestion immobilière (SAGI), dont elle détient 40 % du capital et qui intervient pour elle dans le domaine du logement social. La SAGI crée elle-même une filiale, la Société nouvelle de la tour Eiffel, qui appartiendra pour 30 % à la Ville de Paris.

Très vite, les nouveaux responsables sont saisis de frayeur : « Nous sommes restés quelques

**La tour Eiffel aura cent ans vendredi prochain, le 31 mars. C'est une centenaire alerte qui a su devenir un symbole universel tout en restant une bonne affaire. Grande commémoration en vue.**

nuits sans dormir », confie Bernard Rocher, maire-adjoint de Paris et président de la SNTF. C'est que, au fil des ans, la tour a accumulé les péchés : elle s'est considérablement alourdie par des constructions successives de broc et de briques au premier et deuxième étages et par l'installation des émetteurs au sommet. Son poids est passé de 9 700 tonnes à 11 000 tonnes. Les ascenseurs se sont usés à la tâche. Des travaux sont urgents.

Ils coûteront 205 millions de francs. En 1984, la tour a retrouvé sa légèreté et sa sécurité. Elle y a perdu son escalier en colimaçon tout en haut, vendu par tronçons décapés en 1983...

### Un village en l'air

Aujourd'hui, la tour est un monde qui vit et prospère. Une sorte de PME où s'affairent presque autant de personnes qu'il y a de jours dans une année : 363 exactement. Les restaurants, gérés par la société Elitair (la buvette et les bars rapides au sol, aux premier et deuxième étages, Le Parisien et une brasserie, La Belle France, au premier étage, le prestigieux restaurant Jules-Verne ouvert au deuxième étage en 1983), occupent pour leur part 165 employés. 38 travaillent dans les boutiques de souvenirs et 6

font ou vendent de la photo. Télédiffusion de France fait grimper chaque jour, à pied parfois, 9 techniciens. La SNTF, enfin, emploie 146 personnes dont 30 ouvriers et une centaine d'agents d'accueil.

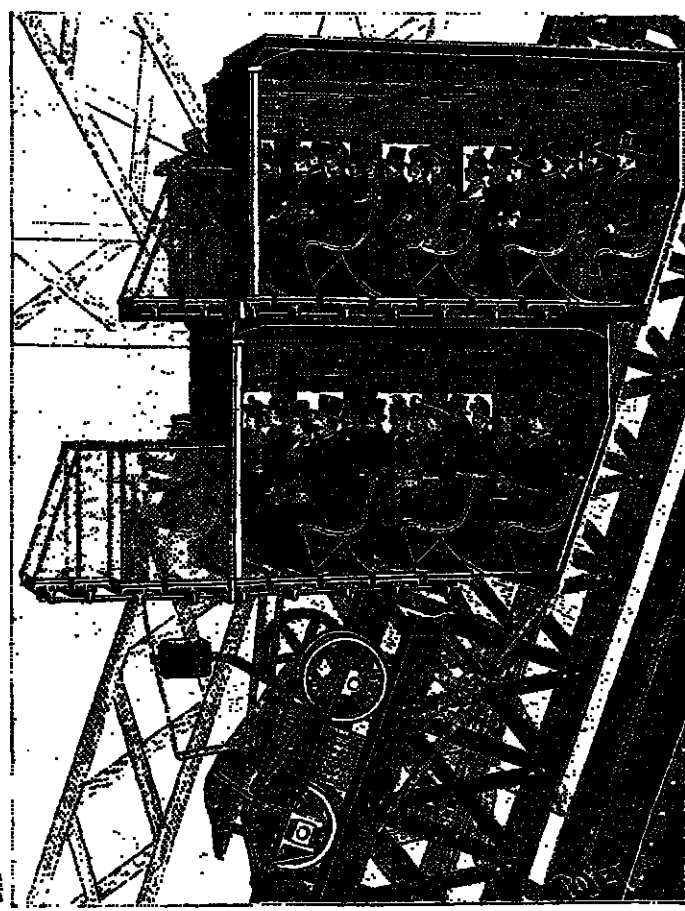
Tôt le matin pour TDF, et pour les autres à partir de 10 heures en hiver et de 9 h 30 en été jusqu'à minuit une heure en juillet, août et les veilles de week-end à la belle saison), le village bruit et s'anime. Un vrai village en effet avec son bureau de poste au premier étage qui effectue 300 000 obliterations par an, son bureau de change au

sol, la police, les pompiers souvent présents pour des visites de sécurité. Avec sa salle de spectacles, ses musées, ses restaurants et ses cancanes.

La SNTF seule réalise un chiffre d'affaires qui, en 1988, avoisinait 145 millions de francs en progression de plus de 8 % par rapport à l'année précédente. Elle reçoit une redevance de TDF qui varie selon qu'il s'agit d'émissions du service public ou du privé.

Mais la quasi-totalité des ressources de la SNTF (90 %) provient des entrées des visiteurs. L'an dernier, leur nombre a été de 4 668 468. Il frôlera et dépassera peut-être les cinq millions, en cette année du centenaire du monument et du Bicentenaire de la Révolution.

L'entreprise est bien gérée. Elle a trouvé voici trois ans une source inattendue d'économie : le nouvel éclairage. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1986, l'illumination mise au point par un électricien toulousain et génial est diffusée grâce à 292 projecteurs disposés à l'intérieur du monument. La consommation d'énergie en a été considérablement réduite et, d'une année à l'autre, la note d'électricité est tombée de 2,5 millions de francs à 600 000 francs. Auxquels il convient cependant d'ajouter 300 000 francs de renouvellement d'ampoules tous les trois



ans... En outre, la tour a été inscrite à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques en 1964 et sa silhouette est « dans le domaine public ». En revanche, l'image de la tour dans sa nouvelle parure de lumière ouvre des droits de reproduction. « Cet éclairage superbe est pour nous un véritable dossier enchevêtré », conclut Christian Maresquier.

### Seize familles dans le monde

Source de profits, l'« inutile » tour Eiffel n'a cessé de multiplier les services rendus, dans les communications en particulier. Dans quelques jours, mercredi 5 avril, le premier ministre de la province de l'Ontario, David Peterson, invité par le président de la République, François Mitterrand, offrira à Bernard Rocher une plaque : « Happy Birthday Tour Eiffel ». Il sera accompagné du directeur de la tour CN (Canada national), qui, à

Toronto, élève ses 537 mètres, record absolu. L'événement sera l'un des épisodes d'une coopération récemment instaurée à l'initiative des dirigeants de la tour Eiffel. Les responsables ou propriétaires de seize tours célèbres ont créé une fédération des grandes tours du monde.

Réunie à Paris en février, ils ont mis en commun leurs expériences et leurs projets. Celui, par exemple, de s'organiser afin de pouvoir jouer un rôle de communication à l'échelle de la planète en cas de catastrophe, tel que le séisme en Arménie. Edifiée dans une démarche de célébration dénuée de calculs utilitaires en cette fin du 19<sup>e</sup> siècle qui affectionnait les enthousiasmes solennels, la tour Eiffel nous est devenue indispensable. Parce qu'elle est, selon l'expression de Roland Barthes, « tout ce que l'homme met en elle, et ce tout est infini ».

CHARLES VIAL

## Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles :  $\square$  Signalé dans « Le Monde radio-télévision »  $\square$  Film à éviter  $\square$  On peut voir  $\square$  Ne pas manquer  $\square$  Chef-d'œuvre de classique.

## Mercredi 29 mars

## TF 1

20.45 Variétés : Sacré soirée. Spécial Claude François. Avec l'Affaire Laitis trio, Patricia Kays, Vanessa Paradis, Florent Pagny, Laurent Poiry. 22.35 Magazine : Ex libris. Expliquez-moi : Jean Vautrin (*Dis-moi tentatives pour devenir un saint*) ; Clément Hargreave (*Le Français et les Siciles*) ; Philippe Garnier, traducteur de John Fante et Charles Bukowski, *Extrême livre* ; Charles Bukowski, John Fante, Gonzague Saint-Bris (*Le Foyette, la stature de la liberté*) ; Thierry Leguy, Alain Duchesne (*Les Mots abolis*) ; Exploration : Henry Miller. 23.40 Sport. Haricoma : raid en moto au Canada. 23.50 Journal et Météo. 0.00 Magazine : Crétaceous-Hollywood. Culture : Harley-Davidson ; Londres : la mode Batman ; Bruxelles : le new-beat (musique) ; Rome : la nouvelle vague italienne (cinéma) ; Berlin-Est : photographie à Berlin-Est ; Carte blanche : à un grand réalisateur ; En avant : Emmanuel Giron (*Chantons*) ; Virgile. *Nouveaux cinémas* : *Le cinéaste* entièrement consacré à la création. 0.30 Série : Drôles d'histoires.

## A 2

20.35 Série : Sentiments. Une femme de trop. 22.05 Flash d'informations. 22.10 Documentaire : Les grands criminels. 2. Landru. 23.05 Informations : 24 heures sur la 2. 23.25 Météo. 23.30 Magazine : Figures. Invité : Emilie Nacouff, pianiste.

## FR 3

20.35 Danse : l'Ange Men. Ballet de Roland Petit, musique de Marius Constant, avec Roland Petit, Dominique Kial-fou, et le ballet national de Marseille. 22.00 Journal. 22.25 Magazine : L'été. 23.50 Sport. Haricoma : raid en moto au Canada. 23.50 Journal et Météo. 0.00 Magazine : Crétaceous-Hollywood. Culture : Harley-Davidson ; Londres : la mode Batman ; Bruxelles : le new-beat (musique) ; Rome : la nouvelle vague italienne (cinéma) ; Berlin-Est : photographie à Berlin-Est ; Carte blanche : à un grand réalisateur ; En avant : Emmanuel Giron (*Chantons*) ; Virgile. *Nouveaux cinémas* : *Le cinéaste* entièrement consacré à la création. 0.30 Série : Drôles d'histoires.

## CANAL PLUS

21.00 Cinéma : Chouans ! (2<sup>e</sup> partie). Film français de Philippe de Broca (1988). 22.25 Flash d'informations. 23.30 Cinéma : Three amigos !  $\square$  Film américain de John Landis (1986) (v.o.). 0.10 Cinéma : Les Caprices de Marie. Film français de Philippe de Broca (1969). 1.40 Téléfilm : Dédé dans la nuit.

## Jeudi 30 mars

## TF 1

13.35 Feuilleton : La ligne de chance. 14.30 Feuilleton : Le vent des moissons (2<sup>e</sup> ép.). 15.55 Série : Drôles d'histoires. Descendez, c'est complet. 16.25 Quart à Saint-Claude. 16.35 Variétés : La chance aux chaussons. 16.55 Club Dorothée. Doctor Stump : Les chevaliers du zodiaque ; Tu chantes, tu gagnes ; Mes tendres amours. 17.55 Série : Les ruses de Saint-François. 18.50 Arle de recherche. 18.55 Feuilleton : Santa-Barbara. 19.20 Jeu : La rose de la fortune. 19.50 Loto sportif. 20.00 Journal. Météo et Tapis vert. 20.40 Série : Pense café, pense tendresse. 3. L'argent de la drogue. 22.00 Magazine : La séance de 22 heures. Invité : Tcheky Karyo. P. 22.30 Cinéma : Léon Morin, prêtre. Film français de Jean-Pierre Melville (1961). Avec Jean-Paul Belmondo, Emmanuelle Béart, Irène Tunc. *Sous l'Occupation, une jeune veuve a été éprouvée le besoin de définir un prêtre, dont elle se sépare.* 23.50 Sport. Haricoma : raid en moto au Canada. 0.00 Journal et Météo. 0.30 Série : Drôles d'histoires. Métauxiers : Les voisins.

## A 2

13.45 Feuilleton : Jennes docteurs. 14.10 Feuilleton : Lili, petit à petit (1<sup>er</sup> épisode). 15.10 Magazine : Du côté de chez Fred. 16.00 Flash d'informations. 16.05 Série : Chaussons et chaussons de cuir. 16.55 Flash d'informations et Météo. 17.00 Magazine : Graffiti. Lady Oscar ; Quick et Flupke ; Graffiti ; La petite merveille. 17.55 Série : Les deux font la paire. 18.45 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.10 Actualités régionales. 19.30 Plateau de rire : Loft story. 20.00 Journal et Météo. 20.30 INC. 20.35 Cinéma : Le mariage du siècle.  $\square$  Film français de Philippe Galland (1985). Avec Anémone, Thierry Lhermitte, Jean-Claude Bouillon. *Un jeune homme se présente de passage à Paris.* 22.10 Flash d'informations. 22.15 Magazine : Résistances. Thème : Pouvoirs et limites du Comité international de la Croix-Rouge. 23.30 Informations : 24 heures sur la 2. Avec le magazine européen Puisse-t-il. 23.50 Météo. 23.55 Magazine : Du côté de chez Fred.

## FR 3

13.30 Magazine : Regards de femme. 13.57 Flash d'informations : Spécial Bourne. 14.00 Magazine : Dadoz bobos. 14.30 Magazine : C'est pas juste. 15.30 Magazine : Têta-Caroline. Présenté par Caroline Tesca. Vidéo look ; Mon héros préféré ; Cinéma, théâtre, livres ; Attraction ; Signes extérieurs ; Têta chic, tête choc ; De l'âne à zèbre ; Vient faire un tour... billon ; Le jeu de la séduction ; Variétés ; et à 16.00, le flash d'informations. 17.00 Flash d'informations : Spécial jeunes. De 17.05 à 18.30 *Amuse* : 3. 17.05 Dessin animé : Petit ours brun. 17.06 Croc-note show. Les instruments à friction. 17.10 Série : Nell. 17.35 Dessin animé : Signé Cat's eyes. 18.00 1789 un jour le jour. 18.02 Magazine : Drevet vers la nuit. 18.30 Jeu : Questions pour un champion. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.58 Dessin animé : Denver, le dernier dresseur. 20.05 Jeux : La classe. 20.35 Variétés : 100 bougies pour la tour Eiffel. Avec David Hallyday, Jane Birkin, Vanessa Paradis, Alain Souchon, Rina Moreau, Viktor Lazlo, Charles Aznavour, Sheila, Serge Lama, Yves Lecoq. 22.10 Journal. 22.35 Magazine : Océaniques. La vie mode d'emploi : L'hygiène des canaux d'est pas une utopie. Réal. P. Coulibert. *Des spécialistes expliquent quelles sont les habitudes de vie (non pas des recettes !) pour lutter contre la maladie.* 23.30 Musique, musique. Improvisation à l'orgue, de Messiaen.

## CANAL PLUS

13.30 Cinéma : Chouans ! (1<sup>re</sup> partie).  $\square$  Film français de Philippe de Broca (1988). Avec Philippe Noiret, Sophie Marceau, Lambert Wilson. 14.55 Cinéma : Chouans ! (2<sup>e</sup> partie).  $\square$  Film français de Philippe de Broca (1988).

## Audience TV du 28 mars 1989 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOPRES-NIELSEN)

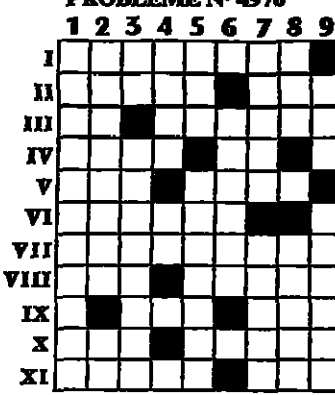
Audience instantanée, France entière 1 point = 153 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 22	40,0	Santa-Barbara	Actual. région.	Actual. région.	Top 50	Simon et Simon	Événements
19 h 45	46,8	Rose fortune	La 5	19-20 info	Nulle part	Simon et Simon	Événements
20 h 18	60,1	Journal	Journal	La classe	Nulle part	Journal	Cooley show
20 h 55	66,7	Femme non pote	Petit Belgeur	Carole de feu	Routa du Sud	Tristia	Sarment
22 h 8	62,7	Femme non pote	Petit Belgeur	Journal	Routa du Sud	Tristia	Sarment
22 h 44	29,8	Cal en mer	Shara à la barre	TV régionale	La piste	Tristia (43)	Hommes de fer

## Informations « services »

## MOTS CROISÉS

## PROBLÈME N° 4970



## HORIZONTALEMENT

1. C'est nous qu'il faut parfois ramener à la raison, quand ce sont elles qui sont folles. — II. Donne une représentation. Fit faire un geste au pif. — III. Possessif. Peut être utile à celui qui tient les rênes. — IV. Pour elle, il faut parfois débarrasser le plancher. On connaît l'heure de sa fin. — V. « Enlaid » de Grande. Enveloppe qu'il vaut mieux ne pas ouvrir. — VI. N'avait pas peur de se mouiller. — VII. Peut parfois être évitée grâce à la retraite. — VIII. D'un auxiliaire. Fait en sorte que le bêt ne blesse pas. — IX. Est rempli de grains. Moyen de ramener l'ordre. — X. Homme d'ouvrages. Se montre dur. — XI. Avancer sans être vraiment avancé. Possessif.

## VERTICALEMENT

1. Ce qu'on y entend incite à passer à l'action. — 2. Peut appartenir à un menuisier. Mis en berne. — 3. Est plutôt mou sur les bords. Fait aller de l'avant. — 4. Fut amené à quitter le foyer. Note. — 5. Tel qu'il est inutile de passer la brosse à retenir. De quoi se faire de l'oeille. — 6. Parfois livré pour dériver. — 7. Rend encore plus désagréable le fait d'être envoyé sur les roses ! Il est préférable qu'elles ne reviennent pas sur le tapis. — 8. Fut inspiré par la capitale. Roule en mettant peut-être en boule. — 9. Parle sans savoir. Passent à la télé.

## Solution du problème n° 4969

## Horizontalement

I. Tonnelier. — II. Rieuses. — III. Assassins. — IV. Mi. Go. Sus. — V. Offert. Li. — VI. Oser. — VII. Ter. Ua. — VIII. Artillerie. — IX. Neuve. Rio. — X. Nard. Tu. — XI. Sen. Anse.

## Verticalement

1. Tramontane. — 2. Oisif. Ere. — 3. Més. Fortuna. — 4. Nuisance. Ivan. — 5. Essoriller. — 6. Les. Tê. De. — 7. Isis. Ruer. — 8. Nul. Nuits. — 9. Rassis. Roue.

GUY BROUTY.

## PARIS EN VISITES

## JEUDI 30 MARS

« Les impressionnistes au Musée d'Orsay », 10 h 30. 1. De Belleville, sous l'Éclairage (M. Poirier). — « Un quartier méconnu : le faubourg Poissonnière », 14 h 30, angle du boulevard Bonne-Nouvelle et du faubourg Poissonnière (M. Poirier). — « L'ancien village d'Autueil », 14 h 30, métro Église-d'Autueil (Plénoir). — « Le Te Saint-Louis », 14 h 30, métro République (M. Poirier). — « Les salons de la Bibliothèque nationale », 14 h 45, métro Bourse, sortie principale (M. Bassac). — « Le cinéaste de Paris », 14 h 45, place du Trocadéro, angle de l'avenue Paul-Doumer (V. de Langlade). — « Mystérieuse civilisation de l'étain, la moquette », 15 heures, place du Puits-de-Fer (H. Hault). — « Ancien abbaye de Saint-Germain-des-Près et place Furstenberg », 15 heures, devant l'église (E. Ronman). — « L'Église Sainte-Marguerite et l'Église de la mort de Louis XVII », 15 heures, 36, rue Saint-Bernard (Approche de l'art). — « Henri IV, urbaniste du Marais », 15 heures, milieu du square de la place des Vosges (Paris et son histoire).

Paris-musées. « Modes et révolutions », 14 h 30, musée de la Mode et du costume, Palais Galliera. — « Quand Paris dansait avec Marianne », 14 h 30, Petit Palais.

## CONFÉRENCES

1. rue Descartes, 18 heures : « La philosophie du langage de Quine », par V. Vidal (Collège international de philosophie). — Centre Georges-Pompidou (salle d'actualité de la BPI), 18 h 30 : « La topologie et Jacques Lacan », débat animé par R. Dadoz. — 78, boulevard Malesherbes, 19 h 30 : « Étude de la psychopathologie du pouvoir : le cycle matricio-paternel », par le docteur Court-Payot (l'homme et la connaissance).

## JOURNAL OFFICIEL

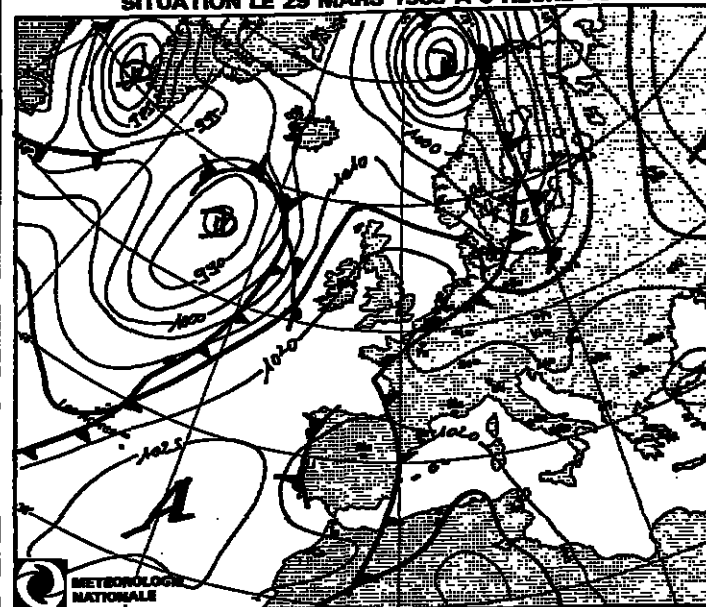
Est publié au Journal officiel daté lundi 27, mardi 28 et mercredi 29 mars.

## UN ARRÊTÉ

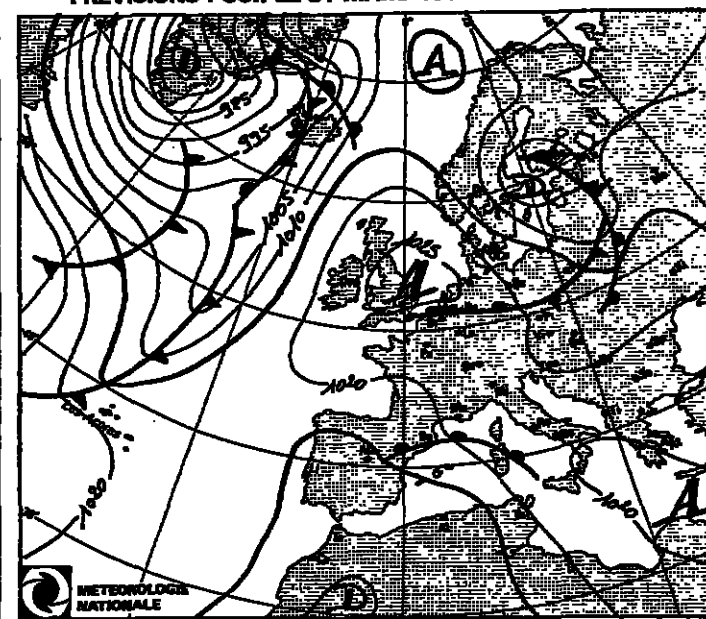
« Du 7 février 1989 créant à l'Institut national de la jeunesse un comité Jeunesse pour l'Europe.

## MÉTÉOROLOGIE

## SITUATION LE 29 MARS 1989 À 0 HEURE TU



## PRÉVISIONS POUR LE 31 MARS 1989 À 12 HEURES TU



Évolution probable du temps en France entre le mercredi 29 mars à 0 heure et le jeudi 30 mars à 24 heures. Un temps chaud et bien ensoleillé va continuer à prédominer sur la quasi totalité du pays. Seulement quelques brumes et brouillards et de rares nuages viendront dissimuler temporairement le soleil.

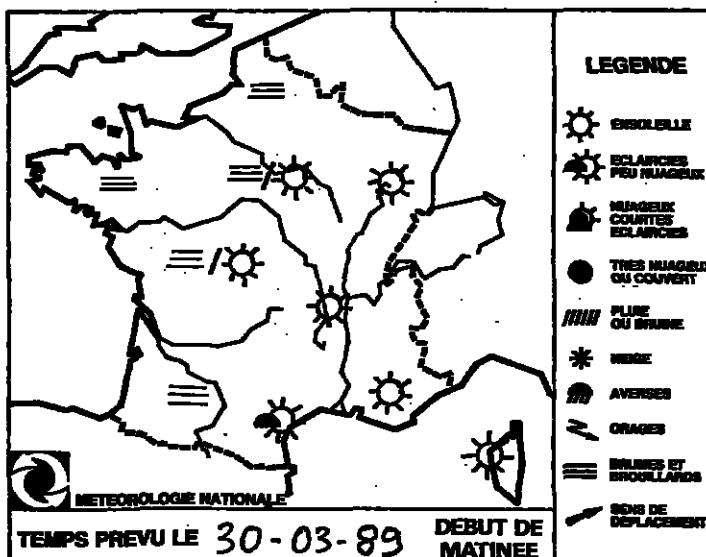
Jeudi : toujours du soleil et de la chaleur. Le jour de jeudi sera elle aussi placée sous le signe du soleil.

Dès le matin, le soleil sera généreux sur presque toutes les régions. Cependant, de la Bretagne et à la Normandie aux frontières du nord du pays, ainsi que dans le Sud-Ouest, des brumes et brouillards se seront formés. Mais ceux-ci se dissipent rapidement pour laisser place au soleil.

Sur le littoral méditerranéen, quelques nuages pourront dissimuler le soleil de temps en temps et le soir, sur les régions proches du golfe du Lion, les nuages se feront menaçants et pourront même donner un peu de pluie.

Les températures seront toujours très élevées pour la saison. Le matin, elles seront comprises entre 5 degrés et 10° sur la majeure partie du pays, mais pourront descendre jusqu'à 2° par endroits. L'après-midi, il fera encore bien chaud, généralement de 18° à 24°, avec cependant un peu moins le long des côtes de la Manche (seulement 16° à 17°).

Le vent sera faible, sauf près du golfe du Lion où le vent de sud-est soufflera à 90 kilomètres à l'heure.



## TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé le 29-3-1989 à 6 heures TU et le 30-3-1989 à 6 heures TU

FRANCE		TOURS		TOULOUSE		LYON		PARIS		BOULOGNE		BRUXELLES		AMSTERDAM		ROTTERDAM		OSLO		STOCKHOLM		HELSINKI		TALLINN		RIGA		VILNIUS		KIIV		MOSCOU		SOVIETSK		BERLIN		PRAGUE		VARSOVIE		BOLOGNE		GENÈVE		LAUSANNE		BASEL		STUTTGART		MUNICH		VIENNE																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																															
ALGER	14	11	P	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B	C	D	B



## SOMMAIRE

■ Présenté au conseil des ministres, le projet de loi sur l'assurance tend à renforcer la protection des assurés (lire page 28).  
■ M. Jacques-Henri David quitte le groupe Saint-Gobain

pour prendre la présidence de la Banque Stern (lire ci-dessous). ■ Dans un entretien au Monde, le PDG de Bull réclame un plan global pour l'informatique européenne

(lire ci-dessous). ■ Le renouvellement de la commission exécutive de la CGT va donner lieu à une augmentation du nombre des représentants du PC (lire page 29).

## Directeur général de Saint-Gobain

## M. Jacques-Henri David devient président de la banque Stern

M. Jacques-Henri David, directeur général de Saint-Gobain, quitte le groupe pour prendre, début mai, la présidence de la banque Stern, dont la Société de banque suisse, déjà actionnaire majoritaire, va acquiescer la totalité du capital.

Le départ de M. Jacques-Henri David de Saint-Gobain était dans l'air depuis quelque temps déjà. Entré en septembre 1984 dans le groupe verrier, ce polytechnicien, inspecteur des finances de quarante-cinq ans, était trop proche par l'âge du jeune président, M. Jean-Louis Beffa, de deux ans son aîné, pour espérer sortir de son rôle de brillant second.

Numéro deux et de culture plus financière que M. Jean-Louis Beffa, dont le parcours au sein de la maison assurait la légitimité à la tête de la compagnie, il était logique que ce soit lui qui parte. L'intéressé le reconnaît bien volontiers, tout en se réjouissant de garder des liens avec Saint-Gobain : il restera membre du conseil international du groupe et administrateur de sa filiale américaine Certain Tool.

L'expérience industrielle acquise chez Saint-Gobain, M. Jacques-Henri David la mettra désormais au service de la banque d'affaires Stern. Petite, mais très rentable (le résultat 1988 devait être du même ordre qu'en 1987 avec plus de 200 millions de francs de bénéfices), filiale montante sur le marché des fusions-acquisitions, celle-ci est devenue un excellent havre d'accueil et un bon tremplin. En octobre 1982, M. Claude Pierre-Brossollet, qui avait dû, en février de la même année, quitter la présidence du Crédit lyonnais, devenait son président, avant de se retrouver, début 1986, associé-gérant chez MM. Worms et C.

En septembre 1986 lui succédait à la tête de Stern M. Jean Peyrolo, évêque de la Compagnie financière de Suez en juillet. Nommé PDG de l'UAP en juillet 1988, celui-ci devait être remplacé par M. Philippe Jaffré, chef de service des affaires monétaires et financières au Trésor, qui n'est toutefois, pas le temps de prendre ses fonctions puisque, le 25 novembre 1988, il était nommé directeur général du Crédit agricole.

M. Jacques-Henri David aura cependant une tâche un peu différente de celle de ses prédécesseurs. Dans les prochaines semaines, en effet, la Société de banque suisse (SBS), qui avait acheté en novembre 1987, à M. Edouard Stern et à sa famille, 51 % du capital de la banque, en acquerra la totalité. M. Edouard Stern, qui en restera vice-président, prendra donc du champ et gèrera ses propres affaires dans un holding en cours de création.

En prenant la présidence d'une société devenue filiale à 100 % d'un établissement suisse, M. Jacques-Henri David ne risque-t-il pas d'y perdre de son autonomie ? On se souvient du rôle modérateur, pour ne pas dire conservateur, des Suisses, lors de l'offensive de Stern, pilotée alors par M. Jean Peyrolo, sur le groupe Rivaud. Le futur arrivant ne voit pas les choses sous cet angle, convaincu que les attaques isonnelles perdront du terrain au profit d'opérations « matricielles et conduites de façon amicale ».

« Les opérations de restructuration ne peuvent que se développer et se feront avec l'appui des grands établissements bancaires et financiers. » L'adossement à la SBS et à ses ressources lui apparaît donc comme un atout pour développer la banque Stern sur ces deux axes : la banque d'affaires, d'une part, où elle devrait renforcer son rôle en France et prendre une dimension internationale en devenant le pôle européen de la SBS sur le marché des fusions-acquisitions ; les activités plus classiques, d'autre part, et sur lesquelles la SBS est par ailleurs présente, comme la gestion de fortunes ou les opérations de marché, voire les activités de banque commerciale.

La banque Stern, qui doit sa réussite à sa structure légère et à sa petite équipe dynamique, s'adaptait-elle bien à sa nouvelle condition de filiale à 100 % d'une banque suisse ? Les conflits possibles avec SBCI, banque d'investissement et filiale londonienne de la SBS, s'en trouveront-ils autant mieux résolus ? C'est en tout cas le nouveau défi qu'aura à relever M. Jacques-Henri David.

CLAIRE BLANDIN  
et FRANÇOIS RENARD.

Un entretien avec M. Jacques Stern, PDG de Bull  
« L'Europe doit reconquérir une suprématie technologique mondiale »

L'Europe informatique relève la tête. Mais faute d'une maîtrise des technologies de base (composants électroniques, périphériques...), le redressement reste incertain. M. Jacques Stern, PDG du groupe Bull, le numéro un français des ordinateurs, estime que les Douze doivent impérativement se doter d'un « plan global » allant de la formation à la politique d'achats publics.

« On a pris conscience ces dernières années du retard des pays européens dans les technologies de pointe. Les entreprises, Bull est un exemple, vont beaucoup mieux et des programmes communs de recherche (ESPRIT, RACE) ont été lancés par Bruxelles. Quel diagnostic portez-vous sur l'Europe technologique ? »

« On assiste, depuis le début des années 80, à un véritable renversement de tendance. Au cours de la décennie précédente, la part de marché en Europe des sociétés européennes n'avait cessé de s'éroder malgré un protectionnisme national, parfois excessif. Les retards industriels et technologiques s'accumulaient.

« Le recul est enfin stoppé et les entreprises européennes ont su adopter une attitude offensive. Ainsi, la part des sociétés européennes sur leur marché de l'informatique, qui n'était que d'environ un tiers en 1982, se situe aujourd'hui autour de la moitié. En 1988, on compte trois grands groupes européens, dont bien sûr Bull, parmi les dix plus grandes sociétés mondiales de l'informatique.

« Dans le même temps, la part du marché européen dans le marché mondial, est passée de 27 % en 1984 à 32 % en 1987. L'absence d'une industrie informatique européenne forte handicape l'information de l'Europe. Aujourd'hui, tout va de pair.

« J'ajoute que les constructeurs européens ont largement contribué à promouvoir des standards internationaux, non seulement en Europe, mais également aux États-Unis et au Japon. Grâce à leur impulsion, aucun constructeur désormais ne pourra dominer le marché en lui imposant sa loi. Normalisé, le marché est réellement ouvert. Les bénéficiaires sont en tout premier lieu les clients qui ont enfin leur liberté de choix et aussi les sociétés européennes de logiciels.

« A l'origine de ce regain, il y a une volonté nouvelle des industriels mais, sans les programmes de recherche communautaire européens, elle aurait certainement rencontré beaucoup de difficultés à émerger et à s'imposer. ESPRIT, même si les résultats n'ont pas été meilleurs par une coordination plus étroite des actions et une plus grande cohérence, a eu des effets très bénéfiques qui vont bien au-delà des seuls projets de coopération. Les entreprises européennes ont appris à se connaître, à travailler ensemble, et elles ont aussi multiplié les collaborations étroites avec les laboratoires de recherche universitaires et publics, auparavant isolés.

« Pourtant, la balance commerciale des Douze dans l'électronique ne cesse de se dégrader.



Or, ces éléments de base, de plus en plus évolutifs, intègrent de plus en plus la valeur ajoutée des produits de l'aval.

« Pour assembler et tester un DPS 7 par exemple, il fallait en 1984, vingt jours de travail dans nos usines d'Angers. En 1988, moins de quatre jours suffisent pour le DPS 7000, beaucoup plus puissant. Pour la prochaine génération quelques heures seulement seront nécessaires. La valeur ajoutée, perdue du fait de l'intégration de plus en plus poussée dans les composants électroniques, fuit donc aux États-Unis et au Japon.

« Ce phénomène est inquiétant, non seulement pour notre balance commerciale, mais également parce qu'il représente à terme une perte de maîtrise dans des secteurs stratégiques. C'est une situation que l'on ne peut accepter durablement.

## Innovation et risque

« Cette maîtrise, comment la récupérer ? »

« Si les États-Unis ont acquis un leadership dans ces technologies avancées, c'est au département de la défense qu'ils le doivent. Pour ne pas dépendre de technologies étrangères japonaises ou européennes, le Pentagone irrigue abondamment la recherche universitaire et les entreprises, tandis que les achats fédéraux favorisent un marché ouvert à l'innovation. Aux États-Unis, tout ce qui est nouveau est ainsi instinctivement synonyme de meilleur.

« La démarche du Japon est différente. A la politique d'innovation américaine pour maîtriser la technologie, le Japon a préféré une politique industrielle orientée vers le marché. Au Japon, les produits de l'innovation sont éliminés.

« L'Europe, quant à elle, n'a pas jusqu'à présent manifesté de politique de longue haleine dans ces domaines. Les divers grands pays européens ont eu des démarches pour le moins zigzagantes, souvent au gré des changements politiques, avec les résultats qu'on connaît.

« Toutes ces politiques, toujours à très court terme, n'ont pris en compte qu'une partie du problème. On a voulu, par exemple, aider la construction d'une industrie des composants en France, mais aujourd'hui il n'y a encore aucune école ou université dans notre pays qui forme des ingénieurs dans ce domaine. On a voulu une industrie de l'informatique sans toujours comprendre qu'il fallait pour cela aussi une maîtrise des technologies des composants.

« Il faut que l'Europe se dote d'une véritable politique industrielle, même si le mot choque aujourd'hui certains, d'une politique qui favorise l'innovation. Ici, l'innovation reste encore trop souvent synonyme de risque.

« Or, contrairement à ce que certains hommes politiques trop influencés par les grands constructeurs américains voudraient faire croire, il n'y a pas de secteurs définitivement perdus. Tout est affaire d'ambition, de volonté et de détermination, et je crois que celle de l'Europe doit être de reconquérir une suprématie technologique mondiale.

« C'est tout à fait à notre portée si nous nous donnons un plan global qui associe toutes les activités (formation, recherche, industrie des produits et des services, marché, communication, etc.) et qui se donne le temps. C'est là qu'une détermination s'impose : une telle politique prendra, selon les secteurs, dix à vingt ans.

## « Des structures spécialisées »

« Quelle serait cette politique industrielle européenne ? »

« Il est clair, tout d'abord, que seule une politique globale au niveau de l'Europe et non plus au niveau des États doit être considérée. L'objectif est de se doter d'abord d'une industrie autonome forte en composants et en micro processeurs et qui se situe au plus haut niveau technologique. Cela suppose la réalisation rapide du projet de recherche communautaire JESSI et une étroite collaboration entre les fabricants de semi-conducteurs et les constructeurs de systèmes informatiques européens. Ensuite, il faut stimuler des initiatives européennes pour disposer d'une industrie des périphériques qui s'appuie sur des technologies émergentes et sur des innovations d'architecture d'ordinateurs.

« Il faut aussi poursuivre activement la politique de standardisation, et cette politique requière le soutien complet des États et de la Commission par les achats publics partout en Europe. Enfin, la coopération de recherche entamée avec ESPRIT devrait s'étendre naturellement, par des partenariats ou des alliances stratégiques entre Européens, aux aspects industriels et commerciaux pour obtenir les effets de volume indispensables et associer l'industrie des composants.

« Mais surtout, il faut que tout cela soit pris dans un ensemble global comprenant également un plan européen ambitieux de formation et d'équipement informatique des écoles, lycées et universités ainsi qu'un renforcement significatif des pouvoirs moyens actuels dont disposent les centres de recherche universitaires, comprenant aussi de grands projets européens d'applications associant constructeurs, sociétés de logiciels et utilisateurs, et doté d'une politique d'achats permettant aux produits innovateurs de trouver des débouchés.

« Cette politique doit-elle être menée par la Commission européenne ? »

« Eventuellement, mais je ne pense pas que ce soit sa vocation ou sa mission. Il faut éviter la bureaucratie et la technocratie, ces défauts qu'on ne connaît que trop bien en Europe et qui sont si naturels. J'ai la crainte d'une construction bureaucratique de l'Europe. Il faut préserver à tout prix le pouvoir démocratique.

« Je suis donc pour des structures européennes spécialisées, légères, compétentes et efficaces et qui reportent directement à un pouvoir politique tel que le conseil des ministres européens, étendu au-delà de la Communauté aux autres gouvernements européens qui voudraient s'associer à une telle ambition.

« Voyons ce qui a été fait — et magnifiquement réussi — en Europe dans le nucléaire ou dans l'espace, par exemple. Deux domaines où l'Europe est partie très en retard et a non seulement comblé son retard mais se situe maintenant au premier rang mondial. Cela devrait nous inciter à l'optimisme et nous encourager à avancer rapidement dans des directions semblables, telles que l'informatique et les télécommunications.

« Mais n'y a-t-il pas une divergence politique des Douze trop importante sur ce que doit être l'Europe ? Comment convaincre M. Thatcher qu'il faut une politique industrielle ? »

« Le président de Rossignol assigne deux actionnaires en justice. — M. Laurent Boix-Vives, président des Sids Rossignol, a assigné deux associés en justice, leur réclamant 150 millions de francs de dommages et intérêts. Il les accuse de s'être opposés à leur regroupement d'activités lors de la dernière assemblée générale de Rossignol (le Monde du 7 mars). Le 2 mars dernier, MM. Hubert Cormouls et Patrick Cognac, actionnaires minoritaires du holding, s'étaient opposés à la reprise par Sids Rossignol des actifs de la société de chaussures de skis Lange, qui appartient à la famille Boix-Vives.

## L'EUROPE SUR PARIS-LONDRES

POURQUOI NE PAS PAYER MOINS CHER ?



BUSINESS CLASS AIR EUROPE, 995 F\* PAS PAR HASARD !

Une flotte d'avions ultra-moderne pour desservir Londres-Gatwick, le centre de Londres est à 1/2 heure par train direct. C'est plus pratique ! Un service à bord exceptionnel : breakfast anglais, service bar gratuit, salon d'affaires aux aéroports, la classe affaires au-dessus du Business : c'est Business Class Air Europe.  
\*Comparez notre prix Business Class et n'oubliez pas notre Classe Economique à 915 F.  
Consultez votre agence de voyages ou téléphonez au : (0) 49 27 91 00.

air europe

L'OUVERTURE DE L'EUROPE

Air Europe : 48, rue de Richelieu 75001 PARIS

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## Degremont

Le conseil d'administration réuni le 22 mars a arrêté les comptes de l'exercice 1988, qui traduisent la poursuite du redressement opéré en 1987 :

— pour la maison mère, Degremont SA : un chiffre d'affaires de 1 062 MF contre 956 MF en 1987, un résultat net de 24,9 MF à comparer à 10,2 MF en 1987.

Ce résultat s'entend après versement aux salariés, pour la première année, d'un intéressement au résultat de 6,5 MF et jeu d'une clause de retour à meilleure fortune au profit de la Lyonnaise des Eaux, à hauteur de 13,6 MF :

— pour le groupe : un chiffre d'affaires de 1 841 MF contre 1 615 MF en 1987, un résultat net part du groupe de 37,5 MF à comparer à 18,2 MF l'exercice précédent.

Fin 1988, les capitaux propres consolidés, résultat inclus, s'élevaient à 170,1 MF et la trésorerie était largement excédentaire.

Le conseil a décidé de proposer à l'assemblée la distribution d'un dividende unitaire de 4 francs par action, auquel s'ajoute un avoir fiscal de 2 francs.

# AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

### CNT - Obligations 9 % - 1988

Les intérêts courus du 7 avril 1988 au 6 avril 1989 seront payables à partir du 7 avril 1989 à raison de 405 F par titre de 5 000 F nominal (coupon n° 3) après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 45 F.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 76,47 F, soit un net de 328,53 F.

### CNT - Obligations TAM - 1988

Les intérêts courus du 7 avril 1988 au 6 avril 1989 seront payables à partir du 7 avril 1989 à raison de 331,59 F par titre de 5 000 F nominal (coupon n° 3) après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 36,84 F.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 62,60 F, soit un net de 268,99 F.

### CNT - Obligations TMO - 1988

Les intérêts courus du 7 avril 1988 au 6 avril 1989 seront payables à partir du 7 avril 1989 à raison de 362,58 F par titre de 5 000 F nominal (coupon n° 3) après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 40,29 F.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 68,44 F, soit un net de 294,14 F.



### RÉSULTATS 1988

A périmètre constant : gains de productivité

En millions de francs	1988	1988/1987
● Ventes consolidées	4 003	+ 7 %
● Résultat courant	430	+ 16 %
● Résultat net	197	+ 20 %

Nouveau périmètre : poursuite de l'internationalisation.

Avec Rowenta, acquis le 1<sup>er</sup> juillet 1988, les ventes se sont élevées à 5 153 millions de francs (+ 37 %), dont 2,3 milliards en France (+ 13 %) et 2,8 milliards sur les marchés étrangers (+ 66 %) qui représentent ainsi 55 % de l'activité totale. Le résultat courant passe de 430 à 437 millions. La charge d'impôt passe de 109 à 121 millions, du fait notamment qu'une économie d'impôt de 7 millions de francs liée au financement de l'acquisition ne pourra être réalisée qu'en 1990.

Après amortissement de la marque et de la survenue pour 8 millions, le bénéfice net s'élève à 184 millions de francs.

Il est proposé à l'AG de fixer le dividende net à 25 francs (soit un revenu global de 37,50 francs).



Le conseil d'administration, réuni sous la présidence de M. Henri Cuchet, le 23 mars 1989, a examiné l'activité et arrêté les comptes de l'exercice 1988 de Codetour.

Les engagements nouveaux, qui ont atteint 99 millions de francs, ont doublé par rapport à ceux de l'année précédente.

Les produits des locations en augmentation de 13,60 % s'élèvent à un montant de 72 millions de francs.

Après avoir affecté une somme de 20,5 millions de francs aux amortissements, le résultat courant atteint 14,3 millions de francs, en hausse de 22 %.

Le résultat net s'établit à 14 232 000 F. Ce montant est voisin de celui de l'exercice précédent, dont le résultat avait été gonflé par plus de 3 millions de francs de profits exceptionnels réalisés à l'occasion de cession d'immeuble.

Le conseil proposera à l'assemblée qui se réunira le 29 mai 1989 la distribution d'un dividende de 20,75 F, soit une augmentation de 10,67 % par rapport à celui de 18,75 F de l'exercice 1987.

Ce dividende assure à l'actionnaire un rendement attractif de 9 %, sur le cours de Bourse actuel. Par ailleurs, la capitalisation boursière de la société est très inférieure à la valeur du seul patrimoine de pleine propriété.



### OFFRES PUBLIQUES D'ÉCHANGES SIMPLIFIÉES

des actions des sociétés

SAINT-GOBAIN EMBALLAGE

et

SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DES PRODUITS RÉFRACTAIRES (SEPR)

contre des actions

COMPAGNIE DE SAINT-GOBAIN

La Compagnie de Saint-Gobain propose aux actionnaires de Saint-Gobain Emballage et de la Société européenne des produits réfractaires (SEPR), sociétés cotées au second marché de la Bourse de Paris, d'échanger leurs actions contre des actions de la Compagnie de Saint-Gobain à raison de :

4 actions Saint-Gobain pour 1 action Saint-Gobain Emballage, et

3 actions Saint-Gobain pour 1 action Société européenne des produits réfractaires (SEPR).

Ces offres publiques d'échanges, valables du mardi 6 mars au mardi 4 avril inclus, sont conduites par la Banque Indosuez, chef de file, la Banque nationale de Paris et Lazard Frères et Compagnie.

Les actionnaires de Saint-Gobain Emballage et de la Société européenne des produits réfractaires (SEPR) qui apporteront leurs actions à l'échange recevront le dividende de l'exercice 1988 qui leur sera versé après la tenue de l'assemblée générale ordinaire de ces deux sociétés.

Une note d'information commune aux trois sociétés ayant reçu le visa de la Commission des opérations de Bourse sous le n° 89-77 du 3 mars 1989, est disponible sur simple demande soit auprès des intermédiaires financiers (banques, sociétés de Bourse, etc.) soit par courrier auprès du service des relations avec les actionnaires de la Compagnie de Saint-Gobain - Les Miroirs - Cedex 27-92096 Paris-La Défense ; par téléphone au (1) 47-62-33-33 ; par Minitel en tapant le 3615 code GOBAIN puis choix 9.

## G F C

### GROUPEMENT POUR LE FINANCEMENT DE LA CONSTRUCTION

Le conseil d'administration du Groupement pour le financement de la construction, réuni le 22 mars 1989 sous la présidence de M. Roger Papaz, a arrêté les comptes de l'exercice 1988.

Les pertes de la société, qu'il s'agisse d'appartements, de bureaux ou de commerces ont entièrement occupé et les mouvements de locataires ont été faibles au cours de l'exercice : 11 % pour les appartements et de l'ordre de 10 % pour les bureaux et commerces.

La société a poursuivi activement sa politique de réajustement de son patrimoine en vue d'atteindre progressivement la proportion de 25 % des surfaces en bureaux et locaux commerciaux :

— une centaine de logements ont été vendus dans les deux programmes d'Argenteuil et Chilly-Mazarin ;

— l'immeuble de 3 500 m<sup>2</sup> de bureaux à Vincennes, avenue de Paris, a été livré en décembre et entièrement occupé dès son achèvement. Son rendement brut dépasse 9 % l'an ;

— deux nouveaux immeubles de bureaux et commerces ont été mis en œuvre, l'un à Issy-les-Moulineaux de 5 000 m<sup>2</sup> sera livré à l'été 1990, l'autre de 1 800 m<sup>2</sup> rue d'Amsterdam à Paris 8<sup>e</sup>, face à la gare Saint-Lazare, sera réhabilité et livré au printemps 1990.

Alors que les recettes locatives de l'exercice (142,9 millions de francs) ont progressé de 7,1 %, le résultat net après dotation aux comptes d'amortissements et de provisions à concurrence de 21,9 millions de francs s'établit, en hausse de 14,3 %, à 107,3 millions de francs. Le résultat hors plus-values progresse de 8,9 % pour ressortir à 94,2 millions de francs.

Le conseil proposera à l'assemblée, un dividende de 21,50 francs par action, ce dividende s'ajoutant à un nombre d'actions sensiblement accru (+ 5,4 %) du fait de la conversion du dividende de l'exercice 1987, la distribution globale étant de ce fait en progression de 10,5 %.



Le conseil d'administration, réuni le 21 mars 1989, a arrêté le bilan et le compte de résultat de l'exercice clos le 31 décembre 1988.

Les comptes font apparaître, compte tenu des opérations de fusion avec Imimido SA et d'une opération d'arbitrage patrimonial exceptionnelle, après dotation aux amortissements et aux provisions, un bénéfice de 417 155 391 francs, dont 146 993 000 francs de plus-values nettes. Les comparaisons entre les postes du bilan et du compte de résultat de l'exercice avec ceux de l'exercice précédent ne sont pas représentatives de l'évolution de l'activité courante de la société.

Il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire, convoquée pour le 23 mai 1989, de distribuer un dividende de 26,40 francs par action contre 25,30 francs, dont 0,30 franc provenant de primes à la construction, au titre de l'exercice 1987. Le dividende pourra, au choix de l'actionnaire, être payé en actions de la société ou en numéraire.

Les ventes par appartement ou en bloc, celles des locaux d'activités, ont porté sur :

— 422 appartements ;

— 6755 mètres carrés de locaux d'activités.

Le conseil d'administration a décidé de mettre en vente à l'unité, à partir du second semestre 1989, 383 appartements de l'ensemble immobilier à usage d'habitation de Grigny-11.

Pour l'essentiel, le programme d'investissement initié en 1986 est réalisé et sa location en voie d'achèvement.

— La Fontaine, Paris-16<sup>e</sup>, 22 appartements, occupés à 100 % ;

— L'Ourse, Paris-15<sup>e</sup>, 24 appartements, occupés à 100 % ;

— Foubert, Paris-13<sup>e</sup>, 93 appartements, occupés à 100 % ;

— Dureau, Paris-14<sup>e</sup>, 4857 m<sup>2</sup> de bureaux, loués à 100 % ;

— Levallois (Hauts-de-Seine), 7174 m<sup>2</sup> de bureaux, loués à 100 % ;

— Levallois (Hauts-de-Seine), 6135 m<sup>2</sup> de bureaux, loués à 41 % ;

— 20, Ville-Evêque, Paris-8<sup>e</sup>, 5450 m<sup>2</sup> de bureaux, loués à 87 % ;

— Bercy, Paris-12<sup>e</sup>, 59 appartements. L'immeuble, en voie d'achèvement, sera mis en location au cours du deuxième trimestre 1989.

Les problèmes d'exploitation posés par le centre Usine Censat d'Ivry ont amené la société à engager une procédure à l'encontre du vendeur et à promouvoir la mise en place d'un organisme de gestion spécialisé.

L'augmentation des recettes locatives provenant des immeubles situés dans Paris et en région parisienne est le résultat de la politique d'investissement dans les secteurs géographiques où se réalisent les plus fortes valorisations, ainsi qu'en témoigne la plus-value brute de 100 millions de francs réalisée lors de l'échange de l'immeuble de la rue de la Ville-Evêque à Paris-8<sup>e</sup>.

M. Bernard Gancel a confirmé au conseil d'administration que, ayant atteint la limite d'âge, il démissionne de ses fonctions de président-directeur général à l'issue de l'assemblée générale ordinaire du 23 mai 1989, et propose la nomination de M. Georges Mazaud aux mêmes fonctions.



Le conseil d'administration du Comptoir des entrepreneurs, réuni le 22 mars 1989 sous la présidence de M<sup>me</sup> Paule Dufour, a pris connaissance des résultats de l'activité de la société et a arrêté les comptes de l'exercice 1988.

Activité

En cours de l'exercice 1988, le total des prêts accordés a atteint 14,5 milliards de francs contre 13,4 milliards de francs pour l'exercice précédent, soit une progression de 8,2 %.

L'encours des opérations du Comptoir des entrepreneurs s'établissait au 31 décembre 1988, à 89,6 milliards de francs, contre 89,4 milliards de francs au 31 décembre 1987, soit une légère augmentation de 0,2 %.

Ces résultats d'ensemble cachent des évolutions de sens contraire dans chacun des deux secteurs d'intervention de la société : baisse de 33,3 % de l'activité du secteur aidé par rapport à 1987 (4,8 milliards contre 7,2 milliards) et augmentation de 56,5 % de celle des prêts du secteur concurrentiel d'un exercice à l'autre (9,7 milliards contre 6,2 milliards). Cette dernière performance mesure les effets de la politique de redéploiement engagée depuis plusieurs années par la société.

Pour le secteur des prêts aidés, l'évolution constatée, tant au niveau des prêts accordés qu'au niveau des encours, est la conséquence de plusieurs facteurs : la diminution des aides de l'État à l'accession sociale à la propriété, la faiblesse relative de la production des FAP du secteur groupé que gère la société, accentuée par le phénomène des commercialisations sans FAP des programmes collectifs ayant bénéficié de préfinancements aidés, et un important volume de remboursements anticipés (7 milliards de francs pour l'ensemble de l'année 1988).

En total, les encours moyens et les résultats du secteur public sont en retrait par rapport à ceux de l'exercice 1987. Cette évolution résulte notamment de l'application du protocole conclu, en 1982, entre le Crédit foncier de France et CDE, sur la répartition entre les deux établissements de la gestion des prêts aidés.

Sa mise en œuvre n'apparaît pas au Comptoir des entrepreneurs comme conforme aux conventions conclues, ce qui l'a amené à demander un arbitrage à l'administration du Trésor.

En ce qui concerne le secteur privé, l'encours moyen des prêts gérés a augmenté de 21,6 % d'un exercice à l'autre. Cette importante croissance d'encours a été obtenue grâce à la forte production déjà mentionnée.

Le phénomène des remboursements anticipés, intervenus massivement en 1987 sous l'effet des prêts de substitution offerts par les grands réseaux bancaires et mutualistes, s'est nettement ralenti en 1988 (1,9 milliard de francs contre 2,7 milliards de francs pour l'exercice précédent).

Par ailleurs, les renégociations par CDE de crédits antérieurement consentis à des taux élevés se sont largement atténuées.

Cette restructuration d'actif s'est accompagnée de celle du passif : en 1988, 1,2 milliard d'obligations et de billets hypothécaires ont été soit remboursés ou rachetés en Bourse, pour la partie la plus importante, soit échangés contre des ressources nouvelles (en 1987, le total des ressources renégociées par CDE s'établissait à 3,2 milliards).

Les résultats

Les comptes de 1988 enregistrent l'ensemble des indemnités perçues à l'occasion des remboursements anticipés d'une partie de la clientèle, ainsi que les charges de restructuration du passif. En 1988, les indemnités perçues sont supérieures de 16,6 millions de francs aux charges de restructuration, contre un solde négatif de 55,4 millions de francs pour 1987.

Le résultat de gestion de la société (avant pertes et provisions) a progressé de 27,4 % d'un exercice à l'autre : 291,7 millions contre 229 millions pour l'exercice précédent. Ce résultat a pu être dégagé malgré la baisse des produits du secteur public et est dû à une forte augmentation de la marge du secteur privé et à une bonne maîtrise des charges de gestion, qui n'ont augmenté que de 4,2 % ; parmi ces dernières, les frais de personnel ne progressent que de 0,8 %.

Après imputation des pertes et provisions, dont le volume a progressé de 30 % cette année, le résultat courant de gestion pour 1988 s'établit à 44,5 millions de francs, contre 40,2 millions de francs en 1987, soit une progression de 10,7 %.

Le bénéfice net de l'exercice, calculé après l'apport d'importantes plus-values nettes à long terme réalisées à la suite de ventes d'immeubles, s'établit à 112,9 millions de francs, contre 32,9 millions de francs pour 1987.

Le bénéfice net consolidé ressort à 114,7 millions de francs pour 1988, contre 24,7 millions de francs un an auparavant.

Ce bénéfice, d'opérations et de plus-values, n'intègre évidemment pas les résultats de l'arbitrage à intervenir.

Le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale des actionnaires, qui se réunira le 25 mai 1989, la distribution d'un dividende net par action de 6 F, auquel s'ajoute un avoir fiscal de 3 F.

La distribution nette globale, qui porte sur un capital social augmenté de 50 % en 1988, sera ainsi de 19,5 millions de francs.

Le solde du bénéfice distribuable sera affecté aux réserves (94 millions de francs), améliorant d'autant le niveau des fonds propres de la société.

## CREDIT NATIONAL

### UNE ANNÉE 1988 PARTICULIÈREMENT POSITIVE

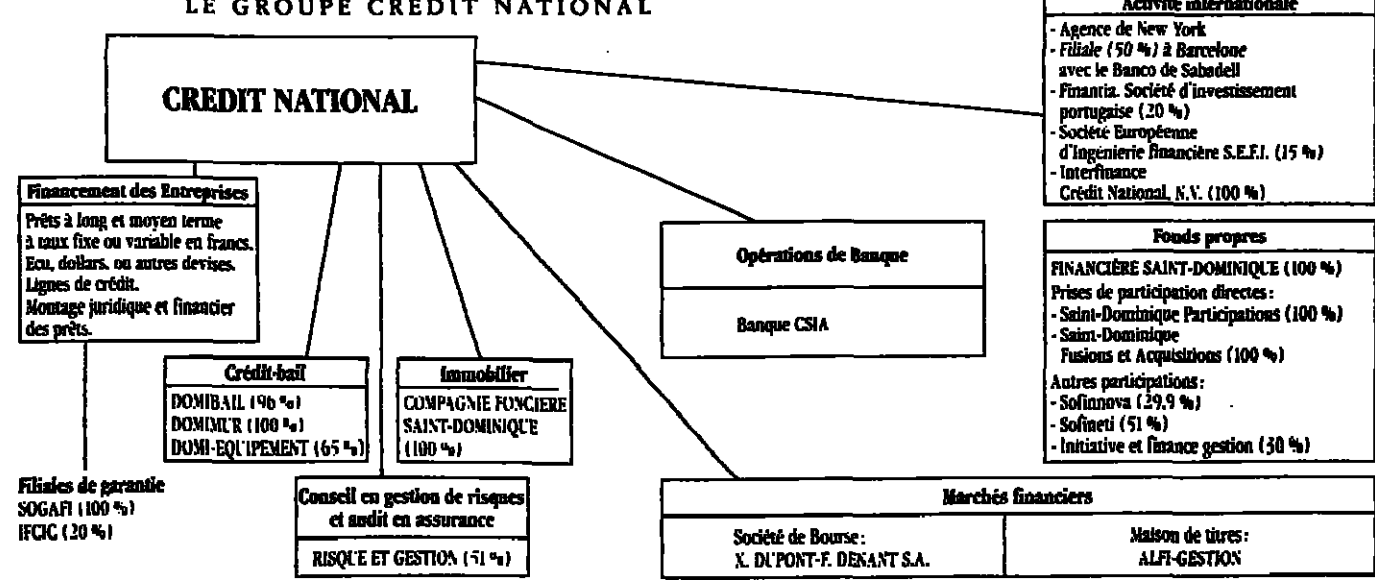
Trois chiffres-clés caractérisent les résultats consolidés du CRÉDIT NATIONAL en 1988 :

	1987 (en MF)	1988 (en MF)	VARIATION en %
PRODUIT NET BANCAIRE	1 427	1 752	+ 22,8 %
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	523	702	+ 34,2 %
BÉNÉFICE CONSOLIDÉ	288	433	+ 50,3 %

En approuvant les comptes consolidés, le Conseil d'Administration réuni le 21 mars sous la présidence de M. Paul MENTRE, s'est félicité des résultats positifs ainsi obtenus par la politique de diversification des activités du groupe dans un environnement concurrentiel.

Le relèvement du dividende, porté à 55,5 F par action (avoir fiscal compris) contre 52,5 F pour l'exercice 1987, l'option de versement du dividende en actions de nouveau offerte cette année, l'autorisation d'augmenter le capital donné par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 15 février 1989, témoignent du souci que les actionnaires qui ont vu le titre progresser de 60 % en 1988 soient pleinement associés à cette expansion.

### LE GROUPE CREDIT NATIONAL



Credit National Communication - 45, rue Saint-Dominique - 75700 Paris - Tél. : (1) 45.50.92.16

مكتبة من الأصول



# Économie

## AFFAIRES

### La Chapelle-Darblay est intégrée au groupe Pinault

« J'avais repris cette entreprise à titre personnel afin de ne pas faire peser sur le groupe Pinault les incertitudes de son redressement. Sa situation actuelle me permet de la faire rentrer dans le groupe », a indiqué, mardi 28 mars, M. François Pinault, président du groupe du même nom, en annonçant l'apport de la Chapelle-Darblay dont il avait pris le contrôle en juin 1988.

C'est avant tout l'amélioration de la situation économique du premier producteur français de papier journal qui a permis cette opération, puisque la Chapelle-Darblay a présenté pour l'exercice écoulé un résultat « sensiblement équilibré ». Les prévisions pour 1989 sont aussi favorables avec un bénéfice net attendu de 110 millions de francs pour 2,6 milliards de francs de chiffre d'affaires.

Le prix de vente prévu est de 450 millions de francs. Le groupe Pinault le financera grâce à ses importantes disponibilités, évaluées actuellement à près de 2 milliards de francs. La cession, dont la date n'a pas encore été arrêtée, se fera en plusieurs étapes. Le capital de la Chapelle-Darblay pour l'instant est réparti entre la Sopari (25 %), une société para-publique, les 75 % restants étant contrôlés par une firme détenue à 85 % par M. Pinault et à 15 % par Clinvest, société d'investissement du Crédit lyonnais. Dans un premier temps, M. Pinault achètera la part de Clinvest et revendra ensuite les 75 % de la Chapelle-Darblay au groupe Pinault. La transaction se fera ensuite pour un montant de 450 millions de francs. M. Pinault a toutefois précisé qu'il ne réalisera aucune plus-value personnelle dans cette opération en tenant compte des intérêts et des frais juridiques. Depuis sa reprise à titre personnel l'an dernier, il a apporté

300 millions de francs et dépensé 40 millions pour reprendre la participation de son ex-associé, le groupe canadien Cascade.

Le groupe Pinault réalise apparemment une bonne opération en intégrant ce papeter, puisque sa valeur est estimée au double de la somme payée : 900 millions. De plus, ce groupe bénéficie de conditions très favorables pour le remboursement de ses dettes, que ce soit pour son prêt participatif de 900 millions de francs ou pour les 1,05 milliard de francs de subventions publiques.

A la suite de cette intégration, le groupe Pinault devrait réaliser un

chiffre d'affaires de 11,2 milliards de francs en 1989, dégager un résultat net de 605 millions de francs et ses effectifs passeront de 9 600 à 10 800 personnes. Cette société, cotée sur le second marché depuis le mois d'octobre 1988, entend également étendre la couverture de son réseau de distribution, créer une nouvelle unité de production Isoroy à Ussel et sortir de l'Hexagone pour ses activités de meuble et de négoce. Le leader français de l'industrie du bois n'exclut pas, dans cette optique, d'éventuelles acquisitions.

D. G.

### La restructuration de Deutsche Airbus

### L'Office fédéral des cartels opposé à la fusion Daimler-Benz MBB

BONN de notre correspondant

Comme attendu, l'Office fédéral des cartels, un organisme public chargé du contrôle des fusions d'entreprises en RFA, a fait connaître mardi 28 mars son opposition de principe au projet de reprise par Daimler-Benz du groupe aéronautique Messerschmitt-Bölkow-Blohm (MBB), partenaire allemand d'Airbus. Ce regroupement, dont le principe avait été adopté au mois de novembre 1988 à l'initiative du

ministère de l'économie, a pour principal objectif de décharger le budget de l'Etat des coûts liés au déficit généré par la production d'Airbus. Après de longues et délicates négociations, le conseil d'administration de Daimler-Benz avait accepté de reprendre la majorité du capital de MBB à la condition que l'Etat ouest-allemand efface les dettes de Deutsche Airbus et garantisse les pertes de change liées aux variations du cours du dollar jusqu'en l'an 2000 (le prix des avions est toujours libellé en dollars).

L'opposition de l'Office fédéral des cartels à cette fusion s'appuie sur la jurisprudence de cet organisme, créé en 1973, qui vise à empêcher qu'un groupe ne prenne une position monopolistique ou par trop dominante dans un secteur. Ce sera sans conteste le cas pour MBB-Daimler-Benz dans le domaine de l'aéronautique civile et militaire : avant d'absorber MBB, le groupe de Stuttgart avait déjà acquis les entreprises aéronautiques Dornier et MTU. La Bundeswehr n'a ainsi plus d'autre fournisseur possible pour les équipements de haute technologie, et devra à l'avenir, selon des estimations, consacrer un tiers de son budget total à des commandes adressées au groupe MBB-Daimler-Benz.

Les dirigeants de ce groupe devront présenter leurs arguments en faveur de la fusion avant le 21 avril, date à laquelle l'Office fédéral des cartels donnera son avis définitif. Mais il est peu probable que cela aboutisse à une remise en question de la fusion. Le ministre de l'économie peut en effet autoriser les parties prenantes à passer outre, au nom de l'intérêt général (le Monde du 17 mars). Une dérogation sur laquelle compte Daimler-Benz.

L. R.

## EN BREF

● La Corée du Sud s'attaque à la TVHD. — Le gouvernement sud-coréen a décidé de lancer un programme quadriennal de recherche et développement d'un montant de 148 millions de dollars (950 millions de francs environ) sur la télévision haute définition (TVHD) afin de ne pas rester ce virage technologique et figurer parmi les leaders mondiaux dans les années 90. Le ministère du commerce et de l'industrie sud-coréen entend mettre sur pied un consortium de centres de recherche et d'entreprises afin de développer les techniques qui permettront à l'industrie locale de devenir l'un des principaux exportateurs d'appareils de TVHD.

● La RFA souhaite que les accords multilatéraux soient intégrés au GATT. — L'accord multilatéral, qui arrive à expiration en 1991, ne doit pas être prorogé, a déclaré mardi 28 mars M. Erich Riedel, secrétaire d'Etat parlementaire au ministère ouest-allemand de l'économie. Cet accord devrait au contraire être introduit petit à petit dans les accords généraux du GATT sur le commerce international, a-t-il ajouté. D'ici là, une solution provisoire doit être mise au point entre les pays industrialisés et en développement dans le cadre de l'Uruguay Round, a encore indiqué M. Riedel. — (AFP.)

● L'Italie demande un délai de grâce pour sa sidérurgie. — Le gouvernement italien a officiellement demandé à la commission européenne de retarder de plusieurs mois les fermetures prévues dans le plan de redressement de l'entreprise sidérurgique publique Finisider. En décembre dernier, les ministres européens de l'industrie avaient accepté de renflouer Finisider, en quasi-faillite, à condition que Rome réduise sa capacité de production de 1,18 million de tonnes en fermant plusieurs usines, dont une située à Bagnoli, près de Naples. S'appuyant sur la rapine de la demande enregistrée dans la sidérurgie mondiale, Rome a demandé des délais allant de neuf à vingt et un mois avant d'appliquer ces mesures.

## REPÈRES

### Production industrielle

### Baisse passagère au Japon

La baisse de la production industrielle japonaise, de 1,4 % en février, n'inquiète pas les autorités de Tokyo. Attribuée à la période de deuil, après la mort de l'empereur Hiro-Hito, ce recul mensuel, le premier depuis quatre mois, n'a pas empêché l'indice d'être supérieur de 5,1 % à son niveau de février 1988. Par ailleurs, le ministère de l'Industrie et du Commerce international (MITI) a annoncé une nouvelle progression de l'indice composite, censé préfigurer la conjoncture des mois à venir. Au-delà de 50 points, l'activité économique est à la hausse. Or il a atteint 70 points en janvier (contre 61,5 points en décembre).

### L'activité

### devrait rester soutenue en France

La production industrielle, durant les deux premiers mois de 1989, a augmenté à un rythme voisin de celui du quatrième trimestre 1988, indique l'INSEE dans sa dernière enquête mensuelle réalisée en mars auprès des chefs d'entreprise. Selon ces derniers, l'optimisme reste de mise et, durant les prochains mois, la production devrait continuer à croître à un rythme à peine ralenti. Cette tendance, sensible dans toutes les branches, à l'exception des biens d'équipement professionnels, s'accompagne d'un niveau de stocks jugé inférieur à la normale. Les carnets de commandes se dégrèssent, bien que les contrats émanant de l'étranger restent soutenus.

### Travaux publics :

### Recul de 15 % sur les marchés extérieurs en 1988

Le montant des travaux publics réalisés hors de la métropole par les entreprises françaises et leurs filiales étrangères au cours du quatrième trimestre de 1988 s'est élevé à 7,5 milliards de francs, soit une baisse de 5 % sur le trimestre précédent, indique la Fédération nationale des travaux publics. A partir des enquêtes trimestrielles sur l'activité hors métropole, on peut estimer le chiffre d'affaires des travaux publics sur les marchés extérieurs en 1988 à 31 milliards de francs, en recul de 14,9 % (en francs constants) par rapport à l'année précédente. Sous l'effet de quelques grands contrats, cependant, les nouvelles commandes se sont élevées à 8,3 milliards de francs, en progression sensible par rapport au trimestre précédent et à la moyenne des trimestres de 1987.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



### COMPAGNIE FINANCIERE DE SUEZ

#### COMPTES SOCIAUX 1988

Le Conseil d'Administration, réuni le 21 mars 1989 sous la présidence de M. Renaud de La Genière, a arrêté les comptes sociaux de l'exercice 1988. Compte tenu des différentes opérations financières réalisées par la Compagnie Financière de Suez en 1988 pour financer la prise de contrôle de la Société Générale de Belgique, les principales composantes du bilan de Suez sont en augmentation sensible comme l'indiquent les chiffres clés suivants :

(en milliards de francs)	1987	1988	
Titres de participation	10,7	24,7	+130%
Capitaux propres	11,7	25,3	+116%

Pendant la même période, le nombre d'actions composant le capital a progressé de 65% passant de 63,5 millions, fin 1987 à 105 millions, fin 1988. 14 millions d'actions nouvelles ayant été créées en décembre 1988 (jouissance au 1er janvier 1989), le nombre d'actions à rémunérer, au titre de l'exercice 1988, n'a progressé que de 43%, passant de 63,5 millions à 90,8 millions.

#### Résultat net : + 50%

Les résultats nets ressortent en progression sensible, supérieure au nombre d'actions Suez à rémunérer au titre de l'exercice 1988 :

(en millions de francs)	1987	1988	
Résultat net de gestion	428	622	+45%
Résultat net des opérations sur valeurs immobilisées	569	875	+54%
Résultat net total	997	1.497	+50%

Rapporté au nombre d'actions à rémunérer, le résultat net de gestion passe de F 6,72 à F 6,84.

La valeur estimative des actifs nets de la Compagnie à fin 1988, calculée de manière très prudente, en retenant notamment les titres cotés aux cours de bourse, ressort à F 40 milliards contre F 21,6 milliards à fin 1987, soit par action existant à la clôture à F 380 contre F 340.

#### Dividende en hausse

Le Conseil d'Administration a décidé de convoquer une Assemblée Générale Mixte en juin prochain, à laquelle il proposera notamment de distribuer un dividende net : de F 6,30 par action contre F 6 en 1988 (il sera offert aux actionnaires la faculté d'opter, pour le règlement de ce dividende, entre le paiement numéraire et la remise d'actions nouvelles à émettre par la Compagnie) de F 7,10 par CIP contre F 7 en 1988.

Les comptes consolidés de l'exercice 1988, qui incluront pour la première fois la SCB, seront arrêtés au mois de mai prochain.



PUBLICIS, fondé en 1926 par Marcel BLEUSTEIN-BLANCHET, Président du Conseil de Surveillance, constitue aujourd'hui un ensemble qui se situe au tout premier rang des groupes de communication ; PUBLICIS est le deuxième réseau publicitaire en Europe et constitue avec son allié FCB la sixième force publicitaire mondiale.

Il est aussi associé à la deuxième puissance en matière d'achat d'espaces en France après l'accord qui vient d'être conclu avec le Groupe INTERPLANS/DEMEDIA.

Fortement implanté dans le domaine des médias par ses régies de presse, de radio et d'écrans publicitaires PUBLICIS est aussi présent dans l'affichage, dans l'informatique, et enfin dans la distribution avec les DRUGSTORES PUBLICIS.

Le Conseil de Surveillance de PUBLICIS S.A., réuni le 22 Mars 1989, sous la Présidence de M. Marcel BLEUSTEIN-BLANCHET, a approuvé les comptes de l'exercice 1988 présentés par le Directeur, présidé par M. Maurice LEVY.

Ces comptes sont comparables à ceux de l'exercice précédent. Ils ne comportent pas les incidences découlant de l'alliance avec FCB et des nouveaux investissements effectués à l'étranger (Espagne et Italie) et en France dans le domaine de l'achat d'espaces, lesquels ne prendront leur effet qu'à compter de l'exercice 1989.

Les comptes consolidés du Groupe PUBLICIS font apparaître un chiffre d'affaires de F. 8 606 746 000 en accroissement de 19 % et un bénéfice net, part du Groupe, de F. 123 107 000 (soit F. 230 par action), en progression de 41,5 % (F. 86 985 000 en 1987).

Le résultat net consolidé global est de F. 142 013 000 et la marge brute d'autofinancement de F. 213 407 000.

Les branches principales ont concouru comme suit à l'activité du Groupe :

#### PUBLICIS COMMUNICATION :

En France, le Groupe constitué par PUBLICIS CONSEIL et ses filiales a réalisé un chiffre d'affaires de F. 3 463 056 000 en progression de 15 % et un bénéfice consolidé après impôts, part du Groupe, de F. 68 733 000.

PUBLICIS INTERNATIONAL, installé dans 15 pays, a traité un chiffre d'affaires de F. 2 974 242 000 en hausse de 32 %. Son bénéfice net consolidé s'établit à F. 25 056 000 pour la part du Groupe.

#### MEDIAS ET REGIES :

Le secteur Médias et Régies a représenté un chiffre d'affaires consolidé de F. 2 134 336 000 en hausse de 11 % et son bénéfice consolidé part du Groupe atteint F. 23 401 000. REGIE PRESSE y figure pour un chiffre d'affaires consolidé de F. 1 060 322 000, en progression de 21 % et un résultat consolidé, part du Groupe, de F. 8 193 000.

#### DISTRIBUTION

La société les DRUGSTORES PUBLICIS avec un chiffre d'affaires stable à environ F. 185 000 000, a réalisé une perte nette de F. 576 158.

#### PUBLICIS S.A.

Les revenus financiers de PUBLICIS S.A., la société mère du Groupe, se sont élevés à F. 49 047 783 contre F. 45 075 784 en 1987, et le bénéfice net courant s'établit à F. 36 678 873 contre F. 34 256 208, en hausse de 7 %.

Après constatation de produits exceptionnels, nets d'impôt, de F. 354 726 386, liés à des opérations de restructuration, le bénéfice net de PUBLICIS S.A. s'élève à F. 391 405 259.

Il sera proposé à l'Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire des Actionnaires convoquée le Vendredi 9 Juin 1989 à 11 heures, la distribution d'un dividende de 40 F. par action contre 34 F. pour l'exercice précédent, ce qui représente avec l'impôt déjà payé au Trésor, un revenu global par action de 60 F. contre 51 F.

Il lui sera aussi proposé le réaménagement du capital social de la Société par incorporation de réserves (attribution gratuite de deux actions nouvelles pour une action ancienne) et division par deux de la valeur nominale de l'action. Après ce réaménagement, le capital social sera composé de 3 217 722 actions de 50 F.

Les nouvelles actions porteront jouissance du 1<sup>er</sup> Janvier 1989 et seront inscrites à la cote officielle des valeurs françaises à compter du mois d'Octobre 1989.

# Économie

## AFFAIRES

Présentée en conseil des ministres par M. Bérégovoy

## La réforme des assurances devrait être discutée au Parlement dès la session de printemps

M. Pierre Bérégovoy a présenté mercredi 29 mars, en conseil des ministres, son projet de loi sur l'assurance. Visant à moderniser, dans la perspective européenne, la législation française et à renforcer la protection des assurés, le texte devrait être discuté au Parlement lors de la session de printemps.

Annulée lors du Salon Assure-Expo 89 (le Monde du 9 février), la réforme du code des assurances devrait permettre d'intégrer dans la législation française les contraintes liées à l'ouverture européenne et d'apporter des simplifications en faveur des assurés. Composée d'une cinquantaine d'articles, le

texte a fait l'objet de longues discussions entre la direction des assurances du ministère des finances et le Conseil d'Etat qui l'a finalement approuvé.

Le projet prévoit d'abord l'instauration en France de la libre prestation de services dans le secteur de l'assurance-dommages non obligatoires, en « IARD » (incendies, accidents et risques divers), comme disent les spécialistes. Il s'agit de prendre en compte une directive européenne de 1988 qui doit conduire à la généralisation, au 1<sup>er</sup> juillet 1990, de la libre prestation de services dans la Communauté. Toute compagnie d'assurances de la CEE pourra donc vendre en France des contrats (en IARD non obligatoires) sans être implantée sur le territoire national.

Le projet de loi conduit ensuite à des modifications dans le droit du contrat, portant notamment sur l'assurance de protection juridique. Le texte introduit aussi dans le droit français la définition de l'assurance de groupe. Liant généralement une compagnie à une association (un comité d'entreprise par exemple), les contrats de groupe sont souvent mal connus de la part des assurés concernés. Le texte définit un droit à l'information en faveur de ces derniers.

### Un devis obligatoire

Toujours sur le droit du contrat, M. Bérégovoy souhaite que soient clarifiées les obligations respectives des parties. Les assureurs devront ainsi être capables de présenter un devis obligatoire lorsqu'un assuré désirant souscrire le demandera.

Des modifications institutionnelles seront introduites, repre-

nant la démarche qui avait été adoptée, pour le secteur bancaire, dans la loi de 1984. Equivalant du Conseil national du crédit pour la banque, le Conseil national de l'assurance (désormais inscrit dans la loi) verra son rôle réaffirmé. A l'instar du comité consultatif des usagers des services bancaires, un comité consultatif de l'assurance réunissant assureurs et assurés, va être créé.

Alsthom reprend la division transport des ACEC. — Le groupe français Alsthom, filiale de la CGE, a définitivement acheté la division transport des ACEC belges (Ateliers de construction électrique de Charleroi), qui emploie quatre cent soixante-dix personnes et réalise 320 millions de chiffre d'affaires dans les équipements électriques de matériels roulants et dans les installations fixes de transport urbain.

Cette division sera constituée en filiale contrôlée à 51 % par Alsthom et à 49 % par les ACEC. Les ACEC participaient déjà à la fabrication des TGV conçus par Alsthom, qui circuleront, en 1993, entre Bruxelles et Paris. En août 1988, Alsthom avait repris, dans les mêmes conditions, la division électromécanique des ACEC filiale sous le nom d'ACEC-Energie.

nant la démarche qui avait été adoptée, pour le secteur bancaire, dans la loi de 1984. Equivalant du Conseil national du crédit pour la banque, le Conseil national de l'assurance (désormais inscrit dans la loi) verra son rôle réaffirmé. A l'instar du comité consultatif des usagers des services bancaires, un comité consultatif de l'assurance réunissant assureurs et assurés, va être créé.

### Banalisation

#### des entreprises publiques

Sur le modèle de la commission bancaire, une commission de contrôle qui aura à sa tête trois magistrats (du Conseil d'Etat, de la Cour de cassation et de la Cour des comptes) sera constituée. Elle sera chargée du contrôle de la solvabilité des compagnies et verra ses pouvoirs considérablement élargis. Elle disposera d'une gamme de sanctions allant de la simple injonction au retrait d'agrément total ou partiel accompagné d'éventuelles sanctions pécuniaires. Elle pourra par exemple interdire certaines opérations à une compe-

gnie. L'agrément des sociétés et le visa sur les contrats continueront à relever du ministère de l'économie.

Le dernier volet de la réforme porte sur une modernisation des conditions d'activités des entreprises du secteur. Comme cela était attendu — notamment afin de rendre possible le rapprochement entre l'UAP et la BNP — le texte prépare une banalisation des conditions de fonctionnement des entreprises publiques d'assurances avec des modifications apportées à la loi de 1973. Les restrictions portant sur la répartition des 25 % du capital que les sociétés nationales d'assurances peuvent mettre dans le public sont levées.

Pour ce qui concerne les sociétés mutuelles d'assurances, elles relèveront désormais d'un « tronc commun » et auront, conformément à leur souhait, la possibilité de se grouper en union de mutuelles. Enfin, toutes les sociétés auront la faculté de proposer des contrats d'assurance en devises. La date d'application de cette dernière innovation sera fixée par décret.

E. I.

## BILLET

### Les AGF avec Camille Claudel

Coup de cœur, coup de pub ou coup d'argent ? Il y a un peu des trois dans l'acquisition, par les Assurances générales de France, d'une œuvre majeure de Camille Claudel, Persée et la Gorgone.

Coup de cœur ? Michel Albert, le président des AGF, et ses proches collaborateurs n'en disconviennent pas, mardi 28 mars, lors de la cérémonie de présentation de l'ensemble à l'Espace Richelieu, au siège de la société, à Paris. « Nous avons vu la sculpture, consulté des experts, en vingt-quatre heures, notre décision était prise », dit le patron des AGF. Mais est-ce bien là le rôle d'une compagnie d'assurances ?

Coup de pub ? En acquérant, il y a quelques mois, les Tournois, de Vincent Van Gogh, la société d'assurances japonaise Yasuda avait réalisé une opération publicitaire spectaculaire. Un « effet de notoriété » immédiat et massif, au Japon et dans le reste du monde, a reconnu François Simmonet, le directeur des investissements des AGF. En acquérant leur nom à celui de Camille Claudel, les AGF — qui ont également participé au financement du film de Bruno Nuyt-

tan — peuvent aussi en attendre d'heureuses retombées commerciales.

Un coup d'argent ? « C'est un investissement qui vient compléter le patrimoine de la société », explique Roger Papaz, le directeur général des AGF. Un achat d'un tel montant (près de 7 millions de francs) de la part d'une société française sur le marché de l'art est une première. Un achat exceptionnel financé sur les fonds propres de la compagnie. Il est vrai que, contrairement aux actions, obligations et autres immeubles, l'œuvre d'art, si elle peut dégrader des plus-values, ne procure pas de rendements réguliers. Pas question pour les AGF, donc, d'intervenir systématiquement sur le marché de l'art.

Les fanatiques, désormais nombreux, de Camille Claudel, n'auront pas à acheter un billet Paris-Tokyo pour admirer l'une de ses œuvres. Propriété d'un collectionneur privé des Etats-Unis, Persée et la Gorgone était sur le point d'être achetée par un musée de Tokyo. Les amateurs pourront l'admirer rue de Richelieu. Joli coup. Persée reste... Avec nous !

ERIK IZRAËLWICZ

## SOCIAL

Les élections à la Sécurité sociale

### M. Evin proroge le mandat des conseils jusqu'au printemps 1991

Le gouvernement a décidé de se donner du temps pour l'élection des 4 097 représentants des assurés sociaux dans les conseils d'administration des 133 caisses primaires d'assurance-maladie et des 119 caisses d'allocation familiales. M. Claude Evin a annoncé mardi 28 mars que le mandat des administrateurs actuels serait prorogé « jusqu'à une date qui ne saurait excéder le 31 mars 1991 », alors que des élections auraient dû normalement être organisées à l'automne prochain, les précédentes ayant eu lieu le 19 octobre 1983 pour six ans.

Cette prorogation, « ne préjugeant pas de la manière dont le mandat des administrateurs sera renouvelé », sera incluse dans un article de loi prévoyant « diverses dispositions d'ordre social », vraisemblablement déposée en mai prochain.

Eloignez de moi ce calice ! Présentées comme le symbole d'une démocratisation de la gestion et la première étape d'une grande réforme (dans un « Grenelle de la protection sociale ») lorsque elles avaient été rétablies après seize ans d'interruption, les élections paraissent « bien embarrassantes aujourd'hui ».

C'est la CFDT qui a allumé la mèche l'été 1988, alors qu'elle avait en 1981 réclamé avec la CGT le rétablissement des élections. Pour elle, faute de la réforme promise, les élections ont perdu leur sens ; elles ne permettent guère de trancher entre des conceptions ou des projets pour la Sécurité sociale, mais risquent de se jouer sur des thèmes politiques ou des débats annexes, voire dangereux (le coût des immigrés par exemple). La CFDT a ainsi rejoint FO dans son opposition traditionnelle aux élections. Les deux organisations redoutent le coût de la campagne (pour chacune une dizaine de millions de francs en 1983), et l'effet désastreux d'un fort taux d'abstention (il a été de 54,05 % aux dernières élections contre 47,4 % aux élections des conseils en 1983).

Elles redoutent tout autant la pression de la CGT, qui, désireuse de faire valoir son audience, mal reconnue estime-t-elle après les élections de 1983, soutient encore plus fermement le principe des élections que FO et la CFDT ne le rejettent. La CGT n'est évidemment pas fichée d'embarras ces deux centrales. La CGC et la CFTC aussi se disent favorables par principe aux élections, quels qu'en soient les risques (ils ne sont pas minces pour la CGC, après son mauvais score aux élections prud'homales). Mais leur degré de conviction reste difficile à mesurer.

Au ministère des affaires sociales, depuis l'été, on a pesé les avantages et les inconvénients des deux solutions, en se défendant de tout a-

priori. D'un côté, la difficulté de faire accepter des sacrifices à des syndicats contraints de se poser en défenseurs des assurés, face à la concurrence de la CGT. De l'autre, la continuité, les vertus démocratiques de l'élection et la légitimité qu'elle apporte — encore que nul ne conteste la légitimité des administrateurs de l'assurance-chômage, et que, dans le régime général lui-même, les 1 512 administrateurs patronaux et les 651 personnalités qualifiées, syndicalistes, mutualistes ou représentants des associations familiales soient aussi désignés, et non élus.

### Lever l'hypothèque politique

Le désir d'éviter un sujet de division supplémentaire dans des discussions déjà complexes avec les partenaires sociaux se double aussi d'un imbroglio politique : le Parti socialiste, fidèle à lui-même, tient aux élections — il l'a fait savoir — et le président de la République est réputé être favorable, sans avoir vraiment exprimé son point de vue. M. Evin peut-il prendre le risque de s'opposer à la volonté présidentielle ?

En renvoyant les élections éventuelles à 1991 (le principe est maintenant sans nul doute explicitement mentionné dans le projet de loi), et non à 1990 comme on s'y attendait, le gouvernement s'est donné le temps de lever l'hypothèque politique. Il s'est surtout donné une bonne année de tranquillité avant la préparation des élections pour achever les négociations pour des réformes, qui demeurent toujours l'« objectif », comme l'a affirmé M. Evin. Ce report permet enfin de tester la volonté des partenaires sociaux : une redistribution — envisagée — des pouvoirs entre le Parlement, le gouvernement et les caisses ne peut-elle changer des convictions ? Le ministre renvoie la balle. Dans le camp des partenaires ou en touche ? C'est l'issue des discussions menées par l'entremise de M. Jean-Jacques Dupeyron, chargé d'une mission par M. Evin sur l'avenir de la Sécurité sociale, qui en décidera. Le risque est évidemment que l'on se contente de perdre le temps gagné.

GUY HERZLICH.

Grève à l'usine Thomson-CSF de Vélizy. — Les grévistes de l'usine de tubes électroniques Thomson-CSF de Vélizy (Yvelines), qui compte mille deux cent quatre-vingt-dix salariés, ont reconstruit, le 28 mars, leur mouvement de grève commencé le 22 mars. Cette action a été provoquée par l'annonce par la direction d'un plan de restructuration entraînant deux cent quarante suppressions d'emplois. Les travailleurs concernés avaient reçu le 22 mars leur lettre de convocation à l'entretien préalable dans le cadre d'une procédure de licenciement économique. Selon les syndicats, la direction a mis comme préalable à des négociations la reprise du travail.

## LA VIE DANS LES ENTREPRISES

### Accord sur la formation pour les artisans du bâtiment

La Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment (CAPEB), représentant les entreprises artisanales du bâtiment qui emploient moins de dix salariés, vient de signer un accord sur la formation de son personnel. Un accord qui, si elle est ratifié, un fonds de formation spécifique va être créé. Il recueillera les fonds provenant de la cotisation de 0,1 % sur la masse salariale, issue elle-même d'un accord signé en mars 1985 par l'Union professionnelle de l'artisanat (UPA). L'extension de l'accord à l'ensemble de la profession a été demandée. Cette innovation a recueilli le consentement de la Fédération nationale du bâtiment (FNB), grande sœur de la CAPEB côté patronal, et de toutes les organisations syndicales, à l'exception de la CGT. La formation est un enjeu d'autant plus important que, dans le secteur du bâtiment, les 330 000 artisans, qui réalisent près de la moitié du chiffre d'affaires, font travailler 390 000 salariés. A eux seuls, ils représentent la moitié des effectifs de la branche et emploient un technicien, un agent de maîtrise (ETAM), un employé sur deux, soit 80 000 personnes. M. Paul Letarte, président de la CAPEB, estime que cet accord va permettre d'adapter les qualifications à l'évolution des marchés.

Discorde autour du Bicentenaire chez Technip. — La célébration du Bicentenaire de la Révolution française donne lieu à une passe d'armes entre la direction de Technip (Ingénierie) et le comité d'établissement de la Défense. A l'unanimité des élus du CE (4 CGT, 2 CFDT et 2 CGC), celui-ci avait décidé de célébrer l'événement en organisant dans le hall et dans la bibliothèque une exposition et en prévoyant trois débats avec des historiens et le comédien François Chaumette. La direction a considéré que l'exposition ne pouvait avoir lieu dans le hall, « lieu de passage pour les visiteurs », et l'a renvoyé dans la bibliothèque où elle se tient. Elle refuse par ailleurs des débats « avec des personnalités extérieures à l'entreprise ». Le CE parle de « volonté de censure » et en appelle au premier ministre.

Peu d'aide au retour chez Chaumoussin. — Le plan social, décidé en juillet 1988 chez Chaumoussin, en vue de supprimer 1 134 emplois, tablait sur 73 retours au pays (pour 360 salariés étrangers concernés). Moins d'une vingtaine ont été infirmes. Pour les préretraités FNE, le succès va être total : au moins 500 départs, avec en plus 190 départs éventuels à Geneviève, en échange de mutations en provenance de Creil, l'établissement le plus touché. Les départs volontaires et les créations d'entreprises avec primes pourraient concerner 250 à 300 personnes. Le plan va s'appliquer jusqu'au bout, malgré la décision de Peugeot de faire monter des 205 à Creil (100 par jour) à partir de septembre 1989.

JE VOUS PRIÉ  
D'EXCUSER  
CE RETARD...

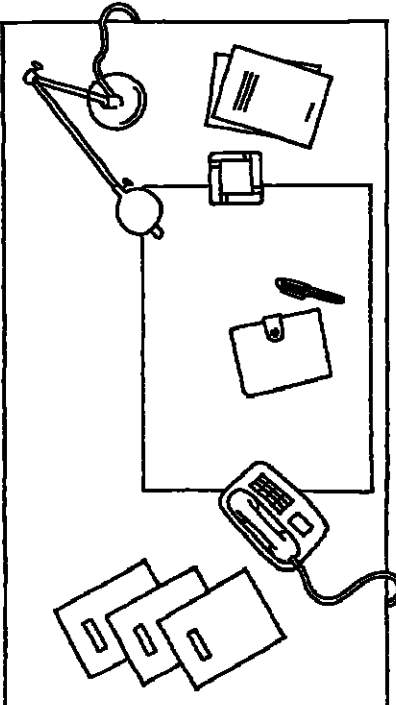
...LARGEMENT  
IMPUTABLE A  
UN OBSTACLE  
IMPRÉVU...

...JE NE SAIS  
PAS SI VOUS  
CONNAISSEZ  
LE CARREFOUR  
A L'ANGLE DE LA  
RUE MACHIN...

...EH BIEN  
TOUS LES FEUX  
ETAIENT EN PANNE,  
VOUS IMAGINEZ...  
LE...HEU...

...JE...JE...

...JE M'EXCUSE D'ÊTRE AUSSI  
EN RETARD, MAIS MA FEMME  
VIENT D'ACCOUCHER!!



ENCORE!!!

RATP

LE MÉTRO, C'EST UNE AFFAIRE DE BON SENS

مكتبة من الأصل



## Économie

### SOCIAL

#### La préparation du 43<sup>e</sup> congrès

### Réduction de moitié des candidatures socialistes à la commission exécutive de la CGT

Le dernier numéro de l'organe officiel de la CGT, *le Peuple*, publie la liste des candidatures à la prochaine commission exécutive de la centrale qui sera élue par le comité confédéral national (CCN) à l'issue du 43<sup>e</sup> congrès confédéral de Montreuil du 21 au 26 mai prochain. Une liste qui va accroître les dissensions avec les socialistes, dont le poids se trouvera sensiblement réduit.

Officiellement, il y a 140 candidatures à la prochaine commission exécutive - dont 36 femmes - alors que la commission actuelle comptait 124 membres (en incluant, dans les deux cas, la commission financière). 34 membres - dont 25 communistes - ne se représentent pas, tandis qu'on enregistre 50 nouvelles candidatures, émanant pour l'essentiel de membres du Parti communiste. Parmi les sortants figurent

deux anciens secrétaires confédéraux - MM. André Allamy et Pierre Gensous - et des dirigeants de fédération comme M. Augustin Dufréne (mineurs), M. Albert Leguern (PTT) et, bien sûr, M. André Sainjon, qui avait démissionné du secrétariat général de la fédération de la métallurgie en septembre 1988. Un autre départ est à remarquer, celui de M. Jean Magnadas, directeur du Centre d'études économiques et sociales.

Parmi les nouveaux candidats figurent M. Jean Desmoulin, secrétaire général de la fédération de la métallurgie, et M. Denis Cohen, qui devrait succéder prochainement à M. Duteil à la tête de la fédération de l'énergie. Mais ces 140 candidatures (contre 128 en 1985 et 156 en 1982) font surtout apparaître un nouvel équilibre politique, avec 23 non-communistes (16,43 %) et 117 communistes (83,57 %). Dans la CE sortante, on comptait 30 non-communistes (24,19 %) et 94 communistes (75,80 %).

Les socialistes pâtissent de ce nouvel équilibre. Ils étaient 10 dans la commission sortante - avec en plus un radical de gauche, M. Philippe Motet (Aveyron), qui s'est abstenu lors de l'adoption du document d'orientation, mais qui a été mis à l'écart du MRG pour avoir fait alliance au premier tour des élections municipales avec le PCF - ils ne comptent plus que 5 candidats. Ces 5 socialistes sont M. André Deluchat, membre du bureau confédéral et du comité directeur du PS; M. Daniel Anglerand qui ne se représentera pas, comme M. Thérèse Poupon (PCF) au bureau confédéral (comme elle, il ne sera pas remplacé); M. Michel Perennes (équipement) qui devrait prochainement prendre sa retraite.

M. Michel Gond (Loiret) qui a failli ne pas être présenté car son union départementale lui reprochait d'avoir figuré sur la liste socialiste de M. Sueur aux municipales, à

Orléans, où il est aujourd'hui maire adjoint; M. Jean-Pierre Rossignol (Val-d'Oise).

#### « Monolithique »

Cinq socialistes ne se représentent pas : M. Gammé devrait figurer sur la liste socialiste aux élections européennes; M. Parent a démissionné; M. Bertrand a quitté son secteur de l'agro-alimentaire. M. Berthelette n'a pas été présenté par son union départementale (Gironde) pour la raison qu'elle n'est plus permanente; M. Jacques Simonnet s'est vu retirer ses responsabilités dans son syndicat des PTT du Puy-de-Dôme. Les socialistes se plaignent du fait que tous les nouveaux candidats qu'ils ont proposés ont été refusés. Cette situation risque d'aboutir à une crise avec les responsables socialistes.

- Dans un entretien au *Monde* du 14 mars, M. Deluchat souhaitait que « la prochaine direction confédérale soit le reflet de la diversité de la

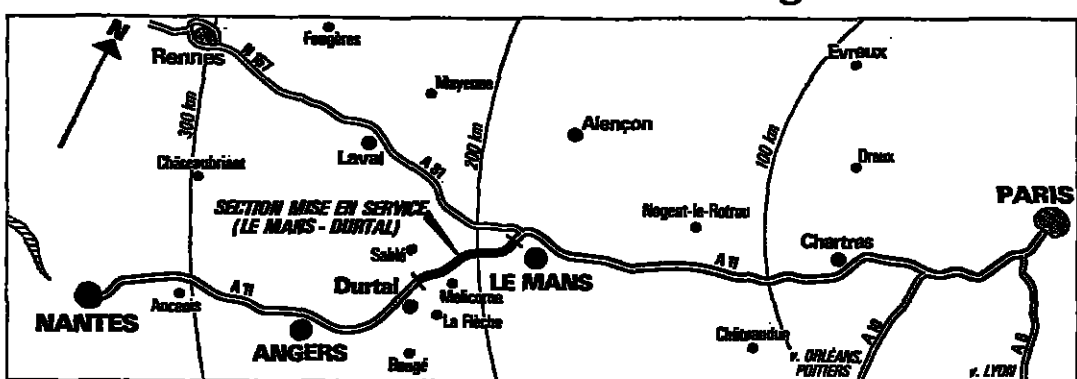
CGT ». Le résultat est à l'opposé de ses vœux. Dans un entretien accordé à l'Agence France-Presse, le 29 mars, M. Deluchat parle de la décision politique « délicate » et de direction « de plus en plus monolithique ». « J'ai l'impression, ajoute-t-il, que la CGT se replie alors qu'elle devrait se déployer. » Ce

n'est que le 26 mai au soir, au vu des orientations adoptées par le 43<sup>e</sup> congrès, qu'il pourrait décider ou non de se maintenir au bureau confédéral. A l'exception de M. Anglerand, d'autres socialistes de la CE semblent être dans le même état d'esprit.

M. N.

### TRANSPORTS

#### Paris-Nantes sans feux rouges



La société Autoroutes du sud de la France (ASF) a ouvert à la circulation la dernière section Sablé-La Flèche-Le Mans-Ouest de l'autoroute A11. L'Océane Nantes se trouve désormais à environ trois heures trente de Paris.

Les 81,5 kilomètres de cette nouvelle voie autoroutière ont été construits en moins de quatre

ans et ont coûté 1,6 milliard de francs. Ils comportent huit aires de repos et une aire de service à Parc-sur-Sarthe.

Le péage a été fixé, pour cette section, à 30 F pour les véhicules légers et à 60 F pour les poids lourds. Le trafic attendu est de dix mille cinq cents véhicules par jour.

#### Cent millions de voyageurs pour le TGV

M. Jacques Fournier, président de la SNCF, a accueilli, le 29 mars, en gare de Lyon à Paris, le cent millionième voyageur du TGV. En fait, deux passagers du TGV 612, en provenance de la Part-Dieu, ont été tirés au sort en première et en seconde classes pour recevoir ce titre symbolique. Ils se sont vu remettre par le directeur commercial voyageurs un bon pour un aller et retour en première classe, valable pour deux personnes, sur la relation de leur choix.

Inaugurée dans sa totalité le 22 septembre 1981, la ligne nouvelle Paris-Lyon achemine chaque jour 51 000 voyageurs, soit 60 % de plus que la ligne ancienne. Le record d'affluence est de 89 000 personnes transportées dans une même journée. En 1987, le TGV Sud-Est avait rapporté à la SNCF un bénéfice net de 1,4 milliard de francs. Il sera totalement remboursé à la fin de l'année 1991.

## Ce mois-ci dans DYNASTEURS

LE MENSUEL DES ECHOS

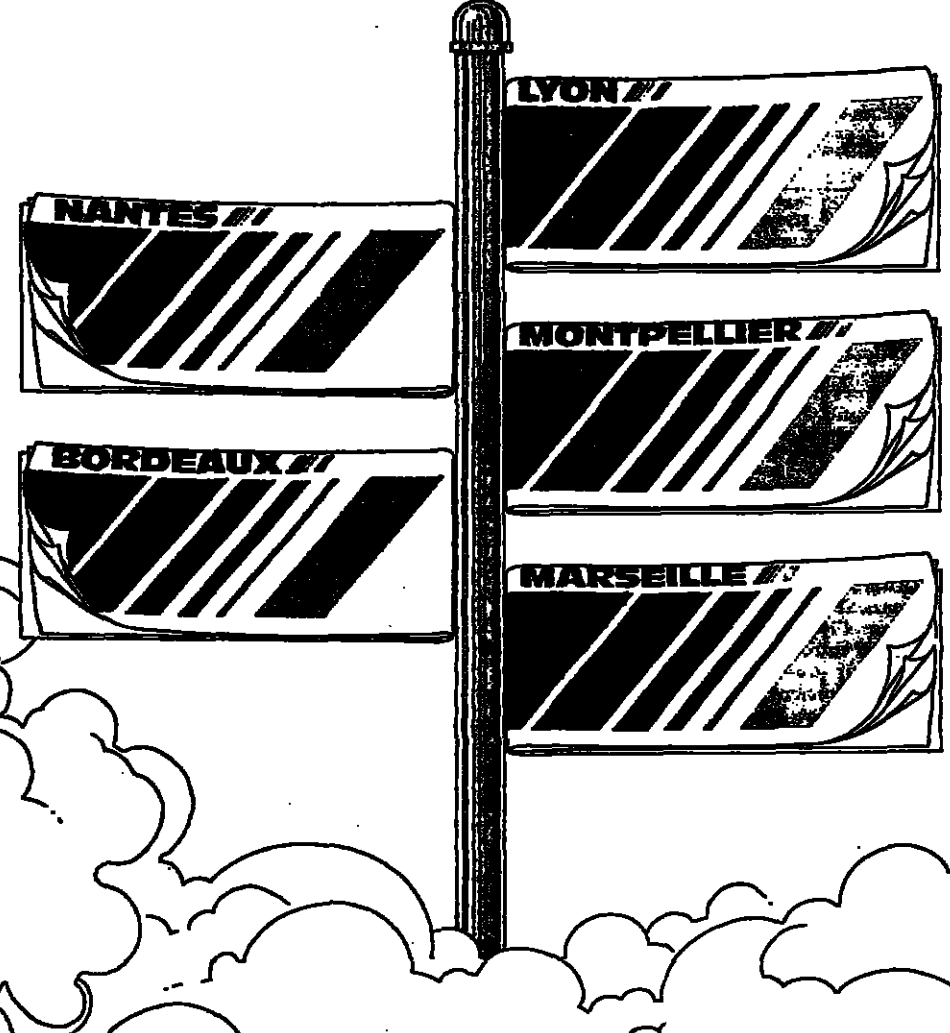
### Dossier

## L'Europe, forteresse sans remparts

### Et aussi

- L'existentialisme sportif de Jean-René Fourtou
- Mexico la menace
- La lente révolution de l'ordinateur portable

EN KIOSQUE



## A partir du 26 mars le ciel d'Air France s'enrichit de nouvelles destinations au départ de Paris.

Air France ouvre 4 nouvelles destinations en France et renforce le nombre de ses fréquences sur Marseille. Sur tous ses vols vous retrouverez la qualité du service Air France : en classe Affaires une collation ou un repas vous sera servi sur chaque vol, en classe Economique toutes les boissons sont gratuites. Ces 5 destinations, au départ de Paris Charles-de-Gaulle, sous numéro de vol Air Inter, sont desservies par des avions et des équipages Air France.





## Marchés financiers

## BOURSE DU 29 MARS

[illegible]

## Comptant (sélection)

[illegible]**SICAV** (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Extension Finale int.	Rachet net	VALEURS	Extension Finale int.	Rachet net	VALEURS	Extension Finale int.	Rachet net
Vieljeux		1220	A.A.A.	977.20	953.37	France-Presse	98.80	95.73	Pierre-Isabelle	724.62	691.76
Vieljeux		1220	Actifon	235.07	223.92c	France-Région	1152.67	1119.29	Pigment A	707.89	7071.80
Vieljeux		1220	Actifon	235.07	223.92c	France-Région	20.75	20.75	Pigment B	746.01	7461.01
Wonder	1470	1470	Actifon	925.05	920.91	France-Région	20.75	20.75	Pigment C	6782.47	5782.47
Banc. de l'Alcove		134.90	Adicard	620.71	599.27	France-Région	37.17	32.92	Pigment D	5999.59	5999.59
			A.G.F. Acton (ex CP)	1120.72	1083.39	France-Région	1141.06	1140.76	Pigment E	5999.59	5999.59
			A.G.F. Acton	1030.84	994.33	France-Région	241.03	227.47	Pigment F	117.47	117.47
			A.G.F. EDU	1105.91	1094.06	France-Région	694.03	683	Pigment G	11127.80	11118.76
			A.G.F. Fonor	119.97	107.08	France-Région	27.83	26.98	Pigment H	111.49	111.49
			A.G.F. Inverto	447.08	436.18	France-Région	4423.82	4412.49	Pigment I	223.92	223.92
			A.G.F. Invest	122.12	119.14	France-Région	592	573.40	Pigment J	1.07	1.07
			A.G.F. OBLIC	1112.68	1112.68	France-Région	11424.85	11295.11	Pigment K	164.63	162.19
			A.G.F. Scientia	1108.49	1102.99	France-Région	1154.08	1116.14	Pigment L	5458.20	5458.20
			Aligim	651.98	626.69	France-Région	80919.72	80988.00	Pigment M	1175.88	1182.45
			A.L.T.O.	1252.76	1212.80	France-Région	159.81	165.12	Pigment N	857.89	818.60
			Amec-Gis	5534.43	5585.33	France-Région	10294.76	10000.25	Pigment O	299.23	297.02
			Amviva-Vale	706.24	699.97	France-Région	12494.25	12304.19	Pigment P	207.38	197.12
			Amviva	630.70	620.20	France-Région	476.12	462.25	Pigment Q	559.95	572.74
			Arhanoque	5367.94	5362.99	France-Région	195.10	193.20	Pigment R	457.45	465.45
			Arhanoque	1113.34	1113.34	France-Région	246.29	242.85	Pigment S	1232.05	1230.09
			Arhanoque	330.93	319.06	France-Région	237.50	228.72	Pigment T	473.85	473.85
			Arhanoque	1484.16	1421.51	France-Région	266.57	254.88	Pigment U	760.45	760.45
			Arhanoque	106.95	105.74	France-Région	288.02	275.73	Pigment V	12594.57	12594.57
			Arhanoque	122.78	117.21	France-Région	344.2	325.83	Pigment W	5702.23	5655.53
			Arhanoque	123.22	117.03	France-Région	250.94	239.47	Pigment X	1004.33	1004.33
			Arhanoque	117.27	111.95	France-Région	144.38	140.36	Pigment Y	551.46	535.40
			Arhanoque	3696.95	3478.61	France-Région	442.30	437.76	Pigment Z	717.91	707.30
			Arhanoque	157.97	157.47	France-Région	290.83	285.83	Pigment A	1476.81	1476.81
			Arhanoque	30.17	29.87	France-Région	269.83	262.07	Pigment B	1676.40	1676.40
			Arhanoque	1015.08	1007.00	France-Région	11182.36	11182.36	Pigment C	186.07	186.07
			Arhanoque	5294.96	5259.99	France-Région	22862.52	22869.03	Pigment D	819.76	798.05
			Arhanoque	114.11	111.37	France-Région	777.40	760.70	Pigment E	619.28	602.69
			Arhanoque	372.91	358.57	France-Région	2146.95	2134.90	Pigment F	442.61	430.76
			Arhanoque	516.57	503.47	France-Région	504.70	490	Pigment G	425.35	425.35
			Arhanoque	1012.60	976.74	France-Région	708.37	697.74	Pigment H	2143.9	2143.9
			Arhanoque	707.64	761.89	France-Région	180.41	176.09	Pigment I	355.64	342.69
			Arhanoque	482.44	1023.61	France-Région	144.61	434.35	Pigment J	1037.32	1047.66
			Arhanoque	361.47	246.08	France-Région	694.03	683	Pigment K	1414.34	1380.21
			Arhanoque	1105.48	1408.61	France-Région	54229.13	54229.13	Pigment L	550.38	450.29
			Arhanoque	1476.16	1408.12	France-Région	54785.24	54785.24	Pigment M	1121.62	1078.48
			Arhanoque	31954.43	31954.43	France-Région	14941.67	14941.67	Pigment N	1131.06	1098.04
			Arhanoque	398.90	377.57	France-Région	149.88	149.88	Pigment O	7159.24	1122.55
			Arhanoque	2073204	2073204	France-Région	14941.66	14919.28	Pigment P	6005.35	6005.35
			Arhanoque	263.87	242.38	France-Région	6526.27	6513.34	Pigment Q	83.20	81.51
			Arhanoque	269.95	269.95	France-Région	217194	217194	Pigment R	10301.54	10301.54
			Arhanoque	5247.56	5247.56	France-Région	121.80	121.80	Pigment S	104238.87	104238.87
			Arhanoque	25256.24	25256.24	France-Région	618.68	618.68	Pigment T	958.89	919.78
			Arhanoque	8270.40	8185.89	France-Région	1121.99	1121.99	Pigment U	446.30	430.25
			Arhanoque	517.74	517.74	France-Région	63836.12	63836.12	Pigment V	108.99	108.99
			Arhanoque	1595.82	1523.81	France-Région	1007.95	1007.95	Pigment W	111.78	111.78
			Arhanoque	83.69	79.91	France-Région	11432	11432	Pigment X	529.69	529.69
			Arhanoque	629.48	612.61	France-Région	779.34	759.46	Pigment Y	1284.43	1228
			Arhanoque	62540.14	62540.14	France-Région	6330.82	6302.74	Pigment Z	3304.03	1283.34
			Arhanoque	148.78	179.83	France-Région	1222.85	1220.48	Pigment A	291.18	283.97
			Arhanoque	1248.98	1216.90	France-Région	12679.41	12429.91	Pigment B	2403.69	2284.64
			Arhanoque	12250.17	1217.19	France-Région	126.12	126.12	Pigment C	184.26	184.26
			Arhanoque	304.55	295.78	France-Région	915.72	915.72	Pigment D	184.26	184.26
			Arhanoque	1248.98	1216.90	France-Région	12679.41	12429.91	Pigment E	2403.69	2284.64
			Arhanoque	12250.17	1217.19	France-Région	126.12	126.12	Pigment F	184.26	184.26
			Arhanoque	304.55	295.78	France-Région	915.72	915.72	Pigment G	184.26	184.26
			Arhanoque	1248.98	1216.90	France-Région	12679.41	12429.91	Pigment H	2403.69	2284.64
			Arhanoque	12250.17	1217.19	France-Région	126.12	126.12	Pigment I	184.26	184.26
			Arhanoque	304.55	295.78	France-Région	915.72	915.72	Pigment J	184.26	184.26
			Arhanoque	1248.98	1216.90	France-Région	12679.41	12429.91	Pigment K	2403.69	2284.64
			Arhanoque	12250.17	1217.19	France-Région	126.12	126.12	Pigment L	184.26	184.26
			Arhanoque	304.55	295.78	France-Région	915.72	915.72	Pigment M	184.26	184.26
			Arhanoque	1248.98	1216.90	France-Région	12679.41	12429.91	Pigment N	2403.69	2284.64
			Arhanoque	12250.17	1217.19	France-Région	126.12	126.12	Pigment O	184.26	184.26
			Arhanoque	304.55	295.78	France-Région	915.72	915.72	Pigment P	184.26	184.26
			Arhanoque	1248.98	1216.90	France-Région	12679.41	12429.91	Pigment Q	2403.69	2284.64
			Arhanoque	12250.17	1217.19	France-Région	126.12	126.12	Pigment R	184.26	184.26
			Arhanoque	304.55	295.78	France-Région	915.72	915.72	Pigment S	184.26	184.26
			Arhanoque	1248.98	1216.90	France-Région	12679.41	12429.91	Pigment T	2403.69	2284.64
			Arhanoque	12250.17	1217.19	France-Région	126.12	126.12	Pigment U	184.26	184.26
			Arhanoque	304.55	295.78	France-Région	915.72	915.72	Pigment V	184.26	184.26
			Arhanoque	1248.98	1216.90	France-Région	12679.41	12429.91	Pigment W	2403.69	2284.64
			Arhanoque	12250.17	1217.19	France-Région	126.12	126.12	Pigment X	184.26	184.26
			Arhanoque	304.55	295.78	France-Région	915.72	915.72	Pigment Y	184.26	184.26
			Arhanoque	1248.98	1216.90	France-Région	12679.41	12429.91	Pigment Z	2403.69	2284.64
			Arhanoque	12250.17	1217.19	France-Région	126.12	126.12	Pigment A	184.26	184.26
			Arhanoque	304.55	295.78	France-Région	915.72	915.72	Pigment B	184.26	184.26
			Arhanoque	1248.98	1216.90	France-Région	12679.41	12429.91	Pigment C	2403.69	2284.64
			Arhanoque	12250.17	1217.19	France-Région	126.12	126.12	Pigment D	184.26	184.26
			Arhanoque	304.55	295.78	France-Région	915.72	915.72	Pigment E	184.26	184.26
			Arhanoque	1248.98	1216.90	France-Région	12679.41	12429.91	Pigment F	2403.69	2284.64
			Arhanoque	12250.17	1217.19	France-Région	126.12	126.12	Pigment G	184.26	184.26
			Arhanoque	304.55	295.78	France-Région	915.72	915.72	Pigment H	184.26	184.26
			Arhanoque	1248.98	1216.90	France-Région	12679.41	12429.91	Pigment I	2403.69	2284.64
			Arhanoque	12250.17	1217.19	France-Région	126.12	126.12	Pigment J	184.26	184.26
			Arhanoque	304.55	295.78	France-Région	915.72	915.72	Pigment K	184.26	184.26
			Arhanoque	1248.98	1216.90	France-Région	12679.41	12429.91	Pigment L	2403.69	2284.64
			Arhanoque	12250.17	1217.19	France-Région	126.12	126.12	Pigment M	184.26	184.26
			Arhanoque	304.55	295.78	France-Région	915.72	915.72	Pigment N	184.26	184.26
			Arhanoque	1248.98	1216.90	France-Région	12679.41	12429.91	Pigment O	2403.69	2284.64
			Arhanoque	12250.17	1217.19	France-Région	126.12	126.12	Pigment P	184.26	184.26
			Arhanoque	304.55	295.78	France-Région	915.72	915.72	Pigment Q	184.26	184.26
			Arhanoque	1248.98	1216.90	France-Région	12679.41	12429.91	Pigment R	2403.69	2284.64
			Arhanoque	12250.17	1217.19	France-Région	126.12	126.12	Pigment S	184.26	184.26
			Arhanoque	304.55	295.78	France-Région	915.72	915.72	Pigment T	184.26	184.26
			Arhanoque	1248.98	1216.90	France-Région	12679.41	12429.91	Pigment U	2403.69	2284.64
			Arhanoque	12250.17	1217.19	France-Région	126.12	126.12	Pigment V	184.26	184.26
			Arhanoque	304.55	295.78	France-Région	915.72	915.72	Pigment W	184.26	184.26
			Arhanoque	1248.98	1216.90	France-Région	12679.41	12429.91	Pigment X	2403.69	2284.64
			Arhanoque	12250.17	1217.19	France-Région	126.12	126.12	Pigment Y	184.26	184.26
			Arhanoque	304.55	295.78	France-Région	915.72	915.72	Pigment Z	184.26	184.26
			Arhanoque	1248.98	1216.90	France-Région	12679.41	12429.91	Pigment A	2403.69	2284.64
			Arhanoque	12250.17	1217.19	France-Région	126.12	126.12	Pigment B	184.26	184.26
			Arhanoque	304.55	295.78	France-Région	915.72	915.72	Pigment C	184.26	184.26
			Arhanoque	1248.98	1216.90	France-Région	12679.41	12429.91	Pigment D	2403.69	2284.64
			Arhanoque	12250.17	1217.19	France-Région	126.12	126.12	Pigment E	1	

## Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS		COURS DES BILLET	
	préc.	25/3	Achat	Vente
Extr-Us (6 1)	6 376	6 382	6 175	6 575
ECU	7 045			
Allemagne (100 DM)	336 280	357 530	387 500	
Belgique (100 B)	18 125	19 118	18 680	18 600
France (100 F)	289 900	298 300	280 600	310 500
Danemark (100 kr)	87 760	86 580	83 300	90 500
Grèce (100 dr)	93 560	85 500	85 500	98 500
Irlande (100 Ir)	10 160	10 787	10 475	11 200
Italie (100 lire)	4 008	3 994	3 700	4 500
Autriche (100 sch)	4 613	4 602	4 450	4 950
Stoffe (1 000 kg)				
France (100 L)	365 880	386 700	376 300	
Belgique (100 B)	18 125	19 118	18 680	18 600
Autriche (100 sch)	4 613	4 602	4 450	4 950
Espagne (100 pes)	6 432	6 424	6 200	6 750
Portugal (100 esc)	6 104	6 087	5 850	6 550
Grèce (100 dr)	93 560	85 500	85 500	98 500
Irlande (100 Ir)	10 160	10 787	10 475	11 200

## Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS prix.	COURS 29/3
Or fin Baïle en baïles	80500	79000
Or fin (en lingots)	80500	78200
Pièce française (20 fr)	461	458
Pièce française (10 fr)	358	..
Pièce suisse (20 fr)	476	475
Pièce helvète (20 fr)	461	456
Souverains	588	577
Pièce du 20 dollars	2850	2710
Pièce du 10 dollars	1360	1352 50
Pièce du 5 dollars	670	..
Pièce du 25 francs	2995	2955
Pièce du 10 francs	481	476
Or Londres	..	..
Or Zurich	..	..
Or Hongkong	..	..
Argent Londres	..	..

**Hors-cote**

[illegible]

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

## PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :  
05-55-91-82, poste 4330

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	COMMUNICATION	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Après les élections en URSS. 4 La scandale Recruit au Japon. 5 Après l'annonce d'une rencontre entre M. Arafat et M. Mitterrand. 6 Poursuite des négociations au Guatemala.	9 La réunion du comité central du PCF : M. Marchais face à une crise multiforme. 10 Corse : le gouvernement espère de débloquer la situation ; un entretien avec M. José Rossi.	11 Quatre membres présumés du GAL jugés à Paris. — M. Roland Nungesser inculpé dans le cadre de l'instruction de l'affaire de la SORMAE. 13 Mobilisation générale contre un barrage près du Puy.	18 Rencontre avec M. Jacques Sarret : le Luxembourg veut consolider la vocation européenne de la CLT. <b>DÉBATS</b> 2 « La conscience des intellectuels russes », par Milen Simacka.	25 Un entretien avec le PDG de Bull. 27 La restructuration de Deutsche Airbus. 28 La réforme des assurances. 29 La préparation du congrès de la CGT. 30-31 Marchés financiers.	Abonnements ..... 2 Annonces classées .. 19 à 22 Cartes ..... 18 Météorologie ..... 24 Mots croisés ..... 24 Radio-télévision ..... 24	• La crise en Corée ..... JOUR • Chaque matin le mini-journal de la rédaction ..... JOUR • L'actualité 24 heures sur 24 ..... AFP  3615 tapers LM 3615 tapers LEMONDE

## La préparation des européennes

## Grandes manœuvres à l'UDF pour contrer une liste centriste

« Je pense que l'idéal pour les européennes serait que puisse se retrouver la nouvelle génération du RPR, de l'UDF et de l'UDC. (...) L'idéal serait qu'ensemble ils aient le courage de constituer une liste. Elle préfigurerait ce que nous voulons pour l'avenir. » Cette proposition faite dans *Libération* par M. Charles Millon, président UDF du conseil régional Rhône-Alpes, suscite des échos. Mardi 28 mars, plusieurs représentants de la jeune génération de l'opposition ont saisi la balle au bond en s'exprimant sur Europe 1.

« Ce serait un message d'espoir fantastique que l'opposition adresserait aux Français et que toute la France adresserait à l'Europe, qu'un groupe d'hommes politiques jeunes se détache des liens trop étroits des partis, et qu'ils choisissent ensemble l'horizon européen », a affirmé M. François Bayrou, député UDC des Pyrénées-Atlantiques.

Du côté du Parti républicain, MM. Gérard Lemaire et Philippe Vasseur, tout deux députés UDF, ont cherché à faire fructifier la proposition Millon, sans attirer les foudres du « père », en l'occurrence M. Valéry Giscard d'Estaing. Aussi, MM. Longuet et Vasseur proposent de faire conduire la liste des « jeunes » par un « vieux sage » comme l'ancien président de la République. « Ce serait peut-être une nouvelle façon de proposer le changement dans la continuité et de concilier l'idée de Charles Millon avec un certain nombre d'attentes », estime M. Vasseur. Un compromis que le nouveau maire UDF d'Amiens, M. Gilles de Robien, formule en expliquant que « l'expérience et la jeunesse sont complémentaires ». Pour M. Patrick Dovedjian, député RPR et maire d'Antony, la logique Millon s'inspire d'un constat : « Nous avons beaucoup d'idées en commun » et « il faut que l'union se fasse par les idées surtout (...). Non de Dieu, on n'a aucun débat d'idées depuis trop longtemps dans l'opposition », a-t-il conclu. Quant à Michel Guénard, compagnon de route du PR, il lance également l'idée d'une liste unique des « quadragénaires » de l'opposition dans le « Point de vue » qu'il a donné au *Monde*.

Il faudrait donc que M. Pierre Méhaignerie se prononce rapidement s'il souhaite faire partie de cette liste, il aura cinquante ans le 4 mai prochain... En ne proposant pas

• M. Gaudin réélu président du groupe UDF à l'Assemblée nationale. M. Jean-Claude Gaudin, député UDF des Bouches-du-Rhône et candidat malheureux à la mairie de Marseille, a été réélu président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, lors de la journée parlementaire de ce groupe, mercredi 28 mars.

Le numéro du « Monde » daté 29 mars 1989 a été tiré à 508 537 exemplaires

lui-même, la semaine dernière à « L'heure de vérité », la constitution d'une telle liste, le président du CDS a fait quelques déclarations dans le camp des rénovateurs du RPR. Lui et M. Philippe Séguin s'étaient, en effet, rencontrés pour évoquer cette possibilité qui permettrait tout à la fois de faire prendre aux rénovateurs de l'opposition, le vent du changement, tout en contrant les stratégies — toujours présidentielles — de MM. Chirac et Giscard d'Estaing, camouflées derrière le principe de la liste unique RPR-UDF. Au grand dam du maire d'Épinal, M. Méhaignerie a préféré jouer la carte de l'autonomie du centre plutôt que celle des jeunes Turcs de l'opposition. Il risque de se faire doubler par le PR. Les députés UDF devaient pour leur part aborder ce sujet, mercredi, lors de leur journée parlementaire tenue à Paris à huis clos. M. Millon pourrait y défendre à nouveau son idée de liste des « jeunes espoirs ».

## La « guérison » par le cru

## Le fondateur de l'instinctothérapie en accusation

Après l'ouverture, en septembre 1988, d'une information judiciaire contre X, pour « exercice illégal de la médecine et publicité irrégulière pour méthodes thérapeutiques », M. Georges Pomet, juge d'instruction au tribunal de Melun (Seine-et-Marne), pourrait bientôt procéder à des inculpations au sein du centre d'instinctothérapie de Montramé en Seine-et-Marne, dirigé par Guy-Claude Burger. Celui-ci a tenu une conférence de presse mercredi 28 mars à Paris.

Guy-Claude Burger avait tout prévu : un magnétophone à bande doté d'un micro pour enregistrer l'échange, un tableau noir pour faire ses démonstrations et un buffet de fruits « naturels » et assaisonnés « pour restaurer ses fidèles. La salle de la conférence de presse était remplie d'« instincts » convaincus et Guy-Claude Burger leur répétait pour la énième fois les vertus des aliments crus : « les seuls pour lesquels nous avons été génétiquement programmés ». Les disciples bochaient gravement la tête. Tous mangent crus depuis des mois, voire des années, persuadés que ce régime les débarrasserait à tout jamais des « bobos de la vie ».

Mais M. Burger ne s'attendait sans doute pas à la présence du professeur Marcel-François Kahn. Et encore moins à une apostrophe publique. « Vous souvenez-vous de

MM. Chirac et Giscard d'Estaing ont pris, quant à eux, les devants en se rencontrant mardi après-midi, en compagnie de MM. Edouard Balladur et Michel d'Ornano. La rencontre avait pour but la préparation de la réunion CDF-RPR du 5 avril prochain sur les européennes. Le 13 avril, l'UDF tiendra son conseil national pour décider, à la majorité des trois quarts, de la ligne à suivre. Au RPR, le sujet pourrait être évoqué lors des journées parlementaires qu'il tient à Nice à partir de vendredi.

Enfin, M. Jean-François Deniau, député UDF, estime que le « véritable débat » n'est pas de savoir « s'il y a deux, trois, quatre ou cinq listes dans l'opposition, c'est de savoir si entre l'UDF, le RPR et le CDS, il y a de véritables divergences de fond ». « On a l'impression, a-t-il dit sur RMC, que chacun des leaders est en train de se positionner pour savoir dans quel feuillet il va s'asseoir. » P.S.

## Au conseil des ministres

• Les assurances et le marché unique  
• Les étrangers en France

Le conseil des ministres, réuni mercredi 29 mars à l'Élysée, a entendu une communication de M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, au sujet d'un projet de loi portant diverses mesures relatives aux assurances (lire page 28).

Le ministre de l'intérieur, M. Pierre Joxe, a présenté, pour sa part, un avant-projet concernant les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France : ce texte revient sur un certain nombre de dispositions de la loi Pasqua et sera examiné par le Parlement au cours de la prochaine session de printemps. Les grandes orientations de ce projet sont au nombre de trois :

• Le régime de séjour en France des étrangers : « Ces propositions marquent d'abord la volonté du gouvernement, dans le respect des règles relatives au séjour des étrangers en France, d'assurer aux étrangers accueillis régulièrement dans notre pays, les garanties juridiques nécessaires, et de faire disparaître toute discrimination à leur égard ».

• Le régime d'éloignement des étrangers : « Il s'agit de traiter avec dignité les étrangers qui sont tenus de quitter notre territoire en leur donnant des garanties et en créant, en cas de mesure d'éloignement, une voie de recours préalable ».

• Le régime d'entrée en France : « Les dispositions actuelles sont maintenues pour combattre et décourager l'émigration clandestine. Les étrangers refoulés pourront trouver dans les adoptions une assistance humanitaire ».

Le ministre de l'intérieur a précisé que, avant d'être discuté au Parlement, ce texte ferait l'objet d'une large concertation avec les organisations intéressées.

## La rencontre entre M. Mitterrand et M. Arafat

M. François Mitterrand a évoqué au cours du conseil des ministres sa rencontre prochaine avec M. Yasser Arafat. Il a rappelé qu'il n'y avait pas d'objection à cette rencontre depuis que le Conseil national palestinien avait accepté les résolutions de l'ONP qui reconnaissent le droit à l'existence d'Israël.

Le général Fleury, chef d'état-major de l'armée de l'air, a été nommé ministre de la défense, le général d'armée aérienne, M. Jean Fleury, est nommé chef d'état-major de l'armée de l'air.

## A nos abonnés

A la suite de difficultés techniques, certains abonnés n'ont pas reçu les numéros des journaux en temps et en heure. Nous les prions de bien vouloir nous en excuser. Nous mettons tout en œuvre pour qu'ils repassent désormais le *Monde* dans les meilleures conditions.

## ABAISSONS LE FOL ORGUEIL DES PRIX!

Une partie de la Mode féminine est vendue beaucoup trop cher ! Des vêtements et des accessoires sont à des prix extravagants. En 1989, ces prix insensés sont vraiment inacceptables. Vive la liberté d'acheter avec plaisir, sans subir l'oppression des « griffes » ! A vous les tissus de coton, de lin, de soie, de laine, dans toute leur extraordinaire beauté, depuis 30 F le mètre.

**RODIN**  
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

A C D E F G H

## Sur le vif

## La Corse au FMI !

Ce qu'ils peuvent être cassés. Les Corse, c'est pas possible. Quelle mouche les pique, là, en ce moment ? Ils se prennent pour des sages-femmes, des matons ou quoi ? Ils se plaignent, ils pleurnichent, ils disent qu'on les aime pas, ils réclament une prime de mille balles par mois. Pourquoi ? Parce que la Corse c'est une île. Et alors ? Alors, c'est beau d'accord, mais c'est loin, c'est cher, surtout l'été, rapport à ces salopards de touristes qui se risquent encore à venir les emmerder.

Ils savent pas ce qu'ils veulent. Ils viennent à Paris pour discuter avec Rocky. Ils repartent de Paris furieux après lui, ils décident de marcher sur Paris pour lui mettre sur la gueule à Rocky. Et puis ils refusent de venir à Paris tant qu'il aura pas arondi tout seul les angles de sa table ronde, Rocky. Ils font des caprices, ils font des manifs, ils font un pétard à tout casser. Ils foutent le feu à l'effigie de Chérassé. Parlez, il a eu le culot de dénoncer ceux qui pompent le fric destiné aux pompiers, aux policiers et autres lampistes.

C'est pas bientôt fini ? Il y en a marre de ce tapage nocturne. Ils sont en train de me la réveiller, ma France profonde, ces excités. Elle rouillait, abrutie, écorchée par ses emmerdes, ses saouls. Et la voilà qui s'ébroue.

M. Marcel Lucotte (UDF-PR) quitte la présidence de la région Bourgogne. — Président du conseil régional de Bourgogne depuis le 15 avril 1985, M. Marcel Lucotte quitte ses fonctions. Sécrétaire, président du groupe UDF au palais du Luxembourg, la loi sur les cumulés l'obligeait à faire un choix après sa récente réélection à la mairie d'Aurillac (Savoie-et-Loire). « Je ne sais pas si ma ville me doit quelque chose. Je sais par contre que je dois tout, dans mon parcours politique, à ma ville », a-t-il déclaré pour expliquer ce choix « particulièrement douloureux ». Les noms de Raymond Janot (UDF) et Jean-François Bazin (RPR) sont cités comme candidats les plus sérieux à sa succession. — (Corrèze).

Les artistes-interprètes en grève. — Les artistes-interprètes ont cessé le travail, mercredi 28 mars, sur les productions de télévision et de doublage (mais pas de cinéma), à l'appel de l'ensemble de leurs organisations syndicales (SFA-CGT, Sydas-CFDT, SNLA-FO et les autonomes du SIA). Les syndicats protestent contre le non-respect par les chaînes de leurs engagements en 1988 (*le Monde* du 9 mars) et ont rejeté l'offre de compensations financières de l'ordre de 2,5 millions de francs proposée par TF 1, A 2 et FR 3.

qui se dresse, qui sort à grand bruit ses poubelles pleines de vieux griefs remémorés, mal digérés, et qui tambourine à ma lucarne : Hé, la pipelette ! on t'a fait une petite lecture à remettre au proprio. On habite le Croux, la Lucière ou la Haute-Loire. On se lève, on se couche, il fait nuit noire. On exige une prime d'éclairage. Il neige, il vente, on caillie. Nos doudounes et nos moon-boots, qui c'est qui va nous les rembourser ? Les pneus à clous et l'antigel pareil. Il y a pas de disquaire, de salle de concert, de cinéma et de librairie dans notre coin. Le collège, le lycée, la fac sont au diable Vauvert, faut nous les compenser. En plus, on nous traite d'archois, nous les Ardéchois, et de bouzoux à Nébozout, ça peut pas continuer comme ça.

Ils ont raison, il y a pas de raison ! Quelle foutue idée il a eue de l'acheter aux Géois, la Corse, Louis XV, avec ce boucher de Napoléon en prime. Elle nous aura vraiment coûté la peau des fesses. Moi, je ne vois plus qu'un truc, lui accorder son indépendance et le fourguer à ce Père Fouettard de FMI. Lui, il aura vite fait de repérer où ils passent, les sous qu'on lui envoie. Les trous, il a horreur de ça. Et à défaut de les faire bosser, les Corse, il saura faire travailler leur argent.

CLAUDE SARRAUTE.

Dans un communiqué, le Syndicat des réalisateurs et créateurs de cinéma, de télévision et de l'audiovisuel (SRCTA) demandant à tous les réalisateurs de s'associer au mouvement.

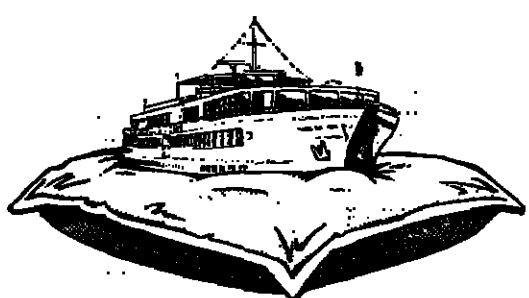
Mort du critique américain Malcolm Cowley. — L'écrivain et critique américain Malcolm Cowley est mort d'une crise cardiaque, mardi 28 mars, à Sherman dans le Connecticut ; il était âgé de quatre-vingt-dix ans.

[Né en août 1898 en Pennsylvanie, diplômé de Harvard et de l'université de Montpellier, Malcolm Cowley, poète et critique littéraire réputé, contribua à faire connaître l'œuvre de William Faulkner dont il fut l'éditeur. Sa correspondance avec l'auteur d'*Absalom* (Gallimard, 1970) est un précieux document sur l'art littéraire de Faulkner.]

Décès du guide Patrick Vallierant. — Le guide Patrick Vallierant, âgé de quarante et un ans, est mort, mardi 28 mars, après avoir dévalé lors de l'ascension d'une falaise des Cévennes à Ravens (Gard). Né à Lyon, il vivait à Argenteuil (Seine-Saint-Denis) où il dirigeait un centre d'été de haute montagne.

## Le Rhin et KD

## AU PAYS DES VIGNOBLES... LA VIE COULE PLUS DOUX



Le Bordelais, la Bourgogne, la Champagne n'ont plus de secret pour vous... mais vous n'avez pas encore pris le temps de déguster les nombreux vins rhénans, en toute tranquillité et dans un cadre entièrement privilégié. Alors n'hésitez pas, embarquez pour le confort et voyagez KD. Choisissez KD c'est avant tout vous offrir la croisière dont vous avez toujours rêvé. Et vous vous apercevrez vite que la vie coule toujours plus douce sur KD.

Pour notre brochure 1989, adressez votre carte de visite à CROISIÈRES KD, 9, Place Saint-Henri 75008 PARIS ou prenez contact avec votre agence de voyages.

**KD**  
LE RHIN ET KD... EMBARQUEZ POUR LE CONFORT

## Pantalons DOUBLES, POUR HOMME en flanelle 189 F !

et 249 F en serge extensible 389 F le blazer pure laine ; 688 F la veste cachemire et laine ; à partir de 990 F la costume Dormeau : smoking laine et moiré 1.387 F ; chemises : cravates : des prix inchangés depuis 4 ans ! Parce que les Entrepreneurs du Marais vendent en direct les créations Guy d'Amber vous avez ces prix et la qualité. (Rayon spécial : grands et forts jusqu'à 62.) Métro Saint-Sébastien-Froissart, 3, rue du Pont-aux-Choux. De 10 h à 19 h, sauf lundi matin.

Publicité

## LA SEULE RAISON DE TRAHIR LACHEMENT SON MAC SE 1/20

IC vous propose une offre étonnante : votre Mac SE 1/20 + 19 900 F HT\*, contre le nouveau Mac SE/30 2/40. Le SE/30 2/40, c'est 2 fois plus de mémoire vive, la capacité du disque dur doublée, la vitesse du nouveau processeur 68030 (identique à celui du Mac IIx) et un lecteur de disquette ED HD de 1,44 Mo.

Apple, tout Apple face à Beaubourg : près de 1 000 m<sup>2</sup> entièrement dédiés à Apple. Tous les matériels, tous les logiciels et des interlocuteurs passionnés et compétents pour répondre à toutes vos questions et vous aider à déterminer votre solution Apple.

IC INTERNATIONAL COMPUTER 99

10 ANS D'APPLE, ÇA COMPTE.

26 RUE DU RENARD 75004 PARIS (1) 42 72 26 26



# ARTS • SPECTACLES



## THÉÂTRE

VII

### Serge Merlin, acteur et vagabond



Serge Merlin relit douze fois ses textes dans une même journée, arrive dans les théâtres cinq heures avant le lever de rideau et se donne entièrement à ses rôles. Ce pourrait être une définition de l'acteur. Il préfère qu'on dise de lui qu'il est un vagabond, tel ce Lear qu'il fut en 1987 dans la mise en scène de Matthias Langhoff. Entre deux spectacles — *la Forêt*, d'Ostrovski, et *Sit venis verbo*, de Michel Deutsch, — il se souvient des «accidents» qui ont marqué sa vie.

## MUSIQUES

IX

### Tony Williams, batteur de choc

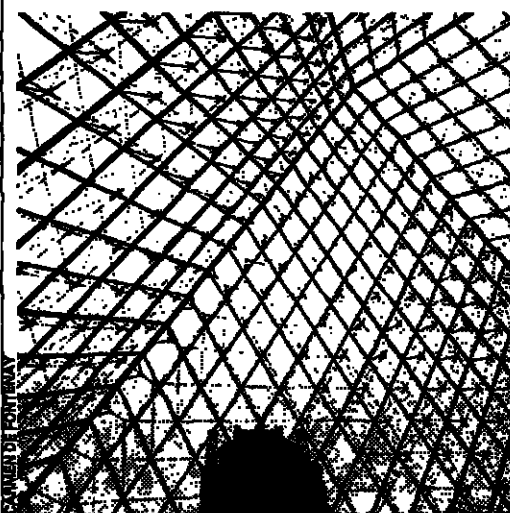


Moins lyriques que les souffleurs, les chanteurs ou les pianistes, les batteurs posent les fondations sur lesquelles leurs collègues s'appuient. Tony Williams est l'un des frappeurs les plus sûrs comme partenaire. Mais qu'il prenne la parole, et l'on admire ses solos virevoltants.

## ARTS

XI

### Grand Louvre, la statue introuvable



Le président de la République devait, mercredi 29 mars, inaugurer les «dessous de la pyramide» de Jao Ming Pei, c'est-à-dire l'entrée triomphale du musée du Louvre (un dossier paraîtra à ce sujet dans le *Monde* daté 31 mars). Il faudra attendre cependant 1993 pour que le vieux palais soit entièrement réaménagé. En revanche, la statue qui devait marquer la nouvelle entrée n'est toujours pas trouvée, même si de multiples propositions ont été émises.

## CINÉMA

### RETROUVER LES MARX BROTHERS

## Méchamment drôles

Le rire a-t-il une odeur, une couleur, une saveur particulières selon les époques, les pays, les individus ? Le rire peut-il être franc, gras, jaune ? Le rire n'est-il pas de plus en plus nécessaire, de plus en plus rare et cher ? Les Marx Brothers, dont certains films importants, *Soupe au canard*, *Monnaie de singe*, *Une nuit à l'Opéra*, notamment, ressortent à Paris. Sont-ils drôles ? Encore ? Toujours ? Davantage ? Rayer la mention inutile...

Pour nous y aider, pour faire le point sur l'actualité, la modernité de ces infatigables défricheurs de l'absurde, de ces incorrigibles bavards (surtout Harpo...) de ces inguérissables mufles (surtout Groucho disant à la grosse Marguerite Dumont : «Vous aimez la nature ? C'est du courage après ce

qu'elle vous a fait»), nous avons retracé l'itinéraire des quatre frères devenus trois (lire l'article de Jacques Siclier page II).

Nous nous sommes aussi posé la question : Y a-t-il jamais eu un metteur en scène dans le bateau ivre barré par les Marx ? (lire l'article de Michel Chion pages II et III). Et nous avons dressé l'arbre généalogique de la grande famille des comiques américains, qui ne manque pas de glorieux ancêtres, mais sont un peu en mal de descendance... (lire l'article de Claude Aziza page III).

Ouvrir portes et fenêtres autour d'un sujet, c'est une des missions agréables que s'assigne le nouveau supplément «Arts-Spectacles» du *Monde*. Comme de

parler chaque semaine de tous les films nouveaux et de ceux qu'il est encore temps de voir, avant qu'ils ne quittent l'affiche, de proposer une sélection de ce qu'il est urgent de ne pas rater dans les autres domaines, théâtre, art, musique. De donner, le plus clairement possible, envie d'aller au spectacle, au concert, au musée.

Après avoir eu entre les mains le nouveau supplément «Arts-Spectacles», après avoir partagé avec nous le plaisir de sortir, nous serions sincèrement heureux que les lecteurs du *Monde* ne reprennent pas à leur compte cette réplique de Groucho Marx à une dame : «J'ai passé une excellente soirée, mais ça n'était pas celle-ci.»

DANIELE HEYMANN.

# CINÉMA

DU KRACH A PEARL-HARBOR

## Quatre cinglés à Hollywood

De « Monkey Business » (1931) aux « Marx au grand magasin » (1941), quatre films dont ne se lasse jamais, absents des écrans depuis un certain temps. Quatre étapes-clés dans la saga des Marx Brothers, dont l'insolence ne s'essouffia qu'avec le début de la guerre.

« A la fin de huit années passées à Great-Neck sans avoir jamais revu un seul rat, ma femme, mes enfants et moi-même avons émigré en Californie, accompagnés de tout un régiment de Marx de tout poil, de toute taille et de tout sexe. On venait d'abandonner l'Explorateur en folie (Animal Crackers) après deux ans de succès interrompus à Broadway. Ce qui faisait courir les Marx vers le couchant, c'était un contrat royal avec Hollywood, véritable baume sur nos blessures de 1929 » (1).

Dès le printemps 1929, les Marx Brothers avaient signé un contrat avec la Paramount. Ils étaient quatre alors, soit, dans l'ordre de naissance : Leonard (dit Chico), Adolph, puis Arthur (dit Harpo), Julius (dit Groucho) et le benjamin, Herbert (dit Zeppo). Poussés par leur mère, la fidèle et extravagante Minnie Marx, née Schoenberg, ils avaient embrassé une carrière artistique à la fin des années 10 et considérablement ramené dans les tournées de province avec ce qu'on appelait, aux États-Unis, le vaudeville, c'est-à-dire la revue de variétés avec sketches et chansons. Ils finirent, non sans peine, par arriver sur les scènes de Broadway, en 1924. L'année suivante, *Noix de coco* (The Cocoanuts), texte de George S. Kaufman et Morrie Ryskind, musique et chansons d'Irving Berlin, leur apportait richesse et célébrité. Trois cent soixante-quinze représentations à Broadway et deux ans de tournée. Même succès, en 1928, avec *l'Explorateur en folie* (toujours de Kaufman et Ryskind).

Puis le cinéma se mit à parler, la Paramount se précipita sur les Marx Brothers. Mais c'est au studio d'Astoria, à Long Island, qu'ils tournèrent en vingt jours, *Noix de coco*, sous la direction du Français d'Hollywood, Robert Florey (lie d'encre ci-dessous).

Margaret Dumont était là avec eux. Cette excellente actrice de théâtre allait être, à l'écran, la cible préférée des Marx, particulièrement de Groucho, qui lui fait la cour pour son argent (elle sera toujours milliardaire, mécène, veuve ou célibataire mûre aux manières aristocratiques). Elle appartenait réellement au grand monde par son mariage avec John Moller Jr, héritier d'une fortune édifée dans le sucre !



Le comique d'accumulation dans « Une nuit à l'Opéra »

Elle avait des dons fantaisistes mais les Marx lui demandèrent de « jouer sérieux ». S'il est vrai qu'ils lui en firent voir de toutes les couleurs, ils ne pouvaient pas se passer d'elle.

1929 fut aussi, pour les frères, l'année de la mort de la chère Minnie et celle du krach de Wall Street où Groucho, pour sa part, perdit 240 000 dollars. En 1930,

l'autre revue, *l'Explorateur en folie* fut également tournée à Astoria, par un Victor Heerman complètement dépassé par ses interprètes déchaînés. C'est bien en 1931 que les Marx s'installèrent à Hollywood, comme des vedettes, comme des rois.

*Monnaie de singe* (Monkey Business) fut directement écrit pour le cinéma. Sous la supervision des Marx, le scénario devint impossible à raconter mais le réalisateur Norman McLeod - qui devait par la suite se coltiner un autre phénomène, W.C. Fields - réorganisa le désordre en faisant porter la mise en scène sur les situations absurdes et la folie verbale des dialogues. Passagers clandestins sur un paquebot en route vers New-York, Groucho, Chico, Harpo et Zeppo surgissent des tonneaux de harings où ils sont cachés, font tourner l'équipage et le commandant en bourrique et réussissent à débarquer en se faisant passer pour Maurice Chevalier, dont ils ont dérobé le passeport. A tour de rôle, ils se présentent à la douane coiffés d'un canotier. Celui qui dissimule dans son dos un phonographe sur lequel tourne un disque.

Après *Plumes de cheval* (1932), McLeod passa la main. Pour leur cinquième film, *Soupe au canard*, les

Marx demandèrent donc Leo McCarey, qui était un grand metteur en scène de comédies et avait réalisé quelques-uns des courts métrages les plus étonnants de Laurel et Hardy. McCarey, c'était la précision du gag, l'effet en chaîne. Mais, comme il l'a dit plus tard, il ne voulait pas faire de film avec les Marx. « Ils étaient complètement fous, il était presque impossible de les réunir tous à la fois, il en manquait toujours un. » Les frères terribles rusèrent si bien que McCarey se retrouva, finalement, en train de les diriger. « La chose la plus surprenante de ce film fut que je réussisse à ne pas devenir fou. » En fait, il s'était pris au jeu.

L'année de *Soupe au canard*, Hitler devient le maître de l'Allemagne et Harpo renoua à son premier prénom, Adolph. On ne sait pas si Hitler piqua une crise de rage à cause de cela et de la satire de la dictature qu'était *Soupe au canard*. D'autant que Groucho, premier ministre cinglé et dictateur de la Freedomie par la grâce de l'énigmatique Margaret Dumont, était drôle, lui. En 1939 Mussolini jeta l'anathème sur les Marx et ordonna aux Italiens de ne pas rire à leurs films. On voit que leurs histoires de fous étaient contagieuses !

Les intellectuels défirent sur *Soupe au canard*. Le public bouda. Le contrat avec la Paramount arrivait à expiration. On sentait qu'il ne serait pas renouvelé. Or Chico, joueur invétéré, avait pour partenaire au bridge Irving Thalberg, jeune producteur qui faisait la phie et le beau temps à la Metro Goldwyn Mayer. Thalberg avait des visées sur les Marx. Mais il trouvait qu'ils ne facilitaient pas la tâche du spectateur avec leurs gags verbaux, leurs calembours. Il leur offrit un contrat financièrement très avantageux et... les disciplina.

Travailler le scénario avec une construction solide, introduire comme intermèdes aux folies des Marx des scènes sentimentales avec de jeunes couples d'amoureux, roder les scènes comiques prévues pour le film au cours de tournées de music-hall avant le tournage (on ne gardait que ce qui avait fait rire), telle fut la méthode Thalberg pour *Une nuit à l'Opéra*, réalisé en 1935 par Sam Wood, avec un luxe de moyens et de décors jamais vu dans une œuvre « marxienne ».

Zeppo n'était plus dans la course. Il avait abandonné après *Soupe au canard* et il n'y eut pas lieu de le regretter : il n'avait jamais joué que les utilités. Margaret Dumont, elle, faisait toujours partie de la bande.

Thalberg avait réussi une transmutation extrêmement populaire du comique des frères Marx. Il prépara *Un jour aux courses* (1937) selon les mêmes conceptions mais mourut trois semaines avant le début du tournage. Il avait trente-sept ans. Après sa mort, bien des choses allaient changer à la MGM.

Mais Groucho, Chico et Harpo vieillissaient et commençaient à se fatiguer. Leur talent s'effrita dans les productions MGM désormais routinières. En 1941, les *Marx Brothers au grand magasin*, malgré quelques moments brillants (par le dialogue) mit fin, pour la durée de la guerre, à leur saga cinématographique. JACQUES SICLIER.

(1) Les Mémoires de Groucho Marx, édition Atalante, 1981.

## BRILLANTISSIME !

MADAME FIGARO

« UNE MISE EN SCÈNE VIRTUEUSE. DES ACTEURS ABSOLUMENT EXTRAORDINAIRES. UN FILM VERTIGINEUX. »

INOUBLIABLE. FIGARO

« C'EST LA VÉRITÉ SOUS LE MASQUE DE LA PERFECTION. RÉUSSITE COMPLÈTE. »

ACTUEL

ACTUELLEMENT

GLENN YERGEN • JOHN MALLON • MICHELLE PRÉFÈRE

## LES LIAISONS Dangereuses

UN FILM DE STEPHEN FREARS

« LES LIAISONS DANGEREUSES... TRANCHANTES COMME UNE LAME ET IRRÉSISTIBLES COMME LA PASSION. ... FILM BRILLANT. »

STUDIO MAGAZINE

BEAU, AIGU, CRUEL. L'EXPRESS

IL EST DIGNE DE FIGURER PARMI LES CHEFS D'ŒUVRE DU CINÉMA.

TELE 7 JOURS

## La télévision

Fin des années 20 : le cinéma parlant arrive avec sa bande sonore qui court sans discontinuer et qu'il faut remplir de musiques et de mots (pour les bruits, on attendra...). On recrute chez les auteurs dramatiques, les compositeurs de chansons, les artistes de théâtre, de music-hall et de radio. C'est dans cette ambiance de renouvellement des troupes que les Marx Brothers font leurs premiers films : *Noix de coco* (The Cocoanuts), 1929, réalisés par Robert Florey ; et *l'Explorateur en folie* (Animal Crackers), 1930, de Victor Heerman. Les titres de ces films évoquent, par leur pur non-sens, ceux d'une revue burlesque. De fait, il s'agit bien de deux revues des Marx Brothers, qu'ils avaient longtemps données sur scène à Broadway, et qui sont portées toutes crues à l'écran, avec un budget très restreint.

Sur ce terrain, ils n'étaient pas seuls. Le film-revue - le film-show - fleurit entre 1929 et 1931 sans aucun complexe, comme le démontrent certains titres des premiers parlants hollywoodiens : *Hollywood Review*, *Show of Shows*, *Paramount on Parade*. C'étaient de simples successions de numéros musicaux, comiques ou chorégraphiques, parfois en couleurs. Le résultat constitue l'un des genres les plus sympathiques de l'histoire du cinéma, celui où l'on ne se croit pas obligé de raconter une histoire à tout prix mais où l'on dispense un divertissement. Aujourd'hui, en regardant ces films ou certains Marx Brothers, on a vraiment l'impression de regarder la télévision des années 30.

Où est donc le réalisateur là-dedans, à quoi sert-il ? s'interroge le cinéophile

moderne. Comme si le concept de « politique des auteurs » lancé autrefois par les Cahiers du cinéma (un film est l'œuvre de son metteur en scène) devait rester valable pour tous les films (idée absurde, que renieraient Truffaut, Rohmer ou André Bazin). Les noms de Sam Wood ou Norman Z. McLeod, par exemple, figurent bien au générique des films des Marx comme metteurs en scène. Mais ils ont à l'évidence photographié aussi simplement et frontalement que possible les gags et les lazzi de leurs interprètes. Et pourquoi leur en voudrait-on ? Ils nous ont ainsi laissé la trace fidèle de tout un art comique, en jouant le rôle exact d'un réalisateur de variétés télévisées.

De ces metteurs en images, par ailleurs doués de talent, la critique française dit volontiers qu'ils sont d'« obscurs tâcherons », ce qui est profondément injuste. Lorsqu'un élément du spectacle cinématographique supplante tout le reste (ici, le comique des Marx), la meilleure solution, la plus généreuse, peut être de l'enregistrer aussi sobrement et attentivement que possible. Dans ce cas, vive les « tâcherons » !

C'est aussi que le début du parlant a marqué un considérable tournant dans la profession. Les metteurs en scène avaient souvent été des rois, de vraies vedettes, au temps du muet, menant leurs troupes au mégaphone pendant le tournage des plans.

Le parlant va les détrôner, ne serait-ce qu'en les privant de l'instrument de leur pouvoir : le porte-voix. Ils vont désormais devoir écouter sagement pendant les prises, tout un symbole ! Plus tard, ils

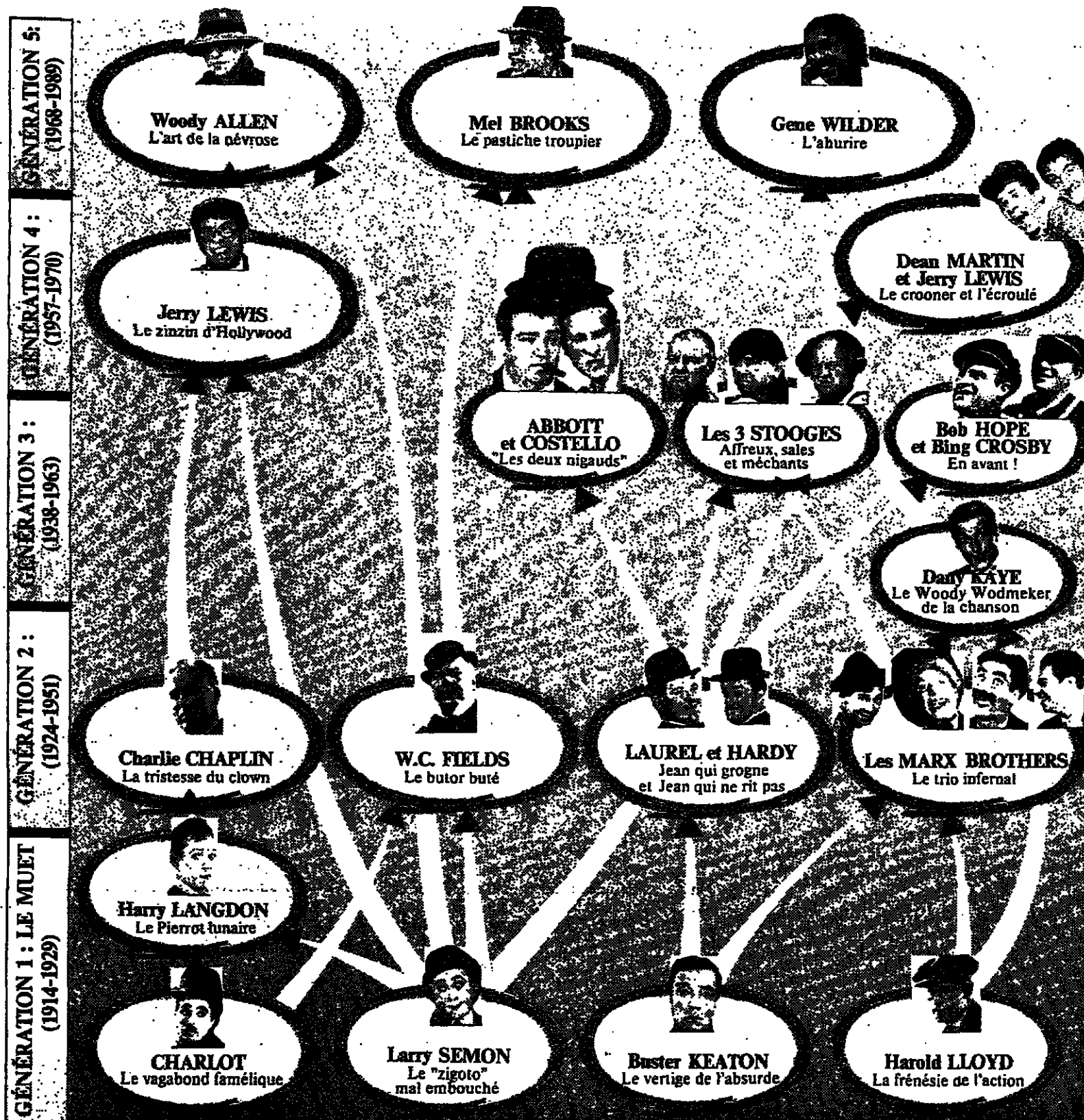
مكتبة من الأصل



# CINÉMA

LA GRANDE FAMILLE DES COMIQUES AMÉRICAINS

## Fils uniques et frères ennemis



ANALYSER la nature, la naissance et l'évolution du comique américain demanderait plus qu'un simple regard sur un arbre généalogique. On pourrait séparer le comique purement gestuel du comique verbal, on encore relever les influences culturelles (le fameux humour juif, par exemple). Il a semblé plus simple et moins arbitraire d'opérer des regroupements selon les tranches chronologiques. On en a distingué cinq, dont on s'aperçoit qu'elles se recoupent avec d'exactitude.

D'abord la génération du muet, celle dont la production s'étend de 1914 à 1929. On y trouvera Charlot (dont l'âge d'or se situe entre 1914 et 1925), Harold Lloyd (1914-1926), Buster Keaton (1917-1929) et le méconnu Larry Semon (1916-1928) dont l'influence fut capitale. On pourrait sans trop d'artifice y rattacher Max Linder, dont la période américaine va de 1916 à 1921, et Harry Langdon, qui débute plus tard (1924) mais qui cesse, lui aussi, de tourner en 1929.

Puis c'est la deuxième génération, celle qui va des premiers temps du parlant à la fin de la seconde guerre mondiale. S'y illustrent W. C. Fields (1924-1945), Charlie Chaplin qui n'est plus Charlot (1925-1940), un duo, celui de Laurel et Hardy (1928-1941) et un quatuor devenu trio, les Marx Brothers (1929-1941). Même si, dans ces deux derniers cas, des films ont été réalisés jusque dans les années 50.

La troisième génération reste, entre 1938 et la fin des années 60, celle des duos, Abbott et Costello (1941-1956), Bob Hope et Bing Crosby (1938-1959), des trios comme les Trois Stooges (1938-1958). Seul Danny Kaye (1939-1963) fait figure d'individualiste. Plus tard, en 1957, Dean Martin et Jerry Lewis renforcèrent le lot (jusqu'en 1957).

La quatrième génération est représentée par le seul Jerry Lewis, dont la grande époque va de 1957 à 1970. Quant à la cinquième, celle qui commence en 1968 et va jusqu'à aujourd'hui, elle est illustrée par Woody Allen (1969...) et Mel Brooks (1968...) auquel se joignent parfois Marty Feldman et, surtout, Gene Wilder. Cinq générations donc et, plutôt que cinq types de comique, cinq types de situation que l'on retrouve éparpillés tout au long des âges.

Il y aurait le comique solitaire, celui dont le personnage évolue entre le JE et le TU, entre le rôle de la victime (Charlot ; Allen) et celui de l'agressif-dynamique (Lloyd ; Fields). Il y aurait le duo, placé sous le signe du IL, de la découverte de l'altérité (moi et lui ; lui et moi), Laurel et Hardy, par exemple. Et puis le trio, le triomphe du NOUS, la loi du groupe qui s'affirme, malgré les individualités, comme un bloc face à l'ordre social : les Marx Brothers. Enfin — signe de décadence du genre ? — la loi du VOUS, celle qui régit la société dont le comique n'est plus que le faire-valoir (Bob Hope ; Danny Kaye).

Compromis entre la sensibilité d'une époque et le talent d'un artiste, le comique américain sait jouer sur toute la gamme.

CLAUDE AZIZA.

CRÉDITS PHOTOS : ABBAS FAHDEL (COLL.) ; CINÉMATHEQUE FRANÇAISE ; KOBAL COLLECTION ; PROD/DB ; RAPHO ; SIMON DARGOLS.

## des années 30

reconquerront certaines prérogatives, et, dans certains cas, un statut d'auteur. Mais au début, à Hollywood en tout cas, ils ne sont souvent plus considérés que comme des directeurs d'acteurs. Robert Florey ou Victor Heerman ont-ils, dans ces conditions, « dirigé » les Marx Brothers ? Il est bien possible qu'ils les aient aidés par leur expérience à « jouer pour la caméra », ce qui n'a rien à voir avec la scène. Apport certes discret, mais qui ne doit pas être dédaigné.

L'idée cinématographique habituelle sur les Marx est que si *Soupe au canard*, en 1933, est un grand film — où le gag ouvre sur la satire des états autocratiques et totalitaires, — il le devrait à la présence derrière la caméra, pour une fois, d'un « grand » metteur en scène nommé Leo McCarey. Certes, McCarey n'a pas été seulement un réalisateur de comédies avec Laurel et Hardy, ou avec Charles Laughton (*l'Extravagant Mister Ruggles*). Ce fut aussi un auteur de mélodrames sublimes, moins artistes que ceux de Douglas Sirk peut-être, mais plus proches de l'émotion directe (*Place aux jeunes* ou la seconde version de *Elle et lui*, avec Cary Grant et Deborah Kerr).

Or s'il est vrai que *Soupe au canard* est plus proche d'un film et moins d'une revue, que le scénario et les gags y sont mieux fondus, ce n'est pas forcément pour cela qu'on doit le préférer à leurs autres films. Même s'il faut supporter dans ceux-là des tunnels et des scènes d'intrigue dont tout le monde se fiche, des numéros de chant sirupeux. J'avoue même que je redoute parfois le moment



Harpo et sa harpe dans « Soupe au canard », à revoir à l'Action Christine, à partir du 12 avril (Tél. : 43-29-11-30). L'Action Ecoles, dès le 29 mars, projette « les Marx Brothers au grand magasin » (Tél. : 43-25-72-07). Suivant : « Monkey Business » le 26 avril à l'Action Christine, et « Une nuit à l'Opéra », le 3 mars à l'Action Rive gauche (Tél. : 43-29-44-40).

où Harpo se saisit de sa harpe. Mais l'impression de fraîcheur et de naturel qui se dégage de l'ensemble est à ce prix.

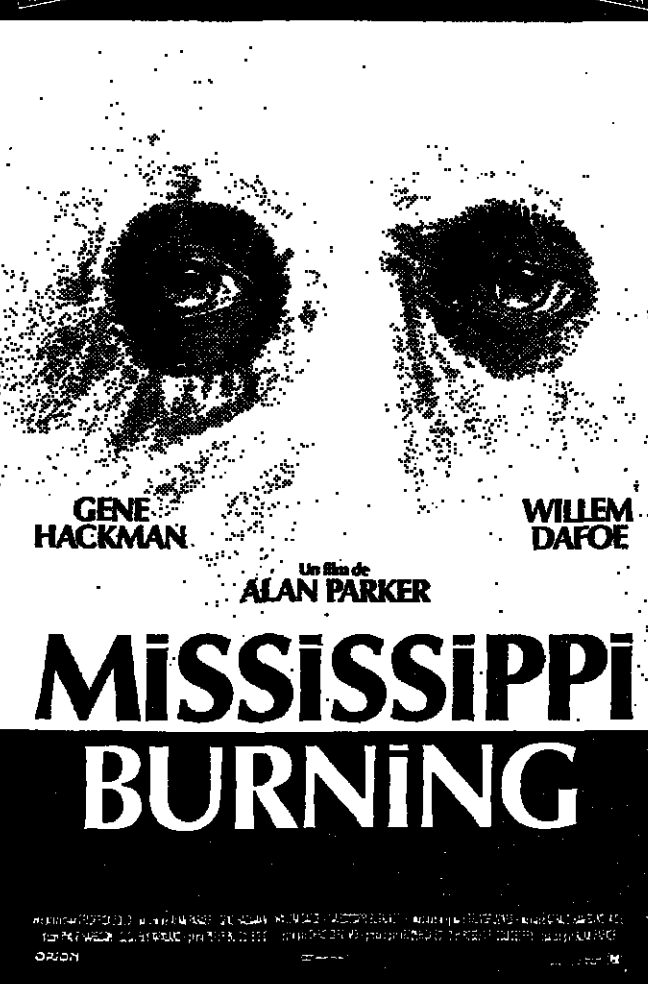
Ce qui frappe aussi dans ces premiers films, et qui est typique de la période à laquelle ils ont été tournés, c'est leur grande décontraction, leur côté libre et lesté. C'est l'époque de Mae West et de ses sous-entendus égrillards, l'époque des ballets coquins de Busby Berkeley, dans lesquels une caméra glisse sous l'eau en passant entre les jambes écartées des baigneuses... Pendant quelque temps, en effet, le cinéma hollywoodien n'avait pas encore intégré les contraintes pudibondes du « code Hayes ». Un esprit populaire, plébien, soufflait encore.

A côté des stars prestigieuses, comme Garbo, qui prolongent l'esprit du muet, le parlant a fait surgir une multitude de petites bonnes femmes piquantes, spirituelles et lestes, comme Ruby Keeler ou Ginger Rogers. Et puis, avec le cinéma parlant, est arrivée la voix humaine, donc l'intonation, donc la gouaille ! Celle par exemple de Chico et de son accent napolitain. Faut-il souligner de surcroît que seul le cinéma parlant pouvait donner un sens à un personnage vraiment muet comme Harpo ? Ainsi ne boudons pas, au nom d'un purisme cinématographique qui détermine à l'avance ce que doit être un film, notre plaisir de recevoir, avec soixante ans de retard, cette « télévision des années 30 », sans présentateur, mais avec quelle affiche !

MICHEL CHION.

POUR LES SALLES VOIR NOUVEAUX FILMS

LE NOUVEAU FILM D'ALAN PARKER



## CINÉMA

«HIGH HOPES», DE MIKE LEIGH

## La vieille dame sur le toit



Mike Leigh, Anglais, cinéaste de l'ironie brutale.

Une hippy vieillie, une petite bourgeoise frustrée, une vieille dame silencieuse, des voisins snobs à faire peur : la société britannique contemporaine vue par un « cinéaste engagé » qui a le sens de l'humour, Mike Leigh, dont « High Hopes » est le deuxième long métrage pour le cinéma. Dix-sept ans le séparent du premier.

La vieille dame a soixante-dix ans ce jour-là. Apparemment, ça lui est bien égal. Elle n'a pas envie de fêter ça. Elle habite seule un pavillon dans un quartier mis à la mode par les yuppies londoniens, donc ouvert à la spéculation — quelque chose comme le Marais à Paris. Mais la vieille dame (Edna Doré) ne veut pas partir. Elle vit murée dans son silence. Elle n'est pas névrosée, pas sénile du tout. Simple, elle n'a plus rien à dire à personne, pas même à son fils — baba vieilli (Philip Davis) en ménage depuis dix ans avec une fille qui ressemble à Olive Oil (Ruth Sheen). Non plus à sa fille (Heather Tobias), frustrée hystérique, mariée à un épouvantable « beauf » (Philip Jackson) qui a décidé de le fêter, cet anniversaire, que sa mère le veuille ou non. Naturellement, c'est le désastre.

Mike Leigh, auteur et réalisateur de *High Hopes*, se définit d'entrée comme « cinéaste engagé ». Plus tard, il précisera, à peine souriant : « Mais, parmi mes confrères, je suis chargé d'apporter l'amusement, l'humour. » Il vient du théâtre, *High Hopes* est son deuxième long métrage pour le cinéma. Le premier, *Bleak Moments*, date de 1971. Entre-temps, il était présent sur la scène et la télévision.

« Monter une production de film anglais en Angleterre est vraiment difficile pour tous. Pour moi, ça l'est davantage encore car je pars sans scénario. Il

faut donc qu'on me fasse entièrement confiance. Je décide de tout, je n'accepte pas que qui que ce soit se mêle de quoi que ce soit. Ce n'est pas que je ne fasse confiance à personne, c'est dû à ma méthode de travail, fondée sur l'improvisation. Je rencontre des acteurs, je les vois un par un, nous parlons. Puis je les rassemble et ils improvisent en pensant à ce que pourrait raconter le film et, chemin faisant, se dégage ce qu'il pourra devenir.

« Si j'étais enfermé dans ma chambre, ça ne sera jamais aussi intéressant. Le choix des acteurs est donc primordial. Je savais que je voulais Edna Doré pour la vieille dame. Pour les autres, c'était plus flou. Il me fallait des acteurs naturellement intelligents, sensibles, avec de l'humour, en accord avec mes idées et surtout capables de composer. Car ils ne jouent pas du tout ce qu'ils sont. Nous avons eu quinze semaines de préparation. Après quoi, chacun connaissait parfaitement son personnage, avec son passé, ses frustrations. Chacun a choisi ses costumes, la décoration de sa maison. Une fois sur le plateau, tout était prêt, écrit, avec un plan de tournage très strict. »

## INSOLENCIE ET COMPASSION GRINÇANTE

Bien que Mike Leigh tienne à se détacher du « cinéma anglais » en général, il en possède les qualités de naturel insolent, d'ironie brutale. Et sans doute, sa méthode est pour beaucoup dans l'extraordinaire impression d'authenticité que dégage le film, bien qu'il ne soit pas vraiment réaliste. Il se tient juste au bord de la caricature grinçante. Il est, comme toute bonne caricature, plus vrai que la simple vérité. D'une banalité extravagante, les personnages font tout à la fois tordre de rire, d'angoisse, de compassion. Compassion envers la pauvre fille mal dans sa peau et dans son ménage qu'elle essaie de sauver sans en avoir

vraiment envie ; également envers les voisins yuppies qui paient 150 livres pour écouter Mozart et bien davantage pour leurs poutres apparentes ; envers le gamin qui arrive de province, cherche en vain sa sœur dans un grand ensemble, retourne auprès des seuls êtres qui s'intéressent à lui : le couple baba. Compassion évidemment envers ce couple bien « crade », qui se réfugie dans l'infantilisme pour se protéger des désillusions. Quand elle et lui se sentent désemparés, ils vont sur la tombe de Marx. Ils ont cru à un monde fraternel, écologique, et leur utopie s'est désagrégée sans qu'ils s'en rendent compte. C'est à eux que va toute la sympathie de Mike Leigh.

« Comme eux, dit-il, j'essaie de garder mes valeurs. J'ai des enfants mais je me pose des questions sur le fait d'en avoir. On peut considérer que l'existence de ces gens est triste. Mais, au moins, ils vivent sans mensonges. »

Mike Leigh voit en eux le centre du film. Pourtant, la vieille dame silencieuse, avec son visage buriné de loup de mer, est à l'origine de l'histoire. Plus exactement, elle représente le père de Mike Leigh, mort il y a quatre ans, après des mois de souffrance. « Je voulais analyser mes réactions, comprendre le problème de la vieillesse. » Peut-être la comédienne Edna Doré est-elle pour beaucoup dans la façon distancée et terrible dont est montré ce problème. Car, sans que personne ose le reconnaître, le seul fait que cette femme soit encore là, vivante, sans qu'on puisse rien en faire, est une gêne. Elle est la version noire de l'ange de *Theodor*. Elle est un miroir qui renvoie aux autres une image insoutenable, l'image dérisoire de leur fragilité.

À la fin, après la fête calamiteuse de son anniversaire, elle parle. Elle a perdu le sens du temps, s'écroule dans un lourd sommeil chez le couple baba. Au matin, ils l'emmènent sur la terrasse. Pour la première fois, semble-t-il, elle regarde le monde extérieur. Il n'est pas bien joyeux avec d'un côté une gare,

de l'autre des gazomètres. « C'est le toit du monde », dit-elle, extasiée. On n'a plus tellement envie de rire, on a la gorge nouée. « Good ! » commente sobrement Mike Leigh.

Il a un jour déclaré que *High Hopes* était son film le plus optimiste, ça le fait rire quand on le lui rappelle. En fait, il est optimiste puisque, selon lui, « les progrès de la technologie aboutiront à l'utilisation généralisée de la bicyclette. Quand mon fils atteindra l'âge de la vieille dame, il connaîtra le genre de vie dont rêvent les utopistes. A moins d'une guerre ou d'une catastrophe écologique. »

COLETTE GODARD.

## Sorties du 5 avril

ACCATONE, de Pier Paolo Pasolini (L. reprise) : Jean-Sébastien Bach en fond sonore de la descente aux enfers d'un jeune sous-préfet de la banlieue romaine. Le premier Pasolini.

APRÈS LA PLUIE, de Camille Cassacinca (Fr.) : une satire des organisations humanitaires, filmée en Afrique par une réalisatrice au talent neuf et acide.

FORCE MAJEURE, de Pierre Jolivet, avec François Cluzet, Patrick Bruel (Fr.) : lire notre article ci-contre.

LA LÉGENDE DU SAINT BUVEUR, d'Ermano Olmi (L.) : adaptée d'une longue nouvelle de Joseph Roth, une parabole humaniste dans un Paris visité par la grâce. Lion d'or à Venise 1988.

VOYAGEUR MALGRÉ LUI, de Lawrence Kasdan (E.-U.) : William Hurt, irrésistible, est un auteur à succès de guides touristiques... Mais sa vie sentimentale (avec Kathleen Turner) n'est pas qu'un voyage d'agrément.

LA CRITIQUE DE MICHEL BRAUDEAU

## Le Sud en blanc et noir

« Mississippi Burning », d'Alan Parker

DES voitures dans la nuit sur une route onduleuse ont l'air de danser, disparaissant dans les creux, jaillissant en haut des bosses. On ne sait si c'est une balade ou une poursuite, mais le téléobjectif, qui écrase toute profondeur, ne présage rien de bon. Dans la première voiture deux jeunes Blancs et un Noir ne s'inquiètent pas encore, pas avant d'être rattrapés par ce qui ressemble à des policiers du Sud des États-Unis : « Tu commences à sentir le négro, sale youpin ! », dit le flic avant de tuer le chauffeur. Ses complices abattent les deux autres. Les personnages sont fictifs annonce le générique, mais les faits sont réels. Pendant l'été 1964, trois jeunes militants des Droits civiques venus dans le Mississippi exhorter les Noirs à voter comme ils en ont le droit et le devoir, furent arrêtés par la police, relâchés puis disparurent. (Lire les articles d'Henri Béhar dans notre supplément « Arts et Spectacles » du 22 mars.)

Deux agents du FBI sont envoyés sur place, Ward (Willem Dafoe) jeune, légaliste, entêté, et Anderson (Gene Hackman) un vieux de la vieille, originaire de ce Mississippi, partisan de méthodes musclées, plus adaptées au terrain. Ils sont rapidement mis au courant du climat qui règne à Jessup County. Du maire

au plus petit cul-terreux blanc, il y a au-dessus des têtes pensantes, comme une auréole indiquant « gros crétin raciste » et parfois « assassin probable ». Ça facilite beaucoup l'enquête.

Les Noirs eux sont humbles, terrifiés, très dignes et chantent de nombreux negro spirituals, surtout quand les Blancs leur tapent dessus ou juste avant. Malgré ces commodités ménagées par Parker, et l'évidente complicité criminelle du maire, du shérif, de son adjoint Pell, du chef du Ku Klux Klan, nos deux agents ne vont pas boucler leur affaire en cinq sec.

Ward veut croire qu'il est aux États-Unis. Au restaurant, il s'assoit à la table réservée aux Noirs et parle à l'un d'eux. Le Noir refusera de répondre. Il sera tué un peu plus tard et sa maison brûlée. Anderson sait, lui, qu'on est au Mississippi et que le reste du pays peut aller se faire voir ailleurs. Il préfère avancer en douceur, par les salons de coiffure. D'autant que la femme de l'adjoint Pell est coiffeuse et pas insensible.

Ward impose son point de vue et tout en s'interrogeant (« Pourquoi tant de haine ? ») fait venir des renforts et une centaine de soldats pour sonder les marais. Anderson multiplie ses visites à M<sup>lle</sup> Pell. Pendant que les deux hommes comparent les mérites de

leurs méthodes, des douzaines d'églises, d'écoles flamboyantes, des Noirs sont pendus, et le Klan ne cesse de se réunir. Il ne faut pas longtemps pour repérer dans le scénario un mouvement de yo-yo qui peut emmuyer avant d'exaspérer de plus en plus, car on en prend tout de même pour deux heures et six minutes. Tout se répète au moins trois fois sans faire aucun progrès. Les personnages ne sont guère approfondis, pas même la courageuse M<sup>lle</sup> Pell, et on n'en suit vraiment aucun, ni Ward plus qu'Anderson ni Pell plus que sa femme. En novembre dernier, sur la psychologie des gens du Klan, Costa Gavras dans la *Main droite du diable* a montré beaucoup plus de justesse et de vraisemblance, sans diminuer en rien le poids des crimes ni disculper ses « héros ».

Le talent des comédiens n'est pas en jeu. Gene Hackman est comme toujours formidable d'ambiguïté en cogneur subtil, Willem Dafoe est excellent en homme de sang-froid qui s'énervait (l'ancien Jésus de Scorsese se retrouvant devant les croix en flammes du Klan, c'est une malédiction) et Frances McDormand est une M<sup>lle</sup> Pell assez fine. Mais ils sont dirigés les uns après les autres, on ne sait pas lequel intéresse vraiment l'auteur.

Aucun sans doute. Parker est trop affairé à créer des images sensationnelles, des chocs visuels (encore un cinéaste venu de la pub sans en être tout à fait sorti), des séquences violentes. Ce vaste et grave thème de la condition des Noirs dans les anciens États esclavagistes américains, l'auteur déclare l'avoir choisi pour prouver « l'absence non-fondement des soupçons de racisme formulés par les détracteurs de *Midnight Express* », un des films qui l'ont rendu célèbre, avec le musical *Fame* et le sulfureux *Angel Heart*. On veut bien croire à ses nobles sentiments, compatir à ses longues recherches sur le terrain pour dénicher les bois, les villages, les églises qu'il allait faire flamber avant même qu'on ne le voie. Il a tenu à tourner au Mississippi ? Et alors, pour ce qu'on en voit, c'était un soin et une contrainte inutiles. L'esthétique n'est pas, surtout au cinéma, une fin en soi. Certaines scènes de violence, bastonnade et pendaison où on n'entend aucun cri, juste un chant noir, sont d'une épate très discutable. Pour un peu, on trouverait ça beau. Et ce lourd tambour synthétique qui martèle la moitié du film, c'est censé dire quoi ? L'Apocalypse ? On dirait des travaux. Peut-être l'auteur cherchant à pénétrer son sujet ? Ce n'est pas la méthode, selon Anderson.

سكزا من الأصل



# CINÉMA

LA SEMAINE PROCHAINE : « FORCE MAJEURE », DE PIERRE JOLIVET

## L'héroïsme ordinaire

Tout sourit à Pierre Jolivet. Sauf le succès commercial. Il l'espère sans le rechercher. C'est peut-être la meilleure façon de le trouver. Avec son troisième film, suspense psychologique qui parle d'héroïsme, il offre à François Cluzet le plus beau rôle de sa carrière.

« ENFANT de la balle, trente-sept ans, beaucoup de talent, cherche grand public ». Pierre Jolivet est en droit de publier cette petite annonce. C'est un garçon rageur et doux, avec un visage romantique, tendance Dostoevski. Son troisième film, *Force majeure*, sort le 5 avril, et, s'il est déjà un metteur en scène reconnu, il n'est pas encore, c'est vrai, un champion du box-office.

En 1985, il donne avec *Strictement personnel* un curieux polar psychanalytique où le fils Pierre Arditi écrit des romans à la *Madame Bovary*. Accueil flatteur de la critique, nominations aux Oscars de la première œuvre. Entrées modestes.

En 1985, il change de ton et offre avec *Le Complexe du kangourou* une comédie tendre et anticonformiste où Roland Girard est saisi d'un désir obsessionnel de paternité. Accueil jovial de la critique, mais c'est, à Paris, le septembre noir des attentats... Les salles sont vides, et la poche du kangourou aussi.

Aujourd'hui, avec *Force majeure*, Pierre Jolivet modifie une fois encore son cap et propose un suspense psychologique, sobre, grave, mis en scène sans esbroufe mais avec la maîtrise d'un grand et une direction d'acteurs époustouflante.

Avatar contemporain du film noir sans hold-up et sans flingue, *Force majeure* est une sorte d'anti-*Midnight Express* qui parle de petites choses futiles telles que la conscience individuelle, la responsabilité collective, l'héroïsme, à travers l'aventure de deux garçons ordinaires. Un chômeur lillois paumé (François Cluzet, impressionnant) et un étudiant parisien brillant (Patrick Bruel, épatant). Parce que deux ans plus tôt ils ont, au cours de vacances asiatiques, fumé un peu de hash en compagnie d'un Hollandais, ils



Pierre Jolivet et son plus jeune personnage.

sont sommés par un avocat d'Amnesty International (Alan Bates) de retourner en Orient sans délai pour tenter de sauver la vie de ce vague copain au risque de perdre la leur. Ils ont cinq jours pour devenir des héros. Ou pas.

Belle histoire écrite par Jolivet et Olivier Schatzky, évitant le manichéisme confortable et le happy ending consolateur. Bien entendu, au départ, personne n'en voulait. Jolivet parle tout de suite avec affection et respect de ses « vieux producteurs ». Paul Claudon et Michelle de Broca, qui ont tout de même trouvé – difficilement – 15 millions de francs pour *Force majeure* : « Ils m'ont une nouvelle fois fait confiance, on ne change pas une équipe qui perd ! » Rire jaune mis à part, Jolivet précise : « Quinze millions aujourd'hui, c'est un petit budget. Pas assez pour aller tourner en Asie, par exemple. Il a fallu se contenter de trois jours à Madagascar... Il m'a man-

qué l'argent des concessions que je n'ai pas faites. Les quelques millions des droits de remake proposés par les Américains si « ça finissait bien », les quelques millions du coproducteur qui s'associait « si on enlevait cette affaire de drogue », les quelques millions de la télévision qui ouvrait sa case « jackpot » de 20 h 30 « si seulement tout ça était un peu moins dur »...

De ces contretemps, de cette absence d'audace et de confiance, Pierre Jolivet ne s'émue pas. Il a déjà tout connu dans ses vies antérieures. A dix-huit ans, le fils de la comédienne Arlette Thomas touche son premier cachet hebdomadaire, 60 francs, en enregistrant des poèmes d'Henri Michaux pour France-Culture... Puis il monte un numéro de sketchman avec son frère Marc. Débuts obscurs : le numéro se retrouve souvent coincé entre la prestation de deux travestis dans des boîtes de strip-tease, en province... Mais le succès vient, fort. Les frères Jolivet, qui débirent avec beaucoup de charme et de précision sur les modestes horreurs de notre quotidien, passent en vedette à l'Olympia, deviennent des stars à la radio.

Jusqu'au jour – le jour de la marée noire due à l'Amoco-Cadiz – où ils commencent leur émission sur France Inter avec un joyeux « On a enfin trouvé du pétrole en Bretagne ! » Renvoi immédiat. Peu après, d'ailleurs, les frères Jolivet se séparent : « Il fallait un peu de courage. Lorsqu'on gagne très bien sa vie, se mettre aux ASSEDIC à 4 000 francs par mois... »

Pierre Jolivet ne chôme pas longtemps. A vingt-neuf ans, en 1983, il va devenir producteur de cinéma « pour connaître la contingence de l'argent ». Un producteur-acteur peu conventionnel pour un film peu conventionnel. Le premier de son partenaire de volleyball au Club Med, un adolescent de dix-neuf ans, Luc Besson. Ce sera, pour 3 millions de francs, un petit miracle en noir et blanc, *Le Dernier Combat*. L'association Besson-Jolivet se poursuivra avec *Subway*. Puis se rompra.

Jolivet suit désormais sa route, fait ce qu'il aime, participe aux actions de la Fondation Balavoine, lit des nouvelles, va chercher son fils à l'école, écrit un nouveau film, une comédie sentimentale sur le désir et sur le rêve. Toutes choses de « force majeure ».

DANIELE HEYMANN.

## FILMS NOUVEAUX

### A Night in Havana

de John Holland, avec Dizzy Gillespie, Big Black, Walter Davis Jr., John G. Lee, Américain (1 h 25).

Dizzy Gillespie à Cuba. Le grand alchimiste du jazz et des rythmes afro-cubains, visite la Havane. Rencontre avec Fidel Castro, dîners avec Arturo Sandoval, pitreries en tout genre : un brouillon ficelé à la diable, d'une immense, d'une inutile bonne volonté, succession de plans fugitifs et lourdingues, montés n'importe comment, mal sonorisés. Le jazz au cinéma, en résumé. On est habitué. Quoi qu'ils fassent, de quelque manière qu'ils s'y prennent, ils ne nous dégoûteront pas. Gillespie, même si on ne lui voyait que les pieds, on continuerait de rester intéressé.

F.M.

VO : Action Christiane, 6\* (43-29-11-30) ; Le Triomphe, 8\* (45-82-45-76).

### High Hopes

de Mike Leigh, avec Philip Davis, Ruth Sheen, Edna Doré, Philip Jackson, Heather Tobias, Lesley Manville, Britannique (1 h 50).

Lire page IV l'article de Colette Godard.

VO : Gaumont Les Halles, huppée, 1\* (40-26-12-12) ; Saint-André-des-Arts 1, 6\* (43-28-48-18) ; Gaumont Ambassade, 8\* (43-69-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14\* (43-35-30-40).

### Mississippi Burning

de Alan Parker, avec Gene Hackman, Willem Dafoe, Francis McDermott, Brad Dourif, R. Lee Ermey, Galt Ford, Américain (2 h 08).

Lire page IV la critique de Michel Branda.

VO : Forum Horizon, huppée, 11\* (45-08-57-57) ; Le Saint-Germain-des-Près, Salle G. de Beaugrenet, 8\* (43-22-57-23) ; U.G.C. Danton, 8\* (42-25-10-30) ; U.G.C. Rotonde, 8\* (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 8\* (43-58-92-82) ; U.G.C. Barrière, 8\* (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11\* (43-57-80-81) ; 14 Juillet Beaugrenet, 15\* (45-75-79-79) ; U.G.C. Méliès, huppée, 17\* (47-48-08-08).

VF : Rax, 2\* (42-38-83-93) ; Paramount Opéra, huppée, 8\* (47-42-58-31) ; Les Révoltes, 12\* (43-04-47) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12\* (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13\* (43-31-60-74) ; Mistral, 14\* (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14\* (43-20-12-08) ; U.G.C. Convention, 15\* (45-74-83-40) ; Pathé Wapler, 15\* (45-22-46-01).

### Oppressions

de Jean Cauchy, avec Louise Berault, Philippe Lemaire, Hugues Proffy, Didier Cauchy, Philippe Herisson, Vincent de Bourard, Français (1 h 25).

Un premier long métrage d'auteur. Jean Cauchy part du postulat qu'en 1996 les deux pôles de la

GAUMONT AMBASSADE — GAUMONT OPÉRA — GAUMONT HALLES — GAUMONT ALÉSIA — GAUMONT CONVENTION — LES MONTPARNOS — PATHÉ HAUTEFEUILLE

GAUMONT PRÉSENTE

# UN TOUR DE MANÈGE

UN FILM DE PIERRE PRADINAS



Juliette BINOCHÉ

François CLUZET

noir





## THÉÂTRE

SERGE MERLIN, DE GENNEVILLIERS A LA COLLINE

## Eden et enfer d'un vagabond

Entre Ostrovski et Michel Deutsch, entre Gennevilliers et le Théâtre national de la Colline, un acteur exerce son art, magnifie le verbe, élargit l'espace ordinaire de la scène. Serge Merlin n'est pas de ce monde mais de tous les mondes. Rencontre avec un homme remarquable.

Il a le visage long, fin, escarpé, indice d'une pensée vagabonde. Serge Merlin est vagabond. Une seule vie d'homme serait trop étroite pour ce pur esprit. Il a son regard à lui, d'une mobilité extrême, pour lequel il n'est pas d'espace fini, ses gestes à lui, une main noueuse qui tantôt enserrera l'autre pour exprimer un mot récalcitrant, tantôt s'ouvre, s'effrite, s'élève pour dessiner une phrase, légère, belle, énigmatique, poétique toujours.

Par chance, Serge Merlin, sur sa route enchantée, a fait dans ce temps-ci quelques haltes, comme l'avait fait avant lui un de ses amis, Roger Blin. D'une enfance nomade chez les Pères blancs d'Afrique du Nord, entre Atlantique et Libye, il se souvient des lectures qu'on lui faisait : des textes religieux bien sûr, des textes profanes aussi et surtout d'Albert Camus, qui deviendrait bientôt son ami. « Je me souviens de cette fureur de l'enfance et de cette lumière de la vie, une lumière qui est totalement noire. Je savais que je ne savais rien du tout. Que voulez-vous que sache un pauvre paumé au milieu du Sahara ? Dans Camus, j'ai entendu cette lumière grecque inversée, cette lumière des pyramides que, plus tard, j'ai pu ouvrir enfin dans un espace moins obscure de tension.

Notre rencontre fut très naturelle : je ne lui ai pas écrit, je ne sais pas écrire — bien sûr, j'écris des textes, quatre-vingts pages chaque nuit, mais, au matin, je les déchire. Une rencontre, improbable permutation, crépitation de l'étincelle, qui ne se passe heureusement jamais. Mais la rencontre constitue une possibilité, fraternelle et immonde, où quelque chose peut se révéler ou ne pas aboutir ; et ça s'appelle la vie. »

## BECKETT M'A RENDU LA PAROLE

Rencontrer Albert Camus fut pour Serge Merlin ce qu'il appelle son « second accident chronologique et biographique ». Le premier accident fut d'être clochard, longuement, totalement. Le deuxième, Albert Camus donc. Le troisième, sa rencontre avec Andrzej Wajda, « une ironie, inexplicable, appartenant au charme d'exister ». 1961, il avait trente ans et fut Samson, héros du septième film du cinéaste polonais qui l'a choisi « sur une photo, du fin fond de la Pologne ».

Quatrième accident : « Pendant des années, je n'ai plus vu le jour, neuf ans dans le noir, seul, tandis qu'une femme me maintenait la bouche hors de l'eau. La vie m'a conduit à ne plus pouvoir faire du théâtre, je n'étais plus évoqué. A la fin de toutes ces années, un homme, un Roumain, m'a donné un texte en me disant : « voilà, il n'y a plus que ça ». Ce texte, le Dépeupleur, de Samuel Beckett, m'a rendu la parole. J'ai rencontré Beckett une fois, pendant une heure quarante-six minutes, puis une deuxième, une heure vingt-six minutes, quand il m'a offert la Dernière Bande. Beckett, une étoile dans la nuit. Je suis heu-



Serge Merlin, l'amour du texte.

reux de vivre pendant que cet être humain est sur la terre.

Le Dépeupleur a pu se passer jusqu'à ce que j'interrompe, en Suisse, une tournée qui devait me mener dans les deux Amériques. La pièce durait une heure trente. Ce soir-là, ça a duré trente et une minutes alors que je n'avais rien coupé. Les rythmes, les cadences, les gestes étaient respectés. Ce fut une magie, j'étais calciné et je n'ai plus jamais prononcé cette parole. Le théâtre invente ces lieux-là, ces espaces et ces possibilités de temps. Mais je ne souhaite pas que cela m'arrive à nouveau car j'ai dû arrêter de travailler très longtemps.

Jusqu'au cinquième accident, la cinquième rencontre : « Du fin fond de l'Allemagne, le metteur en scène Matthias Langhoff a pensé à moi pour jouer le Roi Lear. » Lear, eden et enfer de l'acteur. Mais Serge Merlin est-il seulement un acteur ? « Je ne suis pas tellement un acteur même si c'est la seule chose qui me concerne. L'artiste que je suis n'est qu'un théâtre. Je ne m'accorde de rien et je souffre de tout. Tout ce que je dis, c'est ce que tout le monde dit. Le théâtre n'est qu'une balistique obstinée : un texte, des accessoires, des costumes, des maquillages et enfin aucun accessoire pour que quelqu'un ne vous écoute même plus, mais s'entende lui-même, et lui-même avec vous. »

Le texte est la première exigence de Serge Merlin. Le voir créer bientôt le personnage d'Heidegger dans la nouvelle pièce de Michel Deutsch n'a donc rien d'étonnant. « J'ai rencontré réellement trois écrivains. Beckett, Heiner Müller et Michel Deutsch. Je n'ai pas la télévision, je ne lis pas les journaux — d'autres le font pour moi, — je suis peut-être un moine mais je connais l'heure exacte de tous les trains. Michel Deutsch est un homme qui est dans la pensée, dans la

venue et dans le sentiment de l'écriture. Il a la conscience d'un peuple humain. Il sait une chose qui est la seule chose que je sache de Heidegger : l'homme n'est que présence. Il y a eu quelque chose et il y aura quelque chose.

La peinture est possible, la musique est possible. Le théâtre n'arrivera jamais. Il n'est qu'une culture, belle, sublime, une culture de la vie, de la puissance imaginaire, apparue pour enseigner l'existence de ces êtres qui ont une immense possibilité d'amour : le théâtre est un sauvetage humain infini. »

Propos recueillis par OLIVIER SCHMITT.

★ Serge Merlin achève le 2 avril à Gennevilliers les représentations de la Forêt (lire notre sélection) et sera l'interprète principal de Sit venia verbo, la nouvelle pièce de Michel Deutsch et Philippe Lacoue-Labarthe, mise en scène par l'auteur au Théâtre national de la Colline, à partir du 11 avril. Du mardi au samedi à 20 h 30, dimanche le samedi à 15 heures et le dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-66-43-60. Durée : 1 h 40. 110 F.

## SPECTACLES NOUVEAUX

## Savannah Bay

de Marguerite Duras, mise en scène de l'auteur, avec Madeleine Renaud et Bulle Ogier.

Nouvelle reprise d'une œuvre écrite par Marguerite Duras pour Madeleine Renaud. Savannah Bay est la méditation sublime d'une comédienne, appelée Madeleine, aux portes de la mort. Un auteur, deux actrices, trois femmes offrent en partage au spectateur tout ce que la vérité et la poésie peuvent offrir de plus beau.

Théâtre Renaud-Barrault, 2 bis, avenue Franklin-Roosevelt, 8. Les 23 et 30 mars et le 4 avril à 20 h 30. Tél. : 42-56-60-70. Durée : 1 h 15. 140 F.

## Voltaire's Folies

de Jean-François Provand, mise en scène de l'auteur, avec Yves Pignot, Gérard Maro, Jean Bernay et Serge Benavois.

Spectacle de divertissement vivement troussé par une bande de drôles. Les Dialogues philosophiques de Voltaire, passés à la moulinette du rire pour un éloge de la démocratie contre l'intolérance, pour la défense et l'illustration de l'anticléricalisme contre l'obscurantisme.

Comédie de Paris, 42, rue Fontaine, 9. Du lundi au samedi à 21 heures. Tél. : 42-81-00-11. Durée : 1 h 45. De 120 F à 180 F.

## SÉLECTION PARIS

## Callas

de Elisabeth Macocco, mise en scène de Dominique Lardoux, avec Elisabeth Macocco. Pour un soir, Maria Callas ne chante pas, elle parle, dans cette langue à la syntaxe étrange des stars américaines. Elisabeth Macocco fait entendre cette parole, avec l'humour complet, la gaucherie d'une femme timide mal dans sa peau de star. Avec tout le talent d'une comédienne formée à la belle école de l'Atteroupement II, compagnie de la région lyonnaise.

Athénée-Louis Jovet, 4, square de l'Opéra-Louis-Jovet, 9. Le mardi à 18 h 30, du mercredi au samedi à 20 h 30. Tél. : 47-42-67-27. Minitel : 3615 Biffant. Durée : 1 h 15. 80 F.

## Cats

d'après T.S. Eliot, musique d'Andrew Lloyd Webber, mise en scène et chorégraphie de Gillian Lynne.

A Paris, après Londres il y a huit ans, New-York et Tokyo, avec le luxe, le pro-

fessionnalisme — et les moyens — qui ont fait la légende de Broadway, voici Cats, une vraie comédie musicale sur de courtes histoires de chats adaptées de T.S. Eliot. Et la preuve, enfin, qu'on peut réunir en France des danseurs capables de chanter et des chanteurs capables de bouger.

Théâtre de Paris, 16, rue Blanche, 9. Du mardi au samedi à 20 h 30. Minitel : 3615 Biffant. Durée : 3 heures. De 170 F à 280 F.

## D'Artagnan

de Jean-Loup Dabadie, mise en scène de Jérôme Savary, avec Christophe Malavoy, Mona Heftra, Yann Babille, Valérie Zurock et Clémence Wessert.

Machinerie à l'ancienne — plateaux tournants, trappes, tapis roulant, cintres, perches et glissières utilisées à plein, — décors, costumes et lumières superbes, adaptation fidèle à la légende de Jean-Loup Dabadie. ➔

DU 18 MARS AU 23 AVRIL

**THEATRE EUROPE**

direction Giorgio Strehler

**LA MOUETTE**

Anton Tchekhov

Mise en scène Andreï Konchalovsky

Production du Théâtre de l'Europe

Location 43 25 70 32

**BASTILLE**

43 57 42 14

23 mars au 2 avril

**"La Visite"**

de Bruno Meyssat par le Théâtre du Shaman

Alpha Frac ONDA

**LIEU-DIT**

atelier floral

Sur un coup de cœur  
Sur un coup de fil  
Nos bouquets de fleurs  
des champs... et de ville

à l'atelier ou sur commande  
21, avenue du Maine  
75015 Paris

Tél. : 42 22 25 94

**THEATRE NATIONAL DE PARIS**

DERNIERES CREATION

**L'IMPOSTURE**

GEORGES BERNANOS

FASCINANT, LUCIDE, PROFOND, INSPIRE TRAVAIL DE BRIGITTE JAKUES ET DE SES DEUX ADAPTATEURS... ADMIRABLE SPECTACLE.

PIERRE MARCABRU LE FIGARO.

UN TRAVAIL D'ACTEURS EPOUSTOUFLANT... ARNOLD HELLOT LE QUOTIDIEN DE PARIS.

UNE SOREE D'UNE RARE GRANDEUR. MICHEL COURNOT LE MONDE.

PRX 110 F et 70 F

LOC 42 74 22 77 2 PL. DU CHATELET 4°

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

**Le Monde**

DES LIVRES

SAISON 1988-1989

**THEATRE NATIONAL DE PARIS**

**LA BELLE AU BOIS DORMANT**

Piotr Ilyitch TCHAIKOVSKI

Chorégraphie et mise en scène : Rudolf NOUREEV

d'après Marius PETIPA

avec les Etoiles et le Ballet de l'Opéra

1, 18, 19, 21, 23, 27, 29 (m. et s.) avril

**DOKTOR FAUST**

Ferruccio BUSONI

Direction musicale : Georg SCHMOEHE

Mise en scène : David POUNTNEY

Version française de Jacques LASSERRE

Création en France

Coproduction de l'English National Opera et du Deutsche Oper Berlin

17, 20, 22, 24, 26, 28, 30 avril

Location par téléphone : 47 42 53 71

Renseignements : 47 42 57 50 — MINITEL 3615 Code COM21





# MUSIQUES

TONY WILLIAMS AU NEW MORNING

## A quoi songe un batteur de jazz ?

Monument de l'art moderne de la batterie, carrière en dent de scie, Tony Williams revient en club à Paris. Ses passages de janvier ont été un triomphe. L'occasion renouvelée d'entendre et de voir de près un fabuleux polyrythmicien.

« **Q**UAND un batteur joue derrière un soliste, c'est à des sentiments qu'il pense, à des couleurs, à un arbre, à une maison, à une montagne... » A voir jouer Tony Williams, on n'imagine pas qu'il pense. Pas du moins au sens traditionnel. Pas du moins en jouant. Pourtant, rien de moins machinal que son jeu, rien de moins mécanique. Mais cette vitesse d'exécution, cette souplesse dans la vitesse anticipatrice semblent contraires à l'exercice de la pensée ordinaire. Couleurs, arbres, maisons, montagnes et autres songeries, ce qui frappe dans la frappe de Tony Williams, c'est le caractère immédiat, non réfléchi, absolument pas prémédité, du commentaire spontané de la musique qu'il soutient. Il n'accompagne pas, il précède. Il est déjà en train de rêver la mesure qui suit. Et cela avec une indépendance rythmique, une indépendance des membres et des mouvements, une souveraine indépendance des gestes et du regard — qui paraît impossible, — comme un lointain intérieur, qu'il faut voir. Qu'il faut saisir. Comme une chance.

Pour avoir triomphé voilà quelques semaines (la rue des Petites-Ecuries fut proche de l'émeute), Tony Williams est de retour. On peut se jucher sur le bar, s'accrocher aux cintres, rien ne vaut le club pour le jazz — et pour regarder Tony Williams de toutes ses oreilles. A chacun de ses passages, les batteurs les plus prestigieux — pas seulement eux, d'ailleurs : d'anciens compagnons de route aussi, comme John MacLaughlin — sont dans la salle. Comme le capitaine Haddock assiste tous les soirs au spectacle d'un prestidigitateur qui change l'eau en vin dans l'espoir de saisir son secret (*les Sept Boules de cristal*), ils veulent voir. Autant dire savoir.

### LE SON PUR, L'INFINI DU SON

C'est le privilège des clubs de donner à voir, à apprendre, dans l'intimité du geste et de la chaleur. La communauté des spectateurs y est plus liée qu'ailleurs. L'attente plus forte. Les ponctuations, la sécheresse de frappe, l'arrondi des mouvements, le développement par ondes successives du jeu de *toms*, une précision qui va vers l'hallucination aux *cymbales* (pas seulement dans le dosage des rebonds et la souplesse du poignet, mais aussi par la juste place, au millimètre près, du point d'impact), une espèce de mouvement destructuré sous lequel règne sans ostentation un rythme implacable qui se suggère plus qu'il ne s'étale, tout cela se voit à l'œil nu. Comme on voit de ses propres yeux que l'objet de la musique de Tony Williams c'est le son, le son pur, l'infini du son.

Tony Williams n'a pas quarante-cinq ans. Enfant prodige des tambours, il a d'abord tenu les baguettes dans le groupe paternel. Boston, 1953, il a huit ans. Chaque fois qu'un monstre de l'instrument passe par la ville, Art Blakey, Max Roach, on fait les présentations. Tony Williams grandit sur le tabouret des autres. Quand il débarque à New-York en 1962, il n'a pas l'âge requis pour jouer en club. Dispenses, comédies et intrigues. Jackie McLean l'engage dans l'orchestre qui joue sur scène la musique et le texte de *The Connection*. Et quelques mois après, signe qui ne



Tony Williams, six ans chez Miles Davis.

trompe pas, il fait son entrée dans le groupe de Miles Davis. Il y restera six ans. Le trio rythmique du trompettiste réunit un moment Herbie Hancock et Ron Carter. Les disques qui se succèdent, plus d'un par an, sont autant de constructions stupéfiantes : *Seven Steps to Heaven*, *My Funny Valentine*, *ESP*, *Miles Smiles*, *Neferiti*, *Miles in the Sky*, *Filles du Kilimandjaro* et *In a Silent Way*.

Parallèlement, Tony Williams joue avec Cecil Taylor ou John Coltrane, enregistre avec Eric Dolphy (*Out to Lunch*) et fonde Lifetime, le groupe à géométrie variable qu'il va diriger pendant les cinq ou six années qui suivent sa séparation d'avec Miles Davis. Jamais Lifetime n'obtiendra le grand succès. Il y a dans la carrière de Tony Williams quelque chose qui échappe. Elle ressemble en cela aux carrières des deux batteurs modernes les plus proches de lui par la maîtrise, Roy Haynes et Elvin Jones. Maîtres absolus en leur jeu, indispensables aux génies de l'époque, ils n'auront accédé que douloureusement à la maîtrise de leur propre groupe.

Tony Williams se signale à nouveau aux côtés des plus grands, des plus exigeants, ceux qui ne supportent que les batteurs qui les impressionnent, Stan Getz, Chick Corea, McCoy Tyner, Sonny Rollins... Il participe à la fondation de VSOP, brillante association des orphelins de Miles (Wayne Shorter, Ron Carter, Herbie Hancock) soudés autour d'un trompettiste sans histoire, Freddie Hubbard. Mais la résurrection de Lifetime se solde par un nouvel échec. C'est à ces aléas — ne nous plaignons pas trop, — que nous devons les passages de Tony Williams dans l'intimité et la proximité du club. Le groupe est plus que solide. Et la musique avance au rythme de grandes déferlantes qu'un petit homme bientôt grasseillet déclenche en souriant.

A quoi songe-t-il au juste ? Les jeunes musiciens seraient tentés de penser qu'il a en tête d'inassimilables formules, le nombre d'or du passage du ternaire au binaire, et retour, dont il fut l'énigmatique géomètre. Les moins jeunes supposent qu'il revoit, comme on voit en accéléré, les années de bonheur à Boston, ce feu d'artifice permanent des siècles d'une seconde passée chez Miles. Mais non, c'est à l'amour qu'il songe, à des espèces de bleu, aux forêts ébréchées qui font saigner les cœurs, à la montagne, à cette maison...

FRANCIS MARMANDE.

★ Tony Williams Group, au New Morning, les 4 et 5 avril, 7-9, rue des Petites-Ecuries. Tél. : 45-23-51-41.

## DÉCOUVERTES DE LA SEMAINE

**Jean-Marc Luisada**  
**Brahms**  
*Trois Intermezzi op. 117*  
**Chopin**  
*Fantaisie op. 49*  
**Schumann**  
*Humoresque*

La nouvelle école française de piano est riche de talents aussi variés qu'originaux. Musiciens déjà confirmés, Alain Planès, Michel Delbert, Jean-François Heiser, Michel Béroff, Georges Pludermacher, Jean-Claude Penneret et Brigitte Engerer sont talonnés par de tout jeunes pianistes prêts pour une grande carrière internationale. Parmi ceux-ci, Jean-Marc Luisada occupe sans aucun doute une place de choix, car ses qualités pianistiques et musicales se doublent d'une facilité de contact avec le public qui rappelle le regretté Samson François. Dès que Luisada entre en scène, le courant

passé. Son sourire, sa décontraction (qui cachent un trac effroyable), lui assurent la sympathie, son jeu inventif, poétique, parfois caillotté, l'attention du public le plus blasé.

Pour ce récital parisien, Jean-Marc Luisada s'est choisi un programme entre chien et loup. De fantaisie, l'œuvre de Chopin n'a que le son : sa forme passablement chantournée, difficile à restituer avec clarté, habille une expression austère et passionnée. Calme, d'une coupe limpide, l'*Opus 117* est taillé dans des harmonies grises, fuyantes. Secrète, l'*Humoresque* n'a conquis ni les faveurs du public ni celles des pianistes. Schumann y est pourtant à son zénith, exalté par l'amour qu'il porte à Clara.

A. L.

Le 29 mars, Théâtre de la Ville, 18 h 30. Tél. : 42-74-22-77. 65 F.

## SÉLECTION PARIS

**Mercredi 29 mars**  
**Ouvres de Haydn**  
**Moussorgsky**  
**Bizet, R. Strauss et Rodrigo**

Teresa Berganza (mezzo-soprano), Juan Antonio Alvarez Parejo (piano). Depuis ses débuts au Festival d'Aix-en-Provence 1957, Teresa Berganza n'a jamais failli. Sa technique impeccable, son timbre corcé, lui permettent tout. Ses exigences de professionnelle (lorsqu'elle annule, c'est pour de bonnes raisons) ont préservé sa voix des outrages du temps.

Son programme, ce soir, montre l'étendue de son talent : *Ariane à Naxos*, de Haydn, les *Enfantes*, de Moussorgsky, des mélodies de Bizet, des *Lieder* de Richard Strauss et de Rodrigo, exigeant, bien souvent, des approches techniques particulières. Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 60 F à 380 F.

**Webber**  
Cinq mouvements pour quatuor à cordes op. 5.  
**Szymanowski**  
Quatuor à cordes n° 2 op. 58.  
**Berg**  
*Suite lyrique*  
Quatuor intercontemporain.

Sans les concerts organisés par Radio-France, sans ceux du Théâtre Renaud-Barrault, les concerts de musique de chambre de haut niveau seraient limités à Paris. Depuis quelques mois des « indicateurs de tendance » (les initiatives isolées se multiplient) montrent que le public accroche. A quand, une musique de chambre quatre étoiles calquée sur la série de récitals de piano ? On applaudira le programme choisi par le Quatuor InterContemporain, qui

associe habilement des œuvres de compositeurs reconnus au 2<sup>e</sup> Quatuor de Szymanowski, un compositeur polonais de l'entre-deux-guerres, que l'on ne suit pas de découvrir.

Maison de Radio-France, Studio 106, 20 h 30. Entrée libre, dans la mesure des places disponibles.

**Vendredi 31 mars**  
**Schumann**  
*1<sup>re</sup> Symphonie*, version de Gustav Mahler.

**Haydn**  
Concerto pour violoncelle en ut majeur.

Mario Brunetti (violoncelle), Orchestre philharmonique de Radio-France. Marek Janowski (direction). Mahler vivait à une époque où l'on n'hésitait pas à réviser les grandes œuvres du passé. Les symphonies de Schumann, orchestrées par grands aplats de couleurs, sont difficiles à faire sonner tant les unisons et les doubles y abondent. L'antenne du *Chant de la terre*, qui était également l'un des grands chefs de son époque, a donc ré-orchestré les symphonies de Schumann (vers la même époque, Wilhelm Mengelberg, patron de l'Orchestre du Concertgebouw d'Amsterdam neis-

sant, retapei celles de Beethoven !). Ainsi revue et corrigée, la *Symphonie « le Printemps »* a gagné en clarté, ce qu'elle a perdu en mystère. Marek Janowski a bisé au top niveau français l'Orchestre philharmonique de Radio-France. En quelques années, cette formation en perdition a fait des progrès réjouissants. Qu'elle ne s'arrête pas en si bon chemin ! Théâtre du Châtelet, 20 h 30. Tél. : 46-28-28-40. De 45 F à 285 F.

Dans Télérama cette semaine

## Mississippi Burning : voyage au bout de la haine.

1964 : le Ku Klux Klan assassine trois militants antiracistes. Un fait réel qui est à l'origine du nouveau film d'Alan Parker, *Mississippi Burning*. Télérama a rencontré et interviewé aux U.S.A. le frère de l'une des trois victimes, qui évoque ces événements qui ont bouleversé sa vie. Également dans Télérama cette semaine, le Louvre à cœur ouvert : une visite guidée en photos du plus grand musée du monde et les « bourgeois du printemps de Bourges » : huit nouveaux talents français sur lesquels parie Télérama.



Télérama : l'intelligence critique. Chaque mercredi chez votre marchand de journaux.

Deux concerts exceptionnels  
**« A FILETTA »**  
**CHANTS POLYPHONIQUES CORSES**

A PARIS  
Jeudi 30 mars, 20 h 45  
Eglise St-Médard, 75005 Paris  
A VERSAILLES  
Vendredi 31 mars, 21 heures  
Eglise St-Symphorien, Versailles

Location :  
FNAC-CASA CORSA-OFFICE  
TOURISME VERSAILLES  
Rens. : 47-00-39-44

SALLE GAVEAU

mercredi 29 à 20 h 30

**MUNIR BASHIR**  
luth arabe

jeudi 30 à 20 h 30  
**FLAMENCO**  
chants et danses autour de  
TOMATITO

guitare  
45.23.18.25

**VENDREDI 31 MARS 21 H**  
**ÉGLISE des BILLETTES**  
22, rue des Archives  
75004 Paris

**VIVALDI**  
**« LES 4 SAISONS »**

J. HAYDN  
SYMPHONIE N° 45  
**« LES ADIEUX »**  
**ENSEMBLE**  
**« PARENTHÈSE »**  
Laurent BRACK

Prix des places : 60 F et 80 F  
Réservation : 47-68-59-61

## MUSIQUES

→ Sonates  
virtuosees  
italiennes  
du dix-huitième  
siècle

Franz Brüggen (sibon).  
Gustav Leonhardt (clavichord).  
Depuis que Franz Brüggen  
est passé devant l'orchestre,  
depuis qu'il a fondé son  
Ensemble du dix-huitième  
siècle, on a fini par oublier  
qu'il était le meilleur flûtiste  
baroque de sa génération.  
Pour ce concert, il fait  
équipe avec Gustav Leon-  
hardt, le pape du clavecin à  
l'ancienne. Une grande so-  
rée en perspective.

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. :  
43-06-48-48. 120 F et 180 F.

## Dimanche 2 avril

## Gabrieli

Canova.

Ives.

Pianos pour piano.

Carver.

Chant de la cathédrale.

Reich.

Piano Phase pour deux

mariniers.

Xenakis.

Ensemble.

Ensemble de cuivres

et de percussions

de l'Ensemble

Intercontemporain.

Alain Hovhaness (piano).

Peter Eötvös (direction).

inaugurée le 12 mars der-  
nier par Kant Nagano, cette  
série intitulée « De la com-  
muni- » se poursuit  
par ce concert qui associe  
des œuvres de compositeurs  
américains à une *Conzona*  
de Gabrieli « modernisée »  
par une orchestration  
contemporaine.

Pour Pierre Boulez, l'initia-  
teur de cette expérience, il  
s'agit de réconcilier le  
monde des intellectuels avec  
la création contemporaine.

Théâtre du Châtelet, 16  
heures. Tél. : 40-28-28-40.

55 F, placement libre.

## Lundi 3 avril

## Œuvres

de Mozart,

Schubert, Brahms,

Monteverdi,

Caldara,

Giordani.

Negro-spirituelle

Simon Estes (basse).

William Nabokov (piano).

Simon Estes n'est pas une

star du chant : longtemps en

troupe à l'Opéra de Zurich,

il s'est patiemment bâti un



répertoire loin des pressions  
commerciales de toute  
sorte. Sa voix pure, sa tech-  
nique impeccable, lui per-  
mettent d'aborder tous les  
rôles de basse du répertoire.  
Mais c'est dans les opéras de  
Wagner, son terrain de pré-  
dilection, qu'il a remporté  
ses plus grands succès. Ce  
chant d'opéra ne craint  
pas l'épreuve du récital, la  
sobriété de ses moyens  
expressifs et son impeccable  
art du chant y trouvant leur  
éprouvée naturel.

Théâtre du Châtelet, 20 h 30.

Tél. : 40-28-28-40. De 45 F à

285 F.

## Mehler

Des Knaben Wunderhorn

Dietrich Fischer-Dieskau

(baryton).

Daniel Barenboim (piano).

Plus souvent entendus dans

leur version orchestrée, les

Lieder du cycle *Des Knaben*

*Wunderhorn* (le *Cor*

*enchanté de l'enfant*) sont

souvent chantés par deux

chanteurs (c'est ainsi que

Fischer-Dieskau les a cano-

gistrés avec Elizabeth  
Schwarzkopf et George  
Szell, pour EMI), mais en  
réalité Mahler souhaitait  
qu'ils le soient par un seul  
chanteur. Ce lundi, Daniel  
Barenboim accompagnera  
au piano Dietrich Fischer-  
Dieskau. Les quelques fois  
où ces deux interprètes se  
sont rencontrés, la musique  
était au rendez-vous.

Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. :

45-69-47-96. De 48 F à 180 F.

## Mozart

Symphonie KV 138,

Concerto pour piano

et orchestre KV 414,

Divergence pour cordes,

hautebois et deux cors KV 287

Patrick Cohen (piano-forté).

Ensemble Musiciens.

Christophe Colin (direction).

La cause est entendue :

Mozart gagne à être ainsi

allégué par des formations

réduites, vivifiées par des

tempo rapides, magnifiés

par les sonorités délicates

des instruments anciens.

Théâtre des Champs-Élysées,

20 h 30. Tél. : 47-20-36-37.

De 80 F à 180 F.

## RÉGIONS

## Avignon

## Haendel

Le *Messie*.

avec Michael Chance, Douglas

Nazari, Peter Harvey,

l'Orchestre baroque et le

Chœur du Concert spiri-

tuel, Hervé Miquet (direc-

tion).

Avignon (le 2 avril), Mar-

seille (le 3), Cavaillon

(le 4) accueilleront le

« Concert spirituel » et ces

trois solistes pour un *Messie*

de Haendel qui sera donné

dans sa version de 1754.

L'œuvre la plus célèbre du

compositeur saxon sera donc

exécutée par une soixantaine

de musiciens et chanteurs

au lieu des deux cents ou

trois cents exécutants habi-

tuuellement requis. L'œuvre

y gagne assurément en

transparence.

Le 2 avril, cathédrale Notre-

Dame des Doms, 16 heures

(et le 3, abbaye Saint-Victor

Le groupe Kassav  
est l'un des nom-  
breux invités du  
Printemps de  
Bourges qui se  
déroule du 1<sup>er</sup> au  
9 avril. Belle oc-  
casion de vérifier où  
on sont quelques  
valeurs confirmées  
et de découvrir de  
nouveaux talents.  
A Bourges, il se  
passe toujours  
quelque chose.

de Marseille, 20 h 30 ; le 4,  
cathédrale Saint-Véran de  
Cavaillon, 20 h 30. Tél. (16)  
90-86-88-04. 100 F et 150 F.

## Colmar

## Ambroise Thomas

Mignon.

avec Chantal Dubarry, Domini-

que Gloux, les Chœurs de

l'Opéra du Rhin, l'Orchestre

symphonique du Rhin-

Mulhouse, Claude Schützler

(direction). Mises en scène de

René Terrasson.

Sur les années d'apprentis-

sage du jeune Wilhelm

Meister de Goethe (revues

et corrigées par Barbier et

Carpe), Ambroise Thomas a

composé une musique

savante et charmante qui fit

beaucoup pour le succès de

cet opéra-comique. Un peu

oublié aujourd'hui, Mignon

ne survit que par *Je suis*

*Titania la blonde*, un air

immortalisé par Maria

Callas.

Les 30 mars, 20 heures, et

2 avril, 18 heures, Théâtre

municipal. Tél. : (16) 89-41-

25-82 (et les 5 et 7 avril,

20 heures, et le 9 avril,

18 heures, Théâtre municipal

de Mulhouse. Tél. : (16) 89-

46-20-04. De 20 F à 130 F.

## Monte-Carlo

Œuvres

de Scarlatti,

Leo, Giordani,

Marcello,

Albinoni, Vivaldi.

Le 30 mars, 20 heures, et

2 avril, 18 heures, Théâtre

municipal. Tél. : (16) 89-41-

25-82 (et les 5 et 7 avril,

20 heures, et le 9 avril,

18 heures, Théâtre municipal

de Mulhouse. Tél. : (16) 89-

46-20-04. De 20 F à 130 F.

## Œuvres

de Scarlatti,

Leo, Giordani,

Marcello,

Albinoni, Vivaldi.

Le 30 mars, 20 heures, et

2 avril, 18 heures, Théâtre

municipal. Tél. : (16) 89-41-

25-82 (et les 5 et 7 avril,

20 heures, et le 9 avril,

18 heures, Théâtre municipal

de Mulhouse. Tél. : (16) 89-

46-20-04. De 20 F à 130 F.

## Œuvres

de Scarlatti,

Leo, Giordani,

Marcello,

Albinoni, Vivaldi.

Le 30 mars, 20 heures, et

2 avril, 18 heures, Théâtre

municipal. Tél. : (16) 89-41-

25-82 (et les 5 et 7 avril,

20 heures, et le 9 avril,

18 heures, Théâtre municipal

de Mulhouse. Tél. : (16) 89-

46-20-04. De 20 F à 130 F.

## Œuvres

de Scarlatti,

Leo, Giordani,

Marcello,

Albinoni, Vivaldi.

Le 30 mars, 20 heures, et

2 avril, 18 heures, Théâtre

municipal. Tél. : (16) 89-41-

25-82 (et les 5 et 7 avril,

20 heures, et le 9 avril,

18 heures, Théâtre municipal

de Mulhouse. Tél. : (16) 89-

46-20-04. De 20 F à 130 F.

## Œuvres

de Scarlatti,

Leo, Giordani,

Marcello,

Albinoni, Vivaldi.

Le 30 mars, 20 heures, et

2 avril, 18 heures, Théâtre

municipal. Tél. : (16) 89-41-

25-82 (et les 5 et 7 avril,

20 heures, et le 9 avril,

18 heures, Théâtre municipal

de Mulhouse. Tél. : (16) 89-

46-20-04. De 20 F à 130 F.

## Œuvres

de Scarlatti,

Leo, Giordani,

Marcello,

Albinoni, Vivaldi.

Le 30 mars, 20 heures, et

2 avril, 18 heures, Théâtre

municipal. Tél. : (16) 89-41-

25-82 (et les 5 et 7 avril,

20 heures, et le 9 avril,

18 heures, Théâtre municipal

de Mulhouse. Tél. : (16) 89-

46-20-04. De 20 F à 130 F.

## Œuvres

de Scarlatti,

Leo, Giordani,

Marcello,

Albinoni, Vivaldi.

Le 30 mars, 20 heures, et

2 avril, 18 heures, Théâtre

municipal. Tél. : (16) 89-41-

25-82 (et les 5 et 7 avril,

20 heures, et le 9 avril,

18 heures, Théâtre municipal

de Mulhouse. Tél. : (16) 89-

46-20-04. De 20 F à 130 F.

A quatre-vingt-cinq ans,  
Claudio Arrau est l'un des  
derniers maillons qui nous  
relient aux titans du piano  
romantique. Ses pro-  
grammes laissent toujours la  
part belle à Beethoven et à  
Liszt, qu'il joue avec un  
sérieux qui lui rend une cer-  
taine dignité. Son interpré-  
tation d'*Après une lecture*  
du Dante (disques Philips)  
transfigure une œuvre qu'on  
a longtemps prise pour du  
cinéma. Si l'on a pu dire que  
Schnabel avait inventé  
Schubert, reconnaissons à  
Arrau le mérite d'avoir pris  
Liszt au sérieux.

Le 4 avril, Centre des congrès,  
21 heures. Tél. : (16) 93-16-  
80-00. De 80 F à 100 F.

## ROCK

## Printemps

## de Bourges

Stevie Wonder,

Kassav,

Kool and the Gang,

Charlélie Couture,

Renaud, Higelin,

The Innates, etc.

On peut y faire le point sur

des valeurs sûres (Higelin

ou les Innates, Nougaro ou

Willy DeVille), voire rendre

hommage à une légende

vivante comme Stevie Won-

der. Mais le Printemps de

Bourges est aussi l'occasion

d'aller de découverte en

découverte, d'aller de Loui-

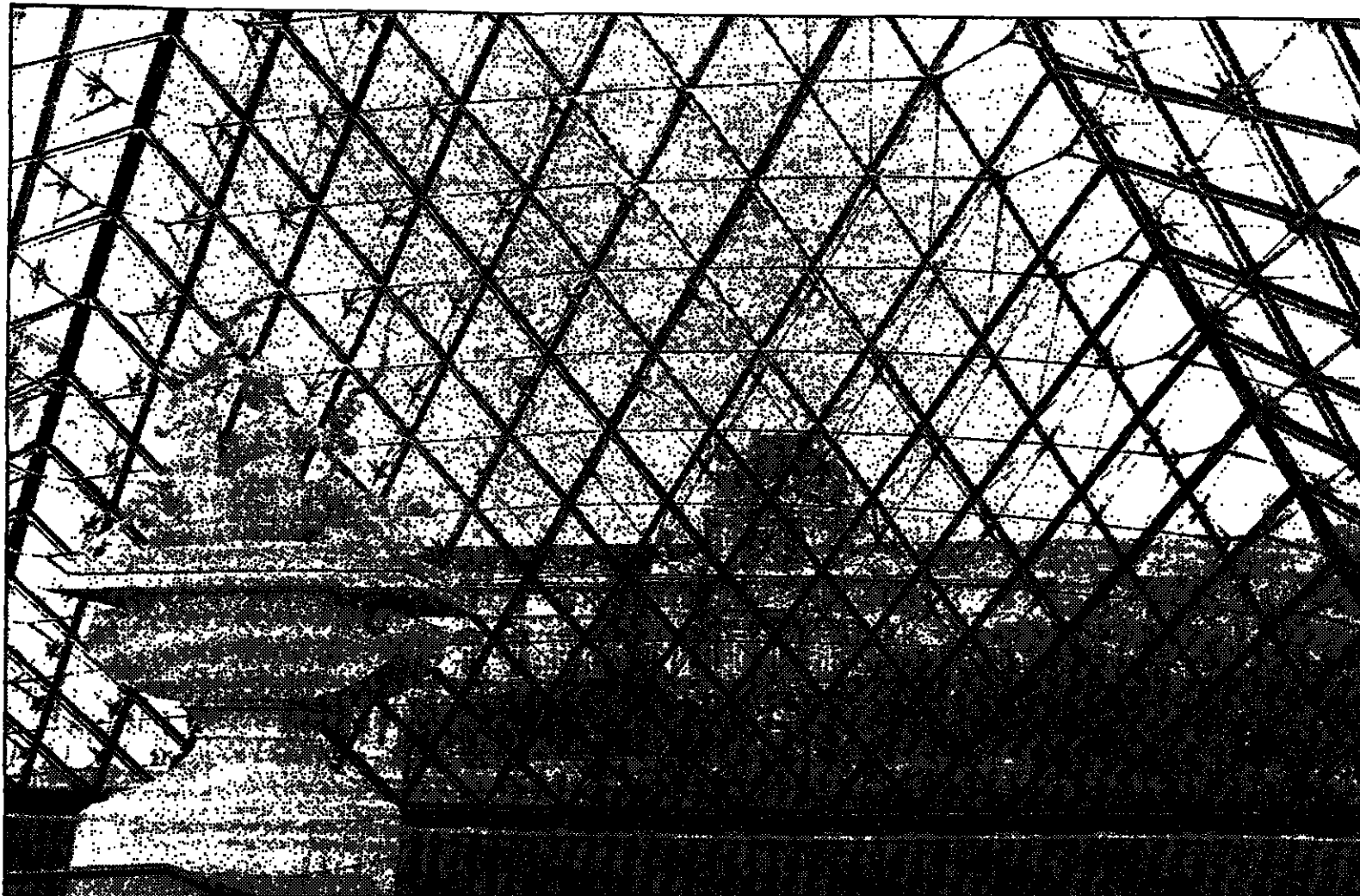
siane (Dr John) en Afri-



## ARTS

OUVERTURE DU GRAND LOUVRE

## L'inconnue de la pyramide



La Diane d'Anet, vrai « bibelot de cheminée ».

Cette statue — la Diane d'Anet — qui meuble ci-dessus la pyramide de Pei, on ne la verra plus jamais à cette place. De multiples essais ont été effectués pour garnir le socle. En vain. Il restera vide le jour de l'inauguration. Provisoirement ?

LES inventeurs de la pyramide qui se dresse dans la cour Napoléon avaient prévu d'ériger une statue, en son centre, pour mieux marquer l'entrée du nouveau Musée du Louvre. Pourtant, son socle, au débouché du grand escalier hélicoïdal, restera vide ce 29 mars quand le président de la République inaugurera les dessous neufs du vieux palais. Ce n'est cependant pas les propositions qui ont manqué.

Le maître d'œuvre des travaux, l'architecte Ieoh Ming Pei, voulait un « signal » visible de loin, à travers le vitrage de son polyèdre, digne du « plus grand musée du monde ». Son choix s'était tout de suite porté sur la *Victoire de Samothrace*, incontestablement l'une des œuvres majeures du musée parisien. Ramenée de Grèce à la fin du Second Empire, elle trône en haut de l'escalier monumental conçu entre les deux guerres. C'est d'ailleurs là le hic. La majestueuse voûte de marches qui s'élève vers la proue du vaisseau de pierre où est juchée la *Victoire* a spécialement été conçue pour elle. Les visiteurs qui l'aperçoivent depuis l'allée des Sarcophages avancent vers elle degré après degré pour en découvrir les détails. La mise en scène dramatique, appuyée par un nouvel éclairage, se prête fort bien au lyrisme de l'œuvre. Aussi, les conservateurs du musée, unanimes,

repoussent-ils fermement l'idée même de son déplacement. Et tant pis si, dès ses premières esquisses, l'architecte sino-américain la faisait figurer au centre de sa pyramide. Certes les proportions de la statue conviennent parfaitement à l'énorme volume. Et ses ailes largement déployées auraient pu s'admirer en contre-plongée, neuf mètres plus bas. La direction des musées de France est formelle : la dame de Samothrace ne quittera pas son escalier.

Il fallait trouver autre chose. Une œuvre tirée du fond du musée, puisqu'elle doit en être le symbole. La ronde des statues a commencé. D'abord par l'effigie bicéphale des taureaux venues de Persépolis. Une œuvre forte, massive, qui fut jugée trop agressive, voire « fasciste ». Impossible, également, de placer là un monument égyptien — la tête colossale d'Amasis ou la statue de Sethi I<sup>er</sup>. La redondance avec la pyramide risquait de faire sourire. Pourquoi pas une œuvre française ? Puget se prête bien à une telle mise en scène. Écarté : il ne fallait pas déparier l'ensemble consacré à la sculpture française, qui doit prendre place dans une cour couverte de l'ancien ministère des Finances. On crut tenir la solution avec la *Diane d'Anet*. Une réplique du groupe fut même installée sur le socle faïdique (notre illustration). Pendant quelques jours, elle trôna sous la pyramide pour la plus grande joie des conservateurs. Ils durent déchanter devant l'hostilité des autres responsables culturels. Perdue au milieu du polyèdre de verre, la *Diane d'Anet* ressemble à un bibelot de cheminée, déclarait-on du côté des ministères où l'on suggéra de chercher hors du Louvre. Faute d'imagination on se tourna vers l'œuvre la plus célèbre de Rodin. Là encore, une réplique fut installée. Désespoir, l'anatomie du *Penseur* n'est pas faite pour être admirée en levant la tête.

Olivier Chevrillon, directeur des musées de France, crut avoir enfin résolu la question en installant sur le

socle maudit un *Coq* de Brancusi dont la conformation correspondait au volume et à l'espace. Le plâtre de cette œuvre se trouve au Musée national d'art moderne. Il suffisait d'en tirer un bronze et le tour était joué. Le problème, c'est que l'artiste était mort depuis des lustres et que les gardiens de sa mémoire, à défaut de ses héritiers qui étaient d'accord, se mirent à protester énergiquement. On sait en effet le soin méticuleux apporté par Brancusi aux finitions de ses œuvres. Ses tirages en bronze étaient longuement patinés sous sa direction avant d'être livrés au public. Or il s'agissait ici de fonder une pièce à partir d'un plâtre, hors de tout contrôle de l'artiste. Et même, si on en croit certains, d'en augmenter notablement les proportions. Pierre Schneider, dans un article virulent publié dans *l'Express* sous le titre « Le Coq et les vautours », attaqua ce projet au nom du droit moral de l'artiste. Dans le même temps on prêtait à Pontus Hulten le désir de faire plusieurs tirages de l'œuvre. Vrai ou faux, c'en était trop. Le *Coq* resta au Centre Pompidou.

Puisqu'il était si difficile de trouver une œuvre ancienne s'adaptant harmonieusement à la Pyramide, pourquoi ne pas commander à un artiste contemporain du « sur-mesure » ? Dominique Bozo avança le nom de Tinguely. Ce dernier aurait pu achever le mouvement de l'escalier par une ellipse personnelle. Mais le cœur n'y était plus et cette offre fut balayée comme les autres. Le socle restera donc vide le jour de l'inauguration. Pierre-Yves Ligen, le président de l'Etablissement public du Grand Louvre, ne perd pas espoir. « Une idée finira par s'imposer, toute seule », affirme-t-il. Les autres ne sont pas convaincus par la nécessité de « garnir » la Pyramide. Elle est, disent-ils, un monument en soi. Et, pour le musée, un symbole suffisant.

EMMANUEL DE ROUX.

## NOUVELLES EXPOSITIONS

## Man Ray

Man Ray à Bagatelle, dans une folie du XVIII<sup>e</sup>, en quatre-vingt et quelques pièces pour convaincre que ce champion du détournement d'objets, des associations incongrues d'images et de mots, avait beaucoup d'imagination.

Trianon de Bagatelle, bois de Boulogne, route de Sèvres, Paris, 19<sup>e</sup>. Tél : 45-01-20-10. Tous les jours de 11 h à 18 h, nocturne le jeudi jusqu'à 21 h. Du 31 mars au 5 juin. 15 F, entrée du parc : 5 F.

## Haim Steinbach

Vedette de l'East Village, favori de Soho, voici Steinbach, l'inventeur du neo-ready made. A Paris, il a fait peindre les murs de la galerie en bleu-vert et a posé au centre une casemate d'aggloméré contenant deux armoires Louis XV rustique droit venues de la France profonde. Résultat : une mise en scène spectaculaire et presque comique. Telle est la mode, la dernière mode, celle qu'il faut connaître et oublier.

Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple, Paris, 3<sup>e</sup>. Tél : 42-71-09-33. Tous les jours, sauf dimanche et lundi, de 10 h à 18 h et de 14 h 30 à 19 h. Jusqu'au 11 avril.

## Dennis Oppenheim

Dennis Oppenheim, qui a été un des pionniers du body-art, a conçu à la fin des années 1970 ce qu'il a appelé des « factories », de grandes machines complexes avec chausse-trappes et circulation d'énergie symbolisant les fonctions humaines. C'est dans ce sens qu'il poursuit ses recherches, mais en multipliant les ingrédients et

arguments de ses mises en scène d'organismes mutatis, déformés.

Paris Art Center, 38, rue Falguère, Paris, 19<sup>e</sup>. Tél : 43-22-39-47. Tous les jours, sauf dimanche, lundi et jours fériés, de 14 h à 19 h. Jusqu'au 29 avril.

## Culture de l'objet

Retrouvant en cela les vieux mythes interdisciplinaires qui firent la gloire originale du Centre Pompidou, le Musée d'art moderne et le Centre de création industrielle ont décidé d'associer leurs compétences et leurs collections pour réunir les charmes de l'architecture, du design et des arts plastiques. Moyennant quoi, et pour se donner le temps de parfaire le projet, ils proposent pour l'heure, la « préfiguration d'une nouvelle collection ».

Centre Georges Pompidou, galerie du Col, place Georges-Pompidou, Paris, 4<sup>e</sup>. Tél : 42-77-12-33. Tous les jours, sauf mardi, de 12 h à 22 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 22 h. Jusqu'au 29 mai.

## Metz

## Jan Groover

Le parcours en trente-quatre photographies d'une Américaine de quarante-cinq ans qui s'adonne à la nature morte. Entre Outenbridge et Morandi, Jan Groover invente un univers plastique, très classique d'une extrême cohérence. Présenté pour la première fois en France, ce travail bénéficie d'une mise en espace élégante dans les salons d'un hôtel particulier rénové.

Demeure Bossuet, 17, rue de Coëtlogon, 75006 Metz. Jusqu'au 28 avril.

## SÉLECTION PARIS

## Herbert Beckl

Herbert Beckl fut l'élève de Loos et le contemporain de Kokoschka. Peintre notoire de la Vienne de l'entre-deux guerres, il n'avait pas été honoré par l'exposition Vienne d'il y a trois ans. Aucune réparation à l'œuvre de l'artiste, avec deux qualités constantes : la singularité de l'invention et la perfection de l'exécution technique.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, 4<sup>e</sup> étage, place Georges-Pompidou, Paris, 4<sup>e</sup>. Tél : 42-77-12-33. Tous les jours, sauf mardi, de 12 h à 22 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 22 h. Jusqu'au 23 avril. 22 F.

## Richard Deacon

Est-il comme certains le pensent, le nouveau héros de l'effervescente sculpture britannique ? Ses pièces serpentine et immenses semblent osciller entre fantaisie formaliste et kitsch provocateur ; avec deux qualités constantes : la singularité de l'invention et la perfection de l'exécution technique.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, Paris, 19<sup>e</sup>. Tél : 47-23-61-27. Tous les jours, sauf lundi, de 10 h à 17 h 30, mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 21 mai. 15 F.

## Y. BALLIF

GRAVURES

LA NOUVELLE GRAVURE

42, rue de Seine, 6<sup>e</sup>

Du 17/3 au 7/4

## PROSCENIUM

35, rue de Seine, 75006 Paris 43.54.92.01

## SASSINOT de NESLE

Costumes pour le cinéma et le théâtre

## ARP - CARO - TAKIS

Œuvres choisies

Exposition prolongée jusqu'au 15 avril

JGM. GALERIE, 8 bis, rue J.-Caillet, 75006 Paris. Tél : 43.26.12.05

EXPOSITION  
JOËL  
HUBAUT  
«TOCCATABOGAN»

THEATRE  
DE  
CHERBOURG  
10 mars - 20 avril

Galerie Beaubourg  
Alain Jacquet

cl  
Arianne  
& Pierre  
Nahon  
3 RUE PIERRE AU LARD - PARIS - 42 71 20 50

## GALERIE LOUISE LEIRIS

47, r. de Monceau, 75008 PARIS

Tél : 45 63 28 85 et 37 14

Télécopieur : 45 63 76 13

## PICASSO

Peintures et Dessins

1932-1972

1<sup>er</sup> mars - 15 avril

## MUSÉE BOURDELLE

16, rue Antoine Bourdelle, M<sup>e</sup> Montparnasse

## LORIKO KOCH

Sculptures

tous les jours, sauf lundi, de 10 h à 17 h 40

DU 22 MARS AU 21 MAI

## GALERIE

JEAN-JACQUES DUTKO

8 rue Bonaparte - 75006 PARIS

Tél : (1) 43 26 96 13

## FOUGERON

Femmes d'Italie 1947

peintures - dessins

du 18 Mars au 13 Mai

## Galerie Céline d'Estrée

22, rue de l'Odéon, Paris 6<sup>e</sup>

## KATO

Jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 1989

## ARTS

## La Révolution française et l'Europe 1789-1799

De Voltaire pleurant sur les ruines de Libourne à l'aventure russe de Napoléon, l'adoption et le rejet des idées françaises en Europe. Quelques centaines d'œuvres disparates, rassemblées au Grand Palais, témoignent de cette influence.

Grand Palais, galeries nationales, pt. Concorde, Paris. 9. Tél : 42-99-54-10. Tous les jours sauf mardi de 10 h à 20 h. Nocturne mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 26 juin. 32 F.

## Les Passages couverts

En quittant la mairie du 9<sup>e</sup>, cette belle exposition sur les passages parisiens n'a pas pour autant trépassé. Elle est tout simplement passée à la mairie du 1<sup>er</sup> arrondissement, entre quartier bien pourvu de ces couloirs couverts de verrières et dont les commerces ont peu ou prou entrepris la vie. Car la majorité des passages sont en effet en grand état d'abandon quand ils n'ont pas été victimes de la destruction. Un livre magnifique accompagne cette exposition.

Mairie du 1<sup>er</sup> arrondissement, 4, place du Louvre, Paris. 1<sup>er</sup>. Tous les jours de 11 h 30 à 19 h. Visites-conférences les jeudis et samedis à 16 h. Du 3 avril au 16 mai. Entrée libre.

## Visions du sport

De Jules Beau à Gjon Mili, 61 photographes célèbres de la quintessence du sport. Priorité a été donnée à la qualité esthétique des œuvres plutôt qu'aux événements. Plus que la saisie d'une action, le reporter sportif démontre la perfection du geste. Une exposition tonique.

Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris. 16<sup>e</sup>. Tél : 47-23-36-53. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 h. Jusqu'au 17 avril. 25 F. Incompréhension l'ensemble des expositions.

## GALERIES

## Alan Charlton

Associés dans le culte du gris et du carré, les monochromes de l'un et les

ardoises découpées de l'autre, des dispositifs systématiques, un minimalisme propre, net et ascétique. Ou de la répétition considérée comme un des beaux-arts.

Galerie Durand-Dessert, 43, rue de Montmorency, Paris. 3<sup>e</sup>. Tél : 42-76-29-68. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 h à 19 h. Jusqu'au 17 mai.

## Arnaud Cloess

L'exigence de ce photographe est grande. Les 38 photos qu'il présente, fruit de trois années de travail, expriment sa relation de plus en plus personnelle au monde. Ses instantanés recèlent un climat angoissant, une gravité inédite, une violence insoupçonnée. Lui-même figure désormais dans ses images. Parfaitement abouti, ce périple mental et physique est conçu comme un songe.

Galerie Michèle Chomette, 24, rue Beaumarchais, Paris. 3<sup>e</sup>. Tél : 42-76-06-62. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 h à 19 h. Jusqu'au 15 avril.

## Robert Filliou, George Brecht

Dans la cour, des boîtes-reliquaires de George Brecht, ironiques assemblages très soigneusement composés. A l'étage, des pièces en hommage à Robert Filliou, récemment disparu, réalisées à l'aide de jouets déformés. Deux manières d'user de la décomposition comme d'un tremplin.

Galerie Crouzet-Robelin Bana, 40, rue Quincampoix, Paris. 4<sup>e</sup>. Tél : 42-77-38-87. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 h à 19 h et de 14 h à 19 h. Jusqu'au 29 mars.

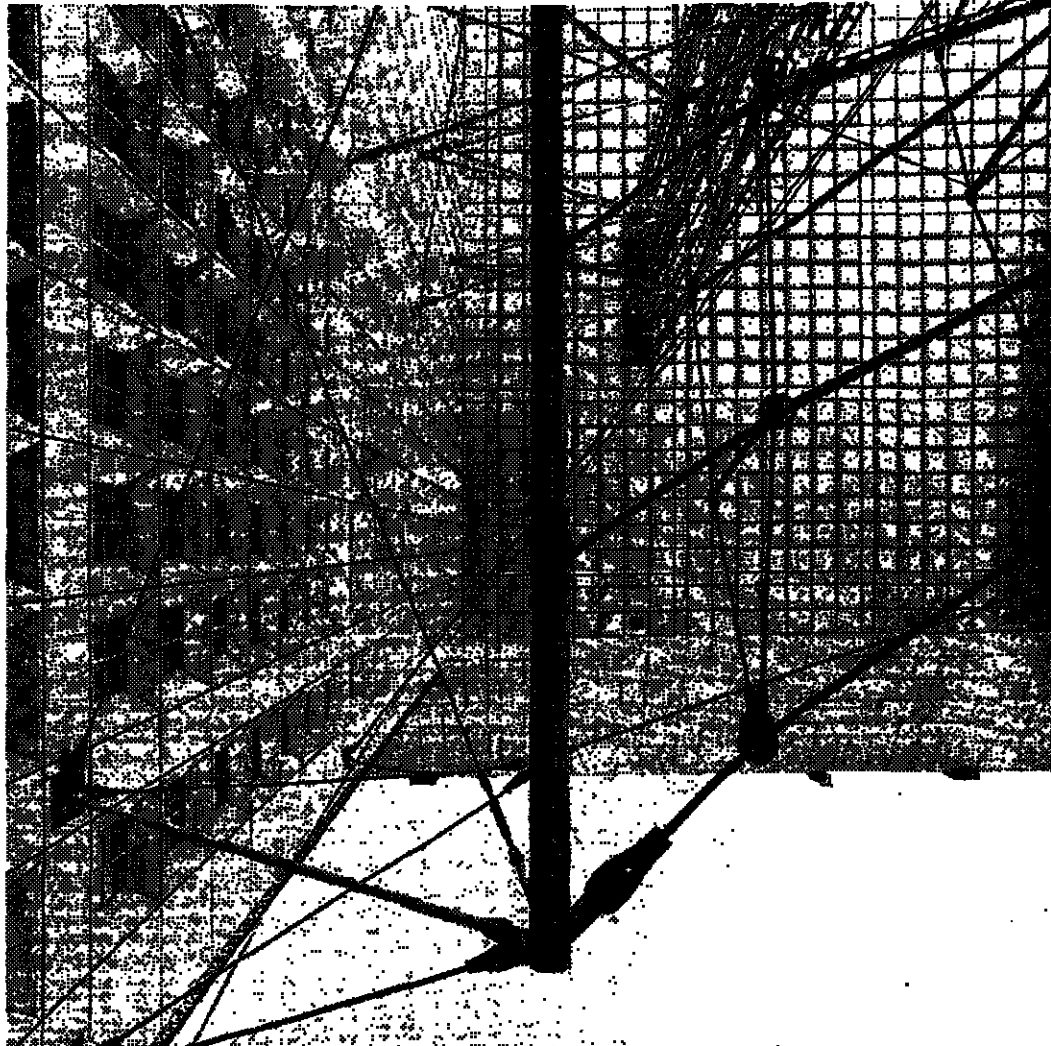
## Harald Klingeböller

Avec du carton d'emballage, des miroirs et du plâtre, ce jeune artiste allemand fabrique des formes géométriques échappées. Étrange et parfois décoratif.

Galerie Ghislaine Huetten, 5 bis, rue des Haudriettes, Paris. 3<sup>e</sup>. Tél : 48-87-60-81. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 h à 19 h et de 14 h à 19 h, samedi de 12 h à 19 h. Jusqu'au 21 avril.

## Ed Moses

Quelques toiles d'Ed Moses, Californien contemplatif et secret, qui peint dans le demi-jour des toiles denses



et complexes couleurs rouille, gris, vert-de-gris. Abstrait mais pas expressionniste. Religieux, plutôt, et d'une force qui mérite l'admiration.

Galerie Georges Lavrov, 42, rue Beaumarchais, Paris. 3<sup>e</sup>. Tél : 42-72-71-18. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 h à 19 h, samedi de 11 h à 19 h. Jusqu'au 22 avril.

## Mimmo Paladino

Mimmo Paladino est l'un des principaux peintres italiens contemporains. Son ambition : restaurer un art à la fois monumental et religieux, lourd de sens et de symboles. Pour cela, il use du bois, du bronze et de la couleur avec une virtuosité qui n'est jamais plus à l'aise que quand le format est vaste, le dessin complexe et le matériau hétérogène. Manifeste post-moderne ou réurgence de l'archaïsme sacré cher à l'art italien des années 20 ?

Galerie Daniel Tompion, 30, rue Beaumarchais, Paris. 3<sup>e</sup>.

Tél : 42-72-14-10. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h à 19 h. Jusqu'au 22 avril.

## Zaccato

De ce jeune peintre français peu connu, des aquarelles abstraites très construites qui suggèrent architectures et espace par la couleur. C'est parfois très réussi.

Galerie Pascal Gabart, 90, rue Quincampoix, Paris. 3<sup>e</sup>. Jusqu'au 9 avril.

## RÉGIONS

## Hérouville-Saint-Clair

Daniel Pontoreau La terre est son matériau de prédilection, mais il utilise aussi le béton, qui lui donne une autre image du phénomène de concrétion. Il en fait des volumes simples à la limite de la désagrégation, qu'il met en relation avec des éléments de verre, de

bronze, des miroirs, des cordes, faisant ainsi de ses pièces des lieux de projection d'un univers mental invitant à la méditation.

Théâtre d'Hérouville, 14012 Hérouville-Saint-Clair. Tél : 31-95-85-00. Jusqu'au 30 avril.

On ne connaît pas trop bien en France cet artiste californien dont le CAPC de Bordeaux expose, après le Reina Sofía de Madrid, une quarantaine d'œuvres de 1966 à 1988 : d'impressionnant montages photographiques en noir et blanc, qui mettent froidement en scène la violence ordinaire et neutralisée des images médiatisées. Sans délivrer de messages apparents. A nous d'y réfléchir.

CAPC-Musée d'art contemporain de Bordeaux, Entrée des Laines, rue Foy, 33000. Tél : 58-44-18-35. Sauf lundi et jours fériés, de 11 heures à

19 heures, le mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 23 avril.

## Bordeaux

## John Baldessari

Centre régional d'art contemporain Midi-Pyrénées, 31528 Labège-Tenopole. Tél : 61-58-28-28. Du mercredi au dimanche de 12 h 30 à 20 heures. 10 F. Jusqu'au 7 mai.

Centre régional d'art contemporain Midi-Pyrénées, 31528 Labège-Tenopole. Tél : 61-58-28-28. Du mercredi au dimanche de 12 h 30 à 20 heures. 10 F. Jusqu'au 7 mai.

Centre régional d'art contemporain Midi-Pyrénées, 31528 Labège-Tenopole. Tél : 61-58-28-28. Du mercredi au dimanche de 12 h 30 à 20 heures. 10 F. Jusqu'au 7 mai.

19 heures, le mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 23 avril.

## Pont-Aven

## Charles Fromont

C'est un Américain qui étudia quelques temps à l'académie Julian, avant de se fixer à Concarneau, en 1890. Il y fit des marines plutôt japonisantes, qu'il traita de préférence au pastel. Le musée de Pont-Aven présente une soixantaine d'œuvres de cet illustre inconnu.

Musée de Pont-Aven, place de l'Hôtel-de-Ville, 29123. Tél : 98-06-14-43. Tous les jours de 10 h à 12 h 30 et de 14 h à 19 h. Jusqu'au 20 juin.

## Arlès

## Van Gogh et Arles

Ce n'est pas l'exposition du siècle, mais elle est sublimement faite, autour des motifs traités par Van Gogh lors de son séjour arlésien : les vergers en fleurs, la plaine de la Crau et ses blés, les jardins de l'hôpital, des portraits enfin, en particulier ceux de la famille Roulin.

Espace Van Gogh, rue du Président-Wilson, 13000 Arles. Tél : 90-49-39-06. Tous les jours de 10 h à 12 h 30 et de 14 heures à 19 heures, le samedi jusqu'à 21 h 30, le dimanche de 10 heures à 19 heures. 30 F. Jusqu'au 15 mai.

## Toulouse

## Sculpture anglaise

La sculpture contemporaine anglaise est l'une des plus fertiles et des plus inventives de l'époque. Variée dans ses matériaux comme dans ses procédés, jouant avec la figure et la géométrie, elle s'autorise toutes les extravagances et ignore toutes les orthodoxes. Ludique, ironique, imprévisible, elle se développe avec une belle énergie.

Centre régional d'art contemporain Midi-Pyrénées, 31528 Labège-Tenopole. Tél : 61-58-28-28. Du mercredi au dimanche de 12 h 30 à 20 heures. 10 F. Jusqu'au 7 mai.

## Saint-Paul-de-Vence

## Arts de l'Afrique noire

Deux cents œuvres de la collection Barbier-Mueller — l'une des plus riches dans le domaine des arts primitifs — ont quitté Genève pour la fondation Maeght.

Fondation Maeght, 06570 Saint-Paul-de-Vence. Tél : 93-52-51-63. Tous les jours de 10 heures à 12 h 30 et de 14 h 30 à 18 heures. 40 F. Jusqu'au 15 mai.

## Marseille

## Fred Deux

De l'un des plus étranges des Surréalistes actuels, une suite de dessins oniriques et inquiétants. L'organique se marie au végétal, l'humain au monstrueux. Une technique admirable de pureté, de netteté et de fraîcheur contribue à l'efficacité de ces mauvais rêves en gris, noir et blanc.

Musée Cantini, 19, rue Grignan, 13000 Marseille. Tél : 91-54-77-78. Tous les jours de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 avril.

## ÉTRANGER

## Bruxelles

## Arts déco

Qu'est-ce que l'art déco ? La négation du géométrisme et du Bauhaus, répond une somptueuse exposition qui réunit des pièces jamais vues, venues de l'Europe entière, dans une mise en scène très forte. Mobiliers extravagants, verreries aberrantes, porcelaines tordues, gauchet, bois rares, pierres, étoffes rose tyrien ou mordorées : en prenant le contre-pied de l'histoire officielle, l'exposition bruxelloise marque une étape peut-être importante dans la révision de quelques certitudes.

Palais des Beaux-Arts, 23, rue Ravenstein à 10, rue Royale. Tél : 512-15-53. Tous les jours sauf lundi, de 10 heures à 18 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 28 mai.

## Amsterdam

## Malevitch

Kasimir Malevitch, du début jusqu'à la fin, en une centaine de peintures et presque autant de dessins. Nombreuses œuvres inédites, qui viennent des collections soviétiques. C'est la première vraie rétrospective de cet avant-gardiste capital du début du vingtième siècle.

Stedelijk Museum, Paulus Potterstraat 13, Amsterdam. Tél : 020-637-27-37. Tous les jours de 11 heures à 17 heures. Jusqu'au 28 mai.

MAX LINDER PANORAMA

L'EFFET - SPECTACLE

THX SOUND

24, bd Poissonnière - 9<sup>e</sup>

Tél. 48.24.88.88

UN FILM DE JEAN-JACQUES BEINEIX

ROSELYNE

ET LES LIONS

A PARTIR DU 12 AVRIL

550 من الأصل